

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (88)284

Vol. 1988/0088

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(88) 284 final

Bruxelles, le 2 juin 1988

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

instituant une action commune visant
à la reconstitution des oliveraies endommagées
par le gel dans certaines régions grecques en 1987

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 2511/69 prévoyant
des mesures spéciales en vue de l'amélioration
de la production et de la commercialisation
dans le secteur des agrumes communautaires

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

instituant une action commune d'urgence en faveur des
zones agricoles des régions de Valencia
et Murcia (Espagne)

(présentées par la Commission)

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

instituant une action commune visant
à la reconstitution des oliveraies endommagées
par le gel dans certaines régions grecques en 1987

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 2511/69 prévoyant
des mesures spéciales en vue de l'amélioration
de la production et de la commercialisation
dans le secteur des agrumes communautaires

1. Le 30.6.1987, lors de sa réunion pour la fixation des prix agricoles pour la campagne 1987/88, le Conseil, après avoir pris connaissance des séquelles d'une vague de froid sans précédent qui a frappé l'agriculture grecque en mars 1987, a pris acte des intentions de la Commission de lui soumettre des propositions adéquates en matière de structures en faveur de certaines productions particulièrement touchées comme celles des agrumes et des oliviers.
2. La présente proposition comporte une mesure nouvelle dans le domaine des oliveraies et une modification du règlement (CEE) n° 2511/69 concernant l'amélioration de la production et de la commercialisation dans le secteur des agrumes. L'utilisation de ce dernier facilitera l'encadrement tant opérationnel que financier des mesures proposées dans le secteur des agrumes en vue de rétablir la situation créée suite à la vague de froid de mars 1987.

Les deux actions proposées, malgré cette approche juridique différente, font partie d'un ensemble indissociable du fait que la vague de froid a frappé de la même façon la base productive dans les deux secteurs en question et que le rétablissement de la situation nécessite une action d'urgence, mesurée en termes de durée et de nature d'intervention, quasi identique dans les deux cas.

3. En matière d'oliveraies, la présente proposition vise l'adoption d'une action commune au sens de l'article 6 du règlement (CEE) n° 729/70 qui serait destinée à faciliter, avec le concours du FEOGA, section orientation, au moyen d'aides aux investissements et d'aides complémentaires, la reconstitution des oliveraies totalement ou partiellement détruites par le mauvais temps. L'action commune sera mise en oeuvre notamment dans les zones où les intempéries ont affecté au moins 50 % des superficies des oliveraies et où cette culture joue un rôle prépondérant dans l'activité agricole, l'équilibre écologique et le maintien du paysage. L'octroi des aides à la reconstitution est subordonné à certaines conditions ayant trait à des limites en termes de superficies ou de nombre d'arbres, en vue d'assurer le maximum d'efficacité des moyens mis à disposition et la cohérence de l'opération par rapport à la situation des marchés.

En outre, des conditions plus avantageuses en matière d'aides complémentaires sont prévues lorsque les opérations de reconstitution sont réalisées dans un cadre collectif.

L'action de reconversion des oliveraies endommagées vers d'autres productions a déjà été prévue dans le cadre des Programmes Intégrés méditerranéens (PIM)

pour la Grèce, pour un coût total éligible de 12,4 mio ECU dont 70 % à charge du budget communautaire (ligne 551); par conséquent, ce type d'action n'est pas visé par la présente proposition.

4. La durée de l'action commune est limitée à deux ans. Les dépenses à la charge du FEOGA, section orientation, s'étalent compte tenu de la nature de l'action commune, sur un certain nombre d'années à partir de 1989 pour un coût prévisionnel global de 73 mio ECUS; la répartition annuelle de ce montant est indiquée à la fiche financière jointe à cette proposition.

5. En ce qui concerne l'action en faveur des vergers d'agrumes endommagés, la présente proposition vise une adaptation du règlement (CEE) n° 2511/69. En vertu de ce règlement, tel que modifié par le règlement (CEE) n° 1204/82, la Grèce a mis en oeuvre un plan national prévoyant des mesures spéciales en vue de l'amélioration de la production et de la commercialisation des agrumes. En vertu de l'article 1er paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2511/69 les opérations éligibles doivent avoir été entamées jusqu'au 31.12.1988. Le gouvernement grec, conformément à l'article 2 de ce même règlement, a présenté son plan national qui a été approuvé par la Commission le 21.11.1983. En date du 31.12.1986 environ 20 % des superficies autorisées avaient été réalisées.

6. La vague de froid et les tempêtes de neige en mars 1987 ont détruit une grande partie des arbres, parmi lesquels ceux ayant déjà été reconvertis ou restructurés, et leurs greffons. Par conséquent, un délai supplémentaire de deux ans sera nécessaire, dans le cadre d'une action d'urgence, pour pouvoir entamer les opérations de reconversion et de restructuration retardées par les intempéries en utilisant les variétés préconisées par le plan, y compris les opérations déjà réalisées ou en cours de réalisation dans nombre de vergers qui ont été mis à l'épreuve du froid.

Pour ce dernier cas il sera nécessaire de pouvoir octroyer de nouveau les aides pour la réalisation des travaux, ainsi que l'aide complémentaire en cas de reconversion, lorsque cette aide a été déjà octroyée pour une ou plusieurs années en liaison avec les opérations de reconversion réalisées les années antérieures aux gels.

7. Le dispositif de la proposition est complété par la possibilité donnée aux agrumiculteurs grecs de reconstituer leurs vergers endommagés lorsque la composition variétale de ces derniers correspondait déjà avant les intempéries de mars 1987 aux exigences des consommateurs, afin de les aider à préserver leur potentiel de production tout en étant en conformité avec les exigences du marché en matière de qualité.
- Pour ce type d'opération un délai de deux ans sera également nécessaire.
8. La modification proposée ne nécessitera pas de revision du coût prévisionnel retenu à l'article 3 du règlement (CEE) n° 1204/82 modifiant le règlement (CEE) n° 2511/69, et sera réalisée à l'intérieur de ce montant.

Historical Archives of the European Commission

217

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

instituant une action commune visant
à la reconstitution des oliveraies endommagées
par le gel dans certaines régions grecques en 1987

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission (1),

vu l'avis du Parlement européen (2),

considérant que, pour atteindre les objectifs de la politique agricole commune, visés à l'article 39 paragraphe 1 (lettres a) et b) du traité, il est nécessaire d'aider à l'amélioration des structures de l'agriculture dans les régions particulièrement exposées à de graves problèmes;

considérant que, dans certaines régions de la Grèce, les oliviers ont été détruits ou gravement endommagés par des gelées d'une intensité et d'une durée exceptionnelles et que ces dégâts sont plus importants dans certaines zones exposées;

considérant que, notamment dans ces zones, la culture de l'olivier constitue la seule possibilité économique d'occupation du sol et que, par conséquent, il convient d'encourager, sous certaines conditions, la reconstitution des oliveraies afin de permettre la poursuite d'une activité agricole tout en évitant les risques d'érosion et de désordre hydraulique, de protéger l'environnement et de conserver l'intégralité du paysage;

(1) J.O. n° C ...

(2) J.O. n° C ...

considérant qu'il convient que cet encouragement prenne la forme d'un régime d'aide aux investissements accompagné d'une aide complémentaire pour compenser la perte de revenu des oléiculteurs tout en tenant compte de conditions particulières devant être remplies par les bénéficiaires;

considérant que, dans le même temps, la reconstitution des oliveraies devrait favoriser l'amélioration de la compétitivité par la réduction des coûts de production; qu'il convient, par conséquent, en respectant les structures données en Grèce, de prévoir des conditions plus avantageuses lorsque la reconstitution se réalise dans le cadre d'un schéma collectif regroupant plusieurs exploitations;

considérant que la reconstitution des oliveraies doit assurer le maintien d'un haut niveau de qualité ou une amélioration qualitative par l'utilisation des meilleures variétés lorsque le niveau qualitatif n'est pas encore satisfaisant;

considérant que, pour assurer à ces mesures la plus grande efficacité, il est nécessaire que celles-ci s'insèrent dans un programme de reconstitution des oliveraies établi par la Grèce;

considérant qu'il convient de prévoir que cet ensemble de mesures constitue une action commune au sens de l'article 6 du règlement (CEE) n° 729/70 du Conseil, du 21 avril 1970, relatif au financement de la politique agricole commune (3), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3183/87 (4); que les dépenses encourues par la Grèce doivent être financées par la Communauté à raison de 40 %, compte tenu des disponibilités financières limitées de l'Etat membre concerné,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

1. Pour remédier aux dégâts causés par le gel pendant l'hiver de 1986/1987 en Grèce dans le secteur de l'oléiculture, il est institué une action commune, au sens de l'article 6 du règlement (CEE) n° 729/70, ayant un caractère exceptionnel.

(3) J.O. n° L 94 du 28.04.1970, p. 13

(4) J.O. n° L 304 du 27.10.1987, p. 1

2. L'action commune est mise en oeuvre dans les zones où :

- l'oléiculture représente une production agricole très importante, et
- au moins 50 % des oliviers ont été gravement endommagés par le gel pendant l'hiver de 1986/1987. Toutefois, les exploitations bénéficiant des mesures relatives à la reconstitution des oliveraies doivent avoir subi des dégâts importants correspondant au moins à 20 % du nombre de leurs oliviers.

La liste des régions dont les zones peuvent répondre aux critères énoncés au premier alinéa, sans préjudice des dispositions prévues au troisième alinéa, figure en annexe.

Selon la procédure visée à l'article 2 paragraphe 5, la Commission peut décider de ne pas appliquer le taux de 50 % visé au premier alinéa deuxième tiret dans des cas exceptionnels, lorsque la nécessité d'une telle dérogation est dûment justifiée en raison de la grande diversité de l'espace rendant difficile la délimitation des zones.

3. Selon l'article 4, la Communauté peut accorder un concours à l'action commune en finançant par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section "orientation", ci-après dénommé "Fonds", des mesures liées :

- a) à la reconstitution, dans le cadre d'opérations collectives ou individuelles, des oliveraies affectées par le gel;
- b) à l'aide accordée aux exploitants agricoles dont les revenus, y compris ceux éventuellement réalisés hors de l'exploitation, ne dépassent pas un certain seuil de prospérité qui sera défini dans le programme visé à l'article 2, pour la réalisation des objectifs qui sont liés aux opérations visées à la lettre a), dans le respect des conditions énoncées à l'article 3 et à l'article 4 paragraphe 2.

Article 2

1. Le gouvernement grec établit avant le 1er octobre 1988 un programme qui comporte les mesures les plus adéquates pour la réalisation des actions visées à l'article 1er.

Le programme doit fournir notamment les informations suivantes :

- description de la situation existante, importance régionale de l'oléiculture en termes de produit agricole brut, nature des dégâts causés par le gel et indication de leur répartition régionale,
- définition des mesures de contrôle assurant que les aides à la reconstitution des oliveraies octroyées aux oléiculteurs qui ont subi des dégâts visés à l'article 1er paragraphe 1 répondent aux critères fixés au paragraphe 2 dudit article,
- en cas de reconstitution collective : zone de reconstitution et variétés recommandées par région, schéma directeur obligatoire pour tous les exploitants y participant, mesures d'accompagnement qui visent notamment les travaux d'amélioration du sol et de drainage, liés aux travaux de reconstitution collective,
- en cas de reconstitution individuelle : zones de reconstitution des oliveraies prioritaires et variétés recommandées par région, règles minimales devant être appliquées afin d'assurer une amélioration des conditions d'exploitation,
- montant de l'aide à accorder à l'exploitant selon les différentes méthodes de reconstitution, soit collective soit individuelle, et la vocation de production des oliviers à reconstituer, ainsi qu'en fonction de la situation économique de l'exploitant en ce qui concerne l'aide visée à l'article 1er paragraphe 3 lettre b),
- estimation prévisionnelle des coûts ventilés par type de mesures, justification économique et moyens financiers indispensables avec indication du rythme des dépenses prévues,
- mesures prises pour assurer le financement du programme et de l'aide en faveur des oléiculteurs dans un délai approprié.

2. Le programme et sa mise à jour éventuelle sont transmis à la Commission par le gouvernement grec.

3. A la demande de la Commission, la Grèce fournit les éléments supplémentaires d'appréciation relatifs aux données requises en vertu du paragraphe 1.
4. La durée du programme doit être au moins égale à celle de l'action commune.
5. La Commission approuve le programme et toute mise à jour éventuelle de celui-ci selon la procédure prévue à l'article 25 du règlement (CEE) n° 797/85 du Conseil (5) après consultation du Comité du Fonds sur les aspects financiers.

Article 3

1. Aux fins du présent règlement, on entend par "opérations de reconstitution collective des oliveraies" toute action de reconstitution réalisée par des exploitants agricoles dans le cadre d'une convention obligatoire entre les exploitants participant à cette action et l'autorité chargée de la mise en oeuvre.

Une opération de reconstitution collective doit porter au moins sur 5.000 oliviers et 25 agriculteurs appartenant à une coopérative oléicole, à un groupement de producteurs oléicoles ou à d'autres associations reconnues à cet effet et ayant une orientation comparable, qui définissent les mesures nécessaires à la reconstitution. Ces organismes sont autorisés à fixer des règles ultérieures en vue de mieux assurer les orientations retenues au paragraphe 3.

Selon la procédure prévue à l'article 2 paragraphe 5, la Commission peut, dans des cas exceptionnels, fixer un nombre d'arbres à reconstituer ou un nombre d'exploitants groupés dans une action collective inférieurs à ceux prévus au deuxième alinéa, lorsque la nécessité d'une réduction est dûment justifiée sur la base du programme.

(5) J.O. n° L 93 du 30.03.1985, p. 1

2. Aux fins du présent règlement, on entend par "opérations individuelles de reconstitution des oliveraies" toute action de reconstitution réalisée par des exploitants agricoles qui porte au moins sur 50 oliviers ou 0,3 ha par exploitation.

La Grèce fixe les règles en vue de mieux assurer les orientations retenues au paragraphe 3.

3. Les opérations éligibles de reconstitution des oliveraies doivent :
 - a) contribuer à la restauration du paysage caractérisé par le patrimoine oléicole, assurer la protection de l'environnement, la consolidation du sol et la régularité du régime hydraulique;
 - b) contribuer à une amélioration durable des conditions de travail dans les exploitations agricoles concernées permettant ainsi une amélioration du revenu du travail;
 - c) fournir l'assurance quant à leur efficacité économique;
 - d) garantir le maintien d'un haut niveau de qualité ou, lorsque le niveau atteint n'est pas encore satisfaisant, une amélioration de la qualité des produits de l'oléiculture;
 - e) assurer que le volume moyen de production en huile d'olive ne dépasse pas celui constaté avant la période des dégâts dus au gel.

Article 4

1. Les dépenses effectuées dans le cadre des mesures prévues à l'article 1er paragraphe 3 lettre a) sont éligibles au titre du Fonds pour un montant maximal de :
 - 4.300 Ecus par hectare en cas de reconstitution totale
ou
 - 13 Ecus par arbre dans le cas où la reconstitution ne concerne qu'une partie importante de la surface en question, telle qu'elle résulte de la prise en considération conjointe des paramètres fixés à l'article 1er paragraphe 2 premier alinéa deuxième tiret et à l'article 3 paragraphes 1 et 2,

et

- 11 Ecus par arbre dans le cas où la reconstitution se réalise par sciage à la base du tronc
- ou
- 8 Ecus par arbre dans le cas où la reconstitution se réalise par sciage des branches premières et secondaires.

Toutefois, les aides à la reconstitution visées au premier alinéa ne peuvent pas dépasser les coûts réellement occasionnés.

2. Les dépenses effectuées dans le cadre de l'aide visée à l'article 1er paragraphe 3 lettre b) sont éligibles au titre du Fonds pour un montant de 3 Ecus en moyenne par année et par arbre dans une limite de 5 hectares ou de 1.500 arbres par exploitation individuelle, cette aide étant octroyée pour une durée maximale de :

- 5 ans en cas de replantation ou de sciage à la base du tronc,
- 3 ans en cas de sciage des branches premières.

L'aide peut être échelonnée de façon dégressive.

En cas de reconstitution par sciage des branches secondaires uniquement, les dépenses effectuées dans le cadre de l'aide visée à l'article 1er paragraphe 3 lettre b) sont éligibles au titre du Fonds pour un montant total de 5 Ecus par arbre au maximum et dans une limite de 5 hectares ou de 1.500 arbres par exploitation individuelle.

Toutefois, en cas d'opérations de reconstitution collective des oliveraies, le montant visé aux premier et troisième alinéas peut être majoré de 20 %.

3. Le Fonds rembourse à la Grèce 40 % des dépenses éligibles visées aux paragraphes 1 et 2. Toutefois, l'éligibilité des opérations de reconstitution visées au paragraphe 1 implique une participation minimale de 20 % du bénéficiaire à la couverture des coûts totaux.
4. Le coût prévisionnel total de l'action commune à charge du Fonds s'élève à 73 millions d'Ecus.
5. L'action commune a une durée de deux ans à compter de l'approbation du programme visé à l'article 2 et se termine dans tous les cas le 31 décembre 1990.

Article 5

Lors de l'approbation du programme visé à l'article 2, la Commission fixe, en accord avec la Grèce, les modalités de son information périodique sur le déroulement du programme.

Article 6

1. Les demandes de remboursement portent sur les dépenses effectuées par la Grèce dans le courant d'une année civile et sont présentées à la Commission avant le 1er mai de l'année suivante.
2. Le concours du Fonds est décidé conformément à l'article 7 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 729/70.
3. Des avances peuvent être accordées en ce qui concerne les travaux matériels selon les modalités de financement arrêtées par la Grèce et en fonction de l'état d'avancement des travaux matériels visés à l'article 1er paragraphe 3 lettre a).
4. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 13 du règlement (CEE) n° 729/70.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

A N N E X E**Champ d'application géographique**

Départements de :

- Achaïa
- Magnésie
- Eubée
- Laconie
- Arcadie
- Corinthie
- Messénie
- Fthiotide
- Lesbos
- Argolide

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

concernant : proposition de règlement du
Conseil instituant une action commune visant à la reconstitution des oliveraies
endommagées par le gel dans certaines régions grecques en 1987.

1. Ligne budgétaire : III B poste : 333 intitulé : Secteur des fruits et des olives.

2. Base juridique : Article 43 du Traité.

3. Classification : Dépense obligatoire/~~CHIFFRE~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Reconstitution des oliveraies par les
mesures appropriées selon le cas (arrachage et replantation, sciage à base
du tronc et des branches).

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : Remboursement des dépenses éligibles avec possibilité d'avances.

5.2 Part du financement communautaire : 40 % des dépenses nationales éligibles.

5.3 Calcul : voir annexe.

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Échéancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

Exercice	C.E./C.P.
1988	p.m.
1989	25
1990	25
1991	16
1992	4
exercices ultérieurs	3
Total	73

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations :

21

ANNEXE A LA FICHE FINANCIERE

Dépenses à la charge du FEOGA(O) en Mio ECU

1. Dépenses pour la reconstitution des oliviers par :

- arrachage-replantation	:	1.350.000 arbres	x	12 ECU	x	0,4	=	6,5 mio
- sciage à la base du tronc	:	2.500.000 "	x	10 "	x	0,4	=	10,0 mio
- sciage des branches premières	:	2.600.000 "	x	7 "	x	0,4	=	7,3 mio
- sciage des branches secondaires	:	6.100.000 "	x	6 "	x	0,4	=	14,6 mio
								<u>38,4 mio</u>

2. Dépenses pour l'aide complémentaire :

- en cas de replantation ou de sciage du tronc :

a) 3.850.000 arbres x 0,85* x 13 ECU x 0,4 = 17,0 mio

- en cas de sciage des branches premières :

b) 2.600.000 arbres x 0,85* x 8 ECU x 0,4 = 7,1 mio

- en cas de sciage des branches secondaires:

c) 6.100.000 arbres x 0,85* x 4 ECU x 0,4 = 8,3 mio
32,4 mio

3. Dépenses supplémentaires résultant de l'augmentation de 20 % de l'aide complémentaire en cas de reconstitution collective

a) 3.850.000 arbres x 0,85* x 0,25** x 2,6 ECU x 0,4 = 0,9 mio

b) 2.600.000 arbres x 0,85* x 0,25** x 1,6 ECU x 0,4 = 0,4 mio

c) 6.100.000 arbres x 0,85* x 0,25** x 0,8 ECU x 0,4 = 0,4 mio
1,7 mio

4. Dépenses totales : 72,5 mio ECU

* taux d'éligibilité effective, compte tenu de l'application d'un seuil de prospérité pour l'octroi de cette aide.

** taux de participation au schéma collectif.

21

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 2511/69 prévoyant
des mesures spéciales en vue de l'amélioration
de la production et de la commercialisation
dans le secteur des agrumes communautaires

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son
article 43,

vu la proposition de la Commission⁽¹⁾,

vu l'avis du Parlement européen⁽²⁾,

considérant que, en vertu du règlement (CEE) n° 2511/69 du Conseil⁽³⁾
modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3130/86⁽⁴⁾,
la Grèce a mis en oeuvre son plan prévoyant des mesures spéciales en vue de
l'amélioration de la production et de la commercialisation des agrumes confor-
mément au programme approuvé par la Commission le 21 novembre 1983;

considérant que, notamment dans certaines régions de la Grèce, les plantations
d'agrumes ont été détruites ou gravement endommagées par des gelées d'une in-
tensité et d'une durée exceptionnelles pendant l'hiver de 1986/1987 qui, dans
une large mesure, ont mis en cause les résultats obtenus et l'état d'avance-
ment du plan en cours de réalisation; qu'il convient, par conséquent, d'encou-
rager, sous certaines conditions, le rétablissement des plantations en ques-
tion afin de permettre la poursuite d'une activité agricole dans les régions
sinistrées;

(1) J.O. n° C

(2) J.O. n° C

(3) J.O. n° L 318 du 18.12.1969, p. 1

(4) J.O. n° L 292 du 16.10.1986, p. 5.

considérant que ce rétablissement doit assurer le maintien d'un haut niveau de qualité ou une amélioration qualitative par l'utilisation des meilleures variétés lorsque le niveau qualitatif n'est pas encore conforme aux exigences des consommateurs; qu'il convient, par conséquent, de réaliser le rétablissement des plantations endommagées par des opérations de reconversion lorsque les variétés existant avant les gels ne répondaient pas aux exigences des consommateurs;

considérant que certains agrumiculteurs grecs ont été empêchés par les intempéries d'entamer les opérations de reconversion et de restructuration déjà prévues par le plan approuvé par la Commission; qu'il convient, par conséquent, de leur donner la possibilité d'entamer en temps opportun lesdites opérations;

considérant que, le gel ayant détruit un pourcentage important des arbres ayant déjà fait l'objet d'opérations de reconversion ou de nouvelles plantations déjà installées suite aux opérations de restructuration, ou étant l'objet de telles opérations en cours de réalisation, ainsi que des greffons destinés à la réalisation du plan, de nouvelles opérations doivent être entamées; qu'il y a lieu, par conséquent, d'adapter les aides octroyées pour ces opérations pour tenir compte des dégâts causés;

considérant que, pour corriger la situation ainsi créée suite aux gels, il convient de prévoir une action revêtant un caractère urgent impliquant un délai supplémentaire de deux ans, ainsi qu'une adaptation subséquente du plan mis en oeuvre en Grèce,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Le règlement (CEE) n° 2511/69 est modifié comme suit :

1) L'article premier est modifié comme suit :

- a) au paragraphe 2 est ajouté par l'alinéa suivant :
"Toutefois, la date visée au premier alinéa est reportée de deux ans pour ce qui concerne la mise en oeuvre des dispositions prévues au paragraphe 4".

b) les paragraphes suivants sont ajoutés :

"4. En Grèce :

- a) les aides visées au paragraphe 1 premier alinéa et au paragraphe 3 peuvent être octroyées pour les opérations visées au paragraphe 1 (lettres a), c) et d) qui sont entamées jusqu'au 31 décembre 1990, lorsque les plantations d'agrumes ont été endommagées par les gels survenus pendant l'hiver de 1986/87;
- b) dans le cas de plantations d'agrumes ayant fait l'objet, jusqu'à l'hiver de 1986/87, des opérations visées au paragraphe 1 (lettres a), c) et d), les aides visées au paragraphe 1 premier alinéa et au paragraphe 3 peuvent être octroyées de nouveau lorsque lesdites opérations doivent être ré-entamées suite aux gels de l'hiver en question et jusqu'au 31 décembre 1990;
- c) peuvent être octroyées les aides visées au paragraphe 1 premier alinéa et au paragraphe 3 pour des opérations de reconstitution des arbres endommagés par les gels survenus pendant l'hiver de 1986/87, lesquelles sont entamées jusqu'au 31 décembre 1990 en cas de plantations d'agrumes dont la composition variétale correspondait déjà avant les gels en question aux exigences des consommateurs, lorsque lesdites opérations de reconstitution sont réalisées par :
 - arrachage et replantation des mêmes variétés existant avant le gel ou encore d'autres variétés d'agrumes correspondant aux exigences des consommateurs,
 - coupe du tronc ou des branches premières ou secondaires et surgreffage des mêmes variétés existant avant le gel ou encore d'autres variétés d'agrumes correspondant aux exigences des consommateurs,

ainsi que les aides relatives aux mesures visées au paragraphe 1 lettre d), dans la mesure nécessaire à la réalisation des opérations de reconstitution.

5. Les aides relatives aux opérations visées au paragraphe 4 ne sont éligibles au titre du FEOGA que lorsque la superficie des arbres d'agrumes endommagés par le gel correspond à au moins 20 % de la superficie cultivée en agrumes de l'exploitation avant le gel."

2) L'article 2 est modifié comme suit :

- a) le début du troisième alinéa est remplacé par le texte suivant :
"Les Etats membres intéressés établissent le 30 avril 1983 au plus tard, et pour la mise en oeuvre des dispositions prévues à l'article 1er, paragraphe 4, le 30 septembre 1988 au plus tard, un plan ..."
- b) après le quatrième alinéa, est inséré l'alinéa suivant :
"Le plan établi en application des dispositions prévues à l'article 1er paragraphes 4 et 5 comporte notamment, en sus des éléments visés aux troisième et quatrième alinéas, la localisation des zones particulièrement touchées par les intempéries, l'importance des dégâts causés, le nombre des exploitations concernées, l'importance des superficies pouvant faire l'objet d'octroi d'aides relatives aux opérations visées à l'article 1er paragraphe 4, y compris l'orientation variétale des plantations qui sont l'objet desdites opérations, ainsi que la définition des mesures de contrôle assurant que les aides octroyées aux agrumiculteurs dont les plantations ont subi des dégâts dus au gel répondent au critère fixé à l'article 1er paragraphe 5".

3) A l'article 3 paragraphe 1 est ajoutée la lettre d) suivante :

"d) en ce qui concerne les actions visées à l'article 1er paragraphe 4 lettre c) :

- à reconstituer les plantations d'agrumes endommagées par le gel, par le maintien de la composition variétale des exploitations ou par un choix approprié d'autres variétés adaptées aux exigences des consommateurs,
- à permettre une rationalisation des moyens de production, telle que prévue au paragraphe 1 lettre a) deuxième tiret, lorsque le niveau de cette rationalisation n'est pas encore satisfaisant."

4) L'article 4 est modifié comme suit :

- a) au paragraphe 1 l'alinéa suivant est inséré après le deuxième alinéa :
"Toutefois, pour la mise en oeuvre des dispositions de l'article 1er paragraphe 4 lettres a) et b) le chiffre prévu au premier alinéa deuxième tiret est réduit à 20 %."
- b) le paragraphe 2 bis suivant est inséré :
"2bis. En ce qui concerne l'aide complémentaire visée à l'article 1er paragraphe 3 pour la mise en oeuvre des dispositions prévues à l'article 1er paragraphe 4 lettre c), les conditions visées au paragraphe 1 premier alinéa sont applicables, à l'exception du taux de 40 % visé au deuxième tiret du même alinéa."
- c) au paragraphe 4 premier alinéa est ajouté le membre de phrase suivant :
"... ou de celles en vertu des dispositions prévues à l'article 1er paragraphe 4 lettre c).".

5) L'article 5 est modifié comme suit :

- a) au paragraphe 1 le premier tiret est complété par le texte suivant :
"... ainsi que par l'action visée à l'article 1er paragraphe 4 sous c).".
- b) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :
"2. Le FEOGA, section orientation, rembourse aux Etats membres 50 % du montant des dépenses occasionnées par les actions visées à l'article 1er paragraphe 1, par le versement de l'aide complémentaire prévue au paragraphe 3 dudit article, ainsi que par les actions visées au paragraphe 4 lettre c) dudit article."

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles le

Par le Conseil

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

concernant : proposition de règlement du
Conseil modifiant le R. (CEE) n° 2511/69 prévoyant des mesures spéciales en vue
de l'amélioration de la production et de la commercialisation dans le secteur
des agrumes communautaires.

1. Ligne budgétaire : IIIB poste : 333 intitulé : Secteur des fruits et des olives.

2. Base juridique : Article 43 du Traité.

3. Classification : Dépense obligatoire/00000000000000000000

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Prorogation de la durée de l'action
de deux ans et prise de mesures adéquates pour la reconstitution des vergers
d'agrumes touchés par le gel en 1987.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : Remboursement des dépenses nationales éligibles.

5.2 Part du financement communautaire : 50 % des dépenses nationales éligibles.

5.3 Calcul : (1)

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Echéancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

<u>Exercice</u>	<u>C.E. / C.P.</u>
1988	p.m.
1989	p.m.
1990	p.m.
1991	p.m.
1992	p.m.
exercices ultérieurs	p.m.
Total	p.m.

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations : (1) Les nouvelles mesures proposées seront mises en oeuvre par
une modification du programme hellénique "agrumes" adopté en 1983. Etant
donné que le taux de réalisation du programme a été inférieur à celui prévu
lors de l'établissement de son coût estimatif (83 mio ECU), le financement
de ces nouvelles mesures peut être effectué à l'intérieur du coût estimatif
initial et, par conséquent, la modification n'entraîne pas des dépenses
supplémentaires à charge du FEOGA(O).

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

instituant une action commune d'urgence en faveur des
zones agricoles des régions de Valencia
et Murcia (Espagne)

EXPOSE DES MOTIFS

1. Lors de la session du Conseil des Ministres de l'Agriculture des 16/17/18 novembre 1987, le représentant de la Commission, suite à la déclaration du Ministre espagnol de l'agriculture, a précisé que son institution était disposée à étudier les problèmes subsistants suite aux dégâts causés sur le plan agricole par les inondations qui ont affecté certaines régions du sud de l'Espagne (régions de Valencia et Murcia) au début du mois de novembre 1987.

L'examen de la situation, et spécifiquement l'importance des dégâts occasionnés dans les régions sinistrées requièrent, comme dans des cas similaires, et dans un esprit de solidarité, un engagement financier de la Communauté. Pour cette raison, la Commission propose au Conseil la mise en oeuvre d'une action commune, au sens de l'article 6 du règlement (CEE) No 729/70 en faveur de ces régions.

2. L'action commune vise, sous forme d'aides aux investissements, à faciliter avec le concours financier du FEOGA-Orientation :

- la reconstitution et l'amélioration des infrastructures agricoles telles que électrification, voirie rurale, adduction en eau potable, irrigation collective et individuelle (en respectant les orientations de la PAC) ;
- la protection des sols contre l'érosion ;
- la reconstitution et amélioration des sols agricoles (dépierrage, nivellement, nettoyage, reconstitution de la couche de terre arable, premier ensemencement, replantation d'arbres fruitiers ...)
- la reconstitution et l'amélioration des bâtiments des exploitations.

Les dégâts nécessitent une reconstitution à bref délai. C'est pourquoi l'action commune sera mise en oeuvre sous forme de programmes annuels de réalisation comportant les mesures les plus adéquates telles qu'elles sont visées ci-dessus et établies par le gouvernement espagnol ou les autorités régionales compétentes.

Un comité de suivi, se réunissant au moins une fois par an et où siégeront des représentants de l'Etat espagnol, de la Commission et, le cas échéant, des milieux professionnels concernés sera chargé de veiller à l'exécution efficace de l'action commune.

En soulignant la nécessité d'une intervention très prompte, la durée de l'action serait limitée à 2 ans, pouvant être éventuellement prorogée d'une année. Les dépenses prévisionnelles à charge du FEOGA-Orientation seraient de 11,2 millions d'Ecus.

Historical Archives of the European Commission

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

instituant une action commune d'urgence en faveur des
zones agricoles des régions de Valencia
et Murcia (Espagne)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne et
notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission⁽¹⁾,

vu l'avis du Parlement européen⁽²⁾,

considérant que, pour atteindre les objectifs de la politique
agricole commune, visés à l'article 39 paragraphe 1 lettres a) et b)
du traité, il est nécessaire d'aider à l'amélioration des
structures de l'agriculture dans les régions particulièrement
exposées à de graves problèmes ;

considérant que les inondations survenues entre le 2 et le 5
novembre 1987 dans les régions de Murcia et Valencia ont détruit ou
gravement endommagé les infrastructures rurales ainsi que certains
outils de la production agricole, y inclus les bâtiments
d'habitation dans ces régions ;

considérant que les inondations ont endommagé les sols agricoles y
compris, dans certains cas, en déplaçant la couche de terre arable ;

considérant que, dans les zones les plus sinistrées, il convient
d'encourager et d'accélérer la reconstitution des investissements
endommagés ou détruits ;

considérant que les informations transmises par le gouvernement
espagnol à la Commission démontrent que l'ampleur et la gravité des
dégâts survenus dépassent les possibilités financières des régions
concernées et de l'Etat membre ; que, par conséquent, la solidarité
de la Communauté doit se concrétiser par la mise en oeuvre d'une
action d'urgence exceptionnelle pour permettre la reconstitution et
l'amélioration des investissements endommagés ou détruits dans des
délais raisonnables ;

(1) J.O.

(2) J.O.

considérant qu'il convient que cette aide soit octroyée dans le cadre de mesures visant la reconstitution et l'amélioration des investissements endommagés ou détruits ;

considérant que, pour assurer à ces mesures la plus grande efficacité et leur mise en oeuvre dans des délais particulièrement courts, il convient de prévoir que celles-ci s'insèrent dans un programme d'action annuel à établir par les autorités régionales et à transmettre par le gouvernement espagnol;

considérant qu'il convient de prévoir la possibilité de proroger d'un an la durée de cette action commune si des difficultés imprévisibles ne permettent pas les progrès initialement escomptés;

considérant qu'il convient de prévoir que cet ensemble de mesures constitue une action commune au sens de l'article 6 du règlement (CEE) No 729/70 du Conseil, du 21 avril 1970, relatif au financement de la politique agricole commune⁽³⁾J.O. modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) No 3183/87⁽⁴⁾

considérant qu'une intervention du Fonds sous forme d'une subvention en capital égale à 35 % des coûts occasionnés pour remédier aux dégâts constitue une participation appropriée de la Communauté à l'effort de solidarité rendu nécessaire par les disponibilités financières limitées de l'Espagne;

(3) J.O. n° L 94 du 28.4.1970, p. 13

(4) J.O. L 304 du 27.10.87, p. 1

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT

Article premier

Pour accélérer et faciliter la reconstitution et l'amélioration des investissements endommagés ou détruits par les inondations survenues en novembre 1987 dans les "Comunidades Autónomas de Valencia et Murcia", il est institué une action exceptionnelle d'urgence en faveur de l'agriculture dans ces régions. Cette action constitue une action commune au sens de l'article 6 du règlement (CEE) No 729/70.

Article 2

Conformément à l'article 4, la Communauté peut accorder un concours dans le cadre de l'action commune en finançant par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section "orientation", ci-après dénommé "Fonds" des mesures liées :

- a) à la reconstitution et à l'amélioration des infrastructures agricoles telles que :
- l'électrification et l'adduction en eau potable dans les exploitations agricoles et les villages dont les habitants dépendent principalement de l'agriculture ;
 - la reconstruction et l'amélioration des puits lorsqu'il n'y a pas de réseaux de distribution d'eau potable ;
 - la reconstruction et l'amélioration de chemins d'exploitations et de communication utilisés principalement pour l'agriculture et la sylviculture.
- b) à la reconstitution et à l'amélioration des infrastructures d'irrigation y compris les sources d'eau individuelles à condition d'assurer une meilleure orientation de la production vers les exigences de la politique agricole commune ;

c) à la protection des sols contre l'érosion y compris la nouvelle construction des petites retenues d'eau, des digues et des brise-vents, la consolidation des lits des fleuves ainsi que la mise en place de plantes aptes à améliorer la capacité de retenue du sol ou de résistance au vent

d) à la reconstitution et à l'amélioration des sols agricoles y compris le dépierrage, le nivellement et le nettoyage ainsi que la reconstitution de la couche de terre arable, le premier ensemencement en cas de pâturage et la replantation d'arbres fruitiers

e) à la reconstitution et à l'amélioration des bâtiments des exploitations y compris les bâtiments d'habitation.

Article 3

1. Les autorités désignées par l'Espagne établissent chaque année un programme spécifique d'actions qui comporte les mesures les plus adéquates pour la réalisation des actions visées à l'article 2. Chaque année, il doit être présenté à la Commission au plus tard le premier mois de l'année.

2. Le programme doit fournir notamment les informations suivantes

- a) la définition des zones géographiques bénéficiant de l'intervention de l'année de référence ;
- b) une description des dégâts intervenus par secteur et les mesures de la reconstitution et de l'amélioration à entreprendre et les délais pour leur réalisation ;
- c) le niveau de l'aide publique, de la participation du bénéficiaire et du cofinancement de la Communauté ;
- d) une estimation du nombre d'hectares SAU et d'agriculteurs bénéficiant du programme ;
- e) une estimation des coûts/bénéfices lorsqu'elle est opportune ;
- f) les mesures de coordination avec toutes les autres mesures et dispositions susceptibles d'avoir une incidence sur le développement de l'agriculture dans les régions concernées ;
- g) toute autre information jugée importante par la Commission.

3. Le programme visé au paragraphe 1 est accompagné d'un rapport détaillé sur le déroulement des mesures réalisées au cours de l'année précédente.

4. Le programme est approuvé selon la procédure prévue à l'article 25 du règlement (CEE) No 797/85 du Conseil (5).

5. Pour l'action commune, un Comité de suivi est mis sur pied d'un commun accord entre la Commission et le gouvernement espagnol.

Le Comité assiste le gouvernement espagnol et les régions bénéficiaires de l'action commune ou, le cas échéant, toute autre autorité désignée par celui-ci pour assurer l'exécution efficace de l'action commune.

Le Comité se réunit au moins une fois par an et, le cas échéant, ces réunions sont élargies aux représentants des milieux professionnels concernés.

Article 4

Les investissements qui bénéficient d'aides communautaires, notamment dans le cadre d'autres actions communes au sens de l'article 6 paragraphe 1 du règlement (CEE) No 729/70, ne peuvent pas bénéficier d'une contribution du Fonds au titre du présent règlement.

Article 5

1. La durée de l'action commune est limitée à 2 ans à compter du 1er janvier 1988.

2. Le coût prévisionnel de l'action commune à la charge du Fonds s'élève à 11,2 millions d'Ecus pour la durée prévue au paragraphe 1.

3. Le concours du Fonds consiste en contributions en capital accordées en un ou plusieurs versements.

4. Le concours du Fonds s'élève à 35 % des coûts de réalisation des travaux et mesures visés à l'article 2 dans les limites des coûts éligibles globaux suivants :

5) JO n° L 93 du 30 mars 1985, p. 1

- 12 millions d'Ecus pour les travaux d'infrastructure rurale
- 8 millions d'Ecus pour les travaux d'irrigation avec un montant maximal de 4.000 Ecus par hectare dans une limite globale de 2.000 hectares
- 5 millions d'Ecus pour la lutte contre l'érosion
- 4,5 millions d'Ecus pour les travaux d'amélioration des sols agricoles

- 2,5 millions d'Ecus pour les travaux concernant les bâtiments.

5. La contribution de l'exploitant du terrain s'élèvera au moins à 10 %. Toutefois, lors de l'approbation des programmes visés à l'article 3, la Commission pourra admettre des dérogations à ce taux minimal.

6. Lors de l'approbation d'un programme annuel, selon la procédure visée à l'article 3 paragraphe 4, la Commission peut modifier les limites financières visées au paragraphe 4 sans toutefois dépasser le coût prévisionnel visé au paragraphe 2 ainsi que la limite de la durée visée au paragraphe 1 dans un maximum d'une année supplémentaire.

Article 6

1. Sur la base de la présentation des tranches annuelles, des avances peuvent être accordées pour la réalisation des travaux visés à l'article 2, en fonction de l'état d'avancement de ces travaux.

2. Les avances ne peuvent pas dépasser 80 % de la contribution communautaire aux coûts d'une tranche annuelle des travaux visés au paragraphe 1.

3. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 13 du règlement (CEE) No 729/70.

Article 7

1. Les versements au titre du concours du Fonds sont effectués aux organismes désignés à cet effet par l'Espagne.

2. Pendant la durée de l'intervention du Fonds, l'autorité ou l'organisme désigné à cet effet par l'Etat membre concerné, transmet à la Commission, à sa demande, toutes pièces justificatives et tous documents de nature à établir que les conditions financières et autres imposées pour chaque programme spécial sont remplies. La Commission peut, au besoin, effectuer un contrôle sur place.

Après consultation du Comité du Fonds sur les aspects financiers, il peut être décidé de suspendre, de réduire ou de supprimer le concours du Fonds, selon la procédure prévue à l'article 3 paragraphe 4

- si le programme n'est pas exécuté comme prévu,

ou

- si certaines des conditions imposées ne sont pas remplies.

Les sommes dont le versement n'étaient pas ou ne sont pas justifiées seront déduites des versements dûs au titre des années suivant cette constatation.

3. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 13 du règlement (CEE) No 729/70

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le Président

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du Conseil instituant une action commune d'urgence en faveur des zones agricoles des régions de Valencia et Murcia (Espagne).

1. Ligne budgétaire : III B poste : Intitulé : FEOGA(0) : structure budgétaire à prévoir au budget 1989.

2. Base juridique : Art. 43 du Traité.

3. Classification : Dépense obligatoire/Dépense non obligatoire

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Reconstitution et amélioration des infrastructures rurales, des sols agricoles, des bâtiments et habitations des exploitations qui ont été endommagés ou détruits par les inondations intervenues en 1987.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : Subventions en capital accordées en un ou plusieurs versements.

5.2 Part du financement communautaire : 35 % des coûts éligibles

5.3 Calcul :

- Infrastructure rurale	: 12,- mio ECU	x 0,35 =	4,2 mio ECU
- Irrigation	: 8,- " "	x 0,35 =	2,8 " "
- Erosion	: 5,- " "	x 0,35 =	1,7 " "
- Amélioration des sols	: 4,5 " "	x 0,35 =	1,6 " "
- Reconstitution des bâtiments	: 2,5 " "	x 0,35 =	0,9 " "
- Coût total à charge du FEOGA(0) :			11,2 mio ECU

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Échéancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

Exercice	C.E.	C.P.
1988	-	-
1989	11,2	4
1990	-	5
1991	-	2
1992	-	0,2
exercices ultérieurs	-	-
Total	11,2	11,2

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations :

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(88) 284 endg.

Brüssel, den 2. Juni 1988

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

Über eine gemeinsame Massnahme zur Wiederherstellung der 1987 in
bestimmten Gebieten Griechenlands durch Frost
geschädigten Olivenhaine

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2511/69 über Sondermassnahmen
zur Verbesserung der Erzeugung und Vermarktung von
Zitrusfrüchten in der Gemeinschaft

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

Über eine gemeinsame Hilfemassnahme für die Landwirtschaftsgebiete
der Regionen Valencia und Murcia (Spanien)

(von der Kommission vorgelegt)

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES
Über eine gemeinsame Massnahme zur Wiederherstellung der 1987 in
bestimmten Gebieten Griechenlands durch Frost
geschädigten Olivenhaine

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES
zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2511/69 über Sondermassnahmen
zur Verbesserung der Erzeugung und Vermarktung von
Zitrusfrüchten in der Gemeinschaft

1. Der Rat hat auf seiner Tagung vom 30.06.1987 zur Festsetzung der Agrarpreise für das Wirtschaftsjahr 1987/88 von den Auswirkungen einer nie gekannten Kältewelle, von der die griechische Landwirtschaft im März 1987 heimgesucht wurde, Kenntnis genommen. Bei der Gelegenheit wurde von der Absicht der Kommission unterrichtet, ihm geeignete strukturpolitische Maßnahmen zugunsten einiger besonders stark betroffener Erzeugungen, wie zum Beispiel Zitrusfrüchte und Oliven, vorzuschlagen.
2. Dieser Vorschlag umfaßt eine neue Maßnahme für Olivenhaine sowie eine Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2511/69 zur Verbesserung der Erzeugung und Vermarktung von Zitrusfrüchten. Die für den Zitrusfrüchtesektor vorgeschlagenen Maßnahmen zur Wiederherstellung der vor der Kältewelle vom März 1987 herrschenden Lage fügen sich in technischer wie finanzieller Hinsicht in diese letztgenannte Verordnung besonders gut ein.

Obwohl den beiden vorgeschlagenen Maßnahmen ein unterschiedlicher juristischer Ansatz zugrundeliegt, bilden sie ein unteilbares Ganzes, insofern als sich die Kältewelle in beiden Sektoren gleichermaßen verheerend auf die Erzeugungsgrundlage ausgewirkt hat und die Wiederherstellung des Status quo ante eine Notmaßnahme sowohl hinsichtlich ihrer Dauer als auch der Art des Vorgehens, die für beide Fälle nahezu identisch ist, erfordert.

3. In bezug auf die Olivenhaine zielt dieser Vorschlag darauf ab, eine gemeinsame Maßnahme im Sinne von Artikel 6 der Verordnung (EWG) Nr. 729/70 zu treffen, um durch Investitions- und Ausgleichsbeihilfen aus dem EAGFL, Abteilung Ausrichtung, die Wiederherstellung der durch den Kälteeinbruch völlig oder teilweise zerstörten Olivenhaine zu fördern. Die gemeinsame Maßnahme soll insbesondere in den Zonen durchgeführt werden, wo mindestens 50 % der Olivenanbaufläche von dem Kälteeinbruch betroffen waren und der Olivenanbau für die Landwirtschaft, das ökologische Gleichgewicht und die Bewahrung des Landschaftsbildes eine ausschlaggebende Rolle spielt. Die Gewährung dieser Beihilfen zur Wiederherstellung ist an die Erfüllung bestimmter Bedingungen hinsichtlich der Obergrenzen für Flächen und Anzahl der Bäume gebunden, damit sichergestellt ist, daß die bereitgestellten Mittel bestmöglich eingesetzt werden und die Maßnahmen mit der Marktlage im Einklang stehen.

Darüber hinaus sind für die Gewährung von Ausgleichsbeihilfen günstigere Bedingungen vorgesehen, sofern sich die Maßnahmen für die Wiederherstellung in einen kollektiven Rahmen einfügen.

Die Maßnahmen zur Umstellung von geschädigten Olivenhainen auf andere Erzeugungen sind bereits im Rahmen der Integrierten Mittelmeerprogramme (IMI)

vorgesehen, darin werden für Griechenland erstattungsfähige Kosten in Höhe von insgesamt 12,4 Mio ECU veranschlagt, von denen 70 % zu Lasten des Gemeinschaftshaushalts (Linie 551) gehen; deshalb wird diese Maßnahme von dem vorliegenden Vorschlag nicht erfaßt.

4. Die Laufzeit der gemeinsamen Maßnahme ist auf zwei Jahre begrenzt. Die Ausgaben zu Lasten des EAGFL, Abteilung Ausrichtung, werden aufgrund der Besonderheit der gemeinsamen Maßnahme ab dem Jahr 1989 auf mehrere Jahre verteilt und mit insgesamt 73 Mio ECU veranschlagt; die Verteilung dieses Betrages auf die einzelnen Jahre ist aus dem Finanzbogen im Anhang zu diesem Vorschlag ersichtlich.
5. Bezüglich der Maßnahme zugunsten der geschädigten Zitruspflanzungen zielt dieser Vorschlag auf eine Anpassung der Verordnung (EWG) Nr. 2511/69 ab. Griechenland hat nach Maßgabe der letztgenannten Verordnung, geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1204/82, ein nationales Programm für Sondermaßnahmen zur Verbesserung der Erzeugung und Vermarktung von Zitrusfrüchten durchgeführt. Nach Maßgabe von Artikel 1 Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 2511/69 wird für bis zum 31. Dezember 1988 begonnene Maßnahmen eine Beihilfe gewährt. Die griechische Regierung hat nach Artikel 2 der vorgenannten Verordnung ihr nationales Programm aufgestellt, das am 21.11.1983 von der Kommission genehmigt wurde. Bis zum 31.12.1986 waren die Arbeiten an etwa 20 % der zugelassenen Flächen abgeschlossen.
6. Durch die Kältewelle und die Schneestürme vom März 1987 wurde ein großer Teil der Bäume, einschließlich der bereits umgestellten bzw. wiederhergestellten Bestände und ihrer Pfropfreiser, zerstört. Daher muß im Rahmen einer Notmaßnahme eine zusätzliche Frist von zwei Jahren vorgesehen werden, damit die durch den Kälteeinbruch verzögerten Umstellungs- bzw. Wiederherstellungsmaßnahmen unter Verwendung der in dem Programm empfohlenen Sorten sowie diejenigen Maßnahmen, die in zahlreichen frostgeschädigten Obstpflanzungen bereits durchgeführt wurden bzw. im Gange waren, wiederaufgenommen werden können.
Für diesen letztgenannten Fall ist daher die Möglichkeit vorzusehen, die Beihilfen für die Durchführung dieser Arbeiten sowie die Ausgleichsbeihilfe für die Umstellung erneut zu gewähren, sofern diese Beihilfe bereits im Zusammenhang mit der in der Zeit vor dem Frosteinbruch durchgeführten Umstellungsmaßnahmen für ein oder mehrere Jahre gewährt wurde.

7. Die vorgeschlagene Maßnahme wird dadurch ergänzt, daß die griechischen Zitrusfruchterzeuger in die Lage versetzt werden sollen, ihre frostgeschädigten Zitrushaine wiederherzustellen, sofern die sortenmäßige Zusammensetzung ihrer Erzeugung bereits vor dem Kälteeinbruch vom März 1987 den Anforderungen der Verbraucher entsprach, damit sie ihr Erzeugungspotential im Einklang mit den Qualitätsanforderungen des Marktes erhalten können. Auch für diese Art der Maßnahme ist ein Zeitraum von zwei Jahren notwendig.
8. Die vorgeschlagene Änderung erfordert keine Revision der geschätzten Kosten laut Artikel 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1204/82 zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2511/69, sondern bewegt sich innerhalb dieses Kostenrahmens.

Historical Archives of the European Commission

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

über eine gemeinsame Maßnahme zur
Wiederherstellung der 1987 in bestimmten Gebieten Griechenlands
durch Frost geschädigten Olivenhaine

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,
insbesondere auf Artikel 43

auf Vorschlag der Kommission (1),

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments (2),

in Erwägung nachstehender Gründe:

Um die Ziele der Gemeinsamen Agrarpolitik gemäß Artikel 39 Absatz 1 Buchstaben a) und b) des Vertrages zu erreichen, muß die Verbesserung der landwirtschaftlichen Strukturen in den Gebieten unterstützt werden, die mit besonders schweren Problemen zu kämpfen haben.

In einigen Gebieten Griechenlands hat ungewöhnlich starker und langanhaltender Frost die Olivenbäume entweder zerstört oder schwer geschädigt. Diese Schäden sind am größten in bestimmten exponierten Zonen.

Der Olivenanbau stellt insbesondere in diesen Zonen die einzige Möglichkeit der Bodenbewirtschaftung dar. Deshalb ist die Wiederherstellung der Olivenhaine unter bestimmten Voraussetzungen zu fördern, um die Fortsetzung der landwirtschaftlichen Tätigkeit zu ermöglichen, der Erosionsgefahr und der Störung des Wasserhaushalts vorzubeugen, die Umwelt zu schützen und die Unversehrtheit der Landschaft zu erhalten.

(1) AB1. Nr. C

(2) AB1. Nr. C

Diese Förderung sollte in Form einer Investitionsbeihilfe geschehen und durch eine Ausgleichsbeihilfe ergänzt werden, um die Einkommenseinbußen der Olivenanbauer wettzumachen, wobei besonderen, von den Begünstigten zu erfüllenden Bedingungen Rechnung zu tragen ist.

Gleichzeitig soll die Wiederherstellung der Olivenhaine durch die Senkung der Produktionskosten die Wettbewerbsfähigkeit begünstigen; es empfiehlt sich daher, unter Beachtung der in Griechenland vorliegenden Strukturen günstigere Bedingungen vorzusehen, sofern die Wiederherstellung im Rahmen eines Kollektivplans für mehrere Betriebe durchgeführt wird.

Bei der Wiederherstellung der Olivenhaine muß ein hohes Qualitätsniveau erhalten oder, wenn dieses noch nicht zufriedenstellend ist, eine qualitative Verbesserung durch Verwendung bester Sorten erreicht werden.

Um die größtmögliche Wirksamkeit dieser Maßnahme zu gewährleisten, müssen sie sich in ein von Griechenland auszuarbeitendes Programm zur Wiederherstellung von Olivenhainen einfügen.

Es empfiehlt sich vorzusehen daß dieses Maßnahmenbündel eine gemeinsame Maßnahme im Sinne des Artikels 6 der Verordnung (EWG) Nr. 729/70 des Rates vom 21. April 1970 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik (3), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 3183/87 (4) bildet. Die Griechenland entstehenden Ausgaben sind angesichts der schwachen Finanzlage des betreffenden Mitgliedstaats zu 40 % zu finanzieren -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

1. Um die im Winter 1986/1987 im Olivenanbau aufgetretenen Frostschäden zu beheben, wird eine gemeinsame Maßnahme im Sinne von Artikel 6 der Verordnung (EWG) Nr. 729/70 im Rahmen einer Aktion eingeführt, die Ausnahmecharakter hat.

(3) AB1. Nr. L 94 vom 28.04.1970, S. 13.

(4) AB1. Nr. L 304 vom 27.10.1987, S. 1.

2. Die gemeinsame Maßnahme wird in den Gebieten angewendet, in denen:
 - der Olivenanbau ein sehr wichtiger Zweig der landwirtschaftlichen Erzeugung ist und
 - im Winter 1986/87 mindestens 50 % der Olivenbäume durch Frost schwer geschädigt worden sind. Jedoch müssen die Betriebe, auf die Maßnahmen zur Wiederherstellung der Olivenhaine angewandt werden, Schäden erlitten haben, die zumindest 20 % der Anzahl ihrer Olivenbäume betreffen.

Das Verzeichnis der Regionen mit Zonen, die den Kriterien des Unterabsatzes 1 entsprechen können, ist im Anhang enthalten.

Die Kommission kann nach dem Verfahren von Artikel 2 Absatz 5 entscheiden, den im ersten Unterabsatz zweiter Gedankenstrich vorgesehenen Satz von 50 % in Ausnahmefällen nicht anzuwenden, sofern die Notwendigkeit einer solchen Abweichung aufgrund einer stark heterogenen Flächenverteilung, die eine Abgrenzung der Zonen erschwert, hinreichend gerechtfertigt ist.

3. Gemäß Artikel 4 kann die Gemeinschaft einen Zuschuß zu der gemeinsamen Maßnahme gewähren, indem sie durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft, Abteilung Ausrichtung, nachstehend "Fonds" genannt, die mit folgenden Aktionen verbundenen Maßnahmen finanziert:

- a) Wiederherstellung der frostgeschädigten Olivenhaine im Rahmen von kollektiven oder individuellen Maßnahmen;
- b) Beihilfe an die Inhaber landwirtschaftlicher Betrieben deren Einkommen, einschließlich der nicht aus landwirtschaftlicher Tätigkeit stammenden Einkünfte, eine bestimmte Schwelle, die in dem Programm nach Artikel 2 festgelegt wird, nicht überschreitet, damit den besonderen Zielen im Rahmen der Maßnahmen nach Buchstabe a) Rechnung getragen wird, wobei die Bedingungen von Artikel 3 und von Artikel 4 Absatz 2 zu beachten sind.

Artikel 2

1. Die griechische Regierung arbeitet bis zum 1. Oktober 1988 ein Programm aus, das die Maßnahmen enthält, die für die Durchführung der Aktionen nach Artikel 1 am geeignetsten sind.

Das Programm muß insbesondere folgende Angaben enthalten:

- Beschreibung der derzeitigen Lage, regionale Bedeutung des Olivenanbaus, ausgedrückt in landwirtschaftlicher Bruttowertschöpfung, Beschreibung der Frostschäden und ihrer regionalen Verteilung;
- Bestimmungen der Kontrollmaßnahmen, durch die sichergestellt wird, daß die Beihilfen zur Wiederherstellung der Olivenhaine für Olivenbauern, denen Schäden nach Artikel 1 Absatz 1 entstanden sind, den Kriterien nach Absatz 2 desselben Artikels entsprechen;
- im Falle der kollektiven Wiederherstellung: Gebiete der kollektiven Wiederherstellung und die für die einzelnen Regionen empfohlenen Sorten, verbindlicher Gesamtplan für alle daran beteiligten Betriebsinhaber, flankierende Maßnahmen, insbesondere für Arbeiten zur Bodenverbesserung und Entwässerung, die mit der kollektiven Wiederherstellung zusammenhängen;
- im Falle der individuellen Wiederherstellung: Gebiet der vorrangig wiederherzustellenden Olivenhaine und die für die einzelnen Regionen empfohlenen Sorten, zu erfüllende Mindestvoraussetzungen zwecks Gewährleistung einer Verbesserung der Betriebsbedingungen;
- Höhe der Beihilfe, die dem Betriebsinhaber entsprechend den einzelnen Wiederherstellungsalternativen (kollektiv oder individuell) und der Nutzungsweise der wiederherzustellenden Olivenhaine sowie in Abhängigkeit von der wirtschaftlichen Lage des Betriebsinhabers nach Artikel 1 Absatz 3 Buchstabe b) zu gewähren ist;
- Veranschlagung der Kosten für jede einzelne Art von Maßnahmen, wirtschaftliche Rechtfertigung, erforderliche Finanzmittel und zeitliche Ausgabenplanung;
- getroffene Maßnahmen, um die Finanzierung des Programms und der Beihilfe für die Olivenbauern innerhalb einer angemessenen Frist zu gewährleisten.

2. Das Programm und seine etwaige Fortschreibung werden der Kommission von der griechischen Regierung übermittelt.

3. Auf Antrag der Kommission übermittelt der Mitgliedstaat zusätzliche Angaben zur Beurteilung der gemäß Absatz 1 anzugebenden Einzelheiten.
4. Die Laufzeit des Programms muß der Laufzeit der gemeinsamen Maßnahme entsprechen.
5. Die Kommission genehmigt das Programm und jede etwaige Fortschreibung nach Anhörung des Fondsausschusses zu den finanziellen Aspekten und nach dem Verfahren des Artikels 25 der Verordnung (EWG) Nr. 797/85 des Rates (5).

Artikel 3

1. Im Sinne dieser Verordnung ist eine "Maßnahme zur kollektiven Wiederherstellung von Olivenhainen" jegliche Wiederherstellung, die im Rahmen einer obligatorischen Vereinbarung zwischen den an dieser Maßnahme beteiligten Betriebsinhabern und der mit der Durchführung betrauten Behörde durchgeführt wird.

Eine Maßnahme zur kollektiven Wiederherstellung muß mindestens 5.000 Olivenbäume und 25 Landwirte betreffen, die einer Olivenerzeugergenossenschaft, einer Olivenerzeugergemeinschaft oder anderen entsprechend anerkannten Vereinigungen mit ähnlicher Ausrichtung angehören, welche die notwendigen Maßnahmen für die Wiederherstellung festlegen. Diese Organisationen sind befugt, weitere Regeln festzulegen, um die in Absatz 3 genannten Zielsetzungen besser verwirklichen zu können.

Nach dem Verfahren des Artikels 2 Absatz 5 kann die Kommission in außergewöhnlichen Fällen die Zahl der zu erneuernden Bäume oder der zu einer Kollektivmaßnahme zusammengeschlossenen Betriebsinhaber niedriger als in Unterabsatz 2 vorgesehen festsetzen, wenn dies auf der Grundlage des Programms gerechtfertigt ist.

(1) ABl. Nr. L 93 vom 30.03.1985, S. 1.

2. Im Sinne dieser Verordnung ist eine "Maßnahme zur Wiederherstellung von Olivenhainen" jegliche von Inhabern landwirtschaftlicher Betriebe durchgeführte Wiederherstellungsmaßnahme, die mindestens 50 Olivenbäume oder 0,3 ha pro Betrieb umfaßt.

Griechenland legt die Regeln fest, die eine bessere Berücksichtigung der Grundsätze von Absatz 3 gewährleisten sollen.

3. Die für die Wiederherstellung der Olivenhaine in Betracht kommenden Maßnahmen müssen:

- a) zur Wiederherstellung der durch die Olivenhaine gekennzeichneten Landschaft beitragen sowie den Schutz der Umwelt, die Befestigung des Bodens und die Regulierung des Wasserhaushalts gewährleisten;
- b) zu einer dauerhaften Verbesserung der Arbeitsbedingungen in den betreffenden landwirtschaftlichen Betrieben beitragen und somit eine Verbesserung des Arbeitseinkommens ermöglichen;
- c) eine ausreichende Garantie für ihre Wirtschaftlichkeit bieten;
- d) die Beibehaltung einer hohen Qualität oder, wenn diese noch nicht zufriedenstellend ist, eine Verbesserung der Qualität der Erzeugnisse des Olivenanbaus gewährleisten;
- e) die Gewähr bieten, daß das durchschnittliche Volumen der Olivenölproduktion, das vor Frostschäden erreicht Volumen nicht übersteigt.

Artikel 4

1. Die Ausgaben, die im Rahmen der Wiederherstellungsmaßnahmen gemäß Artikel 1 Absatz 3 Buchstabe a) getätigt werden, kommen bis zu folgenden Höchstbeträgen für eine Finanzierung aus dem Fonds in Betracht:

- 4.300 ECU je ha bei vollständiger Wiederherstellung oder
- 13 ECU je Baum, falls die Wiederherstellung nur einen bedeutenden Teil der betreffenden Fläche nach Maßgabe der Bestimmungen des Artikels 1 Absatz 2 erster Unterabsatz zweiter Gedankenstrich und des Artikels 3 Absätze 1 und 2 betrifft;

- 11 ECU je Baum, falls die Olivenhaine durch Absägen der Stämme wiederhergestellt werden,
oder
- 8 ECU je Baum, falls die Olivenhaine durch Absägen der Äste der ersten und zweiten Kategorie wiederhergestellt werden.

Die im ersten Unterabsatz genannten Beihilfen dürfen jedoch die tatsächlichen Kosten nicht überschreiten.

2. Die im Rahmen der Beihilfe gemäß Artikel 1 Absatz 3 Buchstabe b) getätigten Ausgaben kommen für eine Beteiligung des Fonds in Höhe von durchschnittlich 3 ECU pro Jahr und Baum bis zu einer Fläche von 5 ha bzw. einem Bestand von 1.500 Bäumen pro Einzelbetrieb in Betracht; die Beihilfe wird für einen Zeitraum von höchstens

- 5 Jahren bei Neuanpflanzungen bzw. Absägen der Stämme,
 - 3 Jahren bei Absägen der Hauptäste
- gewährt.

Die Beihilfe kann degressiv gestaffelt sein.

Die Beihilfe, die im Rahmen von Artikel 1 Absatz 3 Buchstabe b) gewährt wird, ist im Falle der Wiederherstellung der Olivenhaine mittels Beseitigung der Nebenäste durch den EAGFL erstattungsfähig bis zu einem Höchstbetrag von 5 Ecus pro Baum bei einer Obergrenze von 5 Hektaren oder 1500 Bäume pro Einzelbetrieb.

Im Falle der Wiederherstellung der Olivenhaine im Rahmen von Kollektivmaßnahmen kann der im ersten und dritten Unterabsatz festgesetzte Betrag allerdings um 20 % angehoben werden.

3. Der Fonds erstattet Griechenland 40 % der in den Absätzen 1 und 2 genannten beihilfefähigen Ausgaben. Die Beihilfefähigkeit der Maßnahmen zur Wiederherstellung der Olivenhaine gemäß Absatz 1 setzt jedoch eine Mindestbeteiligung des Beihilfebegünstigten in Höhe von 20 % der Gesamtkosten voraus.
4. Die veranschlagten Gesamtkosten der gemeinsamen Maßnahme zu Lasten des Fonds belaufen sich auf 73 Millionen ECU.
5. Die Laufzeit der gemeinsamen Maßnahme beträgt zwei Jahre ab der Genehmigung des in Artikel 2 genannten Programms und endet auf jeden Fall am 31. Dezember 1990.

Artikel 5

Bei der Genehmigung des in Artikel 2 genannten Programms legt die Kommission im Einverständnis mit Griechenland die Einzelheiten ihrer regelmäßigen Unterrichtung über den Ablauf des Programms fest.

Artikel 6

1. Die Erstattungsanträge beziehen sich auf die vom Mitgliedstaat oder der betreffenden Region im Laufe eines Kalenderjahres getätigten Ausgaben und werden der Kommission vor dem 1. Mai des folgenden Jahres vorgelegt.
2. Der Zuschuß aus dem Fonds wird gemäß Artikel 7 Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 729/70 beschlossen.
3. Der Fonds kann nach dem von Griechenland erlassenen Finanzierungsmodalitäten und je nach dem Stand der tatsächlichen Arbeiten im Sinne des Artikels 1 Absatz 3 Buchstabe a) Vorschüsse gewähren.
4. Die Durchführungsbestimmungen zu diesem Artikel werden nach dem Verfahren des Artikels 13 der Verordnung (EWG) Nr. 729/70 erlassen.

Artikel 7

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im AMTSBLATT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

A N H A N G

Geographischer Geltungsbereich

Nomoi:

- Achaia
- Magnesien
- Euböa
- Lakonien
- Korinth
- Messenien
- Phthiotis
- Lesbos
- Argolis

FINANZBOGEN Betrifft : Vorschlag für eine Verordnung des Rates über eine gemeinsame Maßnahme zur Wiederherstellung der 1987 in bestimmten Gebieten Griechenlands durch Frost geschädigten Olivenhaine.

1. Haushaltsposten : III B Artikel : 333 Bezeichnung : Sektor Obst und Oliven

2. Rechtsgrundlage : Artikel 43 des Vertrages

3. Klassifizierung : Obligatorische Ausgaben/Nicht obligatorische Ausgaben

4. Ziele des Vorhabens und Beschreibung der Massnahme :

Wiederherstellung der Olivenhaine durch jeweils geeignete Maßnahmen (Rodung und Neubepflanzung, Absägen der Stämme und der Hauptäste).

5. Berechnungsweise

5.1 Ausgabenart : Erstattung von beihilfefähigen Ausgaben mit der Möglichkeit der Gewährung von Vorschüssen.

5.2 Anteil der Gemeinschaftsfinanzierung : 40 % der erstattungsfähigen nationalen Ausgaben.

5.3 Berechnung : Siehe Anhang.

6. Finanzielle Auswirkungen auf die Haushaltsmittel

6.1 Fälligkeitsplan der Mittelbindungen und Zahlungen (MioECU)

<u>Haushaltsjahr</u>	<u>V.E./Z.E.</u>
19 88	p.m.
19 89	25
19 90	25
19 91	16
19 92	4
Spätere Haushaltsjahre	<u>3</u>
Insgesamt	<u>73</u>

6.2 Finanzierung während des laufenden Haushaltsjahres :

Angesichts der Haushaltslage des Jahres 1988, insbesondere im Hinblick auf Kapitel 33 des Haushalts, werden für dieses erste Jahr der Maßnahme höchstwahrscheinlich keine Vorschüsse gewährt werden.

7. Anmerkungen :

ANHANG ZUM FINANZBOGEN

Ausgaben zu Lasten des EAGFL in Mio ECU

1. Ausgaben für die Wiederherstellung der Olivenhaine durch:

- Rodung und Neubepflanzung: $1.350.000 \text{ Bäume} \times 12 \text{ ECU} \times 0,4 = 6,5 \text{ Mio}$
- Absägen der Stämme: $2.500.000 \text{ Bäume} \times 10 \text{ ECU} \times 0,4 = 10,0 \text{ Mio}$
- Absägen der Äste erster Kategorie: $2.600.000 \text{ Bäume} \times 7 \text{ ECU} \times 0,4 = 7,3 \text{ Mio}$
- Absägen der Äste zweiter Kategorie: $6.100.000 \text{ Bäume} \times 6 \text{ ECU} \times 0,4 = \underline{14,6 \text{ Mio}}$
 $\underline{38,4 \text{ Mio}}$

2. Ausgaben für die Ausgleichsbeihilfe:

- bei Neubepflanzung oder Absägen der Stämme:
 - a) $3.850.000 \text{ Bäume} \times 0,85^* \times 13 \text{ ECU} \times 0,4 = 17,0 \text{ Mio}$
- bei Absägen der Äste erster Kategorie:
 - b) $2.600.000 \text{ Bäume} \times 0,85^* \times 8 \text{ ECU} \times 0,4 = 7,1 \text{ Mio}$
- bei Absägen der Äste zweiter Kategorie:
 - c) $6.100.000 \text{ Bäume} \times 0,85^* \times 4 \text{ ECU} \times 0,4 = \underline{8,3 \text{ Mio}}$
 $\underline{32,4 \text{ Mio}}$

3. Zusätzliche Ausgaben infolge der Anhebung der Ausgleichsbeihilfe um 20 % bei kollektiver Wiederherstellung:

- a) $3.850.000 \text{ Bäume} \times 0,85^* \times 0,25^{**} \times 2,6 \text{ ECU} \times 0,4 = 0,9 \text{ Mio}$
- b) $2.600.000 \text{ Bäume} \times 0,85^* \times 0,25^{**} \times 1,6 \text{ ECU} \times 0,4 = 0,4 \text{ Mio}$
- c) $6.100.000 \text{ Bäume} \times 0,85^* \times 0,25^{**} \times 0,8 \text{ ECU} \times 0,4 = \underline{0,4 \text{ Mio}}$
 $\underline{1,7 \text{ Mio}}$

4. Ausgaben insgesamt: 72,5 Mio ECU =====

* Effektiver Erstattungssatz bei Berücksichtigung einer Obergrenze für die Gewährung dieser Beihilfe.

** Satz der Beteiligung am Gesamtplan.

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2511/69 des Rates über Sondermaßnahmen zur Verbesserung der Erzeugung und Vermarktung von Zitrusfrüchten in der Gemeinschaft

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft insbesondere auf Artikel 43,

auf Vorschlag der Kommission (1),

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments (2),

in Erwägung nachstehender Gründe:

Entsprechend der Verordnung (EWG) Nr. 2511/69 des Rates vom 9. Dezember 1969 (3), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 3130/86 (4), hat Griechenland sein Programm über Sondermaßnahmen zur Verbesserung der Erzeugung und Vermarktung von Zitrusfrüchten nach Maßgabe des von der Kommission am 21. November 1983 befürworteten Programms durchgeführt.

Besonders in bestimmten Regionen Griechenlands wurden die Zitrusplantagen im Winter 1986/1987 durch außerordentlich starke und langanhaltende Fröste zerstört oder stark geschädigt, wodurch die Ergebnisse und Fortschritte des laufenden Plans zunichte gemacht wurden; daher empfiehlt es sich, die Wiederherstellung der betreffenden Pflanzungen zu fördern, um die Fortsetzung der landwirtschaftlichen Tätigkeit in den geschädigten Regionen zu ermöglichen.

(1) ABl. Nr. C

(2) ABl. Nr. C

(3) ABl. Nr. L 318 vom 18.12.1969, S. 1

(4) ABl. Nr. L 292 vom 16.10.1986, S. 5

Bei dieser Wiederherstellung muß gewährleistet sein, daß die hohe Qualität erhalten bleibt bzw. durch Verwendung bester Sorten noch verbessert wird, sofern sie noch nicht den Anforderungen der Verbraucher entspricht. Daher empfiehlt es sich, die Wiederherstellung der geschädigten Pflanzungen im Wege von Umstellungsmaßnahmen durchzuführen, sofern die vor den Frostschäden vorhandenen Sorten nicht den Anforderungen der Verbraucher entsprachen.

Eine Reihe von griechischen Zitruserzeugern wurden durch den Kälteeinbruch daran gehindert, mit den Umstellungs- und Umstrukturierungsmaßnahmen zu beginnen, die in dem von der Kommission genehmigten Programm bereits vorgesehen waren. Daher empfiehlt es sich, sie in die Lage zu versetzen, mit diesen Maßnahmen rechtzeitig zu beginnen.

Durch den Frost wurde ein hoher Prozentsatz von Baumbeständen, bei denen Umstellungsmaßnahmen oder Neubepflanzungen im Zuge von Umstrukturierungsmaßnahmen durchgeführt wurden oder bei denen Maßnahmen dieser Art im Gange sind, sowie ein hoher Prozentsatz von Pfropfreisern, die bei der Durchführung des Programms verwendet werden, zerstört. Daher müssen neue Maßnahmen eingeleitet werden. Infolgedessen müssen die für diese Maßnahmen gewährten Beihilfen angepaßt werden, damit den entstandenen Schäden Rechnung getragen wird.

Um die durch den Frost verursachte Lage zu beheben, empfiehlt es sich, eine Dringlichkeitsmaßnahme mit einer zusätzlichen Laufzeit von zwei Jahren sowie eine entsprechende Anpassung des in Griechenland durchgeführten Plans vorzusehen -

HAT FOLGENDE ENTSCHEIDUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Die Verordnung (EWG) Nr. 2511/69 wird wie folgt geändert :

1) In Artikel 1:

i) wird Absatz 2 durch folgenden Unterabsatz ergänzt:

"Der im ersten Unterabsatz vorgesehene Zeitpunkt wird im Hinblick auf die Durchführung der in Absatz 4 vorgesehenen Bestimmungen um zwei Jahre hinausgeschoben."

ii) werden folgende Absätze angefügt:

"4. In Griechenland:

- a) können die in Absatz 1 ersten Unterabsatz und in Absatz 3 vorgesehenen Beihilfen für die in Absatz 1 Buchstabe a), c) und d) vorgesehenen und bis zum 31. Dezember 1990 begonnenen Maßnahmen gewährt werden, wenn die Zitruspflanzungen im Winter 1986/87 durch Frost geschädigt wurden;
- b) können die in Absatz 1 erster Unterabsatz und in Absatz 3 vorgesehenen Beihilfen im Falle von Zitrusplantagen, die bis zum Winter 1986/87 Gegenstand der in Absatz 1 Buchstaben a), c) und d) vorgesehenen Maßnahmen waren, erneut gewährt werden, wenn die vorgenannten Maßnahmen infolge der in dem betreffenden Winter aufgetretenen Fröste wiederholt werden müssen und bis zum 31. Dezember 1990 begonnen werden;
- c) können die in Absatz 1 erster Unterabsatz und in Absatz 3 vorgesehenen Beihilfen für Maßnahmen zur Wiederherstellung von im Winter 1986/87 durch Frost geschädigten Baumbeständen gewährt werden, sofern sie bei Zitrusplantagen, deren Sortenzusammensetzung bereits vor den betreffenden Frösten den Anforderungen der Verbraucher entsprachen, bis zum 31. Dezember 1990 begonnen und wie folgt durchgeführt werden:
 - Rodung und Neubepflanzung mit denselben, bereits vor dem Frost vorhandenen Sorten oder auch mit anderen Zitrusfruchtsorten, die den Anforderungen der Verbraucher entsprechen;
 - Absägen der Stämme oder der Haupt- oder Nebenäste und Veredelung mit denselben, bereits vor dem Frost vorhandenen Sorten oder auch mit anderen Zitrusfruchtsorten, die den Anforderungen der Verbraucher entsprechen;

können ferner die Beihilfen, die für die in Absatz 1 Buchstabe d) vorgesehenen Maßnahmen gewährt werden, zur Durchführung von Wiederherstellungsmaßnahmen verwendet werden.

5. Die Ausgaben für die in Absatz 4 vorgesehenen Maßnahmen kommen für eine Beteiligung des EAGFL nur dann in Betracht, wenn die frostgeschädigten Zitrusbestände eine Fläche von mindestens 20 % der vor dem Frosteinbruch vorhandenen Zitrusbestände des Betriebs ausmachen."

2) In Artikel 2:

- i) wird der Anfang des dritten Unterabsatzes durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Die betreffenden Mitgliedstaaten stellen bis zum 30. September 1983 ein Programm für die Durchführung der in Artikel 1 Absatz 4 genannten Maßnahmen auf oder";

- ii) wird nach dem vierten Unterabsatz folgender Untersatz angefügt:

"Das in Anwendung der Bestimmungen von Artikel 1 Absätze 4 und 5 aufgestellte Programm enthält außer den im dritten und vierten Unterabsatz vorgesehenen Angaben die Lage der von dem Kälteeinbruch besonders betroffenen Zonen, das Ausmaß der Schäden, die Anzahl der betroffenen Betriebe, die Größe der Flächen, die für Gewährung von Beihilfen für die in Artikel 1 Absatz 4 vorgesehenen Maßnahmen in Betracht kommen können, sowie die Sorten, die auf den von diesen Maßnahmen betroffenen Betrieben bevorzugt angebaut werden, und die geplanten Kontrollmaßnahmen, mit denen sichergestellt werden soll, daß bei der Gewährung der Beihilfen für frostgeschädigte Zitrusfruchterzeuger die in Artikel 1 Absatz 5 genannte Voraussetzung erfüllt ist.";

3) In Artikel 3 Absatz 1 wird folgender Buchstabe angefügt:

- "d) in Bezug auf die in Artikel 1 Absatz 4 Buchstabe c) genannten Maßnahmen:

- zur Wiederherstellung der frostgeschädigten Zitruspflanzungen durch Aufrechterhaltung der sortenmäßigen Zusammensetzung der Erzeugung der Betriebe bzw. durch die Wahl geeigneter anderer Sorten, die den Anforderungen der Verbraucher entsprechen;
- zur Rationalisierung der Produktionsmittel, wie sie in Absatz 1 Buchstabe a) zweiter Gedankenstrich vorgesehen ist, sofern der Rationalisierungsstand noch nicht zufriedenstellend ist."

4) In Artikel 4:

- i) wird in Absatz 1 nach dem zweiten Unterabsatz folgender Unterabsatz eingefügt:

"Allerdings bleibt bei der Anwendung der Bestimmungen von Artikel 1 Absatz 4 Buchstaben a) und b) der im ersten Unterabsatz zweiter Gedankenstrich vorgesehene Satz auf 20 % begrenzt.";

- ii) wird folgender Absatz eingefügt:

"2a) In bezug auf die Ausgleichsbeihilfe nach Artikel 1 Absatz 3 zur Durchführung der Bestimmungen nach Artikel 1 Absatz 4 Buchstabe c) gelten die in Absatz 1 erster Unterabsatz vorgesehenen Bedingungen mit Ausnahme des im selben Unterabsatz zweiter Gedankenstrich vorgesehenen Satzes von 40 %.";

- iii) wird in Absatz 4 der erste Unterabsatz durch folgenden Satzteil ergänzt:

"... oder der in Artikel 1 Absatz 4 Buchstabe c) vorgesehenen Maßnahmen.".

5) In Artikel 5:

- i) wird in Absatz 1 erster Gedankenstrich nach Buchstabe d) folgender Satzteil eingefügt:

"... sowie für die Maßnahme nach Artikel 1 Absatz 4 Buchstabe c)...";

- ii) wird Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"2. Der EAGFL, Abteilung Ausrichtung, erstattet den Mitgliedstaaten 50 % der Ausgaben, die sich aus den in Artikel 1 Absatz 1 genannten Maßnahmen und aus der Zahlung der in Artikel 1 Absatz 2 vorgesehenen Ausgleichsbeihilfe sowie aus den in Artikel 1 Absatz 4 Buchstabe c) genannten Maßnahmen ergeben.".

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im AMTSBLATT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

Historical Archives of the European Commission

34

FINANZBOGEN Betrifft: Vorschlag für eine Verordnung des Rates zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2511/69 über Sondermaßnahmen zur Verbesserung der Erzeugung und Vermarktung von Zitrusfrüchten in der Gemeinschaft

1. Haushaltsposten : IIIB Artikel : 333 Bezeichnung : Sektor Obst und Oliven

2. Rechtsgrundlage : Artikel 43 des Vertrages

3. Klassifizierung : Obligatorische Ausgaben,

4. Ziele des Vorhabens und Beschreibung der Massnahme : Verlängerung der Laufzeit der zweijährigen Maßnahme und geeignete Maßnahmen zur Wiederherstellung von Zitrusplantagen, die 1987 durch Frost geschädigt wurden.

5. Berechnungsweise

5.1 Ausgabenart : Erstattung der erstattungsfähigen nationalen Ausgaben

5.2 Anteil der Gemeinschaftsfinanzierung : 50 % der erstattungsfähigen Ausgaben

5.3 Berechnung : (1)

6. Finanzielle Auswirkungen auf die Haushaltsmittel

6.1 Fristigkeitsplan der Mittelbindungen und Zahlungen (MioECU)

<u>Haushaltsjahr</u>	<u>V.E./E.</u>
19 88	
19 89	
19 90	
19 91	
19 92	
Spätere Haushaltsjahre	_____
Insgesamt	_____

6.2 Finanzierung während des laufenden Haushaltsjahres :

7. Anmerkungen : Die vorgeschlagenen neuen Maßnahmen werden im Wege einer Änderung des 1983 festgelegten griechischen "Zitrusfrüchte"-Programms durchgeführt. Da die Durchführung des Programms nicht den Stand erreicht hat, der bei der Festlegung der dafür vorgesehenen Kosten (83 Mio ECU) geplant war, können diese neuen Maßnahmen im Rahmen der anfänglich geplanten Kosten finanziert werden, so daß die Änderung keine zusätzlichen Kosten zu Lasten des EAGFL (Ausrichtung) nach sich zieht.

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

Über eine gemeinsame Hilfemassnahme für die Landwirtschaftsgebiete
der Regionen Valencia und Murcia (Spanien)

Historical Archives of the European Commission

BEGRÜNDUNG

1. Auf der Tagung des Ministerrats für Landwirtschaft am 16., 17. und 18. November 1987 ließ der Vertreter der Kommission nach einer Erklärung des spanischen Landwirtschaftsministers wissen, die Kommission sei zur Prüfung der noch ungelösten Probleme im Zusammenhang mit den Schäden bereit, die durch die Überschwemmungen Anfang November 1987 in bestimmten Gebieten Südspaniens (Regionen Valencia und Murcia) in der Landwirtschaft entstanden sind.

Bei einer Prüfung der Situation zeigt sich insbesondere, daß der Umfang der Schäden in den betroffenen Gebieten wie in ähnlich gelagerten Fällen und im Geiste der Solidarität eine finanzielle Leistung der Gemeinschaft erfordert. Aus diesem Grund schlägt die Kommission dem Rat die Durchführung einer gemeinsamen Maßnahme im Sinne von Artikel 6 der Verordnung (EWG) Nr. 729/70 zugunsten dieser Gebiete vor.

2. Die gemeinsame Maßnahme soll mit Zuschüssen des EAGFL, Abteilung Ausrichtung, in Form von Investitionsbeihilfen zu folgenden Vorhaben beitragen :
 - Wiederherstellung und Verbesserung der landwirtschaftlichen Infrastruktur, wie Strom- und Trinkwasserversorgung, Wegenetz, kollektive und individuelle Bewässerung (unter Einhaltung der Orientierungen der GAP);
 - Schutz der Böden gegen Erosion;
 - Wiederherstellung und Verbesserung der landwirtschaftlichen Böden (Entfernung von Steinen, Ebnung, Säuberung, Wiederherstellung der Humusdecke, Erstansaat, Wiederanpflanzung von Obstbäumen, ...);
 - Wiederherstellung und Verbesserung der Wirtschaftsgebäude.

Die Schäden erfordern eine kurzfristige Wiederherstellung. Daher erfolgt die Durchführung der gemeinsamen Maßnahme in Form entsprechender Jahresprogramme aus den obengenannten Vorhaben, die von der spanischen Regierung oder den zuständigen Regionalbehörden aufgestellt werden.

Ein mindestens einmal jährlich tagender Begleitausschuß aus Vertretern des spanischen Staates, der Kommission und gegebenenfalls der Wirtschaftskreise wird mit der Überwachung der wirksamen Durchführung der gemeinsamen Maßnahme beauftragt.

Ausgehend von der Notwendigkeit einer raschen Hilfeleistung ist die Laufzeit der Maßnahme auf zwei Jahre begrenzt, mit der Möglichkeit einer einjährigen Verlängerung. Die Ausgaben der EAGFL-Ausrichtung werden auf 11,2 Mio ECU veranschlagt.

Historical Archives of the European Commission

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

über eine gemeinsame Hilfemaßnahme für die Landwirtschaftsgebiete
der Regionen Valencia und Murcia (Spanien)

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,
insbesondere auf Artikel 43,

auf Vorschlag der Kommission (1),

nach Stellungnahme des Parlaments (2),

in Erwägung nachstehender Gründe :

Zur Verwirklichung der Ziele der Gemeinsamen Agrarpolitik nach Artikel 39 Absatz 1 Buchstabe a) und b) muß die Verbesserung der Agrarstruktur in den Gebieten gefördert werden, die besonders schweren Problemen ausgesetzt sind.

Durch die Überschwemmungen in den Regionen Murcia und Valencia vom 2. bis 5. November 1987 wurden ländliche Infrastrukturen sowie landwirtschaftliche Produktionsmittel einschließlich Wohngebäuden zerstört oder schwer beschädigt.

Die Überschwemmungen haben die landwirtschaftlichen Böden beschädigt, in einigen Fällen auch die Humusdecke abgeschwemmt.

In den am stärksten betroffenen Gebieten ist die Wiederherstellung der beschädigten oder zerstörten Investitionen zu fördern und zu beschleunigen.

Die der Kommission von der spanischen Regierung übermittelten Informationen zeigen, daß Umfang und Schwere der entstandenen Schäden die finanziellen Möglichkeiten der betroffenen Regionen und des Mitgliedstaats übersteigen. Die Solidarität der Gemeinschaft muß sich daher in der Durchführung einer Sonderhilfemaßnahme zur Wiederherstellung und Verbesserung der beschädigten oder zerstörten Investitionen innerhalb einer angemessenen Frist konkretisieren.

(1) ABl. Nr.

(2) ABl. Nr.

Um diese Vorhaben möglichst wirksam und kurzfristig durchzuführen, ist ein jährliches Maßnahmenprogramm von den Regionalbehörden zu erstellen und von der spanischen Regierung zu übermitteln.

Die Laufzeit dieser gemeinsamen Maßnahme sollte um ein Jahr verlängert werden können, wenn die geplante Abwicklung an unvorhersehbaren Schwierigkeiten scheitert.

Die geplanten Vorhaben sind als gemeinsame Maßnahme im Sinne von Artikel 6 der Verordnung (EWG) Nr. 729/70 des Rates vom 21. April 1970 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik (3), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 3183/88 (4), zu betrachten.

Eine Beteiligung des Fonds in Höhe von 35 % an den öffentlichen Zuschüssen zur Behebung der Schäden erscheint als Solidaritätsbeitrag der Gemeinschaft angesichts der begrenzten finanziellen Möglichkeiten Spaniens angebracht -

(3) AB1. Nr. L 94 vom 28.04.1970, S. 13
(4) AB1. Nr. L 304 vom 27.10.1987, S. 1

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Zur Beschleunigung und Förderung der Wiederherstellung und Verbesserung der durch die Überschwemmungen im November 1987 in den "Comunidades Autonomas de Valencia et Murcia" beschädigten oder zerstörten Investitionen wird eine Sonderhilfemaßnahme für die Landwirtschaft in diesen Gebieten durchgeführt. Diese Maßnahme gilt als gemeinsame Maßnahme im Sinne von Artikel 6 der Verordnung (EWG) Nr. 720/70.

Artikel 2

Entsprechend Artikel 4 kann die Gemeinschaft im Rahmen der gemeinsamen Maßnahme einen Zuschuß des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft, Abteilung Ausrichtung, nachstehend "Fonds" genannt, zu folgenden Vorhaben gewähren :

- a) Wiederherstellung und Verbesserung der landwirtschaftlichen Infrastruktur, wie
- Strom- und Wasserversorgung der Landwirtschaftsbetriebe und Dörfer, deren Einwohner hauptsächlich von der Landwirtschaft leben,
 - Wiederherstellung und Verbesserung von Brunnen, wenn kein Trinkwassernetz vorhanden ist,
 - Wiederherstellung und Verbesserung von Betriebs- und hauptsächlich land- und forstwirtschaftlich genutzten Verbindungswegen;
- b) Wiederherstellung und Verbesserung des Bewässerungsnetzes einschließlich einzelbetrieblicher Wasserquellen, sofern eine bessere Ausrichtung der Erzeugung an den Anforderungen der Gemeinsamen Agrarpolitik gewährleistet ist;

- c) Schutz der Böden gegen Erosion einschließlich Neubau von kleinen Rückhaltebecken, Dämmen und Windschutzanlagen, Flußbettkonsolidierung und Bepflanzung zur Verbesserung der Bodenhaltung oder der Windbeständigkeit;
- d) Wiederherstellung und Verbesserung landwirtschaftlicher Böden einschließlich Entfernung von Steinen, Ebnung und Säuberung sowie Wiederherstellung der Humusdecke, Erstansaat von Weideflächen und Wiederanpflanzung von Obstbäumen;
- e) Wiederherstellung und Verbesserung der Betriebsgebäude, einschließlich Wohngebäuden.

Artikel 3

1. Die spanischen Behörden erstellen jedes Jahr ein Sonderprogramm mit den geeignetsten Maßnahmen zur Verwirklichung der Vorhaben nach Artikel 2. Das Programm ist der Kommission spätestens bis zum ersten Monat des Jahres vorzulegen.
2. Das Programm muß insbesondere folgende Informationen enthalten :
 - a) Abgrenzung der im Jahresprogramm erfaßten geographischen Gebiete;
 - b) Beschreibung der entstandenen Schäden nach Sektoren und der erforderlichen Wiederherstellungs- und Verbesserungsmaßnahmen einschließlich Ausführungsfristen;
 - c) Höhe der öffentlichen Beihilfe, der Beteiligung des Empfängers und der Mitfinanzierung der Gemeinschaft;
 - d) Schätzung der im Programm erfaßten landwirtschaftlichen Nutzfläche in Hektar und der Zahl begünstigter Landwirte;
 - e) (gegebenenfalls) Kosten-Nutzen-Schätzung;
 - f) Maßnahmen zur Koordinierung mit den anderen Maßnahmen und Bestimmungen, die einen Einfluß auf die Entwicklung der Landwirtschaft in den betreffenden Gebieten haben können;
 - g) alle anderen von der Kommission als wichtig erachteten Angaben.

3. Dem Programm nach Absatz 1 ist ein ausführlicher Bericht über die Durchführung der Vorhaben im vorhergehenden Jahr beizufügen.
4. Das Programm wird nach dem Verfahren von Artikel 25 der Verordnung (EWG) Nr. 797/85 des Rates (5) genehmigt.
5. Für die gemeinsame Maßnahme wird ein Begleitausschuß im gemeinsamen Einvernehmen zwischen der Kommission und der spanischen Regierung eingesetzt.

Der Ausschuß unterstützt die spanische Regierung und die begünstigten Regionen bzw. von der spanischen Regierung benannten Behörden im Hinblick auf die wirksame Durchführung der gemeinsamen Maßnahme.

Der Ausschuß tagt mindestens einmal jährlich; gegebenenfalls können die Vertreter der betroffenen Wirtschaftskreise zu den Sitzungen herangezogen werden.

Artikel 4

Die Investitionen, für die Gemeinschaftsbeihilfen im Rahmen anderer gemeinsamer Maßnahmen, insbesondere im Sinne von Artikel 6 Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 729/70, gewährt werden, sind von Zuschüssen des Fonds im Rahmen dieser Verordnung ausgeschlossen.

Artikel 5

1. Die Laufzeit der gemeinsamen Maßnahme beträgt zwei Jahre ab 1. Januar 1988.
2. Die Kosten der gemeinsamen Maßnahme für den Fonds bei zweijähriger Laufzeit werden auf 11,2 Mio ECU veranschlagt.
3. Die Beteiligung des Fonds besteht aus Kapitalzuschüssen in einer oder mehreren Zahlungen.
4. Der Zuschuß des Fonds beträgt 35 % der Ausgaben für die Durchführung der Vorhaben nach Artikel 2 im Rahmen folgender zuschußfähiger Gesamtkosten :

(5) ABl. Nr. L 93 vom 30.3.1985, S. 1

- 12 Mio ECU für ländliche Infrastrukturarbeiten,
 - 8 Mio ECU für Bewässerungsarbeiten bei einem Höchstbetrag von 4.000 ECU je Hektar und einem Gesamtrahmen von 2.000 Hektar,
 - 5 Mio ECU für den Erosionsschutz,
 - 4,5 Mio ECU für die Verbesserung landwirtschaftlicher Böden,
 - 2,5 Mio ECU für Arbeiten an Gebäuden.
5. Der Beitrag des Landinhabers beträgt mindestens 10 %. Bei der Genehmigung der Programme nach Artikel 3 kann die Kommission jedoch Ausnahmen zu diesem Höchstsatz zulassen.
6. Bei der Genehmigung des Jahresprogramms nach den Verfahren von Artikel 3 Absatz 4 kann die Kommission den in Absatz 4 genannten Finanzrahmen anpassen, ohne jedoch die veranschlagten Kosten nach Absatz 2 und die vorgesehene Laufzeit nach Absatz 1 um mehr als ein Jahr zu überschreiten.

Artikel 6

1. Im Rahmen der jährlichen Teilfinanzierung können Vorschüsse zur Durchführung der Vorhaben nach Artikel 2 entsprechend dem Fortgang der Arbeiten gezahlt werden.
2. Die Vorschüsse dürfen 80 % der Gemeinschaftsbeteiligung an den jährlichen Teilkosten der Vorhaben nach Absatz 1 nicht überschreiten.
3. Die Durchführungsbestimmungen zu diesem Artikel werden nach dem Verfahren von Artikel 13 der Verordnung (EWG) Nr. 729/70 erlassen.

Artikel 7

1. Die Zahlung der Zuschüsse des Fonds erfolgt an die von der spanischen Regierung hierzu benannten Stellen.
2. Während der Dauer der Zuschüsse des Fonds übermittelt die hierzu von der spanischen Regierung benannte Behörde oder Stelle der Kommission auf Anforderung die Belege und sonstigen Unterlagen zum Nachweis der Erfüllung der finanziellen und sonstigen Bedingungen für die einzelnen Programme. Die Kommission kann erforderlichenfalls eine Kontrolle an Ort und Stelle vornehmen.

Nach Anhörung des Fondsausschusses zu den finanziellen Aspekten kann beschlossen werden, die Zuschüsse des Fonds nach dem Verfahren von Artikel 3 Absatz 4 auszusetzen, zu kürzen oder zu streichen, wenn

- das Programm nicht wie vorgesehen durchgeführt wird, oder
- die vorgeschriebenen Bedingungen nicht erfüllt sind.

Die Summen, deren Zahlung als nicht gerechtfertigt festgestellt wird, werden von den fälligen Zahlungen für die auf diese Feststellung folgenden Jahre abgezogen.

3. Die Durchführungsbestimmungen zu diesem Artikel werden nach dem Verfahren von Artikel 13 der Verordnung (EWG) Nr. 729/70 erlassen.

Artikel 8

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates
Der Präsident

FINANZBOGEN Betrifft : Vorschlag für eine Verordnung des Rates über eine gemeinsame Hilfsmaßnahme für die Landwirtschaftsgebiete der Regionen Valencia und Murcia (Spanien)

1. Haushaltsposten : III B Artikel : Bezeichnung : EAGFL(A) Im Haushaltsplan 1989 einzusetzender Haushaltsposten

2. Rechtsgrundlage : Artikel 43 des Vertrages

3. Klassifizierung : Obligatorische Ausgaben/Nicht obligatorische Ausgaben

4. Ziele des Vorhabens und Beschreibung der Massnahme :
Wiederherstellung und Verbesserung der ländlichen Infrastruktur, der landwirtschaftlichen Böden sowie der Betriebs- und Wohngebäude, die durch die Überschwemmungen im November 1987 beschädigt oder zerstört wurden.

5. Berechnungsweise

5.1 Ausgabenart : Kapitalzuschüsse in einer oder mehreren Zahlungen

5.2 Anteil der Gemeinschaftsfinanzierung : 35 % der zuschufähigen Ausgaben

5.3 Berechnung :

- Ländliche Infrastruktur :	12,0 Mio ECU x 0,35 =	4,2 Mio ECU
- Bewässerung :	8,0 Mio ECU x 0,35 =	2,8 Mio ECU
- Erosionsschutz :	5,0 Mio ECU x 0,35 =	1,7 Mio ECU
- Bodenverbesserung :	4,5 Mio ECU x 0,35 =	1,6 Mio ECU
- Wiederherstellung der Gebäude :	2,5 Mio ECU x 0,35 =	0,9 Mio ECU
- Gesamtkosten zu Lasten des EAGFL(A) :		<u>11,2 Mio ECU</u>

6. Finanzielle Auswirkungen auf die Haushaltsmittel

6.1 Fälligkeitsplan der Mittelbindungen und Zahlungen (MioECU)

<u>Haushaltsjahr</u>	<u>V.P.</u>	<u>Z.P.</u>
1988	-	-
1989	11,2	4
1990	-	5
1991	-	2
1992	-	0,2
Spätere Haushaltsjahre	-	-
Insgesamt	<u>11,2</u>	<u>11,2</u>

6.2 Finanzierung während des laufenden Haushaltsjahres :

7. Anmerkungen :

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(88) 284 final

Brussels, 2 June 1988

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

introducing a common measure for the re-establishment of olive groves
damaged by frost in certain regions of Greece in 1987

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

amending Regulation (EEC) No 2511/69 laying down special measures
for improving the production and marketing of
Community citrus fruit

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

introducing an emergency common measure to aid the
agricultural areas of the Regions of
Valencia and Murcia

(presented by the Commission)

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

introducing a common measure for the re-establishment of olive groves
damaged by frost in certain regions of Greece in 1987

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

amending Regulation (EEC) No 2511/69 laying down special measures
for improving the production and marketing of
Community citrus fruit

Historical Archives of the European Commission

1. On 30 June 1987 the Council, at the meeting held to fix the farm prices for 1987/88, having been informed of the after-effects of the unprecedented cold spell that had affected farming in Greece in March 1987, took note of the Commission's intention to present to it suitable structural proposals in support of certain forms of production, such as citrus and olive growing that had been particularly affected.
2. This proposal contains a new measure concerning olive groves and an amendment to Regulation (EEC) No 2511/69 concerning the improvement of the production and marketing of citrus fruit. The latter Regulation will provide an operational and financial framework for the proposed measures in respect of citrus fruit, for the purpose of redressing the situation caused by the cold spell in March 1987.

In spite of the differing legal approach, the two measures proposed form an inseparable package by virtue of the fact that the cold spell affected the productive base in both sectors in the same way and that restoring the situation calls for emergency action, which is virtually identical in the two cases in terms of duration and the type of measure.

3. Regarding olive groves, the proposal provides for the adoption of a common measure within the meaning of Article 6 of Regulation (EEC) No 729/70 designed to facilitate, by means of investment aids and additional aids and with the assistance of the EAGGF Guidance Section, the re-establishment of olive groves that were totally or partially destroyed by the bad weather. The common measure will be implemented in areas where at least 50 % of the area of the olive groves was affected by the bad weather and where olive-growing plays a major role in farming, in safeguarding the ecological balance and in maintaining the landscape. The grant of the aid for re-establishing olive groves will be subject to certain conditions comprising limits in terms of surface area or number of trees, so as to ensure that the available resources are used as effectively as possible and that the scheme is consistent with the market situation.

In addition, more advantageous conditions are laid down in relation to additional aids where the re-establishment schemes are implemented collectively.

The conversion of damaged olive groves to other forms of production is provided for already as part of the Integrated Mediterranean Programmes (IMPs) for Greece, for a total eligible cost of 12.4 m ECU, of which 70 % will be borne by the Community budget (line 551); the proposal does not make provision, therefore, for that type of measure.

4. The duration of the common measure is two years only. In view of the nature of the common measure the expenditure to be borne by the EAGGF Guidance Section is spread over a number of years starting in 1989, for an overall estimated cost of 73 m ECU. The annual breakdown of this amount is shown in the Financial Statement attached to this proposal.
5. Regarding the measure in support of damaged citrus plantations, the proposal provides for the amendment of Regulation (EEC) No 2511/69. Under that Regulation, as amended by Regulation (EEC) No 1204/82, Greece has implemented a national plan laying down special measures for improving the production and marketing of citrus fruit. Pursuant to Article 1(1) of Regulation (EEC) No 2511/69 eligible operations must have been started by 31 December 1988. The Greek Government, acting in accordance with Article 2 of that Regulation, presented its national plan which was approved by the Commission on 21 November 1983. On 31 December 1986 work had been completed on approximately 20 % of the authorized area.
6. The cold spell and snowstorms of March 1987 destroyed a large number of trees including some which had already been replanted or restructured and their grafts. A further two-year period is needed, therefore, as an emergency measure, in order to be able to start the conversion and restructuring delayed by the inclement weather using the varieties recommended in the plan, including operations already completed or in hand in a number of plantations which were seriously affected by the cold.

In the latter case it will have to be possible to grant again the aid for carrying out the work, and the additional aid for conversion, where such aid had already been granted for one or more years in conjunction with the replanting schemes completed in the years prior to the frosts.

7. The enacting terms of the proposal also enable Greek citrus growers to replant their damaged plantations where the varietal composition of the latter already met consumer requirements before the bad weather of March 1987, in order to help them maintain their production potential while complying with market requirements relating to quality.

For this type of scheme a period of two years will also be needed.

8. The proposed amendment does not call for any revision of the estimated cost adopted in Article 3 of Regulation (EEC) No 1204/82 amending Regulation (EEC) No 2511/69, and will be made within that amount.

Historical Archives of the European Commission

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

introducing a common measure for the re-establishment of
olive groves damaged by frost in certain regions of Greece in 1987

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and
in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission¹,

Having regard to the opinion of the European Parliament²,

Whereas, in order to attain the objectives of the common agricultural policy
set out in Article 39(1)(a) and (b) of the Treaty, assistance must be provided
for the structural improvement of agriculture in regions which are facing
serious problems;

Whereas, in certain regions of Greece, olive trees have been destroyed or
seriously damaged by exceptionally severe and protracted frost and whereas
such damage has been even greater in certain exposed areas;

Whereas, in those areas in particular, olive-growing represents the only eco-
nomic way of using the soil and accordingly steps should be taken to encourage
the re-establishment of olive groves under certain conditions, in order to
ensure the survival of farming while preventing any threat of soil erosion or
disturbance of the water balance, to protect the environment and to preserve
the landscape;

¹ OJ No C

² OJ No C

Whereas such encouragement should take the form of a system of investment aids together with additional aid to compensate olive growers for their loss of income, taking into consideration special conditions which must be met by beneficiaries;

Whereas, at the same time, the re-establishment of olive groves should help improve competitiveness by reducing production costs; whereas, therefore, with due regard for the existing structures in Greece, more advantageous conditions should be laid down where the re-establishment is carried out under a collective scheme involving several holdings;

Whereas the re-establishment of olive groves must guarantee the maintenance of a high level of quality or an improvement in quality by the use of better varieties where the level of quality is not yet satisfactory;

Whereas, in order to ensure that these measures achieve maximum effectiveness, it is essential that they form part of a programme for the re-establishment of olive groves drawn up by Greece;

Whereas it should be laid down that this package of measures constitutes a common measure within the meaning of Article 6 of Council Regulation (EEC) No 729/70 of 21 April 1970 on the financing of the common agricultural policy³, as last amended by Regulation (EEC) No 3183/87⁴; whereas the expenditure incurred by Greece should be financed by the Community at the rate of 40 % in view of the limited financial resources of that Member State,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

1. In order to make good the damage caused to olive-growing by frost in Greece during the winter of 1986/87, a common measure within the meaning of Article 6 of Regulation (EEC) No 729/70 is hereby introduced which shall be of an exceptional nature.

³ OJ No L 94, 28.04.1970, p. 13

² OJ No L 304, 27.10.1987, p. 1

2. The common measure shall be implemented in areas where :
- olive-growing accounts for a major share of agricultural production, and
 - at least 50 % of the olive trees were seriously damaged by frost during the winter of 1986/87. However, to qualify for the measures for the re-establishment of olive groves, holdings must have suffered considerable damage corresponding to at least 20 % of the number of their olive trees.

A list of the regions with areas that may satisfy the criteria set out in the first subparagraph, without prejudice to the provisions laid down in the third subparagraph, is given in the Annex.

In accordance with the procedure laid down in Article 2(5), the Commission may decide not to apply the level of 50 % referred to in the second indent of the first subparagraph in exceptional cases where the need for such an exception is clearly shown by the great diversity of the landscape making it difficult to demarcate the areas.

3. In accordance with Article 4 the Community shall make a contribution towards the common measure by financing out of the Guidance Section of the European Agricultural Guidance and Guarantee Fund, hereinafter called "the Fund", measures involving :

- (a) collective or individual schemes for re-establishing olive groves affected by frost;
- (b) aid granted to farmers whose income, including any earned away from the holding, does not exceed a certain threshold which shall be defined in the programme referred to in Article 2, for attaining the objectives which are linked with the schemes referred to in point (a), in compliance with the conditions laid down in Articles 3 and 4(2).

Article 2

1. The Greek Government shall draw up before 1 October 1988 a programme containing the most appropriate ways of carrying out the measures referred to in Article 1.

The programme shall provide in particular the following information :

- a description of the existing situation, the importance of olive-growing in the various regions in terms of gross agricultural product, the nature of the damage caused by the frost and particularly of its regional distribution;
- a definition of the supervisory measures to ensure that the aids for the re-establishment of olive groves granted to olive growers who have suffered the damage referred to in Article 1(1) meet the requirements laid down in paragraph 2 of that Article;
- in the case of collective re-establishment schemes : the area to be re-established and the varieties recommended for each region, the mandatory overall plan to be followed by all olive growers involved; and back-up measures concerned in particular with soil improvement and drainage work connected with the collective scheme;
- in the case of individual re-establishment schemes : the priority areas for re-establishment and the varieties recommended for each region, and the minimum rules to be applied in order to ensure an improvement in olive-growing conditions;
- the amount of aid to be granted to the olive grower depending on the method of re-establishment, whether collective or individual, and the production aptitude of the olive trees to be re-established, and on the economic situation of the olive grower in the case of the aid referred to in Article 1(3)(b);
- the estimated cost broken down by type of measure, the economic reasons justifying the schemes and the financial resources required, with details of the proposed schedule of payments;
- the measures taken to ensure that the programme is financed and that the aid is granted to olive growers within an appropriate period.

2. The programme and any updating amendments shall be forwarded to the Commission by the Greek Government.

3. At the request of the Commission, Greece shall provide additional information concerning the particulars required under paragraph 1.
4. The duration of the programme shall be at least the same as that of the common measure.
5. The Commission shall approve the programme and any updating amendments to it in accordance with the procedure laid down in Article 25 of Council Regulation (EEC) No 797/85⁵ after consulting the Fund Committee on the financial aspects.

Article 3

1. For the purposes of this Regulation, "collective schemes for the re-establishment of olive groves" means any re-establishment operation carried out by farmers under a binding agreement between the farmers participating in the operation and the authority responsible for implementing it.

Collective re-establishment schemes shall concern at least 5,000 olive trees and 25 farmers who are members of an olive-growers' cooperative or producer group or a recognized association with a similar purpose, which shall specify the measures necessary for re-establishment. These bodies shall be authorized to lay down additional rules in order to achieve more readily the objectives set out in paragraph 3.

In accordance with the procedure laid down in Article 2(5) the Commission may, in exceptional circumstances, determine a smaller minimum number of trees to be replanted or a smaller minimum number of participants in a collective scheme than those provided for in the second subparagraph where the need for such a reduction is duly substantiated on the basis of the programme.

⁵ OJ No L 93, 30.03.1985, p. 1

2. For the purposes of this Regulation, "individual schemes for the re-establishment of olive groves" means any re-establishment operation carried out by farmers in respect of not less than 50 olive trees or 0.3 ha per holding.

Greece shall lay down rules with a view to achieving more readily the objectives set out in paragraph 3.

3. Schemes for the re-establishment of olive groves shall be eligible only if :

- (a) they help restore the landscape in typical olive-growing areas, safeguard the environment, consolidate the soil and regulate the water regime;
- (b) they contribute to a lasting improvement of working conditions on the holdings concerned and thus allow earned incomes to increase;
- (c) they provide guarantees as to their economic effectiveness;
- (d) they guarantee the maintenance of a high level of quality or, where the level reached is not yet satisfactory, an improvement in the quality of olive products;
- (e) they provide assurances that the average volume of olive oil produced will not exceed that produced prior to the period in which the frost damage occurred.

Article 4

1. Expenditure incurred in respect of the measures provided for in Article 1(3)(a) shall be eligible for aid from the Fund up to a maximum of :
 - 4,300 ECU per ha in the case of total re-establishment, or
 - 13 ECU per tree where re-establishment is carried out on a major part only of the area in question, as determined by taking into consideration the conditions laid down in the second indent of the first subparagraph of Article 1(2) together with those in Article 3(1) and (2),

and

- 11 ECU per tree where the re-establishment scheme involves sawing the tree off at the base of the trunk, or
- 8 ECU where the re-establishment scheme involves sawing off the main and secondary branches.

The aids for re-establishment referred to in the first subparagraph may not, however, exceed the costs actually incurred.

2. Expenditure incurred in respect of the aid referred to in Article 1(3)(b) shall be eligible under the Fund for an amount of 3 ECU on average per year and per tree within a limit of 5 ha or 1,500 trees per individual holding, such aid being granted for a maximum period of :
 - 5 years in the case of replanting or sawing off at the base of the trunk,
 - 3 years in the case of the sawing off of the main branches.

The aid may be granted in degressive instalments.

In the case of re-establishment by sawing off the secondary branches only, expenditure incurred in respect of the aid referred to in Article 1(3)(b) shall be eligible under the Fund for a maximum total amount of 5 ECU per tree within a limit of 5 ha or 1,500 trees per individual holding.

However, in the case of collective schemes for the re-establishment of olive groves, the amount referred to in the first and third subparagraphs may be increased by 20 %.

3. The Fund shall reimburse Greece 40 % of the eligible expenditure referred to in paragraphs 1 and 2. However, the eligibility of the re-establishment schemes referred to in paragraph 1 implies a minimum contribution of 20 % by the beneficiary towards the total cost.
4. The total estimated cost to the Fund of the common measure is 73 million ECU.
5. The duration of the common measure shall be two years with effect from the date of approval of the programme referred to in Article 2 and shall expire in all cases on 31 December 1990.

Article 5

When approving the programme referred to in Article 2, the Commission shall, in agreement with Greece, determine the procedure by which it is to be informed at regular intervals of the implementation of the programme.

Article 6

1. Applications for reimbursement shall concern expenditure incurred by Greece during a calendar year and shall be presented to the Commission before 1 May of the following year.
2. Decisions on the grant of aid from the Fund shall be taken in accordance with Article 7(1) of Regulation (EEC) No 729/70.
3. Advances in respect of work done may be made in accordance with the financing procedure adopted by Greece and by reference to the state of progress of the work referred to in Article 1(3)(a).
4. Detailed rules for the application of this Article shall be adopted in accordance with the procedure laid down in Article 13 of Regulation (EEC) No 729/70.

Article 7

This Regulation shall enter into force on the third day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

A N N E X

Geographical scope

Prefectures of :

- Akhaia
- Magnisia
- Evvia
- Lakonia
- Arkadia
- Korinthia
- Messinia
- Fthiotida
- Lesvos
- Argolida

Historical Archives of the European Commission

FINANCIAL STATEMENT concerning : a proposal for a Council Regulation introducing a common measure for the re-establishment of olive groves damaged by frost in certain regions of Greece in 1987

1. Budget heading : III Bitem : 333 Title : Fruit and olives sector

2. Legal basis : Article 43 of the Treaty

3. Classification : Compulsory expenditure/~~XXXXXXXXXXXXX~~

4. Purpose/description of the measure : Re-establishment of olive groves by appropriate measures depending on the circumstances (grubbing and replanting, sawing off at the base of the trunk and sawing off the main branches)

5. Method of calculation

5.1 Form of expenditure : Reimbursement of eligible expenditure with possibility of advances

5.2 Community contribution : 40 % of eligible national expenditure

5.3 Calculation : see Annex

6. Financial implication as regards operating appropriations

6.1 Schedule of commitment appropriations and payment appropriations (m ECU)

<u>Year</u>	<u>C.A./P.A.</u>
1988	p.m.
1989	25
1990	25
1991	16
1992	4
following years	<u>3</u>
Total	<u>73</u>

6.2 financing during current year : In view of the 1988 budget situation, in particular as regards Chapter 333 of the budget, it is unlikely that advances will be made for this first year of the measure.

7. Observations :

21

ANNEX TO THE FINANCIAL STATEMENT

Expenditure to be borne by the Guidance Section of the EAGGF

in million ECU

1. Expenditure on the re-establishment of olive groves by :

- grubbing, replanting :	1,350,000 trees x 12 ECU x 0,4 =	6,5 million
- sawing off at the base of the trunk :		
	2,500,000 trees x 10 ECU x 0,4 =	10,0 million
- sawing off of the main branches :		
	2,600,000 trees x 7 ECU x 0,4 =	7,3 million
sawing off of the secondary branches :		
	6,100,000 trees x 6 ECU x 0,4 =	14,6 million

		38,4 million
		=====

2. Expenditure on additional aid :

- in the case of replanting or sawing off of the trunk :		
(a) 3,850,000 trees x 0,85* x 13 ECU x 0,4 =		17,0 million
- in the case of the sawing off of main branches :		
(b) 2,600,000 trees x 0,85* x 8 ECU x 0,4 =		7,1 million
- in the case of sawing off of secondary branches :		
(c) 6,100,000 trees x 0,85* x 4 ECU x 0,4 =		8,3 million

		32,4 million
		=====

3. Additional expenditure arising from the increase of 20 % in the additional aid in the case of collective re-establishment schemes

(a) 3,850,000 trees x 0,85* x 0,25** x 2,6 ECU x 0,4 =	0,9 million
(b) 2,600,000 trees x 0,85* x 0,25** x 1,6 ECU x 0,4 =	0,4 million
(c) 6,100,000 trees x 0,85* x 0,25** x 0,8 ECU x 0,4 =	0,4 million

	1,7 million
	=====

4. Total expenditure : 72,5 million ECU

=====

* Rate of actual eligibility, bearing in mind the application of a threshold for the grant of this aid.

** Rate of involvement in the collective scheme.

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

amending Regulation (EEC) No 2511/69
laying down special measures for improving the production and
marketing of Community citrus fruit

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and
in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission¹,

Having regard to the opinion of the European Parliament²,

Whereas, pursuant to Council Regulation (EEC) No 2511/69³,
as last amended by Regulation (EEC) No 3130/86⁴, Greece has imple-
mented its plan laying down special measures for improving the production and
marketing of citrus fruit in accordance with the programme approved by the
Commission on 21 November 1983;

Whereas citrus plantations in certain regions of Greece were destroyed or
seriously damaged by particularly severe and protracted frosts during the
winter of 1986/87 which, to a large extent, have jeopardized the results ob-
tained and the progress of the plan being implemented; whereas, accordingly,
the re-establishment of the plantations concerned should, subject to certain
conditions, be encouraged in order to ensure the survival of farming in the
affected regions;

¹ OJ No C

² OJ No C

³ OJ No L 318, 18.12.1969, p. 1

⁴ OJ No L 292, 16.10.1986, p. 5

Whereas such re-establishment should maintain quality at a high level or improve it by using the best varieties available where the level of quality does not yet meet consumer requirements; whereas damaged plantations should therefore be re-established by means of conversion schemes where the varieties grown prior to the frosts did not meet consumer requirements;

Whereas some Greek citrus growers were prevented by the severe weather from starting the conversion and restructuring schemes already provided for in the plan approved by the Commission; whereas they should be given the opportunity, therefore, of making a start on those schemes at the appropriate time;

Whereas, since the frost destroyed a significant proportion of trees which had already been the subject of conversion schemes or formed part of new plantations which had already been established as a result of the restructuring schemes, or which were the subject of schemes in the course of being implemented, and of grafts intended for the implementation of the plan, new schemes must be started; whereas, consequently, the aids granted for those schemes must be adjusted to take account of the damage caused;

Whereas, in order to remedy the situation thus created by the frost, provision must be made for an emergency scheme to run for a further period of two years and for the subsequent amendment of the plan implemented in Greece,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

Regulation (EEC) No 2511/69 is hereby amended as follows :

1. Article 1 is amended as follows:

(i) The following subparagraph is added to paragraph 2 :

"However, the date referred to in the first subparagraph shall be deferred for two years as regards the implementation of the provisions contained in paragraph 4".

(ii) The following paragraphs are added :

"4. In Greece :

- (a) the aids referred to in the first subparagraph of paragraph 1 and in paragraph 3 may be granted in respect of operations as referred to in paragraph 1(a), (c) and (d) on which a start has been made up to 31 December 1990, where citrus plantations were damaged by frost during the winter of 1986/87;
- (b) in the case of citrus plantations which were the subject, up to the winter of 1986/87, of operations as referred to in paragraph 1(a), (c) and (d), the aids referred to in the first subparagraph of paragraph 1 and in paragraph 3 may be granted again where such operations must be recommenced as a result of the winter frosts in question and up to 31 December 1990;
- (c) the aids referred to in the first subparagraph of paragraph 1 and in paragraph 3 may be granted for schemes for the re-establishment of trees damaged by frost during the winter of 1986/87 which are begun up to 31 December 1990 in the case of citrus plantations whose varietal composition already satisfied consumer requirements before the frost, where such re-establishment schemes are carried out by :
 - grubbing and replanting with the varieties grown before the frost or other varieties of citrus fruit which meet consumer requirements;
 - cutting off the trunk or main or secondary branches and top grafting of the varieties grown before the frost or other varieties of citrus fruit which meet consumer requirements.

In addition, the aids relating to the measures referred to in paragraph 1(d) may be granted to the extent necessary to carry out the re-establishment schemes.

5. The aids for the schemes referred to in paragraph 4 shall be eligible under the EAGGF only where the surface area of the citrus trees damaged by frost represents 20 % at least of the area of the holding on which citrus trees were grown prior to the frost".

2. Article 2 is amended as follows:

- (i) the beginning of the third subparagraph is replaced by the following :
"The Member States concerned shall, by 30 April 1983 at the latest, and for the implementation of the provisions laid down in Article 1(4), by 30 September 1988 at the latest, draw up a plan ...";
- (ii) the following subparagraph is inserted after the fourth subparagraph :
"The plan drawn up in accordance with the provisions of Article 1(4) and (5) shall specify in particular, in addition to the particulars referred to in the third and fourth subparagraphs, the location of the areas particularly affected by the severe weather, the extent of the damage caused, the number of holdings affected, the extent of the areas for which aid may be granted for the schemes referred to in Article 1(4), including the varieties cultivated on the plantations which are the subject of those schemes, and the control measures for ensuring that the aids granted to citrus growers whose plantations suffered damage as a result of the frost meet the requirements laid down in Article 1(5)".

3. The following point is added to Article 3(1) :

"(d) with respect to the work referred to in Article 1(4)(c) :

- to the re-establishment of citrus plantations damaged by frost, by maintaining the varietal composition of the plantations or by an appropriate choice of other varieties adapted to consumer requirements;
- to the rationalization of the means of production, as provided for in the second indent of paragraph 1(a), where the level of such rationalization is not yet satisfactory."

4. Article 4 is amended as follows:

- (i) in paragraph 1 the following subparagraph is inserted after the second subparagraph :

"However, for the implementation of the provisions of Article 1(4)(a) and (b) the figure given in the second indent of the first subparagraph is reduced to 20 %".

- (ii) the following paragraph is inserted :

"2a. As regards the additional aid referred to in Article 1(3) for the implementation of the provisions contained in Article 1(4)(c), the conditions referred to in the first subparagraph of paragraph 1 shall apply, with the exception of the rate of 40 % referred to in the second indent of that subparagraph".

- (iii) in paragraph 4 the following is added to the first subparagraph:

"... or of schemes as provided for in Article 1(4)(c)".

5. Article 5 is amended as follows:

- (i) the following is added to the first indent of paragraph 1 :

"... and of the measures referred to in Article 1(4)(c)".

- (ii) paragraph 2 is replaced by the following :

"2. The Guidance Section of the EAGGF shall reimburse Member States 50 % of the expenditure arising from the measures referred to in Article 1(1), from payment of the additional aid provided for in Article 1(3) and from the measures referred to in Article 1(4)(c)".

Article 2

This Regulation shall enter into force on the third day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

Historical Archives of the European Commission

FINANCIAL STATEMENT concerning : a proposal for a Council Regulation amending Regulation (EEC) No 2511/69 laying down special measures for improving the production and marketing of Community citrus fruit

1. Budget heading : III B Item : 333 Title : Fruit and olives sector

2. Legal basis : Article 43 of the Treaty

3. Classification : Compulsory expenditure/XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
Non-compulsory expenditure

4. Purpose/description of the measure : Prolongation of scheme by two years and adoption of suitable measures for the re-establishment of citrus plantations affected by frost in 1987

5. Method of calculation

5.1 Form of expenditure : Reimbursement of eligible national expenditure

5.2 Community contribution : 50 % of eligible national expenditure

5.3 Calculation : (1)

6. Financial implication as regards operating appropriations

6.1 Schedule of commitment appropriations and payment appropriations (m ECU)

Year	C.A.		P.A.
1988		p.m.	
1989		p.m.	
1990		p.m.	
1991		p.m.	
1992		p.m.	
following years	_____	p.m.	_____
Total	_____	p.m.	_____

6.2 Financing during current year :

7. Observations :

(1) The new measures proposed will be implemented by amending the Greek citrus fruit programme adopted in 1983. Since the level of implementation of the programme has been lower than was expected when the estimated cost (83m ECU) was drawn up, the new measures can be financed within the original estimated cost and, consequently, the amendment entails no additional cost to the Guidance Section of the EAGGF.

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

introducing an emergency common measure to aid the
agricultural areas of the Regions of
Valencia and Murcia

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. At the meeting of the Council on agriculture held on 16, 17 and 18 November 1987, the Commission representative said in reply to a statement from the Spanish Minister of Agriculture that the Commission was prepared to examine problems arising from the damage caused to farming by the flooding which had occurred in certain southern regions of Spain (Regions of Valencia and Murcia) in early November 1987.

The extent of the damage in the affected regions calls for a financial commitment on the part of the Community to be granted similar to other cases and in the spirit of solidarity. The Commission is thus proposing that the Council implement a common measure, within the meaning of Article 6 of Regulation (EEC) No 729/70, to aid those regions.

2. The aim of the common measure, which would take the form of investment aids, is to facilitate with funding from the Guidance Section of the EAGGF:
 - the re-establishment and improvement of farm infrastructures, such as electrification, farm roads, mains water supplies and joint and individual irrigation schemes (in compliance with the CAP guidelines);
 - the prevention of soil erosion;
 - the restoration and improvement of farmland (removal of stones, levelling; cleaning, replacement of topsoil, first sowing, replanting of fruit trees, etc.);
 - the rebuilding and improvement of farm buildings.

It is essential, in view of the damage, that the re-establishment work be carried out as quickly as possible. The common measure is thus to take the form of annual programmes including the most appropriate of the measures described above, drawn up by the Spanish Government or the competent regional authorities.

A Monitoring Committee composed of representatives of the Spanish Government, the Commission, and if necessary, the agricultural interests concerned, and meeting at least once a year, will be responsible for ensuring that the common measure is implemented effectively.

Since rapid action is called for, the duration of the measure is two years only. This could, if necessary, be extended by a further year. The estimated cost to the Guidance Section of the EAGGF is 11.2 million ECU.

Historical Archives of the European Commission

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

introducing an emergency common measure
to aid the agricultural areas of the
Regions of Valencia and Murcia

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and
in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,(1)

Having regard to the opinion of the European Parliament,(2)

Whereas, in order to attain the objectives of the common agricultural policy
laid down in Article 39(1)(a) and (b) of the Treaty, it is necessary to assist
the structural improvement of farming in regions facing particularly serious
problems;

Whereas the flooding that occurred between 2 and 5 November 1987 in the
Regions of Murcia and Valencia destroyed or seriously damaged rural
infrastructures and certain factors of agricultural production, including
human habitations, in those regions;

Whereas the flooding damaged agricultural land, and in some cases removed the
topsoil;

Whereas steps should be taken in the most seriously affected areas to promote
and speed up the re-establishment of damaged or destroyed investments;

Whereas the information supplied to the Commission by the Spanish Government
indicates that the extent and seriousness of the damage exceed the financial
resources of the Regions concerned and of the Member State; whereas Community
solidarity should consequently take the form of the implementation within a
reasonable period of an exceptional emergency measure for the re-establishment
and improvement of investments damaged or destroyed;

(1) OJ

(2) OJ

Whereas such aid should be granted within the framework of measures for the re-establishment and improvement of investments that have been damaged or destroyed;

Whereas, in order to ensure that the measures are as effective as possible and are implemented within a very short period, provision should be made that they be incorporated in an annual action programme to be drawn up by the regional authorities and forwarded by the Spanish Government;

Whereas provision should be made for the duration of the common measure. to be extended by one year should unforeseen difficulties prevent it from being implemented at the rate originally planned;

Whereas it should be laid down that this package of measures constitutes a common measure within the meaning of Article 6 of Council Regulation (EEC) No 729/70 of 21 April 1970 on the financing of the common agricultural policy, (3) as last amended by Regulation (EEC) No 3183/87 (4);

Whereas a contribution from the Fund in the form of a capital subsidy equivalent to 35% of the public aid made available to repair the damage represents an appropriate Community contribution to be made in a spirit of solidarity in view of the limited financial resources of Spain.

(3) OJ No L94, 28.4.1970, p. 13

(4) OJ No L304, 27.10.1987, p. 1

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

In order to accelerate and facilitate the re-establishment and improvement of investments damaged or destroyed by the flooding that occurred in November 1987 in the Autonomous Communities of Valencia and Murcia, an exceptional emergency measure is hereby introduced to aid agriculture in those Regions. It shall constitute a common measure within the meaning of Article 6 of Regulation (EEC) No 729/70.

Article 2

In accordance with Article 4 the Community may grant aid as part of the common measure by financing out of the Guidance Section of the European Agricultural Guidance and Guarantee Fund, hereinafter called "the Fund", measures for:

- (a) the re-establishment and improvement of agricultural infrastructures, such as:
 - the electrification of and supply of mains water to agricultural holdings and villages whose inhabitants depend principally on farming;
 - the reconstruction and improvement of wells in areas where there is no mains water supply network;
 - the reconstruction and improvement of farm roads used mainly for agriculture and silviculture;
- (b) the re-establishment and improvement of irrigation infrastructures, including individual water supplies, provided this will ensure that production is more in line with the requirements of the common agricultural policy;

- (c) the prevention of soil erosion, including the construction of new small reservoirs, embankments and wind-breaks, the reinforcement of river beds and the planting of vegetation suitable for improving the retention capacity of the soil or for resisting wind;
- (d) the restoration and improvement of farmland, including the removal of stones, levelling and cleaning and the replacement of the topsoil, first sowing of pasture land and the replanting of fruit trees;
- (e) the rebuilding and improvement of farm buildings, including accommodation.

Article 3

1. The authorities designated by Spain shall draw up each year a specific action programme listing the most appropriate ways of carrying out the measures referred to in Article 2. The programme shall be presented annually to the Commission during the first month of the year at the latest.
2. The programme shall contain the following information:
 - (a) the geographical areas which qualify for the measures during the year concerned;
 - (b) a description of the damage in each sector and of the re-establishment and improvement measures to be taken and the period in which they are to be carried out;
 - (c) the level of public aid, of the beneficiary's contribution and of Community co-financing;
 - (d) an estimate of the number of hectares of UAA and of the number of farmers qualifying for the programme;
 - (e) a cost/benefit estimate, where appropriate;
 - (f) how coordination is to be ensured with all other measures and provisions liable to have an impact on the development of farming in the regions concerned;
 - (g) any other information considered necessary by the Commission.

3. The programme referred to in paragraph 1 shall be accompanied by a detailed report on the measures carried out during the previous year.
4. The programme shall be approved in accordance with the procedure laid down in Article 25 of Council Regulation (EEC) No 797/85 (5).
5. A committee shall be set up by agreement between the Commission and the Spanish Government to monitor the common measure.

The committee shall assist the Spanish Government and the regions benefitting from the common measure or, where appropriate, any other authority appointed by the Spanish Government to ensure that the common measure is effectively implemented.

The committee shall meet at least once a year and meetings shall be attended where appropriate by representatives of the agricultural interests concerned.

Article 4

Investments which qualify for Community aids and in particular under other common measures within the meaning of Article 6(1) of Regulation (EEC) No 729/70, shall not be eligible for a contribution from the Fund under this Regulation.

Article 5

1. The duration of the common measure shall be limited to two years from 1 January 1988.
2. The estimated cost to the Fund of the common measure is 11.2 million ECU for the period referred to in paragraph 1.
3. Aid from the Fund shall consist of capital grants made in one or more instalments.
4. Aid from the Fund shall amount to 35% of the cost of carrying out the work and measures referred to in Article 2 subject to the following overall eligible costs:

(5) OJ No L 93, 30.3.1985, p.1

- 12 million ECU for rural infrastructure work;
 - 8 million ECU for irrigation schemes, with a maximum rate of 4 000 ECU per hectare and an overall limit of 2 000 hectare;
 - 5 million ECU for the prevention of soil erosion;
 - 4.5 million ECU for farmland improvement schemes;
 - 2.5 million ECU for work on buildings.
5. The farmer's contribution shall be not less than 10%. However, when approving the programmes referred to in Article 3, the Commission may permit derogations from this minimum rate.
6. When approving an annual programme in accordance with the procedure laid down in Article 3(4), the Commission may adjust the financial limits laid down in paragraph 4 but shall not exceed the estimated costs set out in paragraph 2 or go beyond the time limit stipulated in paragraph 1 by more than one additional year.

Article 6

1. Advances may be made, on the basis of the presentation of the annual tranches, for carrying out the work referred to in Article 2, as the work progresses.
2. Advances may not exceed 80% of the Community contribution towards the costs of an annual tranche of the work referred to in paragraph 1.
3. Detailed rules for the application of this Article shall be adopted in accordance with the procedure laid down in Article 13 of Regulation (EEC) No 729/70.

Article 7

1. The aid from the Fund shall be paid to the bodies designated for the purpose by Spain.
2. During the period in which aid is being granted from the Fund, the authority or body designated for the purpose by the Member State concerned shall forward to the Commission, at its request, all supporting documents and all documents required for establishing that the financial and other requirements imposed for each special programme are met. The Commission may, if necessary, carry out an on-the-spot inspection.

After the Fund Committee has been consulted on the financial aspects, a decision may be taken to suspend, reduce or discontinue the grant of aid from the Fund, in accordance with the procedure laid down in Article 3(4):

- if the programme has not been implemented as provided for, or
- if some of the conditions laid down have not been met.

Where it is established that payments have been made which were not or are not justified, the amounts concerned shall be deducted from payments due for subsequent years.

3. Detailed rules for the application of this Article shall be adopted in accordance with the procedure laid down in Article 13 of Regulation (EEC) No 729/70.

Article 8

This Regulation shall enter into force on the third day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council
The President

FINANCIAL STATEMENT concerning : a proposal for a Council Regulation introducing an emergency common measure in favour of agricultural areas of the Regions of Valencia and Murcia (Spain).

1. Budget heading : IIIB Item : Title : EAGGF (Guidance): Budget structure to be inserted in the 1989 budget.

2. Legal basis : Article 43 of the Treaty

3. Classification : Compulsory expenditure/Non-compulsory expenditure

4. Purpose/description of the measure : Purpose/description of the measure: Re-establishment and improvement of rural infrastructures, soil, buildings and accommodation on farm holdings which were damaged or destroyed by floods in 1987.

5. Method of calculation

5.1 Form of expenditure : Capital subsidies granted in one or more instalments.

5.2 Community contribution : 35% of eligible expenditure.

5.3 Calculation :

- rural infrastructure	: 12,-	mio ECU	x 0,35	= 4,2	mio ECU
- irrigation	: 8,-	" "	x 0,35	= 2,8	" "
- erosion	: 5,-	" "	x 0,35	= 1,7	" "
- soil improvement	: 4,5	" "	x 0,35	= 1,6	" "
- rebuilding and improvements	: 2,5	" "	x 0,35	= 0,9	" "
- total cost to the EAGGF (Guidance) :					11,2 mio ECU

6. Financial implication as regards operating appropriations

6.1 Schedule of commitment appropriations and payment appropriations (in ECU)

Year	C.A.	P.A.
1988	-	-
1989	11,2	4
1990	-	5
1991	-	2
1992	-	0,2
following years	-	-
Total	11,2	11,2

6.2 Financing during current year :

7. Observations :

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(88) 284 def.

Bruxelles, 2 giugno 1988

Proposta di

REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

che istituisce un'azione comune
intesa alla ricostituzione degli uliveti danneggiati
dal gelo in alcune regioni elleniche nel 1987

Proposta di

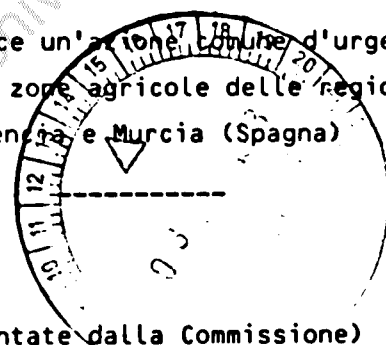
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

recante modifica del regolamento (CEE) n. 2511/69
che prevede misure speciali per il miglioramento
della produzione e della commercializzazione
nel settore degli agrumi comunitari

Proposta di

REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

che istituisce un'azione comune d'urgenza a
favore delle zone agricole delle regioni di
Valencia e Murcia (Spagna)



(presentate dalla Commissione)

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

che istituisce un'azione comune
intesa alla ricostituzione degli uliveti danneggiati
dal gelo in alcune regioni elleniche nel 1987

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

recante modifica del regolamento (CEE) n. 2511/69
che prevede misure speciali per il miglioramento
della produzione e della commercializzazione
nel settore degli agrumi comunitari

RELAZIONE

1. Il 30 giugno 1987, nella riunione per la fissazione dei prezzi agricoli della campagna 1987-1988, il Consiglio, avuta conoscenza delle conseguenze di un'ondata di freddo eccezionale che ha colpito l'agricoltura ellenica nel marzo 1987, ha preso atto dell'intenzione della Commissione di presentargli proposte adeguate in materia di strutture a favore di alcune produzioni particolarmente colpite, come gli agrumi e gli ulivi.
2. La presente proposta comprende una nuova misura nel settore degli uliveti e una modifica del regolamento (CEE) n. 2511/69 concernente il miglioramento della produzione e della commercializzazione nel settore degli agrumi. L'utilizzazione di tale regolamento faciliterà l'inquadramento operativo e finanziario delle misure proposte nel settore degli agrumi, per rimediare alla situazione creatasi con l'ondata di freddo del marzo 1987.

Nonostante la diversa impostazione giuridica, le due azioni proposte fanno parte di un insieme inscindibile, poichè l'ondata di freddo ha colpito in modo uguale la produzione di entrambi i settori, e il ripristino delle condizioni iniziali richiede un'azione urgente pressochè identica per durata e tipo d'intervento.

3. Per quanto riguarda gli uliveti, la presente proposta è intesa ad adottare un'azione comune ai sensi dell'articolo 6 del regolamento (CEE) n. 729/70, per facilitare, con il contributo del FEAOG-Orientamento, mediante aiuti agli investimenti e aiuti complementari, la ricostituzione degli uliveti totalmente o parzialmente distrutti dal gelo. L'azione comune sarà realizzata, in particolare, nelle zone in cui le intemperie hanno colpito almeno il 50% delle superfici e in cui l'olivicoltura ha una funzione preponderante nell'attività agricola per l'equilibrio ecologico e il mantenimento del paesaggio. La concessione degli aiuti alla ricostituzione è subordinata a talune condizioni relative ai limiti di superficie o al numero di alberi, per garantire la massima efficacia dei mezzi disponibili e la coerenza dell'azione rispetto alla situazione dei mercati.

Sono inoltre previste condizioni più vantaggiose in materia di aiuti complementari, nel caso in cui le operazioni di ricostituzione siano realizzate in un ambito collettivo.

L'azione di riconversione degli uliveti danneggiati in altre produzioni è già stata prevista nel quadro dei programmi integrati mediterranei (PIM) per la Grecia

per un costo totale imputabile di 12,4 Mio di ECU, di cui il 70% a carico del bilancio comunitario (linea 551). Questo tipo di azione non è quindi contemplato dalla presente proposta.

4. La durata dell'azione comune è limitata a due anni. Le spese a carico del FEAOG- Orientamento sono scaglionate, per tener conto della natura dell'azione comune, su alcuni anni a decorrere dal 1989, con un costo di previsione globale di 73 Mio di ECU. La ripartizione annua di tale importo è indicata nella scheda finanziaria allegata alla presente proposta.
5. Per quanto riguarda l'azione a favore di agrumeti, la presente proposta mira a un adattamento del regolamento (CEE) n. 2511/69. In virtù di questo regolamento, nel testo modificato dal regolamento (CEE) n. 1204/82, la Grecia attua un piano nazionale, che prevede misure speciali per il miglioramento della produzione e della commercializzazione degli agrumi. In virtù dell'articolo 1, paragrafo 1 del regolamento (CEE) n. 2511/69 le operazioni sovvenzionabili devono essere iniziate entro il 31 dicembre 1988. Conformemente all'articolo 2 dello stesso regolamento, il governo ellenico ha presentato il suo piano nazionale, che è stato approvato dalla Commissione il 21 novembre 1983. Alla data del 31 dicembre 1986 risultava realizzato il 20% circa delle superfici autorizzate.
6. L'ondata di freddo e le bufere di neve del marzo 1987 hanno distrutto gran parte degli alberi, fra i quali quelli riconvertiti o ristrutturati. Sarà quindi necessario un termine supplementare nel quadro di un'azione urgente per poter iniziare le operazioni di riconversione e di ristrutturazione ritardate dalle intemperie, utilizzando le varietà auspiccate nel piano, comprese le operazioni già realizzate o in fase di realizzazione in numerose piantagioni colpite dal freddo. In quest'ultimo caso sarà necessario concedere nuovamente gli aiuti per la realizzazione dei lavori, nonché l'aiuto complementare in caso di riconversione, se tale aiuto è già stato concesso per uno o più anni per operazioni di riconversione realizzate negli anni precedenti.

7. Il dispositivo della proposta è completato dalla possibilità offerta agli agrumicoltori ellenici di ricostituire le piantagioni danneggiate, se la composizione varietale corrispondeva prima delle intemperie del marzo 1987 alle esigenze dei consumatori. L'obiettivo è di preservare il potenziale di produzione in conformità con le esigenze qualitative del mercato. Anche per questo tipo di operazione sarà necessario un termine di due anni.
8. La modifica proposta non richiederà una revisione del costo di previsione di cui all'articolo 3 del regolamento (CEE) n. 1204/82, che modifica il regolamento (CEE) n. 2511/69, e sarà realizzata senza superare tale importo.

Historical Archives of the European Commission

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO
che istituisce un'azione comune
intesa alla ricostituzione degli uliveti danneggiati
dal gelo in alcune regioni elleniche nel 1987

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare l'articolo 43,

vista la proposta della Commissione (1),

visto il parere del Parlamento europeo (2),

considerando che, per raggiungere gli obiettivi della politica agricola comune, di cui all'articolo 39, paragrafo 1, lettere a) e b) del trattato, è necessario incoraggiare il miglioramento delle strutture agrarie nelle regioni particolarmente esposte a gravi problemi;

considerando che in alcune regioni della Grecia gli ulivi sono stati distrutti o gravemente danneggiati da gelate di intensità e durata eccezionali e che tali danni sono maggiori in alcune zone;

considerando che, soprattutto in tali zone, l'olivicoltura costituisce l'unica possibilità economica di sfruttamento del suolo e che, pertanto, è opportuno incoraggiare, a talune condizioni la ricostituzione degli uliveti al fine di permettere il proseguimento di un'attività agricola, evitando i rischi di erosione e di disordine idrografico, di proteggere l'ambiente e conservare l'integrità del paesaggio;

(1) GU n. C

(2) GU n. C

considerando che è opportuno che tale incoraggiamento assuma la forma di un regime d'aiuto agli investimenti, accompagnato da un aiuto complementare, per compensare la perdita di reddito degli olivicoltori, tenendo conto delle particolari condizioni che devono essere soddisfatte dai beneficiari;

considerando che, nel contempo, la ricostituzione degli uliveti dovrebbe favorire il miglioramento della competitività grazie alla riduzione dei costi di produzione; che è quindi opportuno, rispettando le strutture esistenti in Grecia, prevedere condizioni più vantaggiose allorché la ricostituzione è realizzata nel quadro di un programma collettivo comprendente più aziende;

considerando che la ricostituzione degli uliveti deve garantire il mantenimento di un elevato livello qualitativo o un miglioramento della qualità mediante l'utilizzazione delle migliori varietà allorché il livello qualitativo non è ancora soddisfacente;

considerando che, per garantire a tali misure la massima efficacia, è necessario che si inseriscano in un programma di ricostituzione degli uliveti elaborato dalla Grecia;

considerando che è opportuno prevedere che questo insieme di misure costituisca un'azione comune ai sensi dell'articolo 6 del regolamento (CEE) n. 729/70 del Consiglio, del 21 aprile 1970, relativo al finanziamento della politica agraria comune (3), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 3183/87 (4); che le spese sostenute dalla Grecia devono essere finanziate dalla Comunità in ragione del 40%, tenuto conto delle disponibilità finanziarie limitate dello Stato membro interessato,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

1. Per rimediare ai danni causati dal gelo nell'inverno 1986-1987 in Grecia nel settore dell'olivicoltura, è istituita un'azione comune, ai sensi dell'articolo 6 del regolamento (CEE) n. 729/70, avente carattere eccezionale.

(3) GU n. L 94 del 28. 4.1970, pag. 13.

(4) GU n. L 304 del 27.10.1987, pag. 1.

2. L'azione comune è realizzata nelle zone in cui:

- l'olivicoltura rappresenta una produzione agricola di notevole importanza,
e
- almeno il 50% degli ulivi è stato gravemente danneggiato dal gelo nell'inverno 1986/1987. Tuttavia, le aziende che beneficiano delle misure relative alla ricostituzione degli uliveti devono aver subito danni cospicui, che corrispondano almeno al 20% del numero di ulivi.

L'elenco delle regioni le cui zone possono rispondere ai criteri di cui al primo comma, fatte salve le disposizioni previste al terzo comma, figura in allegato.

Secondo la procedura di cui all'articolo 2, paragrafo 5, la Commissione può decidere di non applicare l'aliquota del 50% di cui al primo comma, secondo trattino, in casi eccezionali, qualora la necessità di tale deroga sia debitamente giustificata in considerazione della grande diversità dello spazio che rende difficile la delimitazione delle zone.

3. Conformemente all'articolo 4, la Comunità può accordare un contributo all'azione comune, finanziando attraverso il Fondo europeo agricolo di orientamento e di garanzia, sezione orientamento, in appresso denominato "Fondo", misure relative:

- a) alla ricostituzione, nel quadro di operazioni collettive o individuali, degli uliveti colpiti dal gelo;
- b) all'aiuto concesso agli imprenditori agricoli i cui redditi, compresi quelli eventualmente realizzati in attività extra-aziendali, non superano un certo limite di prosperità, che sarà definito nel programma di cui all'articolo 2, per la realizzazione degli obiettivi connessi alle operazioni di cui alla lettera a), nel rispetto delle condizioni enunciate all'articolo 3 e all'articolo 4, paragrafo 2.

Articolo 2

1. Anteriormente al 1° ottobre 1988 il governo ellenico stabilisce un programma che comprende le misure più adeguate per la realizzazione delle azioni di cui all'articolo 1.

Il programma deve contenere, in particolare, le informazioni seguenti:

- descrizione della situazione esistente, importanza regionale dell'olivicoltura in termini di prodotto agricolo lordo, natura dei danni causati dal gelo e indicazione della loro ripartizione regionale;
- definizione delle misure di controllo intese a garantire che gli aiuti alla ricostituzione degli uliveti concessi agli olivicoltori che hanno subito danni di cui all'articolo 1, paragrafo 1 soddisfino i criteri fissati al paragrafo 2 dello stesso articolo;
- in caso di ricostituzione collettiva: zona di ricostituzione e varietà raccomandate per regione, schema direttivo obbligatorio per tutti gli imprenditori partecipanti, misure di accompagnamento concernenti, in particolare, i lavori di miglioramento del suolo e di drenaggio, connessi ai lavori di ricostituzione collettiva;
- in caso di ricostituzione individuale: zona di ricostituzione degli uliveti prioritari e varietà raccomandate per regione, regole minime da applicare, per garantire un miglioramento delle condizioni di gestione;
- importo dell'aiuto da concedere all'imprenditore secondo i vari metodi di ricostituzione, collettiva o individuale, e la vocazione produttiva degli uliveti da ricostituire, nonchè in funzione della situazione economica dell'imprenditore per quanto riguarda l'aiuto di cui all'articolo 1, paragrafo 3, lettera b);
- stima dei costi di previsione ripartiti per tipo di misura, giustificazione economica e mezzi finanziari indispensabili con indicazione del ritmo delle spese previste;
- misure adottate per garantire il finanziamento del programma e dell'aiuto a favore degli olivicoltori entro un termine appropriato.

2. Il programma e il suo eventuale aggiornamento sono trasmessi alla Commissione dal Governo ellenico.

3. Su richiesta della Commissione, la Grecia fornisce gli elementi supplementari di valutazione dei dati richiesti conformemente al paragrafo 1.
4. La durata del programma deve essere almeno uguale a quella dell'azione comune.
5. La Commissione approva il programma e il suo eventuale aggiornamento secondo la procedura prevista all'articolo 25 del regolamento (CEE) n. 797/85 del Consiglio (5), . previa consultazione del Comitato del Fondo sugli aspetti finanziari.

Articolo 3

1. Ai fini del presente regolamento si intendono per "operazioni di ricostituzione collettiva degli uliveti" le azioni di ricostituzione realizzate da imprenditori agricoli nel quadro di un contratto obbligatorio fra gli imprenditori che partecipano a questa azione e l'autorità incaricata della realizzazione dell'azione.

Un'operazione di ricostituzione collettiva deve interessare almeno 5 000 uliveti e 25 agricoltori appartenenti a una cooperativa oleicola, a un'associazione di produttori oleicoli o ad altre associazioni riconosciute e aventi un orientamento analogo, che definiscono le misure necessarie alla ricostituzione. Tali organismi sono autorizzati a fissare ulteriori norme, per meglio garantire gli orientamenti fissati al paragrafo 3.

Secondo la procedura prevista all'articolo 2, paragrafo 5, la Commissione può, in casi eccezionali, fissare un numero di alberi da ricostituire o un numero di imprenditori raggruppati in un'azione collettiva inferiore a quelli previsti al secondo comma, se la necessità di una riduzione è debitamente giustificata sulla base del programma.

(1) GU n. L 93 del 30. 3.1985, pag. 1.

2. Ai fini del presente regolamento si intendono per "operazioni individuali di ricostituzione degli uliveti" le azioni di ricostituzione realizzate da imprenditori agricoli, che interessano almeno 50 ulivi o 0,3 ettari per azienda.

La Grecia fissa le norme intese a garantire nel miglior modo gli orientamenti fissati al paragrafo 3.

3. Le operazioni sovvenzionabili di ricostituzione degli uliveti devono:

- a) contribuire al ripristino del paesaggio caratterizzato dal patrimonio olivicolo, garantire la protezione dell'ambiente, il consolidamento del suolo e la regolarità del regime idrografico;
- b) contribuire a un durevole miglioramento delle condizioni di lavoro nelle aziende agricole interessate, consentendo inoltre un miglioramento del reddito da lavoro;
- c) avere un'efficacia economica garantita;
- d) garantire il mantenimento di un elevato livello qualitativo o, se il livello raggiunto non è sufficiente, un miglioramento della qualità dei prodotti oleicoli;
- e) garantire che il volume medio di produzione di olio d'oliva non superi quello constatato nel periodo precedente i danni causati dal gelo.

Articolo 4

1. Le spese effettuate nel quadro delle misure previste all'articolo 1, paragrafo 3, lettera a), sono imputabili al Fondo fino a un importo massimo di:

- 4 300 ECU per ettaro in caso di ricostituzione totale,
o
- 13 ECU per albero, se la ricostituzione interessa solo una cospicua parte della superficie in questione, quale risulta dalla presa in considerazione congiunta dei parametri fissati all'articolo 1, paragrafo 2, primo comma, secondo trattino e all'articolo 3, paragrafi 1 e 2,

e

- 11 ECU per albero, se la ricostituzione è realizzata mediante taglio alla base del tronco,

o

- 8 ECU per albero, se la ricostituzione è realizzata mediante taglio dei rami del palco primario e secondario.

Tuttavia, gli aiuti alla ricostruzione di cui al primo comma non possono superare i costi realmente sostenuti.

2. Le spese effettuate nel quadro dell'aiuto di cui all'articolo 1, paragrafo 3, lettera b) sono imputabili al Fondo nei limiti di un importo di 3 ECU in media all'anno e per albero entro i limiti di 5 ettari o di 1.500 alberi per azienda individuale; l'aiuto viene concesso per la durata massima di:

- 5 anni in caso di reimpianto o di taglio alla base del tronco,
- 3 anni in caso di taglio dei rami del palco primario.

L'aiuto può essere rateizzato con criterio decrescente.

In caso di ricostituzione da realizzare mediante taglio unicamente dei rami secondari, le spese effettuate nel quadro dell'aiuto di cui all'articolo 1, paragrafo 3, lettera b) sono imputabili al Fondo nei limiti di un importo massimo totale di 5 ECU per albero ed entro i limiti di 5 ettari o di 1500 alberi per azienda individuale.

Tuttavia, in caso di operazioni di ricostituzione collettiva degli uliveti, l'importo di cui al primo ed al terzo comma può essere maggiorato del 20%.

3. Il Fondo rimborsa alla Grecia il 40% delle spese ammissibili di cui ai paragrafi 1 e 2. Tuttavia, l'imputabilità delle operazioni di ricostituzione di cui al paragrafo 1 comporta una partecipazione minima del 20% del beneficiario alla copertura delle spese totali.
4. Il costo globale previsto per l'azione comune a carico del Fondo ammonta a 73 Mio di ECU.
5. L'azione comune ha la durata di due anni a decorrere dall'approvazione del programma di cui all'articolo 2 e termina comunque il 31 dicembre 1990.

Articolo 5

In sede di approvazione del programma di cui all'articolo 2, la Commissione fissa, d'intesa con la Grecia, le modalità della propria informazione periodica sullo svolgimento del programma.

Articolo 6

1. Le domande di rimborso devono riguardare le spese sostenute dalla Grecia nel corso di un anno civile e devono essere presentate alla Commissione anteriormente al 1^o maggio dell'anno successivo.
2. Il contributo del Fondo è deciso in conformità dell'articolo 7, paragrafo 1 del regolamento (CEE) n. 729/70.
3. Secondo le modalità di finanziamento adottate dalla Grecia e in funzione dello stato di avanzamento dei lavori materiali di cui all'articolo 1, paragrafo 3, lettera a) possono essere concessi anticipi per i lavori materiali.
4. Le modalità di applicazione del presente articolo sono adottate secondo la procedura prevista all'articolo 13 del regolamento (CEE) n. 729/70.

Articolo 7

Il presente regolamento entra in vigore il terzo giorno successivo alla pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, addì

- Per il Consiglio

ALLEGATO

Campo di applicazione geografico

Dipartimenti di:

- Acaia
- Magnesia
- Eubea
- Laconia
- Arcadia
- Corinzia
- Messenia
- Ftiotide
- Lesbos
- Argolide

SCHEDA FINANZIARIA riguardante : **Proposta di regolamento del Consiglio**
che istituisce un'azione comune intesa alla ricostituzione degli uliveti danneggiati
dal gelo in alcune regioni elleniche nel 1987

1. Linea di bilancio : III B Voce : 333 Denominazione : Settore della frutta e delle olive

2. Base giuridica : Art. 43 del trattato

3. Classificazione : Spesa obbligatoria / Spesa non obbligatoria

4. Obiettivo del provvedimento : Ricostituzione degli uliveti mediante misure appropriate
secondo il caso (estirpazione e reimpianto, taglio alla base del tronco o dei
rami del palco primario)

5. Metodo di calcolo :

5.1 Natura della spesa : Rimborso delle spese ammissibili con possibilità di acconti

5.2 Percentuale del finanziamento comunitario : 40% delle spese nazionali imputabili

5.3 Calcolo cfr. allegato

6. Incidenza finanziaria sugli stanziamenti d'intervento :

6.1 Scadenzario degli stanziamenti d'impegno e di pagamento (in milioni di ECU)

<u>Esercizio</u>	<u>Stanz. imp / pag</u>
19 88	p.m.
19 89	25
19 90	25
19 91	16
19 92	4
esercizi ulteriori	3
Totale	73

6.2 Finanziamento durante l'esercizio in corso : Tenuto conto della situazione di bilancio nel
1988, in particolare per quanto riguarda il capitolo 33 del bilancio, è poco probabile
che siano concessi anticipi per questo primo anno dell'azione

7. Osservazioni :

ALLEGATO ALLA SCHEDA FINANZIARIASpese a carico del FEAOG-Orientamento in milioni di ECU

1. Spese per la ricostruzione degli uliveti mediante:

- estirpazione e reimpianto:	1.350.000 alberi	x 12 ECU	x 0,4	= 6,5 mio
- taglio alla base del tronco	2.500.000 "	x 10 "	x 0,4	= 10,0 mio
- taglio dei rami del palco primario:	2.600.000 "	x 7 "	x 0,4	= 7,3 mio
- taglio dei rami secondari	6.100.000 "	x 6 "	x 0,4	= 14,6 mio
				<u>38,4 mio</u>

2. Spese per l'aiuto complementare:

- in caso di reimpianto o di taglio del tronco:				
a) 3.850.000 alberi	x 0,85*	x 13 ECU	x 0,4	= 17,0 mio
- in caso di taglio di rami primari:				
b) 2.600.000 alberi	x 0,85*	x 8 ECU	x 0,4	= 7,1 mio
- in caso di taglio di rami secondari:				
c) 6.100.000 alberi	x 0,85*	x 0,25**	x 4 ECU	x 0,4 = 8,3 mio
				<u>32,4 mio</u>

3. Spese supplementari che risultano dall'aumento del 20% dell'aiuto complementare in caso di ricostituzione collettiva:

a) 3.850.000 alberi	x 0,85*	x 0,25**	x 2,6 ECU	x 0,4	= 0,9 mio
b) 2.600.000 alberi	x 0,85*	x 0,25**	x 1,6 ECU	x 0,4	= 0,4 mio
c) 6.100.000 alberi	x 0,85*	x 0,25**	x 0,8 ECU	x 0,4	= 0,4 mio
					<u>1,7 mio</u>

4. Spese totali : 72,5 mio ECU
=====

* tasso di imputabilità effettiva, tenuto conto dell'applicazione di un limite di prosperità per la concessione di questo aiuto.

** tasso di partecipazione allo schema collettivo.

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

che modifica il regolamento (CEE) n° 2511/69 che prevede misure speciali
per il miglioramento della produzione e della commercializzazione
nel settore degli agrumi comunitari

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare
l'articolo 43,

vista la proposta della Commissione (1),

visto il parere del Parlamento europeo (2),

considerando che, in virtù del regolamento (CEE) n° 2511/69 del Consiglio (3),
modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 3130/86

(4), la Grecia ha realizzato un piano che prevede misure speciali per il
miglioramento della produzione e della commercializzazione degli agrumi,
conformemente al programma approvato dalla Commissione il 21 novembre 1983;

considerando che, in particolare in alcune regioni della Grecia, le
piantagioni di agrumi sono state distrutte o gravemente danneggiate da gelate
di intensità e durata eccezionali nell'inverno 1986-87, il che ha ampiamente
compromesso i risultati ottenuti e lo stato di avanzamento del piano in fase
di realizzazione; che è quindi opportuno incoraggiare, a talune condizioni, la
ricostituzione delle piantagioni in questione, per consentire il proseguimento
di un'attività agricola nelle regioni colpite;

(1) GU n. C

(2) GU n. C

(3) GU n. L 318 del 18.12.1969, pag. 1.

(4) GU n. L 292 del 16.10.1986, pag. 5.

considerando che detta ricostituzione deve garantire il mantenimento di un elevato livello qualitativo o un miglioramento della qualità mediante l'utilizzazione delle migliori varietà, se il livello qualitativo non è ancora conforme alle esigenze dei consumatori; che è quindi opportuno realizzare la ricostituzione delle piantagioni danneggiate mediante operazioni di riconversione, se le varietà esistenti prima delle gelate non rispondevano alle esigenze dei consumatori;

considerando che le intemperie hanno impedito ad alcuni agrumicoltori greci di avviare le operazioni di riconversione e di ristrutturazione già previste dal piano approvato dalla Commissione; che è quindi necessario dar loro la possibilità di avviare in tempo opportuno dette operazioni;

considerando che il gelo ha distrutto una cospicua percentuale di alberi, che sono già stati oggetto di operazioni di riconversione o di nuove piantagioni connesse alle operazioni di ristrutturazione o che sono oggetto di tali operazioni in corso di realizzazione, nonché di marze destinate alla realizzazione del piano, e che quindi devono essere avviate nuove operazioni; che, conseguentemente, è opportuno adattare gli aiuti concessi per queste operazioni, al fine di tener conto dei danni subiti;

considerando che per rimediare a una tale situazione causata dal gelo è opportuno prevedere un'azione di carattere urgente con un termine supplementare di due anni e un conseguente adattamento del piano attuato in Grecia,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

Articolo 1

Il regolamento (CEE) n° 2511/69 è modificato come segue :

1) L'articolo 1 è modificato come segue:

i) al paragrafo 2 è aggiunto il comma seguente :

"Tuttavia, la data di cui al primo comma è prorogata di due anni per quanto riguarda l'attuazione delle disposizioni previste al paragrafo 4".

ii) sono aggiunti i seguenti paragrafi :

"4. In Grecia:

- a) gli aiuti previsti al paragrafo 1, primo comma e al paragrafo 3 possono essere concessi per le operazioni di cui al paragrafo 1, lettere a), c), e d) iniziate entro il 31 dicembre 1990, se le piantagioni di agrumi sono state danneggiate dal gelo nell'inverno 1986-1987;
- b) nel caso di piantagioni di agrumi che sono state oggetto fino all'inverno 1986/87 delle operazioni di cui al paragrafo 1, lettere a), c) e d), gli aiuti di cui al paragrafo 1, primo comma e al paragrafo 3 possono essere nuovamente concessi, se dette operazioni devono essere ripetute a seguito delle gelate dell'inverno in questione e fino al 31 dicembre 1990;
- c) possono essere concessi gli aiuti di cui al paragrafo 1, primo comma e al paragrafo 3 per operazioni di ricostituzione degli agrumeti danneggiati dal gelo nell'inverno 1986/1987 iniziate entro il 31 dicembre 1990 in caso di piantagioni di agrumi la cui composizione varietale corrispondeva già, prima delle gelate in questione, alle esigenze dei consumatori, se dette operazioni di ricostituzione sono realizzate mediante:
 - estirpazione e reimpianto delle stesse varietà esistenti prima della gelata o di altre varietà di agrumi corrispondenti alle esigenze dei consumatori;
 - taglio del tronco o dei rami dei palchi primario o secondario e soprainnesto delle stesse varietà esistenti prima della gelata o di altre varietà di agrumi corrispondenti alle esigenze dei consumatori,

nonchè gli aiuti relativi alle misure di cui al paragrafo 1, lettera d), nella misura necessaria alla realizzazione delle operazioni di ricostituzione.

5. Gli aiuti relativi alle operazioni di cui al paragrafo 4 sono imputabili al FEAOG solo se la superficie degli agrumeti danneggiati dal gelo corrisponde almeno al 20% della superficie coltivata ad agrumi dell'azienda prima della gelata.”;

2) l'articolo 2 è modificato come segue:

- i) l'inizio del terzo comma è sostituito dal testo seguente:
"Gli Stati membri interessati elaborano entro il 30 aprile 1983 e, per l'applicazione delle disposizioni previste all'articolo 1, paragrafo 4, entro il 30 settembre 1988, un piano ..."
- ii) dopo il quarto comma è inserito il comma seguente:
"Il piano elaborato in applicazione delle disposizioni previste all'articolo 1, paragrafi 4 e 5 comprende, in particolare, oltre agli elementi di cui al terzo e quarto comma, la localizzazione delle zone particolarmente colpite dalle intemperie, l'entità dei danni subiti, il numero di aziende interessate, l'estensione delle superfici che possono essere oggetto della concessione di aiuti relativi alle operazioni di cui all'articolo 1, paragrafo 4, compreso l'orientamento varietale delle piantagioni che sono oggetto di dette operazioni nonché la definizione delle misure di controllo intese a garantire che gli aiuti concessi agli agrumicoltori le cui piantagioni hanno subito dei danni dovuti al gelo soddisfano il criterio fissato all'articolo 1, paragrafo 5.”;

3) all'articolo 3, paragrafo 1 è aggiunta la seguente lettera:

- "d) per quanto riguarda le azioni di cui all'articolo 1, paragrafo 4, lettera c) :

- a ricostruire gli agrumeti danneggiati dal gelo mediante il mantenimento della composizione varietale o una scelta appropriata di altre varietà adeguate alle esigenze dei consumatori;
- a consentire una razionalizzazione dei mezzi di produzione, quale è prevista al paragrafo 1, lettera a), secondo trattino, se il livello di razionalizzazione non è ancora sufficiente.”;

4) l'articolo 4 è modificato come segue:

i) al paragrafo 1, dopo il secondo comma, è inserito il seguente comma :
"Tuttavia, ai fini dell'applicazione delle disposizioni dell'articolo 1, paragrafo 4, lettere a) e b), la cifra prevista al primo comma, secondo trattino è ridotta al 20 %.";

ii) è inserito il seguente paragrafo :

"2bis. Per quanto riguarda l'aiuto complementare di cui all'articolo 1, paragrafo 3 per l'applicazione delle disposizioni previste all'articolo 1, paragrafo 4, lettera c), sono applicabili le condizioni di cui al paragrafo 1, primo comma, ad eccezione dell'aliquota del 40% di cui al secondo trattino dello stesso comma.";

iii) al paragrafo 4, primo comma sono aggiunte le parole seguenti:

"... o di quelle in virtù delle disposizioni di cui all'articolo 1, paragrafo 4, lettera c).";

5) l'articolo 5 è modificato come segue:

i) al paragrafo 1, primo trattino sono aggiunte le parole seguenti:

"... nonché dall'azione di cui all'articolo 1, paragrafo 4, lettera c).";

ii) il testo del paragrafo 2 è sostituito dal testo seguente:

"2. Il FEAOG, sezione orientamento, rimborsa agli Stati membri il 50% delle spese derivanti dalle azioni di cui all'articolo 1, paragrafo 1, mediante il versamento dell'aiuto complementare previsto al paragrafo 3 dello stesso articolo nonché mediante le azioni di cui al paragrafo 4, lettera c) dello stesso articolo.".

Articolo 2

Il presente regolamento entra in vigore il terzo giorno successivo alla pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, addì

Per il Consiglio

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

concernant : proposition de règlement du
Conseil modifiant le R. (CEE) n° 2511/69 prévoyant des mesures spéciales en vue
de l'amélioration de la production et de la commercialisation dans le secteur
des agrumes communautaires.

1. Ligne budgétaire : IIIB poste : 333 intitulé : Secteur des fruits et des olives.

2. Base juridique : Article 43 du Traité.

3. Classification : Dépense obligatoire/01000000000000000000

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Prorogation de la durée de l'action
de deux ans et prise de mesures adéquates pour la reconstitution des vergers
d'agrumes touchés par le gel en 1987.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : Remboursement des dépenses nationales éligibles.

5.2 Part du financement communautaire : 50 % des dépenses nationales éligibles.

5.3 Calcul : (1)

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Echancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

<u>Exercice</u>	<u>C.E. / C.P.</u>
1988	p.m.
1989	p.m.
1990	p.m.
1991	p.m.
1992	p.m.
exercices ultérieurs	p.m.
Total	p.m.

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations : (1) Les nouvelles mesures proposées seront mises en oeuvre par
une modification du programme hellénique "agrumes" adopté en 1983. Etant
donné que le taux de réalisation du programme a été inférieur à celui prévu
lors de l'établissement de son coût estimatif (83 mio ECU), le financement
de ces nouvelles mesures peut être effectué à l'intérieur du coût estimatif
initial et, par conséquent, la modification n'entraîne pas des dépenses
supplémentaires à charge du FEOGA(O).

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

che istituisce un'azione comune d'urgenza a
favore delle zone agricole delle regioni di
Valencia e Murcia (Spagna)

RELAZIONE

1. Nella sessione del Consiglio dei Ministri dell'Agricoltura del 16-18 novembre 1987 il rappresentante della Commissione, a seguito della dichiarazione del ministro spagnolo dell'Agricoltura, ha precisato che la Comunità era disposta a studiare i problemi conseguenti ai danni causati all'agricoltura dalle inondazioni, che si sono abbattute su alcune regioni della Spagna meridionale (regioni di Valencia e di Murcia) all'inizio di novembre 1987.

L'esame della situazione e in particolare l'entità dei danni subiti nelle regioni colpite, richiede, come nei casi similari, e in uno spirito di solidarietà, un impegno finanziario della Comunità. Pertanto, la Commissione propone al Consiglio un'azione comune ai sensi dell'articolo 6 del regolamento (CEE) n. 729/70 a favore delle regioni spagnole.

2. L'azione comune, da realizzare sotto forma di aiuti agli investimenti, mira a facilitare con il contributo finanziario del FEAOG-Orientamento :

- la ricostituzione ed il miglioramento delle infrastrutture agrarie, quali l'elettrificazione, la viabilità rurale, l'adduzione d'acqua potabile, l'irrigazione collettiva e individuale (rispettando gli orientamenti della PAC);
- la protezione dei suoli contro l'erosione;
- la ricostituzione ed il miglioramento dei suoli agricoli (spietatura, livellamento, pulitura, ricostituzione dello strato di terra arabile, prima semina, reimpiego di alberi da frutta, ecc.);
- la ricostituzione ed il miglioramento dei fabbricati aziendali.

I danni richiedono una ricostituzione a breve termine. L'azione comune sarà quindi realizzata sotto forma di programmi annuali, comprendenti le misure più adeguate, cioè quelle suddette, fissate dal Governo spagnolo o dalle autorità regionali competenti.

Un comitato di controllo, che si riunisce almeno una volta all'anno, costituito da rappresentanti della Spagna, della Commissione ed eventualmente degli ambienti professionali interessati, sarà incaricato di vigilare sulla corretta esecuzione dell'azione comune.

Considerata l'urgenza dell'intervento, la durata dell'azione sarebbe limitata a due anni, con la possibilità di un'eventuale proroga di un anno. La previsione di spesa a carico del FEAOG-Orientamento sarebbe di 11,2 MECU.

Historical Archives of the European Commission

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

che istituisce un'azione comune d'urgenza a favore delle
zone agricole delle regioni di Valencia e Murcia (Spagna)

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare l'articolo 43,

vista la proposta della Commissione (1),

visto il parere del Parlamento europeo (2),

considerando che, per raggiungere gli obiettivi della politica agricola comune, di cui all'articolo 39, paragrafo 1, lettere a) e b) del trattato, è necessario incoraggiare il miglioramento delle strutture agrarie nelle regioni particolarmente esposte a gravi problemi;

considerando che le inondazioni verificatesi il 2 e il 5 novembre 1987 nelle regioni di Murcia e Valencia hanno distrutto o gravemente danneggiato le infrastrutture rurali e alcuni mezzi di produzione agricola, comprese le abitazioni;

considerando che le inondazioni hanno danneggiato i suoli agricoli, talvolta con smottamenti dello strato di terra arabile;

considerando che nelle zone più colpite è opportuno incoraggiare e accelerare la ricostituzione degli investimenti danneggiati o distrutti;

considerando che le informazioni trasmesse dal Governo spagnolo alla Commissione dimostrano che l'entità e la gravità dei danni subiti superano le possibilità finanziarie delle regioni colpite e dello Stato membro; che, conseguentemente, la solidarietà della Comunità deve concretizzarsi in un'azione d'urgenza eccezionale, per consentire la ricostituzione e il miglioramento degli investimenti danneggiati o distrutti in tempi ragionevoli;

(1) GU n.

(2) GU n.

considerando che è opportuno che un tale aiuto sia concesso nel quadro di misure intese alla ricostituzione e al miglioramento degli investimenti danneggiati o distrutti;

considerando che, per garantire la massima efficacia di tali misure e la loro attuazione entro termini particolarmente brevi, è opportuno prevedere che queste si inseriscano in un programma d'azione annuale elaborato dalle autorità regionali e trasmesso dal Governo spagnolo;

considerando che è opportuno prevedere la possibilità di prorogare di un anno la durata dell'azione comune, qualora difficoltà imprevedibili non consentano i progressi inizialmente dati per scontati;

considerando che è opportuno prevedere che questo insieme di misure costituisca un'azione comune ai sensi dell'articolo 6 del regolamento (CEE) n. 729/70 del Consiglio, del 21 aprile 1970, relativo al finanziamento della politica agraria comune (3), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 3183/88 (4)

considerando che un intervento del Fondo sotto forma di contributo in conto capitali pari al 35 % dell'aiuto pubblico, reso disponibile per rimediare ai danni, costituisce una partecipazione adeguata della Comunità allo sforzo di solidarietà giustificato dalle disponibilità finanziarie limitate della Spagna,

(3) GU n. L 94 del 28. 4.1970, pag. 13

(4) GU n. L 304 del 27.10.1987, pag. 1.

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

Articolo 1

Per accelerare e facilitare la ricostituzione e il miglioramento degli investimenti danneggiati o distrutti dalle inondazioni verificatesi nel novembre 1987 nelle "Comunidades Autònomas de Valencia et Murcia", è istituita un'azione eccezionale d'urgenza a favore della agricoltura di tali regioni. L'azione costituisce un'azione comune ai sensi dell'articolo 6 del regolamento (CEE) n. 729/70.

Articolo 2

Conformemente all'articolo 4, la Comunità può concedere un contributo nel quadro dell'azione comune finanziando attraverso il Fondo europeo agricolo di orientamento e di garanzia, sezione "Orientamento", in appresso denominato "Fondo", misure relative :

a) alla ricostituzione e al miglioramento delle infrastrutture agrarie, quali :

- l'elettrificazione e l'adduzione di acqua potabile nelle aziende agricole e nei villaggi i cui abitanti dipendono principalmente dall'agricoltura,
- la ricostituzione ed il miglioramento dei pozzi, se non vi sono reti di distribuzione di acqua potabile;
- la ricostruzione ed il miglioramento dei sentieri poderali e di comunicazione utilizzati principalmente per l'agricoltura e la silvicoltura.

b) alla ricostituzione e al miglioramento delle infrastrutture d'irrigazione, comprese le sorgenti individuali, a condizione di garantire un migliore orientamento della produzione sulle esigenze della politica agricola comune;

- c) alla protezione dei suoli contro l'erosione, compresa la costruzione di piccoli sbarramenti, dighe e frangivento, il consolidamento dei letti dei fiumi e la collocazione di piante idonee a migliorare la capacità di contenimento del suolo o di resistenza al vento;
- d) alla ricostituzione e al miglioramento dei suoli agricoli, compresi la spietatura, il livellamento, la pulitura nonché la ricostituzione dello strato di terra arabile, la prima semina in caso di pascoli e il reimpianto di alberi da frutta;
- e) alla ricostituzione e al miglioramento dei fabbricati aziendali, comprese le abitazioni.

Articolo 3

1. Le Autorità designate dalla Spagna elaborano ogni anno un programma specifico di azioni, comprendente le misure più adeguate per la realizzazione delle azioni di cui all'articolo 2. Tale programma deve essere presentato alla Commissione al più tardi il primo mese di ogni anno.
2. Il programma deve fornire, in particolare, le informazioni seguenti :
 - a) la definizione delle zone geografiche che beneficiano dell'intervento nell'anno in questione;
 - b) la descrizione dei danni verificatisi nel settore e le misure di ricostituzione e miglioramento da intraprendere, nonché i termini di realizzazione;
 - c) il livello dell'aiuto pubblico, della partecipazione del beneficiario e del co-finanziamento della Comunità;
 - d) una stima del numero di ettari di SAU e di agricoltori che beneficiano del programma;
 - e) se del caso, una stima dei costi/utigli;
 - f) le misure di coordinamento con le altre misure e le disposizioni suscettibili di avere un'incidenza sullo sviluppo dell'agricoltura delle regioni in questione;
 - g) Ogni altra informazione ritenuta importante dalla Commissione.

3. Il programma di cui al paragrafo 1 è accompagnato da una relazione particolareggiata sullo svolgimento delle misure realizzate l'anno precedente.
4. Il programma è approvato secondo la procedura prevista all'articolo 25 del regolamento (CEE) n. 797/85 del Consiglio (5).
5. D'intesa fra la Commissione e il Governo spagnolo, è istituito un comitato di controllo dell'azione comune.

Il Comitato assiste il Governo spagnolo e le regioni beneficiarie dell'azione comune o, eventualmente, le autorità da esso designate, per garantire l'efficace esecuzione dell'azione comune.

Il comitato si riunisce almeno una volta all'anno e le riunioni sono estese, se del caso, ai rappresentanti degli ambienti professionali interessati.

Articolo 4

Gli investimenti che beneficiano di aiuti comunitari, in particolare nel quadro di altre azioni comuni, in virtù dell'articolo 6, paragrafo 1 del regolamento (CEE) n. 729/70, non possono beneficiare di un contributo del Fondo ai sensi del presente regolamento.

Articolo 5

1. La durata dell'azione comune è limitata a due anni a decorrere dal 1° gennaio 1988.
2. Il costo di previsione dell'azione comune, a carico del Fondo, è di 112 milioni di ECU per la durata prevista al paragrafo 1.
3. Il Fondo partecipa mediante contributi in conto capitale concessi in uno o più versamenti.
4. Il contributo del Fondo ammonta al 35 % delle spese di realizzazione dei lavori e delle misure di cui all'articolo 2, entro i limiti delle seguenti spese ammissibili globali :

(5) GU n. L 93 del 30.3.1985, pag. 1.

- 12 milioni ECU per i lavori d'infrastruttura rurale;
- 8 milioni ECU per i lavori d'irrigazione fino ad un importo massimo di 4000 ECU per ettaro entro un limite globale di 2000 ettari;
- 5 milioni ECU per la lotta contro l'erosione;
- 4,5 milioni ECU per i lavori di miglioramento dei suoli agricoli;
- 2,5 milioni ECU per i lavori concernenti i fabbricati.

5. Il contributo dell'imprenditore ammonterà almeno al 10 %. Tuttavia, in sede di approvazione dei programmi di cui all'articolo 3, la Commissione potrà ammettere deroghe a tale aliquota minima.

6. In sede di approvazione dei programmi annuali, secondo la procedura di cui all'articolo 3, paragrafo 4, la Commissione può modificare i limiti finanziari di cui al paragrafo 4, senza tuttavia superare il costo di previsione di cui al paragrafo 2 nè la durata di cui al paragrafo 1, salvo di un anno supplementare al massimo.

Articolo 6

1. Sulla base della presentazione delle quote annue, possono essere concessi anticipi per la realizzazione dei lavori di cui all'articolo 2, in funzione dello stato di avanzamento dei medesimi.
2. Gli anticipi non possono superare l'80 % del contributo comunitario alle spese di una quota annua dei lavori di cui al paragrafo 1.
3. Le modalità d'applicazione del presente articolo sono adottate secondo la procedura prevista all'articolo 13 del regolamento (CEE) n. 729/70.

Articolo 7

1. I contributi del Fondo sono versati agli organismi designati a tale scopo dalla Spagna.
2. Durante la durata dell'intervento del Fondo, l'autorità o l'organismo designato a tale scopo dallo Stato membro interessato trasmette alla Commissione, su richiesta di quest'ultima, tutti i documenti giustificativi e tutti i documenti atti a stabilire che sono soddisfatte le condizioni finanziarie e di altra natura fissate per ciascun programma speciale. La Commissione può, se necessario, effettuare un controllo in loco.

Previa consultazione del Comitato del Fondo sugli aspetti finanziari, si può decidere di sospendere, ridurre o sopprimere il contributo del Fondo, secondo la procedura prevista all'articolo 3, paragrafo 4

- se il programma non è eseguito secondo il previsto, o
- se non sono soddisfatte alcune delle condizioni imposte.

Le somme il cui versamento non era o non è giustificato sono detratte dai versamenti dovuti, per gli anni successivi a tale constatazione.

3. Le modalità d'applicazione del presente articolo sono adottate secondo la procedura prevista all'articolo 13 del regolamento (CEE) n. 729/70.

Articolo 8

Il presente regolamento entra in vigore il terzo giorno successivo alla pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, addì

Per il Consiglio

Il Presidente

SCHEMA FINANZIARIA riguardante :

Proposta di regolamento del Consiglio che istituisce un'azione comune d'urgenza a favore delle zone agricole delle regioni di Valencia e Murcia (Spagna)

1. Linea di bilancio : III B Voce : FEOG (O) Denominazione : Struttura finanziaria da prevedere nel bilancio 1989

2. Base giuridica : Art. 43 del trattato

3. Classificazione : Spesa obbligatoria/Spesa non obbligatoria

4. Obiettivo del provvedimento :

Ricostituzione e miglioramento delle infrastrutture rurali, dei suoli agricoli, dei fabbricati e delle abitazioni delle aziende danneggiate o distrutte dalle inondazioni verificatesi nel 1987

5. Metodo di calcolo

5.1 Natura della spesa : Contributi in conto capitali concessi in uno o più versamenti

5.2 Percentuale del finanziamento comunitario : 35% delle spese ammissibili

5.3 Calcolo :

- Infrastruttura rurale	: 12,- MECU	x 0,35	= 4,2 MECU	
- Irrigazione	: 8,- "	" "	= 2,8 "	
- Erosione	: 5,- "	" "	= 1,7 "	
- Miglioramento dei suoli	: 4,5 "	" "	= 1,6 "	
- Ricostituzione dei fabbricati	: 2,5 "	" "	= 0,9 "	Tot. 11,2 MECU

6. Incidenze finanziarie sugli stanziamenti operativi

6.1 Scadenziario degli stanziamenti d'impegno e di pagamento (in milioni di ECU)

<u>Esercizio</u>	<u>Stanz. imp.</u>	<u>Stanz. pag.</u>
1988		
1989	11,2	4
1990		5
1991		2
1992		0,2
esercizi ulteriori		
<u>Totale</u>	<u>11,2</u>	<u>11,2</u>

6.2 Finanziamento durante l'esercizio in corso :

7. Osservazioni :

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(88) 284 def.

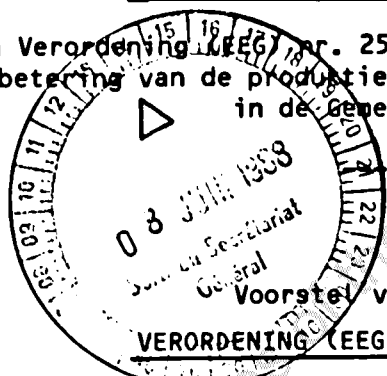
Brussel, 2 juni 1988

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot instelling van een gemeenschappelijke actie
voor het herstel van in bepaalde gebieden van Griekenland
in 1987 door de vorst aangetaste olijfgaarden

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2511/69 houdende bijzondere maatregelen
voor de verbetering van de productie en de afzet van citrusvruchten
in de Gemeenschap



Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

inzake een gemeenschappelijke spoedactie ten gunste
van de landbouwstreken in de gebieden
Valencia en Murcia (Spanje)

(door de Commissie ingediend)

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot instelling van een gemeenschappelijke actie
voor het herstel van in bepaalde gebieden van Griekenland
in 1987 door de vorst aangetaste olijfgaarden

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2511/69 houdende bijzondere maatregelen
voor de verbetering van de produktie en de afzet van citrusvruchten
in de Gemeenschap

TOELICHTING

1. Op 30.6.1987 heeft de Raad in de vergadering voor de vaststelling van de landbouwprijzen voor het landbouwjaar 1987/1988, na kennis te hebben genomen van de gevolgen van de buitengewone strenge koudegolf die de Griekse landbouw in maart 1987 heeft getroffen, akte genomen van het voornemen van de Commissie om adequate structuurmaatregelen voor te stellen voor bepaalde bijzonder zwaar getroffen teelten, zoals de citrusvruchten- en de olijventeelt.
2. Het onderhavige voorstel bevat een nieuwe maatregel voor de olijfgaarden en een wijziging van Verordening (EEG) nr. 2511/69 betreffende de verbetering van de produktie en de afzet van citrusvruchten. De laatstgenoemde verordening bevat de nodige kadervoorshriften voor zowel de materiële als de financiële tenuitvoerlegging van de voorgestelde maatregelen om de door de koudegolf van maart 1987 ontstane situatie in de sector citrusvruchten te verhelpen.

Ondanks hun verschillende juridische context vormen de twee voorgestelde acties een ondeelbaar geheel, aangezien de koudegolf het produktiepotentieel in de twee sectoren even sterk heeft aangetast en voor het herstel van de schade een in beide gevallen vrijwel identieke, urgente actie van aangepaste duur en aard nodig is.

3. Voor de olijfgaarden voorziet het voorstel in de vaststelling van een gemeenschappelijke actie in de zin van artikel 6 van Verordening (EEG) nr. 729/70, die ten doel heeft de schade aan de door het noodweer volledig of gedeeltelijk vernielde olijfgaarden te helpen herstellen door verlening van door het EOGFL afdeling Oriëntatie, vergoede investeringssteun en extra steun. De gemeenschappelijke actie zal vooral ten uitvoer worden gelegd in de gebieden waar aan ten minste 50 % van de met olijfbomen beplante oppervlakte schade is aangericht en waar de olijventeelt van essentieel belang is voor de landbouw, het ecologisch evenwicht en het landschapsbehoud. Met het oog op een optimale besteding van de verstrekte middelen en om te bereiken dat de maatregelen volledig aansluiten op de marktsituatie, zal de steun worden toegekend onder bepaalde voorwaarden die betrekking hebben op de oppervlakte of het aantal bomen.

Voor de verlening van extra steun zullen voordeliger voorwaarden gelden als de maatregelen collectief worden uitgevoerd.

De omschakeling van beschadigde olijfgaarden op andere teelten is voor Griekenland reeds opgenomen in de geïntegreerde mediterrane programma's;

voor die omschakeling komt een totaal bedrag van maximaal 12,4 miljoen Ecu in aanmerking voor financiering naar rata van 70 % uit de begroting van de Gemeenschap (lijn 551). Het onderhavige voorstel heeft derhalve geen betrekking op dergelijke maatregelen.

4. De looptijd van de gemeenschappelijke actie is twee jaar. De uitgaven ten laste van het EOGFL, afdeling Oriëntatie, worden gezien de aard van de actie, gespreid over een aantal jaren waarvan 1989 het eerste is. De totale kosten worden geraamd op 73 miljoen Ecu. De verdeling van dat bedrag over de verschillende jaren is aangegeven in de financiële notitie bij dit voorstel.
5. Voor het herstel van de schade aan aanplantingen van citrusvruchten voorziet het voorstel in een aanpassing van Verordening (EEG) nr. 2511/69. Op grond van die verordening, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 1204/82, heeft Griekenland een nationaal programma ten uitvoer gelegd dat voorziet in speciale maatregelen voor de verbetering van de produktie en de afzet van citrusvruchten. Krachtens artikel 1, lid 1, van Verordening (EEG) nr. 2511/69 moet uiterlijk op 31.12.1988 met de uitvoering van de maatregelen worden begonnen. Het door de Griekse regering overeenkomstig artikel 2 van de genoemde verordening ingediende programma is op 21.11.1983 door de Commissie goedgekeurd. Op 31.12.1986 waren de maatregelen uitgevoerd op ongeveer 20 % van de betrokken oppervlakte.
6. De koudegolf en de sneeuwstormen van maart 1987 hebben een groot deel van de bomen en enten vernield, ook op reeds omgeschakelde of geherstructureerde oppervlakten. Als gevolg daarvan zal in het kader van een spoedactie een aanvullende termijn van twee jaar nodig zijn om een begin te kunnen maken met de door de weersomstandigheden vertraagde omschakelings- en herstructureringswerkzaamheden, waarbij gebruik wordt gemaakt van de in het programma aanbevolen variëteiten; dat geldt eveneens voor de reeds uitgevoerde of in uitvoering zijnde acties in talrijke aanplantingen die van de koude te lijden hebben gehad.

In dit laatste geval zal eventueel opnieuw steun voor de uitvoering van de werkzaamheden en extra steun voor omschakeling moeten worden toegekend.

7. In het kader van de voorgestelde regeling wordt verder aan de Griekse citrusvruchtentelers de mogelijkheid geboden om hun beschadigde boomgaarden te herstellen als hun rassensortiment reeds vóór de koudegolf van maart 1987 aan de eisen van de markt beantwoordde. De telers worden daardoor in staat gesteld hun kwalitatief marktgericht produktiepotentieel te behouden.

Ook voor die werkzaamheden zal een termijn van twee jaar nodig zijn.

8. De voorgestelde wijziging vereist geen herziening van de kostenbegroting, die is vastgesteld in artikel 3 van Verordening (EEG) nr. 1204/82 houdende wijziging van Verordening (EEG) nr. 2511/69, en zal met het genoemde bedrag ten uitvoer worden gelegd.

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot instelling van een gemeenschappelijke actie
voor het herstel van in bepaalde gebieden van Griekenland
in 1987 door de vorst aangetaste olijfgaarden

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,
inzonderheid op artikel 43,

Gezien het voorstel van de Commissie (1),

Gezien het advies van het Europese Parlement (2),

Overwegende dat, met het oog op het bereiken van de in artikel 39, lid 1,
onder a) en b), van het Verdrag genoemde doeleinden van het gemeenschappelijk
landbouwbeleid, in gebieden die met ernstige problemen te kampen hebben, steun
moet worden verleend voor de verbetering van de landbouwstructuur;

Overwegende dat in bepaalde gebieden van Griekenland de olijfgaarden door de
buitengewoon strenge en langdurige vorst zijn vernield of ernstig beschadigd;
dat in bepaalde geëxposeerde gebieden de schade nog zwaarder uitvalt;

Overwegende dat met name in die gebieden de teelt van olijven de enig
mogelijk rendabele vorm van grondgebruik is, en dat derhalve het
herstel van de olijfgaarden onder bepaalde voorwaarden moet worden
gestimuleerd om de landbouw in stand te houden en tegelijk erosie en
verstoring van de waterhuishouding tegen te gaan, het milieu te beschermen en
het landschap ongeschonden te bewaren;

(1) PB nr. C

(2) PB nr. C

Overwegende dat het dienstig is om te dien einde, onder toepassing van bijzondere voorwaarden waaraan de begunstigten moeten voldoen, investeringssteun te verlenen en extra steun om het inkomensverlies van de olijventelers te compenseren;

Overwegende dat bij het herstel van de olijfgaarden ook de concurrentiepositie moet worden verbeterd door verlaging van de produktiekosten; dat het dienstig is in dat verband, zonder aan de structuur van de betrokken sector in Griekenland te raken, voor het herstel in het kader van een collectief programma waaraan door verscheidene bedrijven wordt deelgenomen, gunstiger voorwaarden te bieden;

Overwegende dat bij het herstel van de olijfgaarden ervoor moet worden gezorgd dat de kwaliteit op peil wordt gehouden of, zo nodig, door gebruik van betere rassen verbeterd;

Overwegende dat maatregelen alleen dan een optimaal effect kunnen sorteren als zij passen in een door Griekenland opgesteld programma voor het herstel van de olijfgaarden;

Overwegende dat het dienstig is te bepalen dat het betrokken geheel van maatregelen een gemeenschappelijke actie vormt in de zin van artikel 6 van Verordening (EEG) nr. 729/70 van de Raad van 21 april 1970 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid (3), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 3183/87 (4); dat de door Griekenland gedane uitgaven, gezien de beperkte omvang van de financiële middelen van deze Lid-Staat, voor 40 % door de Gemeenschap moeten worden vergoed,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

1. Voor het herstel van de door de vorst in de winter 1986/87 in Griekenland veroorzaakte schade aan de olijventeelt wordt een buitengewone gemeenschappelijke actie als bedoeld in artikel 6 van Verordening (EEG) nr. 729/70 ingesteld.

(3) PB nr. L 94 van 28. 4.1970, blz. 13

(4) PB nr. L 304 van 27.10.1987, blz. 1

2. De gemeenschappelijke actie wordt ten uitvoer gelegd in de zones waar :
- de olijventeelt een zeer belangrijke tak van de landbouw is en
 - ten minste 50 % van de olijfbomen in de winter 1986/87 ernstig door de vorst zijn aangetast. Steun wordt evenwel alleen verleend aan bedrijven waarvan ten minste 20 % van het olijfbomenbestand is beschadigd.

De lijst van gebieden waarvan de zones, onverminderd de bepalingen van de derde alinea, aan de in de eerste alinea genoemde criteria kunnen voldoen, is in de bijlage opgenomen.

Volgens in artikel 2, lid 5, bedoelde procedure kan de Commissie besluiten om het in de eerste alinea, tweede streepje, bedoelde percentage van 50 % bij wijze van uitzondering niet toe te passen, indien dit verantwoord is op grond van de grote geografische verscheidenheid van het betrokken gebied, waardoor de zones moeilijk zijn af te bakenen.

3. Met inachtneming van het bepaalde in artikel 4 verleent de Gemeenschap voor de gemeenschappelijke actie bijstand door met inschakeling van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw, afdeling Oriëntatie, hierna "het Fonds" te noemen, maatregelen te financieren in verband met

- a) het herstel van de door de vorst aangetaste olijfgaarden in het kader van collectieve of individuele projecten;
- b) steun die, met inachtneming van de voorwaarden van artikel 3 en artikel 4, lid 2, voor het bereiken van de doeleinden van de onder a) bedoelde projecten aan landbouwproducenten wordt verleend wier inkomen, eventuele niet-bedrijfsgebonden inkomsten inbegrepen, niet hoger ligt dan een bepaalde welvaartsdrempel, die in het in artikel 2 bedoelde programma wordt vastgesteld.

Artikel 2

De Griekse regering stelt vóór 1 oktober 1988 een programma op dat voor de uitvoering van de in artikel 1 bedoelde actie de meest geëigende maatregelen bevat.

Het programma dient met name de volgende gegevens te bevatten :

- een beschrijving van de bestaande situatie, het regionale belang van de olijventeelt, uitgedrukt in de bruto-landbouwproductie, de door de vorst veroorzaakte schade en de regionale spreiding ervan;
- een omschrijving van de controlemaatregelen ter waarborging dat de voor het herstel van de olijfgaarden aan olijventelers die schade als bedoeld in artikel 1, lid 1, hebben geleden, verleende steun aan de criteria in lid 2 van dat artikel voldoet;
- in geval van collectieve herstelmaatregelen : de betrokken zone en de per regio aanbevolen rassen, het voor alle bedrijfshoofden die aan het collectieve herstel deelnemen, bindend uitvoeringsschema; de maatregelen, met name voor grondverbetering en drainage, die ter flankering van de collectieve werkzaamheden voor het herstel van de olijfgaarden worden uitgevoerd;
- in geval van individuele herstelmaatregelen : de zones die prioriteit krijgen, de per regio aanbevolen rassen, en de toe te passen minimumvoorschriften ter waarborging van een betere exploitatie;
- het aan de producent toe te kennen steunbedrag, dat verschilt naargelang het om collectieve dan wel individuele maatregelen gaat, en naargelang van de specifieke geschiktheid van de betrokken olijfgaarden, alsmede het bedrag van de in artikel 1, lid 3, onder b), bedoelde extra steun, dat verschilt naar gelang van de economische situatie van de producent;
- een naar de categorie maatregelen uitgesplitste kostenraming, de economische motivering ervan en de omvang van de benodigde financiële middelen met een tijdschema voor de verwachte uitgaven;
- de getroffen maatregelen waarmee ervoor wordt zorg gedragen dat het programma en de steun voor de olijventelers binnen een passende termijn kunnen worden gefinancierd.

2. Het programma en de gegevens voor een eventuele bijwerking ervan worden door de Griekse regering bij de Commissie ingediend.

3. Op verzoek van de Commissie verstrekt Griekenland ter beoordeling van de krachtens lid 1 vereiste gegevens bijkomende gegevens.
4. De looptijd van het programma moet met ten minste die van de gemeenschappelijke actie overeenkomen.
5. Na raadpleging van het Comité van het Fonds over de financiële aspecten hecht de Commissie volgens de procedure van artikel 25 van Verordening (EEG) nr. 797/85 van de Raad (5) haar goedkeuring aan het programma en aan elke eventuele bijwerking ervan.

Artikel 3

1. Onder "collectief herstel van olijfgaarden" wordt in deze verordening verstaan : elk herstel dat wordt uitgevoerd in het kader van een bindende overeenkomst tussen de bedrijfshoofden die aan de actie deelnemen en de met de tenuitvoerlegging ervan belaste instantie.

Een maatregel tot collectief herstel moet betrekking hebben op ten minste 5.000 olijfbomen en daarbij moeten ten minste 25 landbouwers betrokken zijn, die zijn aangesloten bij een coöperatie voor de vervaardiging van olijfolie, bij een groepering van olijfolieproducenten of bij andere erkende verenigingen met een vergelijkbaar doel, waarin wordt bepaald welke herstelmaatregelen nodig zijn. Deze lichamen worden gemachtigd om nadere regels vast te stellen die bijdragen tot het bereiken van in lid 3 vastgestelde doeleinden.

Overeenkomstig de in artikel 2, lid 5, bedoelde procedure kan de Commissie bij wijze van uitzondering een kleiner aantal vaststellen wat de bomen of de bij een collectieve actie betrokken bedrijfshoofden betreft dan in de tweede alinea is bepaald, wanneer de noodzaak van een geringer aantal aan de hand van het programma naar behoren wordt gerechtvaardigd.

(5) PB nr. L 93 van 30. 3.1985, blz. 1

2. Onder "individueel herstel van de olijfgaarden" wordt in deze verordening verstaan: elk door een bedrijfshoofd uitgevoerd herstelproject dat op ten minste 50 olijfbomen of 0,3 ha per bedrijf betrekking heeft.

Griekenland stelt de nodige voorschriften vast om de inachtneming van de in lid 3 vermelde voorwaarden te garanderen.

3. Voor vergoeding komen alleen maatregelen in aanmerking die :

- a) bijdragen tot het herstel van het landschap waarvoor de olijfgaarden typerend zijn, tot de bescherming van het milieu, tot de consolidering van de bodem en tot een goede waterhuishouding;
- b) bijdragen tot een duurzame verbetering van de arbeidsomstandigheden op de betrokken bedrijven, zodat het arbeidsinkomen kan worden verbeterd;
- c) voldoende waarborgen bieden ten aanzien van de economische doeltreffendheid ervan;
- d) de kwaliteit van de produkten van de olijventeelt op peil houden of, indien nodig, verbeteren;
- e) de zekerheid bieden dat de gemiddelde olijfolieproduktie niet die van vóór de periode waarin de vorstschade is opgetreden, overschrijdt.

Artikel 4

1. De uitgaven voor de in artikel 1, lid 3, onder a), bedoelde maatregelen komen voor vergoeding uit het Fonds in aanmerking tot ten hoogste :

- 4.300 Ecu per hectare in geval van herstelmaatregelen voor de gehele oppervlakte
of
- 13 Ecu per boom ingeval het herstel slechts betrekking heeft op een belangrijk gedeelte van de betrokken oppervlakte, bepaald door gecombineerde toepassing van de in artikel 1, lid 2, eerste alinea, tweede streepje, en in artikel 3, leden 1 en 2, vastgestelde parameters,

en

- 11 Ecu per boom wanneer de beschadigde bomen aan de basis van de stam worden afgezaagd
- of
- 8 Ecu per boom ingeval het herstel geschiedt door de takken van eerste en tweede orde af te zagen.

De in de eerste alinea vastgestelde steun mag de werkelijke kosten evenwel niet overschrijden.

2. De uitgaven voor de in artikel 1, lid 3, onder b), bedoelde steun komen voor vergoeding uit het Fonds in aanmerking tot een bedrag van gemiddeld 3 Ecu per jaar en per boom voor een maximumoppervlakte van 5 hectare of voor maximaal 1.500 bomen per individueel bedrijf. De steun wordt toegekend voor ten hoogste :
- 5 jaar ingeval nieuwe bomen worden geplant of de bomen aan de basis van de stam worden afgezaagd,
 - 3 jaar ingeval de takken van eerste orde worden afgezaagd.

De steun mag degressief zijn.

In geval het herstel geschiedt door de takken van tweede orde af te zagen, komen de uitgaven in het raam van de in artikel 1, lid 3, onder b) bedoelde steun voor vergoeding uit het Fonds in aanmerking tot een bedrag van gemiddeld 5 Ecu per boom voor een maximumoppervlakte van 5 hectare of voor maximaal 1.500 bomen per individueel bedrijf.

Bij collectief herstel van de olijfgaarden kan het in de eerste en de derde alinea bedoelde bedrag evenwel met 20 % worden verhoogd.

3. Het Fonds vergoedt Griekenland 40 % van de voor vergoeding in aanmerking komende uitgaven als bedoeld in de leden 1 en 2. De kosten van de in lid 1 bedoelde herstelwerkzaamheden komen evenwel slechts voor vergoeding in aanmerking als de begunstigde voor ten minste 20 % in de totale kosten bijdraagt.
4. De totale uitgaven van het Fonds voor de gemeenschappelijke actie worden op 73 miljoen Ecu geraamd.
5. De gemeenschappelijke actie heeft een looptijd van twee jaar, ingaande bij de goedkeuring van het in artikel 2 bedoelde programma; zij eindigt in ieder geval op 31 december 1990.

Artikel 5

Bij de goedkeuring van het in artikel 2 bedoelde programma stelt de Commissie, in overleg met Griekenland, bepalingen vast inzake de wijze waarop zij periodiek over het verloop van het programma moet worden ingelicht.

Artikel 6

1. De aanvragen om vergoeding hebben betrekking op de uitgaven die Griekenland in de loop van een kalenderjaar heeft gedaan en worden vóór 1 mei van het daaropvolgende jaar bij de Commissie ingediend.
2. Over de bijstand van het Fonds wordt beslist overeenkomstig artikel 7, lid 1, van Verordening (EEG) nr. 729/70.
3. Het Fonds kan naar gelang van de door Griekenland vastgestelde financieringsvoorschriften en van de stand van de in artikel 1, lid 3, onder a), bedoelde werkzaamheden voorschotten toekennen.
4. De bepalingen ter uitvoering van dit artikel worden vastgesteld volgens de procedure van artikel 13 van Verordening (EEG) nr. 729/70.

Artikel 8

Deze verordening treedt in werking op de derde dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad

BIJLAGE

Geografische werkingssfeer

De departementen :

- Akhaia
- Magnisia
- Euboea
- Lakonia
- Arkadhia
- Korinthia
- Messinia
- Fthiotis
- Lesbos
- Argolis

Historical Archives of the European Commission

FINANCIËEL MEMORANDUM betreffende : voorstel voor een verordening van de Raad tot instelling van een gemeenschappelijke actie voor het herstel van in bepaalde gebieden van Griekenland in 1987 door de vorst aangetaste olijfgaarden.

1. Begrotingslijn : III B Post : 333 Omschrijving : Sector fruit en olijven

2. Juridische grondslag : Artikel 43 van het Verdrag

3. Indeling : Verplichte uitgave

4. Doel en omschrijving van de maatregel : Herstel van de olijfgaarden door adequate, aan de omstandigheden aangepaste maatregelen (rooiing en nieuwe aanplant, afzagen aan de basis van de stam of afzagen van de takken van de eerste orde).

5. Wijze van berekening

5.1 Aard van de uitgave : Vergoeding van de voor steun in aanmerking komende uitgaven met eventuele toekenning van voorschotten.

5.2 Aandeel van de communautaire financiering : 40 % van de nationale voor steun in aanmerking komende uitgaven met eventuele toekenning van voorschotten.

5.3 Berekening : zie bijlage

6. Financiële consequenties voor de beleidskredieten

6.1 Tijdschema vastleggingskredieten en betalingskredieten (mln ECU)

Begrotingsjaar	V.K. /B.K.
1988	p.m.
1989	25
1990	25
1991	16
1992	4
latere begrotingsjaren	3
Totaal	73

6.2 Financiering tijdens het lopende begrotingsjaar : Gezien de begrotingssituatie in 1988, met name wat hoofdstuk 33 van de begroting betreft, is het weinig waarschijnlijk dat er voor dit eerste jaar waarin de actie ten uitvoer wordt gelegd voorschotten zullen worden toegekend.

7. Opmerkingen :

BIJLAGE BIJ HET FINANCIËEL MEMORANDUM

Uitgaven ten laste van het EOGFL (Oriëntatie) in miljoenen Ecu

1. Uitgaven voor het herstel van de olijfbomen door :

- rooiing-nieuwe aanplant : 1.350.000 bomen x 12 Ecu x 0,4 = 6,5 mlj
- afzagen aan de basis van de stam : 2.500.000 bomen x 10 Ecu x 0,4 = 10,0 mlj
- afzagen van de takken van de eerste orde : 2.600.000 bomen x 7 Ecu x 0,4 = 7,3 mlj
- afzagen van de takken van de tweede orde : 6.100.000 bomen x 6 Ecu x 0,4 = 14,6 mlj
38,4 mlj

2. Uitgaven voor extra steun :

- in geval van nieuwe aanplant of afzagen aan de basis van de stam :

a) 3.850.000 bomen x 0,85* x 13 Ecu x 0,4 = 17,0 mlj

- in geval van afzagen van de takken van de eerste orde :

b) 2.600.000 bomen x 0,85* x 8 Ecu x 0,4 = 7,1 mlj

- in geval van afzagen van de takken van de tweede orde :

c) 6.100.000 bomen x 0,85* x 4 Ecu x 0,4 = 8,3 mlj

32,4 mlj

3. Extra uitgaven als gevolg van de verhoging van de extra steun met 20 % in geval van collectief herstel

a) 3.850.000 bomen x 0,85* x 0,25** x 2,6 Ecu x 0,4 = 0,9 mlj

b) 2.600.000 bomen x 0,85* x 0,25** x 1,6 Ecu x 0,4 = 0,4 mlj

c) 6.100.000 bomen x 0,85* x 0,25** x 0,8 Ecu x 0,4 = 0,4 mlj

1,7 mlj

4. Totale uitgaven : 72,5 miljoen Ecu

=====

* Percentage dat werkelijk voor vergoeding in aanmerking komt, rekening houdend met de toepassing van een welvaartsdrempel voor de toekenning van de steun.

** Percentage herstel in het kader van een collectief programma.

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2511/69
houdende bijzondere maatregelen voor de verbetering van
de produktie en de afzet van citrusvruchten in de Gemeenschap

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,
inzonderheid op artikel 43,

Gezien het voorstel van de Commissie (1),

Gezien het advies van het Europese Parlement (2),

Overwegende dat Griekenland, op grond van Verordening (EEG) nr. 2511/69 van de Raad (3), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 3130/86 (4), zijn op 21 november 1983 door de Commissie goedgekeurde programma houdende bijzondere maatregelen voor de verbetering van de produktie en de afzet van citrusvruchten ten uitvoer heeft gelegd;

Overwegende dat de aanplantingen van citrusvruchten, met name in bepaalde gebieden van Griekenland, in de winter 1986/87 zijn vernield of ernstig beschadigd door de buitengewoon strenge en langdurige vorst, die de tot dan toe bereikte resultaten en de verdere uitvoering van het programma in het geplande tempo ernstig in gevaar heeft gebracht; dat het derhalve dienstig is om, onder bepaalde voorwaarden, steun te verlenen voor het herstel van de betrokken aanplantingen ten einde de landbouw in de getroffen gebieden te kunnen handhaven;

(1) PB nr. C

(2) PB nr. C

(3) PB nr. L 318 van 18.12.1969, blz. 1

(4) PB nr. L 292 van 16.10.1986, blz. 5

Overwegende dat bij het herstel ervoor moet worden gezorgd dat de kwaliteit op een hoog peil wordt gehandhaafd of, indien zij nog niet aan de eisen van de consument beantwoordt, door gebruik van betere rassen wordt verbeterd; dat bij het herstel van de beschadigde aanplantingen derhalve op andere rassen moet worden overgeschakeld als de vóór de vorst geteelde rassen niet aan de eisen van de consument beantwoordden;

Overwegende dat sommige Griekse citrusvruchtentelers door bedoelde slechte weersomstandigheden geen begin hebben kunnen maken met de omschakelings- en herstructureringswerkzaamheden in het kader van het door de Commissie goedgekeurde programma; dat hun derhalve de mogelijkheid moet worden geboden om te zijner tijd met die werkzaamheden te beginnen;

Overwegende dat aangezien een groot percentage van de bomen op aanplantingen die reeds waren omgeschakeld, nieuwe in het kader van de herstructurering aangelegde aanplantingen of aanplantingen waarop de herstructurering aan de gang was, en een aanzienlijk percentage van de enten die voor de uitvoering van het programma bestemd waren, door de vorst zijn vernield, nieuwe werkzaamheden moeten worden uitgevoerd; dat de voor die werkzaamheden toegekende steun derhalve moet worden aangepast om met de door de vorst veroorzaakte schade rekening te houden;

Overwegende dat om de door de vorst veroorzaakte situatie te verhelpen, een urgente actie moet worden vastgesteld waarbij voor de betrokkenen wordt voorzien in een extra termijn van twee jaar voor de uitvoering van de werkzaamheden en in een aanpassing van het programma dat in Griekenland ten uitvoer wordt gelegd,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

Verordening (EEG) nr. 2511/69 wordt als volgt gewijzigd :

1. Artikel 1 wordt als volgt gewijzigd :

i) aan lid 1 wordt de volgende alinea toegevoegd :

"Voor de tenuitvoerlegging van de in lid 4 vastgestelde maatregelen wordt de in lid 1 aangegeven termijn evenwel met twee jaar opgeschoven".

ii) de volgende twee leden worden toegevoegd :

"4. In Griekenland

a) kan de in lid 1, eerste alinea, en in lid 3 bedoelde steun worden toegekend voor de in lid 1, onder a), c) en d), bedoelde werkzaamheden waarmee uiterlijk op 31 december 1990 een begin wordt gemaakt, als het gaat om aanplantingen van citrusvruchten die zijn beschadigd door de vorst in de winter 1986/87;

b) voor aanplantingen van citrusvruchten waarop de in lid 1, onder a), c) en d), bedoelde werkzaamheden in de winter 1986/87 reeds waren uitgevoerd of in uitvoering waren, kan de in lid 1, eerste alinea, en in lid 3 bedoelde steun opnieuw worden toegekend als ten gevolge van de vorst tijdens de genoemde winter de werkzaamheden opnieuw moeten worden uitgevoerd; de uiterste datum voor de hervatting van de werkzaamheden is 31 december 1990;

c) kan de in lid 1, eerste alinea, en in lid 3 bedoelde steun worden toegekend voor het herstel van door de vorst in de winter 1986/87 beschadigde bomen waarmee uiterlijk op 31 december 1990 wordt begonnen, als het gaat om aanplantingen die wat rassen-sortiment betreft, reeds vóór de bedoelde vorstperiode aan de marktbehoeften beantwoordden en als bij het bedoelde herstel :

- de bomen worden gerooid en vervangen door dezelfde rassen als vóór de vorst of door andere rassen van citrusvruchten die aan de marktbehoeften beantwoorden,
- de stam of de takken van eerste of van tweede orde worden afgezaagd en de bomen worden geënt met dezelfde rassen als vóór de vorst of met andere rassen van citrusvruchten die aan de marktbehoeften beantwoorden,

alsmede de steun voor de in lid 1, onder d), bedoelde maatregelen voor zover deze voor de uitvoering van de herstelwerkzaamheden nodig zijn.

5. Steun voor de in lid 4 bedoelde werkzaamheden komt slechts voor vergoeding uit het EOGFL in aanmerking als door de vorst de bomen op ten minste 20 % van het citrusvruchtenareaal waarover het betrokken bedrijf vóór de vorst beschikte, zijn beschadigd."

2. Artikel 2 wordt als volgt gewijzigd :

- i) de aanhef van de derde alinea wordt gelezen :

"De betrokken Lid-Staten stellen uiterlijk op 30 april 1983, en voor de tenuitvoerlegging van de bepalingen van artikel 1, lid 4, uiterlijk op 30 september 1988, een programma op ..."

- ii) na de vierde alinea wordt de volgende alinea ingevoegd :

"In het overeenkomstig artikel 1, leden 4 en 5, opgestelde programma worden, benevens de in de derde en de vierde alinea bedoelde gegevens, met name de volgende gegevens vermeld : de zones die bijzonder ernstig door de ongunstige weersomstandigheden zijn getroffen, de omvang van de aangerichte schade, het aantal betrokken bedrijven, de omvang van de oppervlakten die in aanmerking komen voor steun voor de in artikel 1, lid 4 bedoelde werkzaamheden, het rassensortiment van de aanplantingen waarop de bedoelde werkzaamheden betrekking hebben, en de controlemaatregelen die moeten waarborgen dat de steun die aan de getroffen telers wordt verleend, aan het in artikel 1, lid 5, vastgestelde criterium beantwoordt".

3. In artikel 3, wordt aan lid 1, het volgende punt d) toegevoegd :

"d) ten aanzien van de in artikel 1, lid 4, onder c), bedoelde maatregelen :

- de door de vorst beschadigde aanplantingen van citrusvruchten te herstellen waarbij de op de betrokken bedrijven geteelde rassen worden gehandhaafd of door een sortiment van andere, aan de marktbehoeften beantwoordende rassen worden vervangen,
- een rationeler gebruik van de produktiemiddelen als bedoeld in lid 1, onder a), tweede streepje, mogelijk te maken, als het niveau van rationalisatie nog ontoereikend is."

4. Artikel 4 wordt als volgt gewijzigd :

- i) in lid 1 wordt, na de tweede alinea, de volgende alinea ingevoegd :
"Voor de tenuitvoerlegging van artikel 1, lid 4, onder a), en b), wordt het in de eerste alinea, tweede streepje, vastgestelde percentage verlaagd tot 20%".
- ii) het volgende lid 2bis wordt toegevoegd :
"2bis. Voor de in artikel 1, lid 3, bedoelde extra steun voor de tenuitvoerlegging van de in artikel 1, lid 4, onder c), vastgestelde bepalingen, gelden de in lid 1, eerste alinea, vastgestelde voorwaarden, met uitzondering van in het tweede streepje van diezelfde alinea vermelde percentage van 40 %."
- iii) de eerste alinea van lid 4 wordt aangevuld met het volgende zinsdeel :
"...of van de werkzaamheden op grond van de bepalingen van artikel 1, lid 4, onder c)".

5. Artikel 5 wordt als volgt gewijzigd :

- i) aan lid 1, eerste streepje, worden de woorden toegevoegd :
"...alsmede de in artikel 1, lid 4, onder c), bedoelde maatregelen".
- ii) lid 2 wordt gelezen :
"2. Het EOGFL, afdeling Oriëntatie, vergoedt de Lid-Staten 50 % van de kosten van de in artikel 1, lid 1 bedoelde maatregelen, van de in lid 3 van dat artikel bedoelde extra steun en van de in lid 4, onder c), van dat artikel bedoelde maatregelen".

Artikel 2

Deze verordening treedt in werking op de derde dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad

Historical Archives of the European Commission

FINANCIËEL MEMORANDUM betreffende : voorstel voor een verordening van de Raad tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2511/69 houdende bijzondere maatregelen voor de verbetering van de produktie en de afzet van citrusvruchten in de Gemeenschap.

1. Begrotingslijn : III B Post : 333 Omschrijving : Sector fruit en olijven

2. Juridische grondslag : Artikel 43 van het Verdrag

3. Indeling : Verplichte uitgave ~~XXXXXXXXXXXX~~

4. Doel en omschrijving van de maatregel : Verlenging van de looptijd van de actie met twee jaar en vaststelling van adequate maatregelen voor het herstel van door de vorst in 1987 getroffen aanplantingen van citrusvruchten.

5. Wijze van berekening

5.1 Aard van de uitgave : Vergoeding van de voor steun in aanmerking komende nationale uitgaven.

5.2 Aandeel van de communautaire financiering : Aandeel van de communautaire financiering :
50 % van de nationale steun in aanmerking
komende uitgaven.

5.3 Berekening : (1)

6. Financiële consequenties voor de beleidskredieten

6.1 Tijdschema vastleggingskredieten en betalingskredieten (mln ECU)

<u>Begrotingsjaar</u>	<u>V.K.</u>	<u>B.K.</u>
1988	p.m.	
1989	p.m.	
1990	p.m.	
1991	p.m.	
1992	p.m.	
latere begrotingsjaren	<u>p.m.</u>	<u> </u>
Totaal	<u>p.m.</u>	<u> </u>

6.2 Financiering tijdens het lopende begrotingsjaar :

7. Opmerkingen : (1) De nieuwe voorgestelde maatregelen zullen ten uitvoer worden gelegd via een wijziging van het in 1983 goedgekeurde Griekse programma voor citrusvruchten. Aangezien het programma in mindere mate ten uitvoer is gelegd dan bij de raming van de kosten (83 Miljoen Ecu) werd verwacht, kunnen de nieuwe maatregelen met het oorspronkelijk geraamde bedrag worden gefinancierd, zodat de wijziging geen extra uitgaven van het EOGFL (Oriëntatie) vergt.

Voorstel voor een

VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

inzake een gemeenschappelijke spoedactie ten
gunste van de landbouwstreken in de gebieden
Valencia en Murcia (Spanje)

TOELICHTING

1. Naar aanleiding van een verklaring van de Spaanse minister van landbouw in de zitting van de Raad van Ministers van Landbouw van 16,17 en 18 november 1987 heeft de vertegenwoordiger van de Commissie medegedeeld, dat de Commissie bereid was de problemen te bestuderen in verband met de schade voor de landbouw door overstromingen in bepaalde gebieden in het zuiden van Spanje (de gebieden Valencia en Murcia) begin 1987.

Uit het onderzoek is gebleken dat de omvang van de schade in de betrokken gebieden, zoals in andere dergelijke gevallen, in een geest van solidariteit, financiële steun van de Gemeenschap noodzaakt. Bijgevolg dient de Commissie bij de Raad een voorstel in voor een gemeenschappelijke actie in de zin van artikel 6 van Verordening (EEG) nr. 729/70 ten gunste van deze gebieden.

2. Deze gemeenschappelijke actie zou via investeringssteun uit het EOGFL-Oriëntatie moeten leiden tot :

- vernieuwing en verbetering van de agrarische infrastructuur, zoals elektriciteitsvoorziening, wegeaanleg op het platteland, drinkwatervoorziening, collectieve en individuele irrigatie (met inachtneming van het GLB);
- bestrijding van erosie;
- vervanging en verbetering van landbouwgrond (verwijdering van stenen, egalisering, reinigen, herstel van de teeltlaag, eerste inzaai, heraanplanting van vruchtbomen);
- vernieuwing en verbetering van bedrijfsgebouwen.

De schade moet op korte termijn worden hersteld. Daarom wordt de gemeenschappelijke actie uitgevoerd in de vorm van jaarlijkse programma's van adequate maatregelen, zoals de bovenstaande. De maatregelen worden vastgesteld door de Spaanse regering of de bevoegde regionale autoriteiten.

Een comité dat ten minste eenmaal per jaar bijeenkomt en dat bestaat uit vertegenwoordigers van de Spaanse Staat, de Commissie en, eventueel, van het betrokken bedrijfsleven zal erop moeten toezien dat de gemeenschappelijke actie correct wordt uitgevoerd.

Omdat de hulp zeer dringend nodig is, wordt een actie voorgesteld van 2 jaar, met een mogelijkheid tot verlenging met 1 jaar. De uitgaven voor het EOGFL-Oriëntatie worden op 11,2 miljoen Ecu geraamd.

Historical Archives of the European Commission

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

inzake een gemeenschappelijke spoedactie ten gunste van de
landbouwstreken in de gebieden Valencia en Murcia (Spanje)

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,
inzonderheid op artikel 43,

Gezien het voorstel van de Commissie (1),

Gezien het advies van het Europese Parlement (2),

Overwegende dat met het oog op de doelstellingen van artikel 39, lid 1, onder a) en b), van het Verdrag steun moet worden verleend voor de verbetering van de landbouwstructuur in gebieden met zeer ernstige problemen;

Overwegende dat de overstromingen die tussen 2 en 5 november 1987 in de gebieden Murcia en Valencia hebben plaatsgevonden, aldaar de plattelandsinfrastructuur en bedrijfsuitrusting voor de landbouw, met inbegrip van woningen, hebben verwoest of ernstig hebben beschadigd;

Overwegende dat de overstromingen schade hebben toegebracht aan de landbouwgrond, waarbij in bepaalde gevallen de teeltlaag is verdwenen;

Overwegende dat in de zwaarst getroffen streken verbetering van beschadigde of verwoeste investeringsobjecten moeten worden bevorderd en bespoedigd;

Overwegende dat uit de inlichtingen die de Spaanse regering de Commissie heeft verstrekt, blijkt dat de omvang en de ernst van de schade de financiële mogelijkheden van de betrokken gebieden en van de Lid-Staat te boven gaan; dat daarom de solidariteit van de Gemeenschap moet worden geconcretiseerd door de tenuitvoerlegging van een buitengewone spoedactie ten einde de beschadigde of verwoeste investeringsobjecten binnen een redelijke termijn te kunnen herstellen of verbeteren;

(1) PB nr. C

(2) PB nr. C

Overwegende dat de steun moet worden toegekend in het kader van maatregelen voor herstelling en verbetering van beschadigde of verwoeste investeringsobjecten;

Overwegende dat om te waarborgen dat de maatregelen met de grootste doelmatigheid en binnen een bijzonder korte termijn worden uitgevoerd, dient te worden bepaald dat zij moeten worden opgenomen in een door de regionale autoriteiten op te stellen jaarlijks actieprogramma, dat door de Spaanse regering moet worden ingediend;

Overwegende dat moet worden bepaald dat de looptijd van deze gemeenschappelijke actie met één jaar mag worden verlengd, wanneer de uitvoeringstermijn door onvoorziene omstandigheden te kort blijkt;

Overwegende dat moet worden bepaald dat deze maatregelen een gemeenschappelijke actie zijn in de zin van artikel 6 van Verordening (EEG) nr. 729/70 van de Raad van 21 april 1970 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid (3), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 3183/87 (4);

Overwegende dat een interventie van het Fonds in de vorm van een kapitaalsubsidie ten bedrage van 35 % van de staatsteun die ter beschikking is gesteld voor het herstel van de schade, een passende bijdrage van de Gemeenschap vormt in het kader van de solidariteit die wegens de beperkte financiële middelen van Spanje geboden is,

(3) PB nr. L 94 van 28 .4.1970, blz. 13

(4) PB nr. L 304 van 27.10.1987, blz. 1.

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

Om de herstelling en de verbetering van de in november 1987 in de "Comunidades Autonomas de Valencia en Murcia" door de overstromingen beschadigde of verwoeste investeringsobjecten te bespoedigen en te vergemakkelijken, wordt een buitengewone spoedactie ten gunste van de landbouw in die gebieden ingesteld. Deze actie vormt een gemeenschappelijke actie in de zin van artikel 6 van Verordening (EEG) nr. 729/70.

Artikel 2

Overeenkomstig artikel 4 kan de Gemeenschap in het kader van de gemeenschappelijke actie een bijdrage toekennen voor financiering door het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw, afdeling Oriëntatie, hierna te noemen "het Fonds", van maatregelen inzake :

- a) vernieuwing en verbetering van de infrastructuur op het platteland, zoals :
- aansluiting van de landbouwbedrijven en van dorpen waarvan de inwoners hoofdzakelijk van de landbouw afhankelijk zijn, op het elektriciteits- en waterleidingnet,
 - vernieuwing en verbetering van putten, wanneer er geen waterleidingnet is,
 - vernieuwing en verbetering van voornamelijk voor de land- en bosbouw gebruikte bedrijfs- en verbindingswegen;
- b) vernieuwing en verbetering van de infrastructuur voor irrigatie, met inbegrip van particuliere waterbronnen, op voorwaarde dat een betere oriëntatie van de produktie volgens de eisen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid wordt verzekerd;

- c) bescherming van de bodem tegen erosie, met inbegrip van de aanleg van kleine stuwbekkens, dijken en windsingels, het versterken van rivierbeddingen alsmede het planten van planten die de grond vasthouden of bescherming bieden tegen de wind;
- d) vervanging en verbetering van landbouwgrond, met inbegrip van verwijdering van stenen, egaliseren en reinigen, alsmede herstel van de teeltlaag, eerste inzaai van weiden, en heraanplanting van vruchtbomen;
- e) vernieuwing en verbetering van bedrijfsgebouwen, met inbegrip van woongebouwen.

Artikel.. 3

1. De door Spanje aangeduide autoriteiten stellen jaarlijks een specifiek actieprogramma op met de meeste geëigende maatregelen voor de uitvoering van de bij artikel 2 vastgestelde acties. Het programma moet jaarlijks uiterlijk in de eerste maand van het jaar bij de Commissie worden ingediend.
2. In het programma moeten met name de volgende gegevens worden vermeld :
 - a) de geografische gebieden die in dat jaar voor de steunmaatregelen in aanmerking komen;
 - b) een beschrijving van de schade per sector en van de uit te voeren vernieuwings- en verbeteringsmaatregelen en de hiervoor vastgestelde termijn;
 - c) de hoogte van de nationale steun, de bijdrage van de begunstigde en de bijdrage van de Gemeenschap;
 - d) een raming van het aantal hectare cultuurgrond en van het aantal landbouwers dat voor de steun in aanmerking komt;
 - e) zo nodig, een kosten/baten-raming;
 - f) de maatregelen voor de coördinatie met alle overige maatregelen die op de ontwikkeling van de landbouw in de betrokken gebieden van invloed kunnen zijn;
 - g) alle andere informatie die de Commissie van belang vindt.

3. Het in lid 1 bedoelde programma moet vergezeld gaan van een gedetailleerd verslag over de uitvoering van de maatregelen in het voorafgaande jaar.
4. Het programma wordt goedgekeurd volgens de procedure van artikel 25 van Verordening (EEG) nr. 797/85 van de Raad (5).
5. In gemeenschappelijk overleg tussen de Commissie en de Spaanse regering wordt voor de gemeenschappelijke actie een comité ingesteld dat op het verloop van de werkzaamheden toezicht houdt.

Het comité staat de Spaanse regering en de gebieden waarvoor de gemeenschappelijke actie geldt of eventueel iedere andere door de Spaanse regering aangewezen autoriteit bij om een doelmatige uitvoering van de gemeenschappelijke actie te waarborgen.

Het comité komt ten minste eenmaal per jaar bijeen; eventueel wordt door vertegenwoordigers van het bedrijfsleven aan de vergadering deelgenomen.

Artikel 4

Investeringsen waarvoor communautaire steun wordt toegekend, met name in het kader van andere gemeenschappelijke acties in de zin van artikel 6, lid 1, van Verordening (EEG) nr. 729/70, komen voor een bijdrage uit het Fonds op grond van deze verordening niet in aanmerking.

Artikel 5

1. De gemeenschappelijke actie geldt voor 2 jaar, vanaf 1 januari 1988.
2. De kosten van de gemeenschappelijke actie die ten laste van het Fonds komen, worden voor de in lid 1 vastgestelde looptijd geraamd op 11,2 miljoen Ecu.
3. De bijstand van het Fonds bestaat uit in een of meer betalingen toegekende kapitaalsubsidies.
4. De bijstand uit het Fonds bedraagt 35 % van de kosten van uitvoering van de in artikel 2 bedoelde werkzaamheden en maatregelen, binnen de grenzen echter van de volgende subsidiabele kosten voor de verschillende categorieën :

- 12 miljoen Ecu voor werkzaamheden in verband met plattelandsinfrastructuur,
 - 8 miljoen Ecu voor irrigatiewerkzaamheden, met een maximumbedrag van 4.000 Ecu per hectare voor ten hoogste 2.000 hectare,
 - 5 miljoen Ecu voor erosiebestrijding,
 - 4,5 miljoen Ecu voor werkzaamheden ter verbetering van landbouwgronden,
 - 2,5 miljoen Ecu voor gebouwen
5. De eigenbijdrage van de exploitant van de grond bedraagt ten minste 10%. Bij de goedkeuring van de in artikel 3 bedoelde programma's kan de Commissie evenwel afwijkingen op dit minimumpercentage toestaan.
6. Bij de goedkeuring van een jaarlijkse programma kan de Commissie volgens de in artikel 3, lid 4, bedoelde procedure de financiële maxima van lid 4 wijzigen, zonder dat evenwel de in lid 2 geraamde kosten mogen worden overschreden, voorts mag de in lid 1 vastgestelde looptijd met niet meer dan één jaar worden overschreden.

Artikel 6

1. Op grond van de ingediende jaarlijkse deelprogramma's kunnen voor de in artikel 2 bedoelde werkzaamheden voorschotten worden uitgekeerd volgens de stand van uitvoering van die werkzaamheden.
2. De voorschotten kunnen niet meer bedragen dan 80% van de bijdrage van de Gemeenschap in de kosten van een jaarprogramma van in de lid 1 bedoelde werkzaamheden.
3. De uitvoeringsbepalingen van dit artikel worden vastgesteld volgens de procedure van artikel 13 van Verordening (EEG) nr. 729/70.

Artikel 7

1. De bijdragen uit het Fonds worden uitbetaald aan de hiertoe door Spanje aangewezen instanties.
2. Tijdens de duur van de maatregelen van het Fonds verstrekt de daartoe door de betrokken Lid-Staat aangewezen autoriteit of instantie de Commissie, op haar verzoek, alle bewijsstukken en alle documenten waaruit blijkt dat aande voor ieder bijzonder programma vastgestelde financiële en andere voorwaarden is voldaan. De Commissie kan zo nodig een controle ter plaatse uitvoeren.

Na raadpleging van het Comité van het Fonds over de financiële aspecten kan volgens de procedure van artikel 3, lid 4, worden besloten de bijdrage van het Fonds te schorsen, te verlagen of in te trekken

- wanneer het programma niet wordt uitgevoerd zoals vastgesteld of
- wanneer niet aan bepaalde voorwaarden wordt voldaan.

Uitbetaalde bedragen waarvoor onvoldoende bewijsstukken worden overgelegd, zullen op de betalingen voor latere jaren in mindering worden gebracht.

3. De uitvoeringsbepalingen van dit artikel worden vastgesteld volgens de procedure van artikel 13 van Verordening (EEG) nr. 729/70.

Artikel 8

Deze verordening treedt in werking op de derde dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel

Voor de Raad
De Voorzitter

O N T W E R P

FINANCIËEL MEMORANDUM betreffende : voorstel voor een verordening van de Raad inzake een gemeenschappelijke spoedactie ten gunste van de landbouwstroken in de gebieden Valencia en Murcia (Spanje).

1. Begrotingslijn : III B Post : Omschrijving : Begrotingsstructuur vast te stellen in de begroting 1989.
EOGFL (0)

2. Juridische grondslag : art. 43 van het Verdrag

3. Indeling : Verplichte uitgave/niet-verplichte uitgave

4. Doel en omschrijving van de maatregel : Vernieuwing en verbetering van de infrastructuur op het platteland, landbouwgrond, bedrijfsgebouwen en woongebouwen, die zijn beschadigd of verwoest bij de overstromingen in 1987.

5. Wijze van berekening

5.1 Aard van de uitgave : Kapitaalsubsidie, in een of meer betalingen.

5.2 Aandeel van de communautaire financiering : 35 % van de subsidiabele uitgaven.

5.3 Berekening :

- Plattelandsinfrastructuur	: 12,0 miljoen Ecu x 0,35 = 4,2 miljoen Ecu
- Irrigatie	: 8,0 miljoen Ecu x 0,35 = 2,8 miljoen Ecu
- Erosie	: 5,0 miljoen Ecu x 0,35 = 1,7 miljoen Ecu
- Bodemverbetering	: 4,0 miljoen Ecu x 0,35 = 1,6 miljoen Ecu
- Vernieuwing gebouwen	: 2,5 miljoen Ecu x 0,35 = 0,9 miljoen Ecu
- Totale kosten voor het EOGFL(0)	11,2 miljoen Ecu

6. Financiële consequenties voor de beleidskredieten

6.1 Tijdschema vastleggingskredieten en betalingskredieten (mln ECU)

Begrotingsjaar	V.K.	B.K.
1988	-	-
1989	11,2	4
1990	-	5
1991	-	2
1992	-	0,2
latere begrotingsjaren	-	-
Totaal	11,2	11,2

6.2 Financiering tijdens het lopende begrotingsjaar :

7. Opmerkingen :

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(88) 284 endelig udg.

Bruxelles, den 2. juni 1988

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om iværksættelse af en fælles foranstaltning
til retablering af olivenlunde, der blev beskadiget af
frosten i visse regioner i Grækenland i 1987

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om ændring af forordning (EØF) nr. 2511/69
om særlige foranstaltninger til forbedring af produktion
og afsætning af citrusfrugter produceret i Fællesskabet

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om en fælles hasteforanstaltning til støtte af
landbrugszonerne i Valencia- og Murcia-regionerne (Spanien)

(forelagt af Kommissionen)

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om iværksættelse af en fælles foranstaltning
til retablering af olivenlunde, der blev beskadiget af
frosten i visse regioner i Grækenland i 1987

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om ændring af forordning (EØF) nr. 2511/69
om særlige foranstaltninger til forbedring af produktion
og afsætning af citrusfrugter produceret i Fællesskabet

BEGRUNDELSE

1. Under mødet den 30. juni 1987 i forbindelse med fastsættelsen af landbrugspriserne for produktionsåret 1987/88 tog Rådet til efterretning, efter at det var blevet bekendt med de hidtil usete skader på landbruget i Grækenland som følge af kuldebølgen i marts 1987, at Kommissionen agtede at forelægge relevante strukturforslag til støtte for visse særligt ramte produktioner, såsom citrusfrugter og oliven.
2. Nærværende forslag indeholder en ny foranstaltning vedrørende olivenlunde og en ændring af forordning (EØF) nr. 2511/69 om forbedring af produktion og afsætning af citrusfrugter. Ved at anvende nævnte forordning bliver det lettere administrativt og finansielt at integrere de foreslåede foranstaltninger i citrusfrugtsektoren med henblik på at afhjælpe den situation, der er opstået som følge af kuldebølgen i marts 1987.

Selv om der for de to foreslåede foranstaltninger ikke er anvendt samme fremgangsmåde ved udstedelsen af retsfor skrifter, udgør de en uadskillelig helhed, eftersom kuldebølgen ramte produktionsgrundlaget i de to sektorer ensartet, og fordi situationens afhjælpning kræver en hasteforanstaltning, der med hensyn til varighed og interventionstype stort set er den samme i de to tilfælde.

3. Sigtet med forslaget vedrørende olivenlundene er, at der vedtages en fælles foranstaltning som omhandlet i artikel 6 i forordning (EØF) nr. 729/70, der med tilskud fra EUGFL, Udviklingssektionen, i form af investeringsstøtte og tillægsstøtte skal gøre det lettere at retablere de olivenlunde, der blev fuldstændigt eller delvis ødelagt af det dårlige vejr. Den fælles foranstaltning skal navnlig gennemføres i de områder, hvor vejret beskadigede mindst 50% af olivenlundene, og hvor denne kultur spiller en fremtrædende rolle for landbruget, for den økologiske ligevægt og for landskabsbevarelsen. Retableringsstøtten ydes på visse betingelser, der angår tidsmæssige eller arealmæssige forhold eller antallet af træer, således at der sikres størst muligt udbytte af de anvendte midler og en sammenhæng mellem foranstaltninger og markedssituationen.

Desuden indeholder forslaget mere gunstige betingelser for tillægsstøtte, hvis retableringen sker kollektivt. - -

Der er allerede fastsat omstilling af beskadigede olivenlunde til andre produktioner under De Integrerede Middelhavsprogrammer (IMP) for Grækenland

til et refusionsberettiget beløb på i alt 12,4 mio ECU, hvoraf 70% afholdes over Fællesskabets budget (konto 551); nærværende forslag sigter derfor ikke på denne foranstaltningstype.

4. Den fælles foranstaltnings varighed er begrænset til to år. Udgifterne for EUGFL, Udviklingssektionen, vil på grund af foranstaltningens art strække sig over en række år fra 1989, og det anslåede samlede beløb er på 73 mio ECU; den årlige fordeling af beløbet er anført i den finansieringsoversigt, der er vedlagt forslaget.
5. Med hensyn til foranstaltningen til støtte for beskadigede citrusfrugtplanter indeholder forslaget en tilpasning af forordning (EØF) nr. 2511/69. I henhold til nævnte forordning som ændret ved forordning (EØF) nr. 1204/82, har Grækenland iværksat en national plan med særforanstaltninger med henblik på forbedring af produktionen og afsætningen af citrusfrugter. I artikel 1, stk. 1, i forordning (EØF) nr. 2511/69 er det fastsat, at de refusionsberettigede foranstaltninger skal være påbegyndt inden for perioden indtil den 31. december 1988. Den græske regering har i overensstemmelse med artikel 2 i forordningen forelagt en national plan, som Kommissionen godkendte den 21. november 1983. Pr. 31. december 1986 var foranstaltningen gennemført på ca. 20% af de godkendte arealer.
6. Kuldebølgen og snestormene i marts 1987 ødelagde en stor del af træerne, herunder træer, der allerede havde været genstand for omstilling eller omstrukturering, samt podninger. Derfor er det nødvendigt at fastsætte en yderligere frist på to år i forbindelse med en hasteforanstaltning, således at den omstilling og omstrukturering, der blev forsinket af vejrforholdene, kan iværksættes med anvendelse af de sorter, der er fastsat i planen; dette gælder også det arbejde, der allerede er gennemført eller er under gennemførelse i en række plantager, der blev udsat for kulden. I sidstnævnte tilfælde er det nødvendigt på ny at kunne yde støtte til arbejdernes gennemførelse samt tillægsstøtte i tilfælde af omstilling, hvis sådan støtte allerede er blevet ydet for et eller flere år i forbindelse med omstillingsforanstaltninger, der har fundet sted i årene forud for frosten.

7. Bestemmelserne i forslaget omfatter endvidere en mulighed for, at de græske citrusfrugtavlere kan genoprette deres beskadigede plantager, hvis plantagernes sortssammensætning allerede inden uvejret i marts 1987 svarede til forbrugerønskerne, således at de kan hjælpes til at bevare deres produktionspotentiel, samtidig med at markedskravene med hensyn til kvalitet tilgodeses. For denne type foranstaltning er det også nødvendigt at fastsætte to år.
8. Den foreslåede ændring kræver ingen revision af det anslåede omkostningsbeløb, som er anført i artikel 3 i forordning (EØF) nr. 1204/82 om ændring af forordning (EØF) nr. 2511/69, og gennemførelsen vil ske inden for dette beløb.

Historical Archives of the European Commission

Forslag til
RÅDETS FORORDNING (EØF)

om iværksættelse af en fælles foranstaltning til retablering
af olivenlunde, der blev beskadiget af frosten
i visse regioner i Grækenland i 1987

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske
Fællesskab, særlig artikel 43,

under henvisning til forslag fra Kommissionen (1),

under henvisning til udtalelse fra Europa-Parlamentet (2), og

ud fra følgende betragtninger:

For at nå de mål for den fælles landbrugspolitik, der er nævnt i traktatens artikel 39, stk. 1, litra a) og b), er det nødvendigt at medvirke til forbedring af landbrugsstrukturen i de regioner, der er særlig udsat for alvorlige problemer;

i visse regioner i Grækenland er oliventræerne blevet ødelagt eller alvorligt beskadiget af en usædvanlig hård og langvarig frost; disse skader er størst i visse udsatte områder;

navnlig i disse områder er olivendyrkningen den eneste økonomiske mulighed for jordudnyttelse; der bør derfor på visse betingelser tilskyndes til retablering af olivenlundene, således at landbrugsvirksomheden kan videreføres, samtidig med at risikoen for jorderosion og forstyrrelser i vandbalancen forhindres, ligesom miljøet må beskyttes og landskabets helhedskarakter bevares;

(1) EFT nr. C

(2) EFT nr. C

tilskyndelsen bør tage form af en ordning med investeringsstøtte suppleret med en tillægsstøtte, der skal udligne olivendyrkernes indkomstab, idet der tages hensyn til særlige betingelser, som modtagerne skal opfylde;

samtidig bør retableringen af olivenlundene bidrage til, at konkurrenceevnen forbedres, idet produktionsomkostningerne nedbringes; der bør derfor under hensyntagen til de givne strukturer i Grækenland fastsættes mere fordelagtige betingelser, når retableringen sker efter en kollektiv plan omfattende flere bedrifter;

ved retableringen af olivenlundene bør der bevares et højt kvalitetsniveau eller skabes en kvalitetsforbedring ved anvendelse af bedre sorter i de tilfælde, hvor kvalitetsniveauet endnu ikke er tilfredsstillende;

med henblik på at gøre disse foranstaltninger så effektive som muligt er det nødvendigt, at de indgår i et program for retablering af olivenlunde, som opstilles af Grækenland;

det bør fastsættes, at foranstaltningerne som helhed udgør en fælles foranstaltning efter artikel 6 i Rådets forordning (EØF) nr. 729/70 af 21. april 1970 om finansiering af den fælles landbrugspolitik (3), senest ændret ved forordning (EØF) nr. 3183/87 (4); de udgifter som Grækenland får, bør finansieres af Fællesskabet med 40% i betragtning af de begrænsede finansielle midler, den pågældende medlemsstat råder over -

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

1. Med henblik på at afhjælpe de skader, som frosten i vinteren 1986/87 medførte for olivendyrkningssektoren i Grækenland, gennemføres der en fælles foranstaltning efter artikel 6 i forordning (EØF) nr. 729/70, af ekstraordinær karakter.

(3) EFT nr. L 94 af 28.04.1970, s. 13.

(4) EFT nr. L 304 af 27.10.1987, s. 1.

2. Den fælles foranstaltning gennemføres i de områder hvor:

- olivendyrkning udgør en meget vigtig landbrugsproduktion, og
- mindst 50% af oliventræerne blev alvorligt skadet af frosten i vinteren 1986/1987. Bedrifter, der er omfattet af foranstaltninger med henblik på retablering af olivenlunde, skal dog være påført skader svarende til mindst 20% af antallet af deres oliventræer.

Listen over regioner, hvor områderne kan opfylde de i første afsnit anførte kriterier jf. dog bestemmelserne i tredje afsnit, er indeholdt i bilaget.

Efter den i artikel 2, stk. 5, nævnte fremgangsmåde kan Kommissionen beslutte ikke at anvende den i første afsnit, andet led, fastsatte sats på 50% i ekstraordinære tilfælde, hvis nødvendigheden af en sådan undtagelse er behørigt begrundet, fordi landskabets stærkt vekslende karakter gør områdefægrænsningen vanskelig.

3. I overensstemmelse med artikel 4 yder Fællesskabet støtte til den fælles foranstaltning ved gennem Den Europæiske Garanti- og Udviklingsfond for Landbruget, Udviklingssektionen, i det følgende benævnt "fonden", at finansiere foranstaltninger i forbindelse med:

- a) retablering af frostskadede olivenlunde som led i kollektive eller særskilte foranstaltninger;
- b) støtte til landbrugere, hvis indkomster, inklusive eventuelle indkomster fra virksomhed uden for bedriften, ikke overstiger en vis velstandstærskel, der fastlægges nærmere i det i artikel 2 omhandlede program, med henblik på virkeliggørelse af mål, der er forbundet med de i litra a) omhandlede foranstaltninger, og under overholdelse af de i artikel 3 og i artikel 4, stk. 2, fastsatte betingelser.

Artikel 2

1. Den græske regering udarbejder inden den 1. oktober 1988 et program, der omfatter de mest hensigtsmæssige foranstaltninger til gennemførelse af de i artikel 1 omhandlede aktioner.

Programmet skal indeholde følgende:

- beskrivelse af den nuværende situation, olivendyrkningens regionale betydning udtrykt i landbrugsmæssig bruttoværditilvækst, frostska-der-nes art og deres regionale fordeling.
- fastlæggelse af de kontrolforanstaltninger, der skal sikre, at den støtte til retablering af olivenlundene, der ydes olivendyrkere, som er blevet ramt af skader som omhandlet i artikel 1, stk. 1, opfylder de i arti-kel 1, stk. 2 anførte kriterier;
- i tilfælde af kollektiv retablering: området for retableringen og anbefa-lede sorter i hver region, bindende retningslinjer for alle deltagende landbrugere samt ledsageforanstaltninger, navnlig med henblik på jordfor-bedrings- og afvandingsarbejder i forbindelse med kollektiv retablering,
- ved særskilt retablering: områderne for retablering af olivenlunde med fortrinsret og anbefalede sorter i hver region, samt de minimumsregler, der skal anvendes for at sikre, at driftsbetingelserne forbedres,
- det støttebeløb, der skal ydes landbrugerne, afhængigt af de forskellige retableringsmetoder, enten kollektivt eller særskilt, og anvendelsen af produktionen fra de oliventræer, der skal retableres, samt afhængigt af landbrugerens økonomiske situation, for så vidt angår det i artikel 1, stk. 3, litra b), omhandlede tilskud,
- foreløbigt overslag over omkostningerne, opdelt efter foranstaltningernes art, økonomisk berettigelse og fornødne finansielle midler med angivelse af tidsplanen for de forventede udgifter,
- foranstaltninger, truffet med henblik på at sikre finansieringen af pro-grammet og støtten til olivendyrkerne inden for en rimelig frist.

2. Programmet og eventuelle ajourføringer heraf fremsendes til Kommissionen af den græske regering.

3. På Kommissionens anmodning fremlægger Grækenland supplerende oplysninger til vurdering af de i stk. 1 foreskrevne.
4. Programmet skal mindst have samme varighed som den fælles foranstaltning.
5. Kommissionen godkender programmet og eventuelle ajourføringer heraf efter fremgangsmåden i artikel 25 i Rådets forordning (EØF) nr. 797/85 (5) efter høring af Fondskomiteén for så vidt angår de finansielle aspekter.

Artikel 3

1. I denne forordning forstås ved "foranstaltning til kollektiv retablering af olivenlunde" enhver retableringsaktion, der gennemføres af landbrugere inden for rammerne af den bindende aftale mellem de landbrugere, der deltager i denne aktion, og den myndighed, der varetager gennemførelsen.

En kollektiv retableringsforanstaltning skal vedrøre mindst 5 000 oliventræer og 25 landbrugere, der er tilsluttet et olivendyrkningskooperativ, en sammenslutning af olivenproducenter eller andre anerkendte foreninger med tilsvarende formål, som fastlægger de for retableringen nødvendige foranstaltninger. Disse organer kan fastlægge yderligere regler med henblik på i højere grad at sikre, at de i stk. 3 omhandlede målsætninger nås.

Efter den i artikel 2, stk. 5, nævnte fremgangsmåde kan Kommissionen i undtagelsestilfælde fastsætte et lavere antal af træer, der skal retableres, eller et lavere antal af producenter, der er sammen-sluttet i en fælles foranstaltning, end det i andet afsnit anførte, såfremt behovet for en nedsættelse er behørigt begrundet på grundlag af programmet.

(1) EFT nr. L 93 af 30.03.1985, s. 1.

2. I denne forordning forstås ved "foranstaltning til særskilt retablering af olivenlunde" enhver retableringssektion, der gennemføres af landbrugere, og som omfatter mindst 50 oliventræer eller 0,3 ha pr. bedrift.

Grækenland fastlægger reglerne med henblik på bedre at sikre, at retningslinjerne i stk. 3 følges.

3. Støtteberettigede foranstaltninger til retablering af olivenlunde skal:

- a) bidrage til genskabelse af det landskab, der er kendetegnet ved en traditionel forekomst af olivenkultur, sikre miljøbeskyttelsen, jordbunds-konsolideringen og vandbalancens regelmæssighed,
- b) bidrage til en varig forbedring af arbejdsvilkårene på de berørte landbrugsbedrifter og dermed til en forbedring af arbejdsindkomsterne,
- c) give sikkerhed med hensyn til deres økonomiske effektivitet,
- d) sikre opretholdelse af et højt kvalitetsniveau, eller, hvis niveauet endnu ikke er tilstrækkeligt højt, en forbedring af kvaliteten af produkterne fra olivendyrkningen,
- e) sikre, at den gennemsnitlige størrelse af olivenolieproduktionen ikke overstiger den, der blev konstateret forud for perioden med frostska-

Artikel 4

1. Udgifterne i forbindelse med de i artikel 1, stk. 3, litra a), omhandlede foranstaltninger er refusionsberettigede under fonden inden for følgende maksimumsbeløb:

- 4 300 ECU pr. ha i tilfælde af fuldstændig retablering, eller
- 13 ECU pr. træ, såfremt retableringen kun vedrører en betydelig del af det pågældende areal, således som dette fremgår af en samtidig hensyntagen til de parametre, som er fastsat i artikel 1, stk. 2, første afsnit, andet led, og i artikel 3, stk. 1 og 2,

og

- 11 ECU pr. træ, hvis retableringen sker ved oversavning af stammen ved roden, eller
- 8 ECU pr. træ, hvis retableringen sker ved afsavning af primære og sekundære grene.

Den i første afsnit omhandlede støtte til retableringen må dog ikke overstige de faktiske omkostninger.

2. Udgifterne i forbindelse med den i artikel 1, stk. 3, litra b), omhandlede støtte er refusionsberettigede under fonden indtil et beløb på 3 ECU i gennemsnit pr. år pr. træ inden for en grænse på 5 ha eller 1 500 træer pr. enkeltbedrift, idet støtten ydes for en periode på højst:

- 5 år i tilfælde af genbeplantning eller oversavning af stammen ved roden,
- 3 år i tilfælde af afsavning af primære grene.

Støtten kan opdeles, således at den er aftagende.

I tilfælde af retablering, udelukkende ved afsavning af sekundære grene, er de afholdte udgifter i forbindelse med den i artikel 1, stk. 3, litra b), omhandlede støtte refusionsberettigede under fonden indtil et maximumsbetrag på 5 ECU pr. træ inden for en grænse på 5 ha eller 1500 træer pr. enkeltbedrift.

Ved kollektiv retablering af olivenlundene kan det i første og tredje afsnit anførte beløb forhøjes med 20%.

3. Fonden refunderer Grækenland 40% af de i stk. 1 og 2 omhandlede refusionsberettigede udgifter. Dog er den i stk. 1 omhandlede retablering kun refusionsberettiget, hvis modtageren selv bidrager med mindst 20% til dækningen af de samlede omkostninger.
4. De samlede udgifter for fonden til den fælles foranstaltning anslås til 73 mio ECU.
5. Den fælles foranstaltnings varighed er to år regnet fra tidspunktet for godkendelsen af det i artikel 2 omhandlede program, og foranstaltningen ophører under alle omstændigheder den 31. december 1990.

Artikel 5

I forbindelse med godkendelsen af det i artikel 2 omhandlede program fastsætter Kommissionen efter aftale med Grækenland de nærmere bestemmelser for, hvorledes den regelmæssigt underrettes om programmets gennemførelse.

Artikel 6

1. Refusionsansøgningerne gælder de udgifter, Grækenland har afholdt i et kalenderår, og indgives til Kommissionen inden den 1. maj det følgende år.
2. Der træffes beslutning om tilskud fra fonden i overensstemmelse med artikel 7, stk. 1, i forordning (EØF) nr. 729/70.
3. Der kan ydes forskud i forbindelse med praktiske arbejder efter finansieringsregler, Grækenland fastsætter, og afhængigt af, hvor langt de i artikel 1, stk. 3, litra a), omhandlede praktiske arbejder er nået.
4. Gennemførelsesbestemmelserne til denne artikel vedtages efter fremgangsmåden i artikel 13 i forordning (EØF) nr. 729/70.

Artikel 7

Denne forordning træder i kraft på tredjedagen efter offentliggørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

B I L A G

Geografisk anvendelsesområde

Følgende præfekturer:

- Akhaia
- Magnisia
- Evvia
- Lakonia
- Arkadia
- Korinthia
- Messinia
- Fthiotis
- Lesvos
- Argolis

FINANSIERINGOVERSIGT vedrørende :

Forslag til Rådets forordning om iværksættelse af en fælles foranstaltning til retablering af olivenlunde, der blev beskadiget af frosten i visse regioner i Grækenland i 1987

1. Budgetpost : III B Konto : 333 Betegnelse : Sektoren for frugt og oliven

2. Retsgrundlag : Traktatens artikel 43

3. Klassifikation : Obligatorisk udgift / Ikke obligatorisk udgift

4. Foranstaltningens formål og beskrivelse af aktionen : Retablering af olivenlunde ved foranstaltninger, der er hensigtsmæssige i de enkelte tilfælde (rydning og genbeplantning, afsavning af stammen ved roden og af primære grene)

5. Beregningsmetode

5.1 Udgiftens art : Refusion af de refusionsberettigede udgifter med mulighed for forskud

5.2 Fællesskabsfinansieringens størrelse : 40% af de nationale refusionsberettigede udgifter

5.3 Beregning : Se bilag

6. Finansielle virkninger for aktionsbevillinger :

6.1 Forfaldsplan for forpligtelses- og betalingsbevillinger (mio ECU)

Regnskabsår	FB / BB
19 88	p.m.
19 89	25
19 90	25
19 91	16
19 92	4
Følgende regnskabsår	3
I alt	73

6.2 Finansiering i indeværende regnskabsår : I betragtning af budgetsituationen i 1988, navnlig hvad angår kapitel 33 i budgettet, er der kun ringe sandsynlighed for, at der ydes forskud for dette første år, hvor foranstaltningen anvendes.

7. Bemærkninger :

BILAG TIL FINANSIERINGSOVERSIGTENUdgifter for EUGFL (U) i mio ECU

1. Udgifter til retablering af oliventræer ved:

- rydning og genbeplantning:	1.350.000 træer x 12 ECU x 0,4 =	6,5 mio
- oversavning af stammen ved roden	2.500.000 " x 10 " x 0,4 =	10,0 mio
- afsavning af primære grene:	2.600.000 " x 7 " x 0,4 =	<u>7,3 mio</u>
- afsavning af sekundære grene:	6.100.000 " x 6 " x 0,4 =	<u>14,6 mio</u>
		<u>38,4 mio</u>

2. Udgifter til tillægsstøtten:

- ved genbeplantning eller oversavning af stammen:	
a) 3.850.000 træer x 0,85* x 13 ECU x 0,4 =	17,0 mio
- ved afsavning af primære grene:	
b) 2.600.000 træer x 0,85* x 8 ECU x 0,4 =	7,1 mio
- ved afsavning af sekundære grene:	
c) 6.100.000 træer x 0,85* x 4 ECU x 0,4 =	<u>8,3 mio</u>
	<u>32,4 mio</u>

3. Yderligere udgifter som følge af forhøjelsen af tillægsstøtten med 20% i tilfælde af kollektiv retablering:

a) 3.850.000 træer x 0,85* x 0,25** x 2,6 ECU x 0,4 =	0,9 mio
b) 2.600.000 træer x 0,85* x 0,25** x 1,6 ECU x 0,4 =	0,4 mio
c) 6.100.000 træer x 0,85* x 0,25** x 0,8 ECU x 0,4 =	<u>0,4 mio</u>
	<u>1,7 mio</u>

4. Samlede udgifter: 72,5 mio ECU

=====

* Sats for faktisk refusionsberettigelse under hensyntagen til anvendelsen af en velstandstærskel for tildeling af denne støtte.

** Sats for deltagelse i den kollektive plan.

Forslag til
RÅDETS FORORDNING (EØF)

om ændring af forordning (EØF) nr. 2511/69 om særlige
foranstaltninger til forbedring af produktion og afsætning
af citrusfrugter produceret i Fællesskabet

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske
Fællesskab, særlig artikel 43,

under henvisning til forslag fra Kommissionen (1),

under henvisning til udtalelse fra Europa-Parlamentet (2), og

ud fra følgende betragtninger:

I medfør af Rådets forordning (EØF) nr. 2511/69 (3),
senest ændret ved forordning (EØF) nr. 3130/86 (4), har Grækenland iværksat en
plan, der omfatter særlige foranstaltninger til forbedring af produktion og
afsætning af citrusfrugter i overensstemmelse med det program, Kommissionen
godkendte den 21. november 1983;

i visse områder i Grækenland er citrusfrugtplantagerne blevet ødelagt eller
alvorligt beskadiget af en usædvanlig lang og hård frostperiode i vinteren
1986/1987, hvilket i vid udstrækning har bragt de allerede opnåede resultater
og planens fremadskridende gennemførelse i fare; der bør derfor på visse
betingelser tilskyndes til retablering af de pågældende plantager, således at
landbrugsvirksomheden kan videreføres i de skaderamte områder;

(1) EFT nr. C.

(2) EFT nr. C.

(3) EFT nr. L 318 af 18.12.1969, s. 1.

(4) EFT nr. L 292 af 16.10.1986, s. 5.

ved retableringen bør der bevares et højt kvalitetsniveau eller skabes en kvalitetsforbedring ved anvendelse af bedre sorter i de tilfælde, hvor kvalitetsniveauet endnu ikke svarer til forbrugerønskerne; retableringen af de beskadigede plantager bør derfor ske ved omstilling, hvis sorterne forud for frostperioden ikke svarede til forbrugerønskerne;

på grund af vejrforholdene er visse græske citrusfrugtavlere blevet hindret i at iværksætte omstilling og omstrukturering, der allerede var planlagt efter den af Kommissionen godkendte plan; de bør derfor have mulighed for at iværksætte de pågældende arbejder inden for en rimelig frist;

da frosten har ødelagt en væsentlig del af de træer, for hvis vedkommende en omstilling allerede havde været gennemført, eller nye plantager, der allerede var anlagt i forbindelse med omstrukturering, eller træer og plantager, for hvilke sådanne arbejder var under gennemførelse, ligesom podninger til gennemførelse af planen er blevet ødelagt, må der iværksettes nye arbejder; det er derfor nødvendigt at tilpasse den støtte, som ydes til disse arbejder, for at tage hensyn til de forvoldte skader;

for at genoprette forholdene efter frosten bør der fastsættes en foranstaltning, der har karakter af hasteforanstaltning og indebærer en yderligere frist på to år, ligesom der må fastsættes en hermed sammenhørende tilpasning af den i Grækenland iværksatte plan -

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

I forordning (EØF) nr. 2511/69 foretages følgende ændringer:

1) I artikel 1 foretages følgende ændringer:

i) i stk. 2 indsættes som nyt afsnit:

"Den i første afsnit fastsatte frist forlænges med to år, for så vidt angår iværksættelsen af de i stk. 4 omhandlede foranstaltninger."

ii) som stk. 4 og 5 indsættes:

"4. For Grækenland gælder følgende:

- a) den i stk. 1, første afsnit, og i stk. 3 omhandlede støtte kan ydes til arbejder som omhandlet i stk. 1, litra a), c) og d), der påbegyndes i tidsrummet indtil den 31. december 1990, hvis citrusfrugtplantagerne er blevet beskadiget af frosten i vinteren 1986/1987;
 - b) med hensyn til citrusfrugtplantager, der indtil vinteren 1986/1987 har været genstand for de i stk. 1 litra a), c) og d), omhandlede arbejder, kan den i stk. 1, første afsnit, og i stk. 3 omhandlede støtte atter ydes, hvis de pågældende arbejder på ny skal påbegyndes som følge af frosten i nævnte vinter og påbegyndelsen sker i tidsrummet indtil den 31. december 1990;
 - c) den i stk. 1, første afsnit, og i stk. 3 omhandlede støtte til omstilling af træer, der blev beskadiget af frosten i vinteren 1986/1987, kan ydes, når omstillingen påbegyndes i tidsrummet indtil den 31. december 1990, hvis det drejer sig om citrusfrugtplantager, hvis sortssammensætning allerede forud for nævnte frostperiode svarede til forbrugerønskerne, og såfremt omstillingen gennemføres ved:
 - rydning og genbeplantning med de samme sorter som forud for frostperioden eller andre citrusfrugtsorter, der svarer til forbrugerønskerne,
 - beskæring af stammen eller de primære eller sekundære grene og dobbeltpodning med de samme sorter som forud for perioden eller andre citrusfrugtsorter, der svarer til forbrugerønskerne,
- og støtten til de i stk. 1, litra d), omhandlede foranstaltninger kan ligeledes ydes i det omfang det er nødvendigt for omstillingen.

5. Støtten til de i stk. 4 omhandlede arbejder giver kun ret til refusion fra EUGFL, hvis arealet med frostbeskadigede citrusfrugttræer udgør mindst 20% af det areal, der blev dyrket med citrusfrugter på bedriften forud for frostperioden."

2) I artikel 2 foretages følgende ændringer:

i) indledningen til tredje afsnit affattes således:

"De pågældende medlemsstater udarbejder senest den 30. april 1983, og for så vidt angår iværksættelsen af de i artikel 1, stk. 4, omhandlede foranstaltninger senest den 30. september 1988, en plan.....".

ii) efter fjerde afsnit indsættes som nyt afsnit:

"Den i henhold til artikel 1, stk. 4 og 5, udarbejdede plan indeholder foruden de i tredje og fjerde afsnit nævnte oplysninger en angivelse af beliggenheden af de områder, der blev særlig hårdt ramt af de dårlige vejrforhold, skadernes omfang, antallet af berørte bedrifter, størrelsen af de arealer, hvortil der kan ydes støtte i forbindelse med de i artikel 1, stk. 4, omhandlede arbejder, herunder sortomstillingen af de plantager, der er genstand for de pågældende arbejder, samt de kontrolforanstaltninger, der skal sikre, at støtten til citrusfrugtavlere, på hvis plantager der er sket frostskaader, er i overensstemmelse med kriterierne i artikel 1, stk. 5."

3) I artikel 3, stk. 1, indsættes som litra d):

"d) hvad angår de i artikel 1, stk. 4, litra c), nævnte foranstaltninger:

- genoprette citrusfrugtplantager, der er beskadiget af frosten, ved opretholdelse af bedriftens sortssammensætning eller ved et hensigtsmæssigt valg af andre sorter, der er tilpasset forbrugerønskerne,
- tillade en rationalisering af produktionsmidlerne som omhandlet i stk. 1, litra a), andet led, hvis rationaliseringsniveauet endnu ikke er tilfredsstillende."

4) I artikel 4 foretages følgende ændringer:

i) i stk. 1 indsættes som nyt afsnit efter andet afsnit:

"For iværksættelsen af de i artikel 1, stk. 4, litra a) og b), omhandlede foranstaltninger nedsættes det i første afsnit, andet led, fastsatte tal til 20%."

ii) Som stk. 2a indsættes:

"2a. For så vidt angår det i artikel 1, stk. 3, omhandlede supplerende tilskud til iværksættelse af de i artikel 1, stk. 4, litra c), omhandlede foranstaltninger, gælder betingelserne i stk. 1, første afsnit, undtagen satsen på 40% i andet led i samme afsnit."

iii) i stk. 4, første afsnit, indsættes følgende sætningsled:

"... eller at de i artikel 1, stk. 4, litra c), omhandlede arbejder er påbegyndt."

5) I artikel 5 foretages følgende ændringer:

i) i stk. 1, første led, indsættes:

"... samt til den i artikel 1, stk. 4, litra c), omhandlede foranstaltning."

ii) stk. 2 affattes således:

"2. EUGFL, Udviklingssektionen, refunderer medlemsstaterne 50% af de udgifter, der forårsages af de i artikel 1, stk. 1, nævnte foranstaltninger, af udbetalingen af det i stk. 3 i samme artikel omhandlede supplerende tilskud samt af de i stk. 4, litra c), i samme artikel nævnte foranstaltninger."

Artikel 2

Denne forordning træder i kraft på tredjedagen efter offentliggørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Historical Archives of the European Commission

FINANSIERINGOVERSIGT vedrørende :

Forslag til Rådets forordning om ændring af forordning (EØF) nr. 2511/69 om særlige foranstaltninger til forbedring af produktion og afsætning af citrusfrugter produceret i Fællesskabet

1. Budgetpost : III B Konto : 333 Betegnelse : Sektoren for frugt og oliven

2. Retsgrundlag : Traktatens artikel 43

3. Klassifikation : Obligatorisk udgift/~~Ikke obligatorisk udgift~~

4. Foranstaltningens formål og beskrivelse af aktionen : Forlængelse af foranstaltningens varighed med to år og vedtagelse af foranstaltninger til retablering af citrusfrugtplantager, der blev beskadiget af frosten i 1987.

5. Beregningsmetode

5.1 Udgiftens art : Refusion af de nationale refusionsberettigede udgifter

5.2 Fællesskabsfinansieringens størrelse : 50% af de nationale refusionsberettigede udgifter

5.3 Beregning : (1)

6. Finansielle virkninger for aktionsbevillinger :

6.1 Forfaldsplan for forpligtelses- og betalingsbevillinger (mio ECU)

Regnskabsår	FB /BB
19 88	p.m.
19 89	p.m.
19 90	p.m.
19 91	p.m.
19 92	p.m.
Følgende regnskabsår	p.m.
I alt	p.m.

6.2 Finansiering i indværende regnskabsår :

7. Bemærkninger :

(1) De foreslåede nye foranstaltninger iværksættes ved en ændring af det græske citrusfrugtprogram, der blev vedtaget i 1983. Da gennemførelsen af programmet ikke er så langt fremme som forudset på det tidspunkt, da de anslåede udgifter blev fastlagt (83 mio ECU), kan finansieringen af de nye foranstaltninger ske inden for de oprindeligt anslåede udgifter, og ændringen medfører derfor ikke yderligere udgifter for EUGFL, Udviklingssektionen.

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om en fælles hasteforanstaltning til støtte af
landbrugszonerne i Valencia- og Murcia-regionerne (Spanien)

BEGRUNDELSE

1. På landbrugsministrenes rådsmøde den 16./17./18. november 1987 meddelte Kommissionens repræsentant efter den spanske landbrugsministers indlæg, at hans institution var parat til at undersøge de nuværende problemer, der skyldes skaderne i landbruget ved de oversvømmelser, der påvirkede visse områder i det sydlige Spanien (Valencia og Murcia) i begyndelsen af november 1987.

Gennemgangen af situationen og især omfanget af skaderne i de ulykkesramte områder, der langt overstiger disse områders og medlemsstatens budgetmæssige muligheder, nødvendiggør en solidarisk støtte fra Fællesskabets side. Derfor foreslår Kommissionen Rådet at iværksætte en fælles foranstaltning som omhandlet i artikel 6 i forordning (EØF) nr. 729/70 til støtte for disse områder.

2. Den fælles foranstaltning, der har form af investeringsstøtte tager sigte på med finansiel støtte fra udviklingssektionen at lette:

- genopbygningen og forbedringen af landbrugsinfrastrukturer såsom elektrificering, veje på landet, indlæggelse af vand, kollektiv og individuel kunstvanding (under overholdelse af retningslinjerne for den fælles landbrugspolitik);
- beskyttelsen af jorden mod erosion;
- genopretning og forbedring af landbrugsjordene (stenrydning, nivellering, rensning, genopretning af muldlag, den første såning, genbeplantning med frugttræer ...);
- genopbygning og forbedring af bedrifternes bygninger.

Skaderne nødvendiggør en hurtig genopretning. Derfor iværksættes den fælles foranstaltning i form af årlige gennemførelsesprogrammer, der omfatter de mest egnede foranstaltninger, sådan som de er nævnt ovenfor og fastlagt af den spanske regering eller de kompetente regionale myndigheder.

En styringskomité, der mødes mindst én gang om året, og som består af repræsentanter fra den spanske stat, Kommissionen og evt. de berørte erhvervskredse, skal overvåge gennemførelsen af den fælles foranstaltning.

Da foranstaltningen skal gennemføres meget hurtigt, begrænses dens varighed til 2 år, der evt. kan forlænges med et år. De forventede udgifter for udviklingssektionen andrager 11,2 mio ECU.

Historical Archives of the European Commission

Forslag til
RÅDETS FORORDNING (EØF)

om en fælles hasteforanstaltning til støtte af landbrugszonerne
i Valencia- og Murcia-regionerne (Spanien)

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab, særlig artikel 43,

under henvisning til forslag fra Kommissionen (1),

under henvisning til udtalelse fra Europa-Parlamentet (2), og

ud fra følgende betragtninger:

For at nå de i traktatens artikel 39, stk. 1, litra a), og b), nævnte mål for den fælles landbrugspolitik er det nødvendigt at støtte forbedringen af landbrugsstrukturerne i områder, der i særlig grad er ramt af alvorlige problemer;

oversvømmelserne mellem den 2. og 5. november 1987 i Murcia- og Valencia-regionerne ødelagde eller beskadigede alvorligt infrastrukturen i land-distrikterne samt visse landbrugsfaciliteter, herunder stuehuse i disse regioner;

oversvømmelserne ødelagde landbrugsjorden og fjernede endog i visse tilfælde muldlaget;

i de mest ulykkesramte områder bør genopbygningen af de beskadigede eller ødelagte faciliteter tilskyndes og fremskyndes;

den spanske regerings oplysninger til Kommissionen viser, at skadernes omfang og alvor overstiger de pågældende områders og medlemsstatens finansielle muligheder; Fællesskabets solidaritet bør derfor medføre iværksættelsen af en ekstraordinær hasteforanstaltning for at genopbygge og forbedre de beskadigede eller ødelagte faciliteter indenfor en rimelig frist;

(1) EFT

(2) EFT

denne støtte bør ydes i forbindelse med foranstaltninger, der tager sigte på at genopbygge og forbedre de beskadigede eller ødelagte faciliteter;

for at sikre disse foranstaltninger en meget høj effektivitet og iværksætte dem inden for særlige korte frister bør det fastsættes, at foranstaltningerne indgår i et årligt handlingsprogram, som de regionale myndigheder skal udarbejde, og som den spanske regering skal fremsende;

der bør åbnes mulighed for at forlænge varigheden af den fælles foranstaltning med et år, hvis uventede vanskeligheder ikke gør det muligt at opnå de oprindeligt forventede fremskridt;

det bør fastsættes, at denne række foranstaltninger udgør en fælles foranstaltning efter artikel 6 i Rådets forordning (EØF) nr. 729/70 af 21. april 1970 om finansiering af den fælles landbrugspolitik (3), senest ændret ved forordning (EØF) nr. 3183/87 (4);

en støtte fra Fonden i form af et tilskud på 35% af udgifter, der afholdes for at råde bod på skaderne, udgør et passende fællesskabsbidrag til den solidaritetstilkendegivelse, der er nødvendig som følge af Spaniens begrænsede finansielle midler -

(3) EFT nr. L 94 af 28.04.1970, s. 13.

(4) EFT nr. L 304 af 27.10.1987, s. 1.

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

For at fremme og lette genopbygningen og forbedringen af de faciliteter, der blev beskadiget eller ødelagt ved oversvømmelserne i november 1987 i "Comunidades Autónomas de Valencia et Murcia", gennemføres der en ekstraordinær hasteforanstaltning til støtte for landbruget i disse regioner. Denne foranstaltning udgør en fælles foranstaltning efter artikel 6 i forordning (EØF) nr. 729/70.

Artikel 2

I overensstemmelse med artikel 4 kan Fællesskabet yde tilskud i forbindelse med den fælles foranstaltning ved via Den Europæiske Udviklings- og Garantifond for Landbruget, Udviklingssektionen, herefter benævnt "Fonden", at finansiere foranstaltninger vedrørende:

- a) genopbygning og forbedring af landbrugsinfrastrukturer såsom:
- elektrificering og etablering af drikkevandsforsyning til landbrugsbedrifter og til landsbyer, hvor beboerne i overvejende grad er afhængige af landbruget;
 - genopbygning og forbedring af brønde, når der ikke findes et vandforsyningsnet;
 - genopbygning og forbedring af tilkørsels- og forbindelsesveje, der hovedsagelig anvendes i landbruget og skovbruget;
- b) genopbygning og forbedring af kunstvandingsinfrastrukturerne, herunder individuelle vandkilder, såfremt dette sikrer en bedre tilpasning af produktionen til den fælles landbrugspolitikks behov;

- c) beskyttelse af jordbunden mod erosion, herunder ny opførelse af små vanddæmninger, diger og læhegn, konsolidering af flodsengene samt beplantning med planter, der kan forbedre jordbundens tilbageholdelseskapacitet eller jordbundens modstandskraft over for vind;
- d) genopretning og forbedring af landbrugsjorden, herunder stenrydning, nivel-
lering og rensning samt genopretning af muldlaget, den første såning i
tilfælde af græsning og genbeplantning med frugttrær;
- e) genopbygning og forbedring af landbrugsbygningerne, herunder stuehusene.

Artikel 3

1. De af Spanien udpegede myndigheder udarbejder hvert år et
særligt handlingsprogram, der omfatter de mest velegnede foranstaltninger
til gennemførelse af de i artikel 2 omhandlede foranstaltninger. Det skal
hvert år forelægges Kommissionen senest i den første måned af året.
2. Programmet skal bl.a. indeholde følgende oplysninger:
 - a) afgrænsning af de geografiske zoner, der er omfattet af støtten i refe-
renceåret;
 - b) beskrivelse af skaderne pr. sektor og foranstaltningerne til genopbyg-
ning og forbedring samt fristerne for deres gennemførelse;
 - c) omfanget af offentlig støtte, støttemodtagerens finansielle deltagelse
og Fællesskabets medfinansiering;
 - d) et skøn over antal ha ULA og jordbrugere, der omfattes af programmet;
 - e) et skøn over forholdet omkostninger/udbytte, når dette er hensigtsmæssigt;
 - f) koordinering med alle andre foranstaltninger og bestemmelser, der kan få
indvirkning på landbrugets udvikling i de pågældende regioner;
 - g) alle andre oplysninger, som Kommissionen anser for vigtige.

3. Det i stk. 1 omhandlede program ledsages af en detaljeret rapport om de gennemførte foranstaltninger i det foregående år.
4. Programmet godkendes efter fremgangsmåden i artikel 25 i Rådets forordning (EØF) nr. 797/85 (5).
5. I forbindelse med den fælles foranstaltning oprettes der en styringskomité efter fælles aftale mellem Kommissionen og den spanske regering.

Komitéen bistår den spanske regering og de berørte regioner, eventuelt enhver anden myndighed, som den spanske regering udpeger med henblik på at sikre en effektiv gennemførelse af den fælles foranstaltning.

Komitéen mødes mindst én gang om året, og disse møder udvides eventuelt til også at omfatte repræsentanter for de pågældende erhvervskredse.

Artikel 4

De investeringer, der omfattes af fællesskabsstøtte, bl.a. i forbindelse med andre fælles foranstaltninger efter artikel 6, stk. 1, i forordning (EØF) nr. 729/80, kan ikke støttes af Fonden i henhold til nærværende forordning.

Artikel 5

1. Den fælles foranstaltnings varighed begrænses til to år regnet fra den 1. januar 1988.
2. De forventede omkostninger ved den fælles foranstaltning, der påhviler Fonden, andrager 11,2 mio ECU for den periode, der er fastsat i stk. 1.
3. Fondens bidrag består i tilskud der udbetales i en eller flere omgange.
4. Fondens tilskud andrager 35% af omkostningerne ved gennemførelse af de i artikel 2 omhandlede arbejder og foranstaltninger inden for grænserne af følgende samlede refusionsberettigede omkostninger:

(5) EFT nr. L 93 af 30.3.1985, s. 1.

- 12 mio ECU til arbejder i forbindelse med infrastrukturen i landdistrikterne
 - 8 mio ECU til kunstvandingsarbejder med et maksimumsbeløb på 4 000 ECU/ha inden for en samlet grænse på 2 000 ha
 - 5 mio ECU til bekæmpelse af erosion
 - 4,5 mio ECU til forbedring af landbrugsjorden
 - 2,5 mio ECU til arbejder på bygninger.
5. Driftlederens bidrag andrager mindst 10%. Ved godkendelsen af de i artikel 3 omhandlede programmer kan Kommissionen dog tillade undtagelser fra denne minimumssats.
6. Ved godkendelsen af et årligt program kan Kommissionen efter den i artikel 3, stk. 4, omhandlede fremgangsmåde ændre de i stk. 4 anførte finansielle grænser uden dog at overskride de i stk. 2 anførte forventede omkostninger samt forlænge den i stk. 1 omhandlede periode med yderligere højst 1 år.

Artikel 6

1. På grundlag af opdelingen i årlige trancher kan der ydes tilskud til gennemførelsen af de i artikel 2 omhandlede arbejder afhængigt af disse arbejders stade.
2. Forskuddene kan ikke overstige 80% af Fællesskabets bidrag til omkostningerne ved en årlig tranche af de i stk. 1 omhandlede arbejder.
3. Gennemførelsesbestemmelserne til nærværende artikel vedtages efter fremgangsmåden i artikel 13 i forordning (EØF) nr. 729/70.

Artikel 7

1. Fonden udbetaler tilskuddet til de organer, som Spanien har udpeget i denne forbindelse.
2. I den periode, hvor Fonden yder tilskud, fremsender den myndighed eller det organ, som den pågældende medlemsstat har udpeget med henblik herpå, Kommissionen på dennes anmodning alle bilag og alle dokumenter, der kan godtgøre, at de finansielle betingelser og andre betingelser, der stilles til hvert særprogram, er opfyldt. Kommissionen kan om nødvendigt foretage en kontrol på stedet.

Efter høring af Fondkomiteen om de finansielle forhold kan det besluttes at suspendere, nedsætte eller indstille Fondens tilskud efter fremgangsmåden i artikel 3, stk. 4.

- hvis programmet ikke gennemføres som fastsat, eller
- hvis visse af de foreskrevne betingelser ikke er opfyldt.

Udbetalingerne for de år, der følger efter denne konstatering, nedsættes med de beløb, hvis udbetaling var eller er uberettiget.

3. Gennemførelsesbestemmelserne til nærværende artikel vedtages efter fremgangsmåden i artikel 13 i forordning (EØF) nr. 729/70.

Artikel 8

Denne forordning træder i kraft på tredjedagen efter offentliggørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

FINANSIERINGOVERSIGT vedrørende :

Et forslag til Rådets forordning om en fælles hasteforanstaltning til støtte for landbrugsområder i Valencia og Murcia-regionerne.

1. Budgetpost : III B Konto : Betegnelse : EUGFL (U): Budgetstruktur skal fastsættes i 1989-budgettet.

2. Retsgrundlag : Traktatens artikel 43

3. Klassifikation : Obligatorisk udgift/ikke obligatorisk udgift

4. Foranstaltningens formål og beskrivelse af aktionen : Genopbygning og forbedring af infrastrukturen i landdistrikterne, landbrugsjorde, bygninger og beboelser på de bedrifter, der blev beskadiget eller ødelagt af oversvømmelserne i 1987.

5. Beregningsmetode

5.1 Udgiftens art : Tilskud, der udbetales i en eller flere omgange

5.2 Fællesskabsfinansieringens størrelse : 35% af de refusionsberettigede omkostninger

5.3 Beregning :

- Infrastruktur på landet:	12,-	mio ECU	x 0,35 =	4,2	mio ECU
- kunstvanding:	8,-	" "	x 0,35 =	2,8	" "
- erosion:	5,-	" "	x 0,35 =	1,7	" "
- jordforbedring:	4,5	" "	x 0,35 =	1,6	" "
- genopførelse af bygninger:	2,5	" "	x 0,35 =	0,9	" "
- samlede omkostninger for EUGFL (U):				11,2	mio ECU

6. Finansielle virkninger for aktionsbevillinger :

6.1 Forfaldsplan for forpligtelses- og betalingsbevillinger (mio ECU)

Regnskabsår	FB	BB
19 88	-	-
19 89	11,2	4
19 90	-	5
19 91	-	2
19 92	-	0,2
Følgende regnskabsår	-	-
I alt	11,2	11,2

6.2 Finansiering i indeværende regnskabsår :

7. Bemærkninger :

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΤΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM(88) 284 τελικό

Βρυξέλλες, 2 Ιουνίου 1988

Πρόταση
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για τη θέσπιση κοινής δράσης με σκοπό την ανασύσταση των ελαιώνων που έχουν υποστεί ζημίες λόγω του πάγου σε ορισμένες ελληνικές περιοχές το 1987

Πρόταση
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για την τροποποίηση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2511/69 περί ειδικών μέτρων για τη βελτίωση της παραγωγής και της εμπορίας στον τομέα των κοινοτικών εσπεριδοειδών

Πρόταση
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για τη θέσπιση επείγουσας κοινής δράσης που αφορά τις γεωργικές ζώνες των περιοχών της VALENCIA και MURCIA (Ισπανία)

(υποβληθείσες από την Επιτροπή)

Πρόταση
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για τη θέσπιση κοινής δράσης με σκοπό την ανασύσταση των ελαιώνων που έχουν υποστεί ζημίες λόγω του πάγου σε ορισμένες ελληνικές περιοχές το 1987

Πρόταση
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για την τροποποίηση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2511/69 περί ειδικών μέτρων για τη βελτίωση της παραγωγής και της εμπορίας στον τομέα των κοινοτικών εσπεριδοειδών

ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

1. Στις 30.6.1987, κατά τη συνεδρίαση για τον καθορισμό των γεωργικών τιμών για την περίοδο εμπορίας 1987/88, το Συμβούλιο, αφού έλαβε γνώση των συνεπειών ενός άνευ προηγουμένου κύματος ψύχους που έπληξε την ελληνική γεωργία το Μάρτιο 1987, ενημερώθηκε σχετικά με τις προθέσεις της Επιτροπής για υποβολή αναλδγων προτάσεων όσον αφορά τις διαρθρώσεις υπέρ ορισμένων κλάδων παραγωγής οι οποίοι εθίγησαν ιδιαιτέρως όπως τα εσπεριδοειδή και τα ελαιόδενδρα.
2. Η παρούσα πρόταση περιλαμβάνει ένα νέο μέτρο στον τομέα των ελαιώνων και μία τροποποίηση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2511/69 περί ειδικών μέτρων για τη βελτίωση της παραγωγής και της εμπορίας στον τομέα των κοινοτικών εσπεριδοειδών. Με την εφαρμογή του κανονισμού αυτού θα διευκολυνθεί τόσο η λειτουργική όσο και η οικονομική πλαίσιωση των προτεινόμενων μέτρων στον τομέα των εσπεριδοειδών για να αποκατασταθεί η κατάσταση που προκλήθηκε από το κύμα ψύχους του Μαρτίου 1987.

Οι δύο προτεινόμενες δράσεις, παρά τη διαφορετική νομική προσέγγιση, αποτελούν ένα αδιάσπαστο σύνολο επειδή το κύμα ψύχους έπληξε με τον ίδιο τρόπο την παραγωγική βάση στους δύο εν λόγω τομείς και επειδή, για την αποκατάσταση της κατάστασης χρειάζεται μία επείγουσα δράση, τόσο όσον αφορά τη διάρκεια όσο και την παρέμβαση, σχεδόν η ίδια και στις δύο περιπτώσεις.

3. Όσον αφορά τους ελαιώνες, η παρούσα πρόταση αποβλέπει στη θέσπιση μιας κοινής δράσης κατά την έννοια του άρθρου 6 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 729/70 που προορίζεται να διευκολύνει, με τη συνδρομή του Ευρωπαϊκού Γεωργικού Ταμείου Προσανατολισμού και Εγγυήσεων, Τμήμα Προσανατολισμού, μέσω ενισχύσεων για τις επενδύσεις και συμπληρωματικών ενισχύσεων, την ανασύσταση των ελαιώνων οι οποίοι κατεστράφησαν μερικώς ή ολικώς από την κακοκαιρία. Η κοινή δράση θα αναληφθεί κυρίως στις ζώνες όπου οι κακοκαιρίες έπληξαν τουλάχιστον το 50% των εκτάσεων των ελαιώνων και όπου η καλλιέργεια αυτή έχει εξέχοντα ρόλο στη γεωργική δραστηριότητα, την οικολογική ισορροπία και τη διατήρηση του τοπίου. Η χορήγηση των ενισχύσεων για ανασύσταση εξαρτάται από ορισμένες προϋποθέσεις που αφορούν τα όρια όσον αφορά τις εκτάσεις ή τον αριθμό των δένδρων, για να εξασφαλιστεί η μεγίστη αποτελεσματικότητα των μέσων που διατίθενται και η συνοχή της ενέργειας σε δράση με την κατάσταση των αγορών.

Εξάλλου, προβλέπονται ευνοϊκότερες προϋποθέσεις όσον αφορά τις συμπληρωματικές ενισχύσεις, όταν οι ενέργειες ανασύστασης πραγματοποιούνται σε συλλογικό πλαίσιο.

Η δράση μετατροπής των ελαιώνων που έχουν υποστεί ζημιές προς άλλες παραγωγές, έχει ήδη προβλεφθεί στα πλαίσια των Ολοκληρωμένων Μεσογειακών Προγραμμάτων (ΜΟΠ) για την Ελλάδα, για ένα συνολικό επιλέξιμο κόστος 12,4 εκατ. ΕCU εκ των οποίων 70% επιβαρύνει τον κοινοτικό προϋπολογισμό (κονδύλι 551)* κατά συνέπεια, αυτός ο τύπος δράσης δεν καλύπτεται από την παρούσα πρόταση.

4. Η διάρκεια της κοινής δράσης περιορίζεται σε δύο έτη. Οι δαπάνες που επιβαρύνουν το ΕΓΤΠΕ, Τμήμα Προσανατολισμού, καλύπτει, λόγω της φύσης της κοινής δράσης, ορισμένο αριθμό ετών από το 1989, για ένα συνολικό προβλεπόμενο κόστος 73 εκατ. ΕCU* η ετήσια κατανομή του ποσού αυτού αναφέρεται στο δημοσιονομικό δελτίο που επισυνάπτεται στην παρούσα πρόταση.
5. Όσον αφορά τη δράση για τις φυτείες εσπεριδοειδών που έχουν υποστεί ζημιές η παρούσα πρόταση προβλέπει σε μία προσαρμογή του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2511/69. Δυνάμει του κανονισμού αυτού, όπως τροποποιήθηκε από τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1204/82, η Ελλάδα έθεσε σε εφαρμογή ένα εθνικό σχέδιο που προβλέπει ειδικά μέτρα για τη βελτίωση της παραγωγής και της διάθεσης στο εμπόριο των εσπεριδοειδών. Δυνάμει του άρθρου 1 πρώτη παράγραφος του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2511/69, οι επιλέξιμες ενέργειες πρέπει να έχουν αναληφθεί μέχρι τις 31.12.1988. Η ελληνική κυβέρνηση, σύμφωνα με το άρθρο 2 του ιδίου κανονισμού, υπέβαλε το εθνικό σχέδιο που εγκρίθηκε από την Επιτροπή την 21η.11.1983. Στις 31.12.1986 πραγματοποιήθηκαν ενέργειες περίπου στο 20% των εκτάσεων για τις οποίες εδόθη άδεια.
6. Το κύμα ψύχους και οι χιονθύελλες κατά το Μάρτιο 1987 κατέστρεψαν ένα μεγάλο τμήμα δένδρων μεταξύ των οποίων εκείνα για τα οποία είχε ήδη αναληφθεί μετατροπή ή αναδιάρθρωση καθώς και τα μοσχέυματά τους. Κατά συνέπεια είναι αναγκαία μία επιπλέον προθεσμία δύο ετών, στο πλαίσιο μιας επείγουσας δράσης για να αναληφθούν οι ενέργειες μετατροπής και αναδιάρθρωσης που έχουν καθυστερήσει λόγω των καιρικών, χρησιμοποιώντας τις ποικιλίες που προβλέπονται στο σχέδιο, συμπεριλαμβανομένων των ενεργειών που έχουν ήδη πραγματοποιηθεί ή που πραγματοποιούνται σε αρκετές φυτείες, που επλήγησαν από το ψύχος. Γι' αυτή την τελευταία περίπτωση θα είναι αναγκαίο να χορηγηθούν και πάλι ενισχύσεις για την υλοποίηση των έργων, καθώς και συμπληρωματική ενίσχυση στην περίπτωση μετατροπής, εφόσον η ενίσχυση αυτή έχει ήδη χορηγηθεί για ένα ή περισσότερα έτη, σε συνδυασμό με τις ενέργειες μετατροπής που πραγματοποιήθηκαν κατά τα έτη που προηγήθηκαν του παγetőύ.

7. Το διατακτικό της πρότασης συμπληρώνεται από τη δυνατότητα που παρέχεται στους Έλληνες καλλιεργητές εσπεριδοειδών να ανασυστήσουν τις φυτείες τους που έχουν υποστεί ζημιές εφόσον η ποικιλιακή σύνθεση αυτών αντιστοιχούσε ήδη, πριν από τις κακοκαιρίες του Μαρτίου 1987, στις απαιτήσεις των καταναλωτών, ώστε να βοηθηθούν να διατηρήσουν το δυναμικό της παραγωγής τους και συγχρόνως να συμμορφώνονται με τις απαιτήσεις της αγοράς όσον αφορά την ποιότητα.

Γι' αυτού του είδους την ενέργεια είναι επίσης αναγκαία μία προθεσμία 2 ετών.

8. Δεν απαιτείται, για την προτεινόμενη τροποποίηση, αναθεώρηση του προβλεπόμενου κόστους που αναφέρεται στο άρθρο 3 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1204/82 που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 2511/69 και η τροποποίηση θα πραγματοποιηθεί εντός των ορίων του ποσού αυτού.

Πρόταση
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για τη θέσπιση κοινής δράσης με σκοπό την ανασύσταση των ελαιώνων που έχουν υποστεί ζημιές λόγω του πάγου σε ορισμένες ελληνικές περιοχές το 1987

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και ιδίως το άρθρο 43,

την πρόταση της Επιτροπής (1),

τη γνώμη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου (2),

Εκτιμώντας:

ότι, για την επίτευξη των στόχων της κοινής γεωργικής πολιτικής, που αναφέρονται στο άρθρο 39 παράγραφος 1 σημεία α) και β) της συνθήκης, είναι αναγκαίο να προωθηθεί η βελτίωση των διαρθρώσεων της γεωργίας στις περιοχές που αντιμετωπίζουν ιδιαίτερα σοβαρά προβλήματα,

ότι, σε ορισμένες περιοχές της Ελλάδας, τα ελαιόδενδρα κατεστράφησαν ή υπέστησαν σοβαρές ζημιές από παγετούς εξαιρετικής έντασης και διάρκειας και ότι οι ζημιές αυτές είναι σημαντικότερες σε ορισμένες εκτεθειμένες ζώνες,

ότι, ιδίως στις ζώνες αυτές, η καλλιέργεια του ελαιοδένδρου αποτελεί τη μόνη οικονομική δυνατότητα καλλιέργειας του εδάφους και ότι, κατά συνέπεια, πρέπει να ενθαρρυνθεί, υπό ορισμένες προϋποθέσεις, η ανασύσταση των ελαιώνων, ώστε να γίνει δυνατή η συνέχιση μιας γεωργικής δραστηριότητας, ενώ συγχρόνως αποφεύγονται οι κίνδυνοι διάβρωσης και της διατάραξης των υδάτινων πόρων, η προστασία του περιβάλλοντος και η διατήρηση της ακεραιότητας του τοπίου,

(1) ΕΕ αριθ. C ...

(2) ΕΕ αριθ. C ...

ότι, αυτή η προώθηση πρέπει να λάβει τη μορφή ενός καθεστώτος ενισχύσεως για τις επενδύσεις, συνοδευόμενο από μία συμπληρωματική ενίσχυση για να αντισταθμιστεί η απώλεια εισοδήματος των ελαιοκαλλιεργητών ενώ συγχρόνως λαμβάνονται υπόψη οι ιδιαίτεροι όροι που πρέπει να πληρούν οι δικαιούχοι,

ότι, συγχρόνως, η ανασύσταση των ελαιώνων πρέπει να ευνοεί τη βελτίωση της ανταγωνιστικότητας, με τη μείωση του κόστους παραγωγής* πρέπει, κατά συνέπεια, τηρουμένων των διαρθρώσεων στην Ελλάδα, να προβλεφθούν ευνοϊκότεροι όροι, εφόσον η ανασύσταση πραγματοποιείται στα πλαίσια ενός συλλογικού σχεδίου που συγκεντρώνει πολλές γεωργικές εκμεταλλεύσεις,

ότι, η ανασύσταση των ελαιώνων πρέπει να εξασφαλίζει τη διατήρηση ενός υψηλού επιπέδου ποιότητας ή μία ποιοτική βελτίωση, με τη χρησιμοποίηση των καλύτερων ποικιλιών εφόσον το ποιοτικό επίπεδο δεν είναι ακόμη ικανοποιητικό,

ότι, για να εξασφαλιστεί η μεγαλύτερη αποτελεσματικότητα των μέτρων αυτών είναι αναγκαίο να ενταχθούν στα πλαίσια προγράμματος ανασύστασης των ελαιώνων που καταρτίζει η Ελλάδα,

ότι πρέπει να προβλεφθεί ότι αυτό το σύνολο των μέτρων αποτελεί μία κοινή δράση κατά την έννοια του άρθρου 6 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 729/70 του Συμβουλίου της 21ης Απριλίου 1970, περί χρηματοδοτήσεως της κοινής γεωργικής πολιτικής (3), όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 3183/87 (4)* ότι οι δαπάνες που ανέλαβε η Ελλάδα πρέπει να χρηματοδοτηθούν από την Κοινότητα κατά 40%, λόγω των περιορισμένων χρηματικών δυνατοτήτων του εν λόγω κράτους μέλους,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ:

Άρθρο 1

1. Για να επανορθωθούν οι ζημιές που προκλήθηκαν από τον παγετό κατά τον χειμώνα του 1986/87 στην Ελλάδα στον τομέα της ελαιοκαλλιέργειας, θεσπίζεται κοινή ενέργεια, κατά την έννοια του άρθρου 6 του κανονισμού ΕΟΚ αριθ. 729/70, με εξαιρετικό χαρακτήρα.

(3) ΕΕ αριθ. L 94 της 28.4.1970, σ. 13

(4) ΕΕ αριθ. L 304 της 27.10.1987, σ. 1

2. Η κοινή δράση αναλαμβάνεται στις ζώνες όπου:

- η ελαιοκαλλιέργεια αντιπροσωπεύει μία πολύ σημαντική γεωργική παραγωγή και
- τουλάχιστον 50% των ελαιοδένδρων υπέστη σοβαρές ζημιές από τον παγετό κατά το χειμώνα 1986/87. Ωστόσο, οι γεωργικές εκμεταλλεύσεις που επωφελούνται μέτρων σχετικά με την ανασύσταση των ελαιώνων, πρέπει να έχουν υποστεί σημαντικές ζημιές που αντιστοιχούν τουλάχιστον στο 20% του αριθμού των ελαιοδένδρων τους.

Ο κατάλογος με τις περιοχές, των οποίων οι ζώνες ανταποκρίνονται στα κριτήρια που απαριθμούνται στο πρώτο εδάφιο, τηρουμένων των διατάξεων που προβλέπονται στο τρίτο εδάφιο, περιλαμβάνεται στο παράρτημα.

Σύμφωνα με τη διαδικασία που αναφέρεται στο άρθρο 2 παράγραφος 5, η Επιτροπή δύναται να αποφασίσει τη μη εφαρμογή του ποσοστού του 50% που αναφέρεται στο πρώτο εδάφιο δεύτερη περίπτωση, σε εξαιρετικές περιπτώσεις, εφόσον μία τέτοια παρέκκλιση δικαιολογείται δεόντως λόγω της μεγάλης ανομοιομορφίας του χώρου που καθιστά δύσκολη την οριοθέτηση των ζωνών.

3. Σύμφωνα με το άρθρο 4, η Κοινότητα συνδράμει στην κοινή δράση, χρηματοδοτώντας, μέσω του Ευρωπαϊκού Γεωργικού Ταμείου Προσανατολισμού και Εγγυήσεων, Τμήμα προσανατολισμού, που στο εξής καλείται "Ταμείο" μέτρα σχετικά με:

- α) την ανασύσταση, στο πλαίσιο των συλλογικών ή ατομικών ενεργειών για τους ελαιώνες που έχουν πληγεί από τον παγετό
- β) την ενίσχυση που χορηγείται στους κατόχους γεωργικών εκμεταλλεύσεων των οποίων τα εισοδήματα, συμπεριλαμβανομένων και εκείνων που αποκομίζουν εκτός της γεωργικής εκμετάλλευσης, δεν υπερβαίνουν ένα ορισμένο όριο ευημερίας, που καθορίζεται στο πρόγραμμα που αναφέρεται στο άρθρο 2, για την πραγματοποίηση στόχων που έχουν σχέση με τις ενέργειες που αναφέρονται στο σημείο α), τηρουμένων των όρων που αναφέρονται στο άρθρο 3 και στο άρθρο 4 παράγραφος 2.

Άρθρο 2

1. Η ελληνική κυβέρνηση καταρτίζει, πριν την 1η Οκτωβρίου 1988, πρόγραμμα που περιλαμβάνει τα πλέον κατάλληλα μέτρα για την υλοποίηση των δράσεων που αναφέρονται στο άρθρο 1.

Το πρόγραμμα περιλαμβάνει κυρίως τα εξής στοιχεία:

- περιγραφή της υπάρχουσας κατάστασης, της περιφερειακής σημασίας της ελαιοκαλλιέργειας στο ακαθάριστο γεωργικό προϊόν, τη φύση των ζημιών που προξένησε ο παγετός και ένδειξη της περιφερειακής τους κατανομής,
- περιγραφή των μέτρων ελέγχου που εξασφαλίζουν ότι οι ενισχύσεις για την ανασύσταση των ελαιώνων που χορηγούνται στους ελαιοπαραγωγούς οι οποίοι υπέστησαν ζημιές, που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος 1 ανταποκρίνονται στα κριτήρια που καθορίζονται στην παράγραφο 2 του ίδιου άρθρου,
- στην περίπτωση συλλογικής ανασύστασης : ζώνη ανασύστασης και συνιστώμενες ποικιλίες ανά περιοχή, υποχρεωτικό κατευθυντήριο σχέδιο για όλους τους κατόχους γεωργικών εκμεταλλεύσεων που συμμετέχουν, συνοδευτικά μέτρα που αφορούν κυρίως τα εγχειρθελτωικά έργα και τα έργα αποξήρανσης, που συνδέονται με τα έργα συλλογικής ανασύστασης,
- στην περίπτωση ατομικής ανασύστασης: ζώνες ανασύστασης ελαιώνων με προτεραιότητα και συνιστώμενες ποικιλίες ανά περιοχή, ελάχιστοι κανόνες που πρέπει να εφαρμόζονται για να εξασφαλιστεί η βελτίωση των όρων εκμετάλλευσης,
- ποσό της ενίσχυσης που χορηγείται στον κάτοχο γεωργικής εκμετάλλευσης σύμφωνα με τις διάφορες μεθόδους ανασύστασης, είτε συλλογικής είτε ατομικής, και με την παραγωγική κατεύθυνση των ελαιοδένδρων προς ανασύσταση καθώς και ανάλογα με την οικονομική κατάσταση του κατόχου γεωργικής εκμετάλλευσης όσον αφορά την ενίσχυση που αναφέρεται στο άρθρο 1 παράγραφος 3 σημείο β),
- προσωρινή εκτίμηση του κόστους κατανεμημένο ανά τύπο μέτρων, οικονομική δικαιολόγηση και αναγκαία χρηματοδοτικά μέσα με ένδειξη του ρυθμού των προβλεπόμενων δαπανών,
- μέτρα που λαμβάνονται για να εξασφαλιστεί η χρηματοδότηση του προγράμματος και της ενίσχυσης υπέρ των ελαιοπαραγωγών εντός της κατάλληλης προθεσμίας.

2. Το πρόγραμμα και η ενδεχόμενη ενημέρωσή του διαβιβάζονται στην Επιτροπή από την ελληνική κυβέρνηση.

3. Αφού το ζητήσει η Επιτροπή, η Ελλάδα παρέχει τα συμπληρωματικά στοιχεία εκτίμησης σχετικά με τα στοιχεία που απαιτούνται δυνάμει της παραγράφου 1.
4. Η διάρκεια του προγράμματος πρέπει να ισούται τουλάχιστον με τη διάρκεια της κοινής δράσης.
5. Η Επιτροπή εγκρίνει το πρόγραμμα και κάθε ενδεχόμενη ενημέρωσή του σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 25 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 797/85 του Συμβουλίου (5), αφού συμβουλευθεί την επιτροπή του Ταμείου σχετικά με τα χρηματοδοτικά θέματα.

Άρθρο 3

1. Για το σκοπό του παρόντα κανονισμού, νοούνται ως "ενέργειες συλλογικής ανασύστασης των ελαιώνων", κάθε δράση ανασύστασης που υλοποιείται από τους κατόχους γεωργικών εκμεταλλεύσεων στο πλαίσιο μιας συλλογικής σύμβασης μεταξύ των κατόχων γεωργικής εκμετάλλευσης που συμμετέχουν στη δράση αυτή και της αρχής που αναλαμβάνει την εφαρμογή.

Μία ενέργεια συλλογικής ανασύστασης αφορά τουλάχιστον 5.000 ελαιόδενδρα και 25 γεωργούς που ανήκουν σε ελαιουργικό συνεταιρισμό, σε ομάδα ελαιοπαραγωγών ή σε άλλες αναγνωρισμένες για το σκοπό αυτό οργανώσεις και που επιδιώκουν ανάλογους στόχους, που καθορίζουν τα μέτρα που είναι αναγκαία για την ανασύσταση. Παρέχεται η άδεια στους οργανισμούς αυτούς να καθορίζουν μεταγενέστερους κανόνες για να εξασφαλιστούν οι κατευθύνσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 3.

Κατά τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 2 παράγραφος 5, η Επιτροπή δύναται, σε εξαιρετικές περιπτώσεις να καθορίσει έναν αριθμό δένδρων προς ανασύσταση ή έναν αριθμό κατόχων γεωργικής εκμετάλλευσης οργανωμένων σε κοινή δράση, μικρότερο από αυτό που προβλέπεται στο δεύτερο εδάφιο, εφόσον δικαιολογείται δεόντως μείωση βάση του προγράμματος.

(5) ΕΕ αριθ. L 93 της 30.3.1985, σ. 1

2. Για τους σκοπούς του παρόντα κανονισμού, νοούνται ως "ατομικές ενέργειες ανασύστασης των ελαιώνων", κάθε δράση ανασύστασης που πραγματοποιείται από τους κατόχους γεωργικών εκμεταλλεύσεων που αφορά τουλάχιστον 50 ελαιόδενδρα ή 0,3 εκτάρια ανά γεωργική εκμετάλλευση.

Η Έλλάδα καθορίζει τους κανόνες για να εξασφαλιστούν οι κατευθύνσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 3.

3. Οι επιλέξιμες ενέργειες ανασύστασης των ελαιώνων πρέπει:

- α) να συμβάλουν στην αναδιαμόρφωση του τοπίου που χαρακτηρίζεται από την καλλιέργεια ελαιοδένδρων από γενιά σε γενιά, να εξασφαλίσουν την προστασία του περιβάλλοντος, τη σταθεροποίηση του εδάφους και έναν κανονικό σύστημα υδάτινων πόρων·
- β) να συμβάλουν στη διαρκή βελτίωση των συνθηκών εργασίας στις εν λόγω γεωργικές εκμεταλλεύσεις καθιστώντας επομένως δυνατή τη βελτίωση του εισοδήματος εργασίας·
- γ) να εξασφαλίζουν την οικονομική τους αποτελεσματικότητα·
- δ) να εγγυώνται τη διατήρηση ενός υψηλού ποιοτικού επιπέδου ή, εφόσον το επιτυγχανόμενο επίπεδο δεν είναι ακόμη ικανοποιητικό, μια βελτίωση της ποιότητας των προϊόντων της ελαιοκαλλιέργειας·
- ε) να εξασφαλίζουν ότι ο μέσος όγκος παραγωγής σε ελαιόλαδο δεν υπερβαίνει τον όγκο που διαπιστώνεται πριν την περίοδο των ζημιών που οφείλονται στον παγετό.

Άρθρο 4

1. Οι δαπάνες που πραγματοποιούνται στο πλαίσιο των μέτρων που προβλέπονται στο άρθρο 1 παράγραφος 3 σημείο α) είναι επιλέξιμες βάσει του Ταμείου, για ένα μέγιστο ποσό :
- 4.300 ECU ανά εκτάριο σε περίπτωση συνολικής ανασύστασης ή
 - 13 ECU ανά δένδρο στην περίπτωση που η ανασύσταση αφορά ένα σημαντικό μόνο μέρος της εν λόγω έκτασης, όπως απορρέει βάσει των παραμέτρων που καθορίζονται από κοινού στο άρθρο 1 παράγραφος 2 πρώτο εδάφιο δεύτερη περίπτωση και στο άρθρο 3 παράγραφοι 1 και 2,

και

- 11 ECU ανά δένδρο στην περίπτωση που η ανασύσταση πραγματοποιείται με πριόνισμα στη βάση του κορμού
ή
- 8 ECU ανά δένδρο στην περίπτωση που η ανασύσταση πραγματοποιείται με πριόνισμα των πρωτογενών και των δευτερογενών κλάδων.

Ωστόσο, οι ενισχύσεις για ανασύσταση που αναφέρονται στο πρώτο εδάφιο δεν μπορούν να υπερβαίνουν το πραγματικό κόστος.

2. Οι δαπάνες που πραγματοποιούνται στο πλαίσιο της ενίσχυσης που αναφέρεται στο άρθρο 1 παράγραφος 3 σημείο β), είναι επιλέξιμες δυνάμει του Ταμείου, για ένα ποσό 3 ECU κατά μέσο όρο κατ' έτος και ανά δένδρο εντός ορίου 5 εκταρίων ή 1.500 δένδρων για κάθε μία γεωργική εκμετάλλευση ξεχωριστά, αυτή δεν η ενίσχυση χορηγείται για μία μέγιστη διάρκεια :
- 5 ετών στην περίπτωση αναφύτευσης ή πριονίσματος στη βάση του κορμού,
 - 3 ετών στην περίπτωση πριονίσματος των πρώτων κλάδων.

Η ενίσχυση μπορεί να διαβαθμίζεται κατά φθίνοντα τρόπο.

Στην περίπτωση ανασύστασης με πριόνισμα των δευτερογενών κλάδων μόνο, οι δαπάνες που πραγματοποιούνται στο πλαίσιο της ενίσχυσης που αναφέρεται στο άρθρο 1 παράγραφος 3, σημείο β) είναι επιλέξιμες δυνάμει του Ταμείου για μέγιστο συνολικό ποσό 5 ECU ανά δένδρο εντός ορίου 5 εκταρίων ή 1.500 δένδρων για κάθε μία γεωργική εκμετάλλευση ξεχωριστά. Ωστόσο, στην περίπτωση ενεργειών συλλογικής ανασύστασης ελαιώνων, το ποσό που αναφέρεται στο πρώτο και τρίτο εδάφιο δύναται να προσαυξηθεί κατά 20%.

3. Το Ταμείο επιστρέφει στην Ελλάδα 40% των επιλέξιμων δαπανών που αναφέρονται στις παραγράφους 1 και 2. Ωστόσο, η επιλεξιμότητα των ενεργειών ανασύστασης που αναφέρονται στο άρθρο 1, απαιτεί μία ελάχιστη συμμετοχή του δικαιούχου κατά 20% στην κάλυψη του συνολικού κόστους.
4. Το συνολικό προβλεπόμενο κόστος της κοινής δράσης που επιβαρύνει το Ταμείο, ανέρχεται σε 73 εκατ. ECU.
5. Η κοινή δράση έχει διάρκεια δύο ετών από την ημερομηνία έγκρισης του προγράμματος που αναφέρεται στο άρθρο 2 και λήγει σε κάθε περίπτωση στις 31 Δεκεμβρίου 1990.

Άρθρο 5

Κατά την έγκριση του προγράμματος που αναφέρεται στο άρθρο 2, η Επιτροπή καθορίζει, σε συμφωνία με την Ελλάδα, τις λεπτομέρειες σχετικά με την περιοδική της πληροφόρηση όσον αφορά την εξέλιξη του προγράμματος.

Άρθρο 6

1. Οι αιτήσεις επιστροφής αφορούν τις δαπάνες που πραγματοποιεί η Ελλάδα κατά τη διάρκεια ημερολογιακού έτους και υποβάλλονται στην Επιτροπή πριν την 1η Μαΐου του επόμενου έτους.
2. Η συνδρομή του Ταμείου αποφασίζεται σύμφωνα με το άρθρο 7 παράγραφος 1 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 729/70.
3. Είναι δυνατό να δοθούν προκαταβολές όσον αφορά τα υλικά έργα σύμφωνα με τις λεπτομέρειες χρηματοδότησης που θεσπίζει η Ελλάδα και ανάλογα με την πρόοδο των υλικών έργων που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος 3 σημείο α).
4. Οι λεπτομέρειες εφαρμογής του παρόντος άρθρου θεσπίζονται σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπονται στο άρθρο 13 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 729/70.

Άρθρο 7

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την τρίτη ημέρα από τη δημοσίευσή του στην ΕΠΙΣΗΜΗ ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο
Ο Πρόεδρος

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Γεωγραφικό πεδίο εφαρμογής

Νομοί :

- Αχαΐας
- Μαγνησίας
- Ευβοίας
- Λακωνίας
- Αρκαδίας
- Κορινθίας
- Μεσσηνίας
- Φθιώτιδας
- Λέσβου
- Αργολίδος

Historical Archives of the European Commission

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΤΟΥ ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΟΥ ΔΕΛΤΙΟΥ

Δαπάνες που επιβαρύνουν το ΕΓΤΠΕ (Π) σε εκατ. ECU

1. Δαπάνες για την ανασύσταση ελαιοδένδρων με:

- εκρίζωση-αναφύτευση	: 1.350.000 δένδρα X 12 ECU X 0,4 =	6,5 εκατ.
- πριόνισμα στη βάση του κορμού	: 2.500.000 " X 10 " X 0,4 =	10,0 "
- πριόνισμα των πρωτογενών κλάδων	: 2.600.000 " X 7 " X 0,4 =	7,3 "
- πριόνισμα των δευτερογενών κλάδων	: 6.100.000 " X 6 " X 0,4 =	14,6 "
		<u>38,4</u>

2. Δαπάνες για συμπληρωματική ενίσχυση :

- σε περίπτωση αναφύτευσης ή πριονίσματος του κορμού :

α) 3.850.000 δένδρα X 0,85* X 13 ECU X 0,4 = 17,0 εκατ.

- σε περίπτωση πριονίσματος πρωτογενών κλάδων:

β) 2.600.000 δένδρα X 0,85* X 8 ECU X 0,4 = 7,1 εκατ.

- σε περίπτωση πριονίσματος των δευτερογενών κλάδων:

γ) 6.100.000 δένδρα X 0,85* X 4 ECU X 0,4 = 8,3 εκατ.

32,4 εκατ.

3. Συμπληρωματικές δαπάνες που οφείλονται στην αύξηση κατά 20% της συμπληρωματικής ενίσχυσης σε περίπτωση συλλογικής ανασύστασης

α) 3.850.000 δένδρα X 0,85* X 0,25** X 2,6 ECU X 0,4 = 0,9 εκατ.

β) 2.600.000 δένδρα X 0,85* X 0,25** X 1,6 ECU X 0,4 = 0,4 εκατ.

γ) 6.100.000 δένδρα X 0,85* X 0,25** X 0,8 ECU X 0,4 = 0,4 εκατ.

1,7 εκατ.

4. Συνολικές δαπάνες : 72,5 εκατ. ECU

* ποσοστό πραγματικής επιλεξιμότητας, λαμβάνοντας υπόψη την εφαρμογή ενός κατωφλίου ευημερίας για τη χορήγηση της ενίσχυσης αυτής.

** ποσοστό συμμετοχής στο συλλογικό σχέδιο.

Πρόταση
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για την τροποποίηση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2511/69 περί ειδικών μέτρων
για τη βελτίωση της παραγωγής και της εμπορίας στον τομέα των κοινοτικών
εσπεριδοειδών

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας, και
ιδίως το άρθρο 43,

την πρόταση της Επιτροπής (1),

τη γνώμη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου (2),

Εκτιμώντας:

ότι, δυνάμει του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2511/69 του Συμβουλίου (3),
όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό
(ΕΟΚ) αριθ. 3130/86 (4), η Ελλάδα εφάρμοσε σχέδιο που προβλέπει ειδικά
μέτρα για τη βελτίωση της παραγωγής και της εμπορίας των εσπεριδοειδών
σύμφωνα με το πρόγραμμα που ενέκρινε η Επιτροπή στις 21 Νοεμβρίου 1983,

ότι, ιδίως σε ορισμένες περιοχές της Ελλάδας, οι φυτείες εσπεριδοειδών
καταστράφηκαν ή υπέστησαν σοβαρές ζημίες από παγετούς εξαιρετικής
έκτασης και διάρκειας κατά το χειμώνα 1986/1987 οι οποίες, σε μεγάλο
βαθμό, παρεμπόδισαν τα αποτελέσματα και καθυστέρησαν την πρόοδο του
σχεδίου κατά την εφαρμογή του* ότι πρέπει, κατά συνέπεια, να ενθαρρυνθεί,
υπό ορισμένες προϋποθέσεις, η αποκατάσταση των εν λόγω φυτειών, ώστε
να καταστεί δυνατή η εξακολούθηση της γεωργικής δραστηριότητας στις
πληγείσες περιοχές,

(1) ΕΕ αριθ. C

(2) ΕΕ αριθ. C

(3) ΕΕ αριθ. L 318 της 18.12.1969, σ. 1

(4) ΕΕ αριθ. L 292 της 16.10.1986, σ. 5

ότι η αποκατάσταση αυτή πρέπει να εξασφαλίσει τη διατήρηση ενός υψηλού επιπέδου ποιότητας ή την ποιοτική βελτίωση, με τη χρησιμοποίηση καλύτερων ποικιλιών εφόσον το ποιοτικό επίπεδο δεν είναι ακόμη σύμφωνο με τις απαιτήσεις των καταναλωτών" ότι πρέπει, κατά συνέπεια, να πραγματοποιηθεί η αποκατάσταση των φυτειών που υπέστησαν ζημιές, με ενέργειες μετατροπής, εφόσον οι ποικιλίες που υπήρχαν πριν τους παγετούς δεν ανταποκρίνονται στις απαιτήσεις των καταναλωτών,

ότι, ορισμένοι Έλληνες καλλιεργητές εσπεριδοειδών δεν μπόρεσαν λόγω των κακοκαιριών να πραγματοποιήσουν τις ενέργειες μετατροπής και αναδιάρθρωσης που προβλέπονται ήδη από το σχέδιο που ενέκρινε η Επιτροπή" ότι πρέπει, κατά συνέπεια, να τους δοθεί η δυνατότητα να πραγματοποιήσουν σύντομα τις ενέργειες αυτές,

ότι, επειδή ο παγετός κατέστρεψε ένα σημαντικό ποσοστό των δένδρων τα οποία είχαν ήδη αποτελέσει αντικείμενο ενεργειών μετατροπής ή νέων φυτεύσεων που ήδη έγιναν κατόπιν των ενεργειών αναδιάρθρωσης, ή που αποτελούν αντικείμενο τέτοιων ενεργειών που έχουν αναληφθεί, καθώς και των μοσχευμάτων που προορίζονται για την πραγματοποίηση του σχεδίου, πρέπει να αναληφθούν νέες ενέργειες" ότι πρέπει, κατά συνέπεια, να προσαρμοστούν οι ενισχύσεις που χορηγούνται για τις ενέργειες αυτές, ώστε να ληφθούν υπόψη οι ζημιές που έχουν προξενηθεί,

ότι, για να αντιμετωπισθεί η κατάσταση που προκλήθηκε από τους παγετούς πρέπει να προβλεφθεί μία δράση, με επείγοντα χαρακτήρα, που συνεπάγεται μία συμπληρωματική προθεσμία δύο ετών, καθώς και μία επακόλουθη προσαρμογή του σχεδίου που εφαρμόζεται στην Ελλάδα,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ:

Άρθρο 1

Ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 2511/69 τροποποιείται ως εξής:

1) Το άρθρο 1 τροποποιείται ως ακολούθως :

ι) συμπληρώνεται από το εξής εδάφιο:

" ωστόσο, η ημερομηνία που αναφέρεται στο πρώτο εδάφιο, παρατείνεται κατά δύο έτη, όσον αφορά την εφαρμογή των διατάξεων που προβλέπονται στην παράγραφο 4".

ii) προστίθενται οι ακόλουθοι παράγραφοι :

"4. Στην Ελλάδα:

- α) οι ενισχύσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1 πρώτο εδάφιο και στην παράγραφο 3, μπορούν να χορηγηθούν για τις ενέργειες που αναφέρονται στην παράγραφο 1 σημείο α), γ) και δ) που αναλαμβάνονται μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1980, εφόσον οι φυτείες εσπεριδοειδών έχουν υποστεί ζημιές από τους παγετούς του χειμώνα 1986/87,
- β) στην περίπτωση φυτειών εσπεριδοειδών που έχουν αποτελέσει αντικείμενο, μέχρι το χειμώνα του 1986/87, των ενεργειών που αναφέρονται στην παράγραφο 1 σημείο α), γ) και δ), οι ενισχύσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1 πρώτο εδάφιο και στην παράγραφο 3, μπορούν να χορηγηθούν και πάλι εφόσον οι εν λόγω ενέργειες πρέπει να επαναληφθούν εξαιτίας των παγετών του εν λόγω χειμώνα και μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1990,
- γ) μπορούν να χορηγηθούν οι ενισχύσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1 πρώτο εδάφιο και στην παράγραφο 3, για ενέργειες ανασύστασης δένδρων που έχουν υποστεί ζημιές από τους παγετούς του χειμώνα 1986/87, οι οποίες αναλαμβάνονται μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1990, στην περίπτωση φυτειών εσπεριδοειδών των οποίων η ποικιλιακή σύνθεση ανταποκρινόταν ήδη πριν τους εν λόγω παγετούς στις απαιτήσεις των καταναλωτών, εφόσον οι εν λόγω ενέργειες ανασύστασης πραγματοποιούνται με:
 - εκρίζωση και αναφύτευση των ιδίων ποικιλιών που υπήρχαν πριν τον παγετό ή ακόμη άλλων ποικιλιών εσπεριδοειδών που ανταποκρίνονται στις απαιτήσεις των καταναλωτών,
 - κοπή του κορμού ή των πρώτων ή δευτερευόντων κλάδων και διπλός εμβολιασμός των ιδίων ποικιλιών που υπήρχαν πριν από τον παγετό ή ακόμη άλλων ποικιλιών εσπεριδοειδών που ανταποκρίνονται στις απαιτήσεις των καταναλωτών,

καθώς και ενισχύσεις σχετικά με τα μέτρα που αναφέρονται στην παράγραφο 1 σημείο δ), στο βαθμό που είναι αναγκαίες για την πραγματοποίηση των εργασιών ανασύστασης.

5. Οι ενισχύσεις σχετικά με τις ενέργειες που αναφέρονται στην παράγραφο 4 είναι επιλέξιμες δυνάμει του ΕΓΤΠΕ μόνο εφόσον η έκταση των εσπεριδοειδών δένδρων που έχουν υποστεί ζημία από τον παγετό αντιστοιχεί τουλάχιστον με το 20% της καλλιεργούμενης έκτασης εσπεριδοειδών της γεωργικής εκμετάλλευσης πριν τον παγετό .

2) Το άρθρο 2 τροποποιείται ως ακολούθως :

1) η αρχή του πρώτου εδαφίου αντικαθίσταται από το εξής κείμενο:
"Τα ενδιαφερόμενα κράτη μέλη καταρτίζουν την 30ή Απριλίου 1983 το αργότερο, και για την εφαρμογή των διατάξεων που προβλέπονται στο άρθρο 1 παράγραφος 4, την 30 Σεπτεμβρίου 1988 το αργότερο ένα σχέδιο : «...»"

11) μετά το τέταρτο εδάφιο, προστίθεται το εξής εδάφιο:
" Το σχέδιο που καταρτίζεται κατ' εφαρμογή των διατάξεων που προβλέπονται στο άρθρο 1 παράγραφοι 4 και 5 περιλαμβάνει κυρίως, επί πλέον των στοιχείων που αναφέρονται στο τρίτο και τέταρτο εδάφιο, την ακριβή θέση των ζωνών που επλήγησαν περισσότερο από τις καιρικές, τη σημασία των ζημιών που προξενήθηκαν, τον αριθμό των σχετικών γεωργικών εκμεταλλεύσεων, τη σημασία των εκτάσεων που μπορούν να αποτελέσουν αντικείμενο χορήγησης ενισχύσεων σχετικά με τις ενέργειες που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος 4, περιλαμβανομένου του ποικιλιακού προσανατολισμού των φυτειών που αποτελούν αντικείμενο των εν λόγω ενεργειών, καθώς και ορισμό των μέτρων ελέγχου που εξασφαλίζουν ότι ενισχύσεις που χορηγούνται στους καλλιεργητές εσπεριδοειδών οι οποίοι υπέστησαν ζημιές λόγω του παγετού, ανταποκρίνονται στο κριτήριο που καθορίζεται στο άρθρο 1 παράγραφος 5".

3) Στο άρθρο 3 παράγραφος 1 προστίθεται το εξής σημείο:

"δ) όσον αφορά τις ενέργειες που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος 4 σημείο γ):

- στην ανασύσταση των φυτειών εσπεριδοειδών που έχουν υποστεί ζημιές από το παγετό, με τη διατήρηση της ποικιλιακής σύνθεσης των γεωργικών εκμεταλλεύσεων ή με μία κατάλληλη επιλογή άλλων ποικιλιών προσαρμοσμένων στις απαιτήσεις των καταναλωτών,
- στην ορθολογική χρησιμοποίηση των μέσων παραγωγής, όπως προβλέπεται στο άρθρο 1 σημείο α) δεύτερη περίπτωση, εφόσον το επίπεδο αυτής της ορθολογικής χρησιμοποίησης δεν είναι ακόμη ικανοποιητικό".

4) Το άρθρο 4 τροποποιείται ως ακολούθως :

- i) στην παράγραφο 1 μετά το δεύτερο εδάφιο, προστίθεται το ακόλουθο εδάφιο:
"ωστόσο για την εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 1 παράγραφος 4 σημείο α) και β) ο αριθμός που προβλέπεται στο πρώτο εδάφιο δεύτερη περίπτωση μειώνεται σε 20%".
- ii) προστίθεται η ακόλουθη παράγραφος:
"2α. Όσον αφορά τη συμπληρωματική ενίσχυση που αναφέρεται στο άρθρο 1 παράγραφος 3 για την εφαρμογή των διατάξεων που προβλέπονται στο άρθρο 1 παράγραφος 4 σημείο γ), οι όροι που αναφέρονται στην παράγραφο 1 πρώτο εδάφιο εφαρμόζονται, εξαιρέσει του ποσοστού 40% που αναφέρεται στη δεύτερη περίπτωση του ιδίου εδαφίου".
- iii) στην παράγραφο 4 το πρώτο εδάφιο συμπληρώνεται από τα εξής:
"..... ή εκείνων δυνάμει των διατάξεων που προβλέπονται στο άρθρο 1 παράγραφος 4 σημείο γ)".

5) Το άρθρο 5 τροποποιείται ως ακολούθως :

- i) στην παράγραφο 1 η πρώτη περίπτωση συμπληρώνεται από το εξής κείμενο:
"..... καθώς και από τη δράση που αναφέρεται στο άρθρο 1 παράγραφος 4 σημείο γ)".
- ii) η παράγραφος 2 αντικαθίσταται από το εξής κείμενο:
"2. Το ΕΓΤΠΕ, τμήμα προσανατολισμού, καταβάλλει στα κράτη μέλη το 50% του ποσού των δαπανών που προκύπτουν από τις ενέργειες που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος 1, με την καταβολή συμπληρωματικής ενίσχυσης που προβλέπεται στην παράγραφο 3 του ιδίου άρθρου, καθώς και με τις ενέργειες που αναφέρονται στην παράγραφο 4 σημείο γ) του ιδίου άρθρου".

Άρθρο 2

Ο παρόν κανονισμός αρχίζει να ισχύει την 3η ημέρα από τη δημοσίευσή του στην ΕΠΙΣΗΜΗ ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ.

Ο παρόν κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο

Ο Πρόεδρος

Historical Archives of the European Commission

ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΟ ΔΕΛΤΙΟ

σχετικά με : πρόταση κανονισμού του Συμβου-

λίου για την τροποποίηση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2511/69 περί ειδικών μέτρων για τη βελτίωση της παραγωγής και της εμπορίας στον τομέα των κοινοτικών εσπεριδοειδών.

1. Κοντάκι : III B Θέση : 333 Τίτλος : Τομέας σιταρών και ελαίων

2. Νομική βάση : Άρθρο 43 της Συνθήκης

3. Κατάταξη : Υποχρεωτική δαπάνη / ~~ΕΠΙΧΕΙΡΗΣΙΑΚΟ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ~~

4. Στόχοι του μέτρου και περιγραφή της ενέργειας : παράταση της διάρκειας της δράσης για 2 έτη και εφαρμογή των κατάλληλων μέτρων για την ανασύσταση των φυτειών εσπεριδοειδών που υπέστησαν ζημιές από τον παγετό το 1987.

5. Τρόπος υπολογισμού :

5.1. Φύση της δαπάνης : απόδοση των επιλέξιμων εθνικών δαπανών

5.2. Ποσοστό της κοινοτικής χρηματοδότησης : 50% των επιλέξιμων εθνικών δαπανών

5.3. Υπολογισμός : (1)

6. Δημοσιονομική επίπτωση επί των λειτουργικών πιστώσεων :

6.1. Χρονοδιάγραμμα των πιστώσεων αναλήψεων υποχρεώσεων και πληρωμών (εκ. ECU)

<u>Οικονομικό έτος</u>	<u>Π.Α.Υ. / Π.Π</u>
1988	π.υ
1989	π.υ
1990	π.υ
1991	π.υ
1992	π.υ
Επόμενα οικον. έτη	
Σύνολο	π.υ

6.2. Χρηματοδότηση κατά το τρέχον οικονομικό έτος :

7. Παρατηρήσεις : (1) Τα νέα προτεινόμενα μέτρα θα εφαρμοστούν με την τροποποίηση του ελληνικού προγράμματος "εσπεριδοειδή" που εγκρίθηκε το 1983. Δεδομένου ότι το ποσοστό υλοποίησης του προγράμματος ήταν κατώτερο από αυτό που προβλεπόταν κατά τον υπολογισμό του κόστους (83 εκατ. ECU), η χρηματοδότηση αυτών των νέων μέτρων, μπορεί να πραγματοποιηθεί στα πλαίσια του αρχικού προβλεπόμενου κόστους και κατά συνέπεια, η τροποποίηση δεν συνεπάγεται συμπληρωματικές δαπάνες για το ΕΓΤΠΕ (Π).

Πρόταση
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για τη θέσπιση επείγουσας κοινής δράσης που αφορά τις γεωργικές ζώνες των
περιοχών της VALENCIA και MURCIA (Ισπανία)

ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

1. Κατά τη σύνοδο του Συμβουλίου των Υπουργών Γεωργίας στις 16/17/18 Νοεμβρίου 1987, ο αντιπρόσωπος της Επιτροπής, μετά τη δήλωση του ισπανού Υπουργού Γεωργίας, διευκρίνησε ότι η Επιτροπή ήταν διατεθειμένη να μελετήσει τα προβλήματα που ανέκυψαν από τις ζημιές τις οποίες προκάλεσαν οι πλημμύρες που έπληξαν ορισμένες περιοχές του νότου της Ισπανίας (περιοχές VALENCIA και MURCIA) στις αρχές Νοεμβρίου 1987.

Η εξέταση της κατάστασης και ιδίως η σημασία των ζημιών στις πληγείσες περιοχές απαιτούν, όπως και σε άλλες παρόμοιες περιπτώσεις και στο πλαίσιο της κοινοτικής αλληλεγγύης, τη χρηματοδοτική δέσμευση της Κοινότητας.

2. Η κοινή δράση υπό μορφή ενισχύσεων στις επενδύσεις με τη χρηματοδοτική συνδρομή του ΕΓΤΠΕ, τμήμα Προσανατολισμού, αποσκοπεί στη διευκόλυνση:
 - της αποκατάστασης και της βελτίωσης των γεωργικών διαρθρώσεων (ηλεκτροδότηση, κατασκευή δικτύου υπονόμων, παροχή πόσιμου ύδατος, συλλογική και ατομική άρδευση) στο πλαίσιο των προσανατολισμών της κοινής γεωργικής πολιτικής,
 - της προστασίας των εδαφών από τη διάβρωση,
 - της ανασύστασης και βελτίωσης των εδαφών (εκχέρωση στρώματος γης, πρώτη σπορά, αναφύτευση οπωροφόρων δένδρων),
 - της αποκατάστασης και της βελτίωσης των κτιρίων των εκμεταλλεύσεων.

Η φύση των ζημιών απαιτεί τη βραχυπρόθεσμη αποκατάστασή τους. Για τον λόγο αυτό, η κοινή δράση θα πραγματοποιηθεί με τη μορφή ετήσιων προγραμμάτων υλοποίησης που θα υπερβαίνουν τα κατάλληλα μέτρα που αναφέρονται ανωτέρω και τα οποία θα θεσπιστούν από την ισπανική κυβέρνηση ή τις αρμόδιες περιφερειακές αρχές.

Μία επιτροπή παρακολούθησης που θα συνεδριάζει τουλάχιστον μία φορά ετησίως και θα αποτελείται από αντιπροσώπους του ισπανικού κράτους, της Επιτροπής και, ενδεχομένως, των ενδιαφερομένων επαγγελματικών κλάδων θα επιφορτισθεί με τη μερίμνα της αποτελεσματικής εκτέλεσης της κοινής δράσης.

Δεδομένου ότι απαιτείται πολύ βραχυπρόθεσμη επέμβαση, η διάρκεια της δράσης θα περιοριστεί σε 2 έτη δυνάμενη, ενδεχομένως, να παραταθεί κατά 1 έτος. Οι προβλεπόμενες δαπάνες με τις οποίες θα επιβαρυνθεί το ΕΓΤΠΕ, τμήμα Προσανατολισμού, ανέρχονται σε 11,2 εκατ. ECU.

Historical Archives of the European Commission

Πρόταση
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για τη θέσπιση επείγουσας κοινής δράσης που αφορά τις γεωργικές ζώνες των
περιοχών της VALENCIA και MURCIA (Ισπανία)

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και ιδίως
το άρθρο 43,

την πρόταση της Επιτροπής (1),

τη γνώμη του Κοινοβουλίου, (2)

Εκτιμώντας :

ότι, για να επιτευχθούν οι στόχοι της κοινής γεωργικής πολιτικής που αναφέ-
ρονται στο άρθρο 39 παράγραφος 1 σημεία α) και β) της συνθήκης, είναι αναγ-
καίο να παρέχεται ενίσχυση για τη βελτίωση των γεωργικών διαρθρώσεων σε πε-
ριοχές που αντιμετωπίζουν ιδιαιτέρως σοβαρά προβλήματα,

ότι οι πλημμύρες που έπληξαν μεταξύ 2 και 5 Νοεμβρίου 1987 τις περιοχές
MURCIA και VALENCIA προκάλεσαν ζημιές ή κατέστρεψαν την αγροτική υποδομή
στις περιοχές αυτές, καθώς και ορισμένα μέσα της γεωργικής παραγωγής συμ-
περιλαμβανομένων και των κατοικιών,

ότι οι πλημμύρες προκάλεσαν ζημιές στα εδάφη μεταφέροντας, σε ορισμένες
περιπτώσεις, το αρώσιμο στρώμα του εδάφους,

ότι στις ζώνες που επλήγησαν περισσότερο, πρέπει να ενθαρρυνθεί και να επι-
τευχθεί η αποκατάσταση των επενδύσεων που καταστράφηκαν ή υπέστησαν ζημιές,

ότι, οι πληροφορίες που διαβιβάστηκαν από την ισπανική κυβέρνηση στην Επι-
τροπή δείχνουν ότι η κλίμακα και η σημασία των ζημιών υπερβαίνουν τις χρη-
ματοδοτικές δυνατότητες των ενδιαφερόμενων περιοχών και του κράτους μέλους·

ότι, συνεπώς, η κοινοτική αλληλεγγύη πρέπει να υλοποιηθεί με την εφαρμογή
μια έκτακτης επείγουσας δράσης για να επιτραπεί σε λογικές προθεσμίες η απο-
κατάσταση και η βελτίωση των επενδύσεων που υπέστησαν ζημιές ή καταστράφηκαν,

ότι η ενίσχυση αυτή πρέπει να χορηγηθεί στο πλαίσιο μέτρων που αποσκοπούν
στην αποκατάσταση και τη βελτίωση των επενδύσεων που υπέστησαν ζημιές ή
καταστράφηκαν,

(1) ΕΕ

(2) ΕΕ

ότι, για να εξασφαλιστεί η μεγαλύτερη αποτελεσματικότητα αυτών των μέτρων και ιδιαίτερα βραχυπρόθεσμη εφαρμογή τους πρέπει να προβλεφθεί η ένταξή τους σ'ένα ετήσιο πρόγραμμα δράσης το οποίο θα καταρτίζουν οι περιφερειακές αρχές και θα διαβιβάζει η κυβέρνηση της Ισπανίας,

ότι πρέπει να προβλεφθεί η δυνατότητα παράτασης αυτής της κοινής δράσης κατά 1 έτος, εάν απρόβλεπτες δυσχέρειες δεν επιτρέφουν να σημειωθεί η πρόοδος που είχε υπολογιστεί αρχικά,

ότι πρέπει να προβλεφθεί ότι αυτό το σύνολο των μέτρων αποτελεί κοινή δράση κατά την έννοια του άρθρου 6 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 729/70 του Συμβουλίου της 21ης Απριλίου 1970 σχετικά με τη χρηματοδότηση της κοινής γεωργικής πολιτικής (3) ΕΕ, όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 3183/87 (4),

ότι η παρέμβαση του Ταμείου με μορφή επιδότησης κεφαλαίου ίσου προς το 35% της δημόσιας ενίσχυσης που διατίθεται για την αποκατάσταση των ζημιών αποτελεί την κατάλληλη συμβολή της Κοινότητας στην αλληλεγγύη που κατέστη αναγκαία από τα περιορισμένα διαθέσιμα χρηματοδοτικά μέσα της Ισπανίας,

(3) ΕΕ αριθ. L 94 της 28.04.1970, σ. 13.

(4) ΕΕ αριθ. L 304 της 27.10.1987 σ. 1.

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ:

Άρθρο 1

Για να επιταχυνθεί και να διευκολυνθεί η αποκατάσταση και η βελτίωση των επενδύσεων που υπέστησαν ζημιές ή καταστράφηκαν από τις πλημμύρες που έπληξαν το Νοέμβριο 1987 τις "COMUNILDADES AUTÓNOMAS DE VALENCIA ET MURCIA", θεσπίζεται έκτακτη επείγουσα δράση σε όφελος της γεωργίας στις περιοχές αυτές. Η δράση αυτή συνιστά κοινή δράση κατά την έννοια του άρθρου 6 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 729/70.

Άρθρο 2

Σύμφωνα με το άρθρο 4, η Κοινότητα μπορεί να χορηγεί ενίσχυση στο πλαίσιο της κοινής δράσης χρηματοδοτώντας μέσω του Ευρωπαϊκού Γεωργικού Ταμείου Προσανατολισμού και Εγγυήσεων - τμήμα "Προσανατολισμού" το οποίο στο εξής καλείται "Ταμείο", μέτρα που συνδέονται:

- α) με την ανασυγκρότηση και τη βελτίωση των γεωργικών έργων υποδομής όπως:
 - την ηλεκτροδότηση και την παροχή πόσιμου ύδατος στις γεωργικές εκμεταλλεύσεις και τα χωριά των οποίων οι κάτοικοι εξαρτώνται κυρίως από τη γεωργία,
 - την αποκατάσταση και τη βελτίωση των φρεάτων όταν δεν υπάρχουν δίκτυα διανομής πόσιμου ύδατος,
 - την αποκατάσταση και τη βελτίωση των οδών των εκμεταλλεύσεων και επικοινωνίας που χρησιμοποιούνται κυρίως για τη γεωργία και τη δασοκομία,
- β) με την ανασυγκρότηση και τη βελτίωση των αρδευτικών έργων υποδομής, συμπεριλαμβανομένων των ατομικών υδατικών πηγών με τον όρο ότι εξασφαλίζεται ο καλύτερος προσανατολισμός της παραγωγής προς τις απαιτήσεις της κοινής γεωργικής πολιτικής,

- γ) με την προστασία των εδαφών από τη διάβρωση συμπεριλαμβανομένης της νέας κατασκευής μικρών στερνών για την αποθήκευση του νερού, αναχωμάτων και ανεμοφρακτών, τη σταθεροποίηση της κοίτης των ποταμών καθώς και τη φύτευση δένδρων που είναι πρόσφορα για τη βελτίωση της κοινότητας συγκράτησης του εδάφους ή αντίστασης στον άνεμο,
- δ) με την ανασύσταση και βελτίωση των γεωργικών εδαφών, συμπεριλαμβανομένης της εκχέρωσης, της χωροστάθμισης και του καθαρισμού καθώς και την ανασύσταση του αρώσιμου στρώματος γης, την πρώτη σπορά σε περίπτωση βοσκοτόπων και την αναφύτευση οπωροφόρων δένδρων,
- ε) με την αποκατάσταση και τη βελτίωση των κτιρίων των εκμεταλλεύσεων συμπεριλαμβανομένων και των κατοίκων.

Άρθρο 3

1. Η αρχή που ορίζει η Ισπανία καταρτίζει κάθε χρόνο ένα συγκεκριμένο πρόγραμμα δράσης που περιλαμβάνει τα καταλληλότερα μέτρα για την υλοποίηση της δράσης που προβλέπεται στο άρθρο 2. Το πρόγραμμα αυτόν πρέπει να υποβάλλεται στην Επιτροπή κάθε χρόνο το αργότερο τον πρώτο μήνα του έτους.
2. Το πρόγραμμα πρέπει να περιλαμβάνει τα ακόλουθα στοιχεία:
 - α) καθορισμό των γεωγραφικών γωνιών που ευεργετούνται από την παρέμβαση του έτους αναφοράς,
 - β) μία περιγραφή των ζημιών που προκλήθηκαν ανά τομέα και τα μέτρα αποκατάστασης και βελτίωσης που πρέπει να ληφθούν καθώς και τις προθεσμίες υλοποίησής τους,
 - γ) για το ύψος της δημόσιας ενίσχυσης, της συμμετοχής του δικαιούχου και της χρηματοδοτικής συμμετοχής της Κοινότητας,
 - δ) έναν υπολογισμό του αριθμού των εκταρίων ΧΓΕ και των γεωργών που ευεργετούνται από το πρόγραμμα,
 - ε) έναν υπολογισμό του κόστους/κέρδους εφόσον είναι δυνατός,
 - ζ) μέτρα συντονισμού με όλα τα άλλα μέτρα και τις διατάξεις που μπορούν να έχουν επιπτώσεις στην ανάπτυξη της γεωργίας στις ενδιαφερόμενες περιοχές,
 - η) κάθε άλλη πληροφορία που κρίνεται σημαντική από την Επιτροπή.

3. Το πρόγραμμα που αναφέρεται στην πρώτη παράγραφο συνοδεύεται από λεπτομερή έκθεση για την εκτέλεση των μέτρων που υλοποιήθηκαν κατά τη διάρκεια του προηγούμενου έτους.
4. Το πρόγραμμα εγκρίνεται σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 25 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 797/85 του Συμβουλίου (1).
5. Για την κοινή δράση, συστήνεται με κοινή συμφωνία της Επιτροπής και της ισπανικής κυβέρνησης μία επιτροπή παρακολούθησης.

Η Επιτροπή συνδράμει την ισπανική κυβέρνηση και τις ευεργετούμενες από την κοινή δράση περιοχές ή, ενδεχομένως, κάθε άλλη αρχή που καθορίζεται απ' αυτήν για την εξασφάλιση της αποτελεσματικής εκτέλεσης της κοινής δράσης.

Η Επιτροπή συνεδριάζει τουλάχιστον μία φορά ετησίως και στις συνεδριάσεις αυτές συμμετέχουν, ανάλογα με την περίπτωση, και εκπρόσωποι των ενδιαφερόμενων επαγγελματικών κλάδων.

Άρθρο 4

Οι επενδύσεις για τις οποίες παρέχονται κοινοτικές ενισχύσεις ιδίως στο πλαίσιο άλλων κοινών δράσεων κατά την έννοια του άρθρου 6 παράγραφος 1 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 729/70 δεν μπορούν να επωφεληθούν από τη χρηματοδοτική συνδρομή του Ταμείου στο πλαίσιο του παρόντος κανονισμού.

Άρθρο 5

1. Η διάρκεια της κοινής δράσης περιορίζεται σε 2 έτη που υπολογίζονται από την 1η Ιανουαρίου 1988.
2. Το προβλεπόμενο κόστος της κοινής δράσης με το οποίο επιβαρύνεται το Ταμείο ανέρχεται σε 11,2 εκατ. ECU για το χρονικό διάστημα που προβλέπεται στην παράγραφο 1.
3. Η συνδρομή του Ταμείου συνίσταται σε χορηγήσεις κεφαλαίου σε μία ή περισσότερες καταβολές.
4. Η συνδρομή του Ταμείου ανέρχεται στο 35% του κόστους υλοποίησης των εργασιών και των μέτρων που προβλέπονται στο άρθρο 2 στο όριο του ακόλουθου συνολικού επιλέξιμου κόστους: - -

(1) ΕΕ αριθ. L 93, 4.3.1985 σ.1.

- 12 εκατ. ECU για τα αγροτικά έργα υποδομής
 - 8 εκατ. ECU για τα αρδευτικά έργα με ένα μέγιστο ποσό 4.000 ECU ανά εκτάριο σε συνολικό όριο 2.000 εκταρίων,
 - 5 εκατ. ECU για την καταπολέμηση της διάβρωσης
 - 4,5 εκατ. ECU για τα έργα βελτίωσης των γεωργικών εδαφών
 - 2,5 εκατ. ECU για τα έργα που αφορούν τα κτίρια
5. Η συμβολή του κατόχου της εκμετάλλευσης θα ανέρχεται στο 10% τουλάχιστον· ωστόσο, κατά την έγκριση των προγραμμάτων που αναφέρονται στο άρθρο 3, η Επιτροπή θα μπορεί να δεχθεί παρεκκλίσεις αυτού του ανώτατου ποσοστού.
6. Κατά την έγκριση ενός ετήσιου προγράμματος, σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 3 παράγραφος 4, η Επιτροπή μπορεί να τροποποιεί τα χρηματοδοτικά όρια που προβλέπονται στην παράγραφο 4 χωρίς, ωστόσο, να υπερβαίνει το προβλεπόμενο κόστος που αναφέρεται στην παράγραφο 2 καθώς και το όριο της χρονικής διάρκειας που αναφέρεται στην παράγραφο 1 πάνω από έναν χρόνο.

Άρθρο 6

1. Με βάση την καταβολή ετήσιων δόσεων, μπορούν να χορηγούνται προκαταβολές για την πραγματοποίηση των εργασιών που προβλέπονται στο άρθρο 2 σε συνάρτηση με την πρόοδο των εργασιών.
2. Οι προκαταβολές δεν μπορούν να υπερβαίνουν το 80% μίας ετήσιας δόσης της κοινοτικής συμμετοχής στο κόστος των εργασιών που αναφέρονται στην παράγραφο 1.
3. Οι λεπτομέρειες εφαρμογής του παρόντος άρθρου θεσπίζονται σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 13 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 729/70.

Άρθρο 7

1. Οι καταβολές στο πλαίσιο της συνδρομής του Ταμείου καταβάλλονται στους οργανισμούς που ορίζονται για αυτόν τον σκοπό από την Ισπανία.
2. Κατά τη διάρκεια της χρονικής περιόδου παρεμβάσεως του Ταμείου, η αρχή ή ο οργανισμός που ορίζεται για τον σκοπό αυτό από το ενδιαφερόμενο κράτος μέλος, διαβιβάζει στην Επιτροπή, μετά από αίτησή της, όλα τα δικαιολογητικά στοιχεία και έγγραφα που αποδεικνύουν ότι πληρούνται οι χρηματοδοτικοί και άλλοι όροι που επιβάλλονται για κάθε πρόγραμμα. Εν ανάγκη, η Επιτροπή μπορεί να πραγματοποιήσει επιτόπιο έλεγχο.
Μετά από διαβουλεύσεις με την Επιτροπή του Ταμείου για τα δημοσιονομικά θέματα, μπορεί να αποφασισθεί η αναστολή, η μείωση ή η κατάργηση της συνδρομής του Ταμείου, σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 3 παράγραφος 4,
 - εάν η εκτέλεση του προγράμματος δεν είναι σύμφωνη με την προβλεπόμενη,
 - ή
 - εάν δεν τηρούνται ορισμένοι από τους επιβαλλόμενους όρους,τα ποσά των οποίων η καταβολή δεν δικαιολογήθηκε ή δεν δικαιολογείται θα αφαιρούνται από τις καταβολές που οφείλονται για τα έτη που ακολουθούν αυτή τη διαπίστωση.
3. Οι λεπτομέρειες εφαρμογής του παρόντος άρθρου θεσπίζονται σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 13 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 729/70.

Άρθρο 8

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την τρίτη ημέρα από τη δημοσίευσή του στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο,
Ο Πρόεδρος

ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΟ ΔΕΛΤΙΟ

σχετικά με : μία πρόταση κανονισμού του Συμβουλίου για τη θέσπιση επείγουσας κοινή δράσης που αφορά τις γεωργικές ζώνες των περιφερειών VALENCIA και MURCIA.

1. Κονδύλι : IIIB θέση : Τίτλος : ΕΓΤΠΕ: διάρθρωση του προϋπολογισμού που πρέπει να προβλεφθεί για το 1989.

2. Νομική βάση : Άρθρο 43 της συνθήκης

3. Κατάταξη : Υποχρεωτική δαπάνη /δαπάνη μη υποχρεωτική

4. Στόχοι του μέτρου και περιγραφή της ενέργειας : Αποκατάσταση και βελτίωση των αγροτικών έργων υποδομής των γεωργικών εδαφών και των κατοίκων των εκμεταλλεύσεων που υπέστησαν ζημιές ή καταστράφηκαν από τις πλημμύρες του 1987.

5. Τρόπος υπολογισμού :

5.1. Φύση της δαπάνης : επιδοτήσεις κεφαλαίου χορηγούμενες σε μία ή περισσότερες καταβολές

5.2. Ποσοστό της κοινοτικής χρηματοδότησης : 35% των επιλέξιμων δαπανών

5.3. Υπολογισμός :

- Αγροτικά έργα υποδομής	: 12,- εκατ. ECU	X 0,35 = 4,2 εκατ. ECU
- Άρδευση	: 8,- " "	X 0,35 = 2,8 " "
- Διάρθρωση	: 5,- " "	X 0,35 = 1,7 " "
- Βελτίωση των εδαφών	: 4,5 " "	X 0,35 = 1,6 " "
- Αποκατάσταση των κτιρίων	: 2,5 " "	X 0,35 = 0,9 " "
- Συνολικό κόστος που επιβαρύνει το ΕΓΤΠΕ:		11,2 εκατ. ECU

6. Δημοσιονομική επίπτωση επί των λειτουργικών πιστώσεων :

6.1. Χρονοδιάγραμμα των πιστώσεων αναλήψεων υποχρεώσεων και πληρωμών (εκ. ECU)

Οικονομικό έτος	Π.Α.Υ.	Π.Π.
19 88	-	-
19 89	11,2	4
19 90	-	5
19 91	-	2
19 92	-	0,2
Επόμενα οικον.έτη		-
Σύνολο	11,2	11,2

6.2. Χρηματοδότηση κατά το τρέχον οικονομικό έτος :

7. Παρατηρήσεις :

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(88) 284 final

Bruselas, 2 de junio de 1988

Propuesta de

REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece una acción común dirigida a la reconstitución de los olivares dañados por las heladas en determinadas regiones griegas en 1987

Propuesta de

REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

que modifica el Reglamento (CEE) nº 2511/69 por el que se prevén medidas especiales para la mejora de la producción y de la comercialización en el sector de los cítricos comunitarios

Propuesta de

REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece una acción común con carácter urgente en favor de las zonas agrarias de las Regiones de Valencia y Murcia (España)

(presentadas por la Comisión)

Propuesta de

REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece una acción común dirigida a
la reconstitución de los olivares dañados por las heladas en
determinadas regiones griegas en 1987

Propuesta de

REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

que modifica el Reglamento (CEE) nº 2511/69
por el que se prevén medidas especiales para la
mejora de la producción y de la comercialización en
el sector de los cítricos comunitarios

EXPOSE DES MOTIFS

1. Le 30.6.1987, lors de sa réunion pour la fixation des prix agricoles pour la campagne 1987/88, le Conseil, après avoir pris connaissance des séquelles d'une vague de froid sans précédent qui a frappé l'agriculture grecque en mars 1987, a pris acte des intentions de la Commission de lui soumettre des propositions adéquates en matière de structures en faveur de certaines productions particulièrement touchées comme celles des agrumes et des oliviers.
2. La présente proposition comporte une mesure nouvelle dans le domaine des oliveraies et une modification du règlement (CEE) n° 2511/69 concernant l'amélioration de la production et de la commercialisation dans le secteur des agrumes. L'utilisation de ce dernier facilitera l'encadrement tant opérationnel que financier des mesures proposées dans le secteur des agrumes en vue de rétablir la situation créée suite à la vague de froid de mars 1987.

Les deux actions proposées, malgré cette approche juridique différente, font partie d'un ensemble indissociable du fait que la vague de froid a frappé de la même façon la base productive dans les deux secteurs en question et que le rétablissement de la situation nécessite une action d'urgence, mesurée en termes de durée et de nature d'intervention, quasi identique dans les deux cas.

3. En matière d'oliveraies, la présente proposition vise l'adoption d'une action commune au sens de l'article 6 du règlement (CEE) n° 729/70 qui serait destinée à faciliter, avec le concours du FEOGA, section orientation, au moyen d'aides aux investissements et d'aides complémentaires, la reconstitution des oliveraies totalement ou partiellement détruites par le mauvais temps. L'action commune sera mise en oeuvre notamment dans les zones où les intempéries ont affecté au moins 50 % des superficies des oliveraies et où cette culture joue un rôle prépondérant dans l'activité agricole, l'équilibre écologique et le maintien du paysage. L'octroi des aides à la reconstitution est subordonné à certaines conditions ayant trait à des limites en termes de superficies ou de nombre d'arbres, en vue d'assurer le maximum d'efficacité des moyens mis à disposition et la cohérence de l'opération par rapport à la situation des marchés.

En outre, des conditions plus avantageuses en matière d'aides complémentaires sont prévues lorsque les opérations de reconstitution sont réalisées dans un cadre collectif.

L'action de reconversion des oliveraies endommagées vers d'autres productions a déjà été prévue dans le cadre des Programmes Intégrés méditerranéens (PIM)

pour la Grèce, pour un coût total éligible de 12,4 mio ECU dont 70 % à charge du budget communautaire (ligne 551); par conséquent, ce type d'action n'est pas visé par la présente proposition.

4. La durée de l'action commune est limitée à deux ans. Les dépenses à la charge du FEOGA, section orientation, s'étalent compte tenu de la nature de l'action commune, sur un certain nombre d'années à partir de 1989 pour un coût prévisionnel global de 73 mio ECUS; la répartition annuelle de ce montant est indiquée à la fiche financière jointe à cette proposition.
5. En ce qui concerne l'action en faveur des vergers d'agrumes endommagés, la présente proposition vise une adaptation du règlement (CEE) n° 2511/69. En vertu de ce règlement, tel que modifié par le règlement (CEE) n° 1204/82, la Grèce a mis en oeuvre un plan national prévoyant des mesures spéciales en vue de l'amélioration de la production et de la commercialisation des agrumes. En vertu de l'article 1er paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2511/69 les opérations éligibles doivent avoir été entamées jusqu'au 31.12.1988. Le gouvernement grec, conformément à l'article 2 de ce même règlement, a présenté son plan national qui a été approuvé par la Commission le 21.11.1983. En date du 31.12.1986 environ 20 % des superficies autorisées avaient été réalisées.
6. La vague de froid et les tempêtes de neige en mars 1987 ont détruit une grande partie des arbres, parmi lesquels ceux ayant déjà été reconvertis ou restructurés, et leurs greffons. Par conséquent, un délai supplémentaire de deux ans sera nécessaire, dans le cadre d'une action d'urgence, pour pouvoir entamer les opérations de reconversion et de restructuration retardées par les intempéries en utilisant les variétés préconisées par le plan, y compris les opérations déjà réalisées ou en cours de réalisation dans nombre de vergers qui ont été mis à l'épreuve du froid.
Pour ce dernier cas il sera nécessaire de pouvoir octroyer de nouveau les aides pour la réalisation des travaux, ainsi que l'aide complémentaire en cas de reconversion, lorsque cette aide a été déjà octroyée pour une ou plusieurs années en liaison avec les opérations de reconversion réalisées les années antérieures aux gels.

7. Le dispositif de la proposition est complété par la possibilité donnée aux agrumiculteurs grecs de reconstituer leurs vergers endommagés lorsque la composition variétale de ces derniers correspondait déjà avant les intempéries de mars 1987 aux exigences des consommateurs, afin de les aider à préserver leur potentiel de production tout en étant en conformité avec les exigences du marché en matière de qualité.
Pour ce type d'opération un délai de deux ans sera également nécessaire.
8. La modification proposée ne nécessitera pas de revision du coût prévisionnel retenu à l'article 3 du règlement (CEE) n° 1204/82 modifiant le règlement (CEE) n° 2511/69, et sera réalisée à l'intérieur de ce montant.

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece una acción común dirigida a
la reconstitución de los olivares dañados por las heladas en
determinadas regiones griegas en 1987

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea, y, en particular, su artículo 43,

Vista la propuesta de la Comisión (1),

Visto el dictamen del Parlamento Europeo (2),

Considerando que para alcanzar los objetivos de la política agrícola común, contemplados en las letras a) y b) del apartado 1 del artículo 39 del Tratado, es necesario contribuir a la mejora de las estructuras agrarias de las regiones particularmente expuestas a graves problemas;

Considerando que algunas heladas de intensidad y duración excepcionales, sufridas por determinadas regiones de Grecia, destruyeron u ocasionaron graves daños a los olivos y que estos daños son más importantes en determinadas zonas expuestas;

Considerando que, especialmente en esas zonas, el cultivo del olivo constituye la única posibilidad económica de ocupación del suelo y que, por consiguiente, conviene estimular, bajo determinadas condiciones, la reconstitución de los olivares con el fin de permitir la prosecución de la actividad agraria y, al mismo tiempo, evitar los riesgos de erosión y de desorden hidráulico, protegiendo el medio ambiente y conservando la integridad del paisaje;

(1) DO n° C ...

(2) DO n° C ...

Considerando que es conveniente que dicho estímulo adopte la forma de un régimen de ayuda a las inversiones, acompañado de una ayuda complementaria que permita compensar la pérdida de renta de los oleicultores, teniendo en cuenta, al mismo tiempo, las condiciones específicas que deban reunir los beneficiarios;

Considerando que, al mismo tiempo, la reconstitución de los olivares debería favorecer la mejora de la competitividad mediante la reducción de los costes de producción; que, por lo tanto, es conveniente, respetando las estructuras existentes en Grecia, prever condiciones más ventajosas cuando la reconstitución se realice en el marco de un plan colectivo que abarque varias explotaciones;

Considerando que la reconstitución de los olivares debe garantizar el mantenimiento de un elevado nivel de calidad o una mejora cualitativa mediante la utilización de las mejores variedades, en el caso de que el nivel cualitativo no sea todavía satisfactorio;

Considerando que, para garantizar a esas medidas la mayor eficacia posible, es necesario integrarlas en un programa de reconstitución de los olivares elaborado por Grecia;

Considerando que es conveniente prever que el citado conjunto de medidas constituya una acción común con arreglo al artículo 6 del Reglamento (CEE) nº 729/70 del Consejo, de 21 de abril de 1970, sobre la financiación de la política agrícola común (3), cuya última modificación la constituye el Reglamento (CEE) nº 3183/87 (4); que la Comunidad debe financiar el 40% de los gastos ocasionados a Grecia, habida cuenta de las limitadas disponibilidades financieras de dicho Estado miembro,

(3) DO nº L 94 de 28.04.1970, p. 13

(4) DO nº L 304 de 27.10.1987, p. 1

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO :

Artículo 1

1. En virtud de lo dispuesto en el artículo 6 del Reglamento (CEE) nº 729/78, se establece, con carácter excepcional, una acción común para reparar los daños causados por las heladas durante el invierno de 1986/1987 en el sector de la oleicultura de Grecia.
2. La acción común se aplicará en las zonas en que :
 - la oleicultura constituya una parte importante de la producción agraria, y
 - al menos el 50% de los olivos hayan sido gravemente dañados por las heladas durante el invierno de 1986/1987. No obstante, las explotaciones que se beneficien de las medidas destinadas a la reconstitución de los olivares deberán haber sufrido daños importantes en, por lo menos, el 20% de sus olivos.

En el Anexo se recoge la lista de las regiones cuyas zonas pueden ajustarse a los criterios contemplados en el párrafo primero, sin perjuicio de las disposiciones previstas en el párrafo tercero.

De acuerdo con el procedimiento contemplado en el apartado 5 del artículo 2, la Comisión podrá decidir no aplicar, en casos excepcionales, el porcentaje del 50%, contemplado en el segundo guión del párrafo primero, cuando ello esté debidamente justificado por resultar difícil delimitar las zonas a causa de la gran diversidad del espacio.

3. De conformidad con lo dispuesto en el artículo 4, la Comunidad podrá conceder una contribución a la acción común financiando, a través del Fondo Europeo de Orientación y de Garantía Agrícola, Sección de Orientación, en lo sucesivo denominado "Fondo", medidas vinculadas :

- a) a la reconstitución, integrada en operaciones colectivas o individuales, de los olivares dañados por las heladas;
- b) a la ayuda concedida a los agricultores cuyos ingresos, incluidos los que, eventualmente, no procedan de la explotación, no rebasen un determinado umbral de prosperidad, que se definirá en el programa contemplado en el artículo 2, para la consecución de los objetivos vinculados a las operaciones contempladas en la letra a), siempre y cuando se reúnan las condiciones mencionadas en el artículo 3 y en el apartado 2 del artículo 4.

Artículo 2

1. El Gobierno griego elaborará antes del 1 de octubre de 1988 un programa en el que se incluirán las medidas más adecuadas para la realización de las acciones contempladas en el artículo 1.

El programa deberá facilitar, en particular, la siguiente información :

- descripción de la situación existente, importancia regional de la oleicultura en términos de producto agrario bruto, naturaleza de los daños causados por las heladas e indicación de su distribución regional,
- definición de las medidas de control destinadas a garantizar que las ayudas a la reconstitución de los olivares concedidas a los oleicultores que hayan sufrido los daños contemplados en el apartado 1 del artículo 1 se ajustan a los criterios establecidos en el apartado 2 de dicho artículo,
- en caso de reconstitución colectiva : zona de reconstitución y variedades recomendadas para cada región, plan rector obligatorio para todos los agricultores que participen en la misma, medidas auxiliares, referidas especialmente a los trabajos de mejora del suelo y de drenaje, vinculados a los trabajos de reconstitución colectiva,
- en caso de reconstitución individual : zonas prioritarias de reconstitución de los olivares y variedades recomendadas para cada región, normas mínimas que deberán aplicarse para garantizar la mejora de las condiciones de la explotación,

- importe de la ayuda que debe concederse al agricultor según los diferentes métodos de reconstitución, ya sea colectiva o bien individual, y la productividad de los olivos que vayan a reconstituirse, así como en función de la situación económica del agricultor en lo que se refiere a la ayuda contemplada en la letra b) del apartado 3 del artículo 1,
 - estimación de los costes previstos, desglosados por tipos de medidas, justificación económica y medios financieros indispensables, con indicación del ritmo de los gastos previstos,
 - medidas adoptadas para garantizar la financiación del programa y de la ayuda en favor de los oleicultores en un plazo apropiado.
2. El Gobierno griego transmitirá a la Comisión el programa y sus posibles actualizaciones.
 3. A instancias de la Comisión, Grecia facilitará los elementos suplementarios de apreciación relativos a los datos exigidos en virtud del apartado 1.
 4. La duración del programa deberá ser, como mínimo, igual a la de la acción común.
 5. La Comisión aprobará el programa y todas sus posibles actualizaciones de acuerdo con el procedimiento previsto en el artículo 25 del Reglamento (CEE) nº 797/85 del Consejo (5), previa consulta al Comité del Fondo sobre los aspectos financieros.

Artículo 3

1. A los efectos del presente Reglamento, se entenderá por "operaciones de reconstitución colectiva de los olivares" cualquier medida de reconstitución realizada por agricultores en el marco de un convenio obligatorio entre los agricultores que participen en dicha medida y las autoridades encargadas de su aplicación.

(5) DO nº L 93 de 30.03.1985, p. 1

Cualquier operación de reconstitución colectiva deberá, como mínimo, referirse a 5000 olivos e interesar a 25 agricultores que pertenezcan a una cooperativa oleícola, a una agrupación de productores oleícolas o a otras asociaciones reconocidas con una orientación comparable, que elaborarán las medidas necesarias para la reconstitución y estarán autorizadas para establecer normas ulteriores con el fin de garantizar que se siguen las orientaciones contempladas en el apartado 3.

De acuerdo con el procedimiento previsto en el apartado 5 del artículo 2, la Comisión podrá, en casos excepcionales, fijar un número de árboles que deban reconstituirse o un número de agricultores agrupados en una medida colectiva inferiores a los contemplados en el párrafo segundo, cuando la necesidad de tal reducción esté debidamente justificada sobre la base del programa.

2. A los efectos del presente Reglamento, se entenderá por "operaciones individuales de reconstitución de los olivares" cualquier medida de reconstitución realizada por agricultores que se refiera, como mínimo, a 50 olivos o a 0,3 hectáreas por explotación.

Grecia establecerá las normas necesarias para garantizar que se siguen las orientaciones contempladas en el apartado 3.

3. Las operaciones subvencionables de reconstitución de los olivares deberán:
 - a) contribuir a la restauración del paisaje caracterizado por el patrimonio oleícola, garantizar la protección del medio ambiente, la consolidación del suelo y la regularidad del régimen hidráulico;
 - b) contribuir a la mejora duradera de las condiciones de trabajo en las explotaciones agrarias interesadas, que permita a su vez la mejora de los ingresos;
 - c) ofrecer una garantía suficiente por lo que se refiere a la eficacia económica;

- d) garantizar el mantenimiento de un elevado nivel de calidad o, en caso de que el nivel no sea todavía satisfactorio, una mejora de la calidad de los productos de la oleicultura;
- e) garantizar que el volumen medio de producción de aceite de oliva no sea superior al registrado antes de las heladas.

Artículo 4

1. El Fondo subvencionará los gastos derivados de la aplicación de las medidas previstas en la letra a) del apartado 3 del artículo 1 hasta un importe máximo de :

- 4.300 ECUs por hectárea en caso de reconstitución total
o
- 13 ECUs por árbol en caso de que la reconstitución afecte únicamente a una parte importante de la superficie de que se trate, resultante de la aplicación conjunta de los parámetros establecidos en el segundo guión del párrafo primero del apartado 2 del artículo 1 y en los apartados 1 y 2 del artículo 3.
y
- 11 ECUs por árbol en caso de que la reconstitución se realice mediante aserradura en la base del tronco
o
- 8 ECUs por árbol en caso de que la reconstitución se realice mediante aserradura de las ramas primarias y secundarias.

No obstante, las ayudas a la reconstitución contempladas en el párrafo primero no podrán sobrepasar los costes realmente ocasionados.

2. El Fondo subvencionará los gastos derivados de la ayuda contemplada en la letra b) del apartado 3 del artículo 1 con 3 ECUs como promedio por año y por árbol, hasta un límite máximo de 5 hectáreas o de 1500 árboles por explotación individual. Dicha ayuda se concederá por un período máximo de:
 - 5 años en caso de replantación o de aserradura en la base del tronco,
 - 3 años en caso de aserradura de las ramas primarias.

La ayuda podrá escalonarse de forma decreciente.

En el caso de reconstitución mediante aserradura de las ramas secundarias únicamente, el Fondo subvencionará los gastos derivados de la ayuda contemplada en la letra b) del apartado 3 del artículo 1 con 5 ECU como importe total máximo por árbol, hasta un límite de 5 hectáreas o de 1.500 árboles por explotación individual.

No obstante, en el caso de operaciones de reconstitución colectiva de los olivares, el importe contemplado en los párrafos primero y tercero podrá incrementarse un 20%.

3. El Fondo reembolsará a Grecia el 40% de los gastos subvencionables contemplados en los apartados 1 y 2. No obstante, las operaciones de reconstitución contempladas en el apartado 1 se subvencionarán siempre y cuando el beneficiario contribuya con un 20% como mínimo a sufragar los costes totales.
4. El coste total previsto de la acción común con cargo al Fondo asciende a 73 millones de ECU.
5. El período de duración de la acción común será de dos años a partir de la aprobación del programa contemplado en el artículo 2 y terminará, en cualquier caso, el 31 de diciembre de 1990.

Artículo 5

Cuando se apruebe el programa contemplado en el artículo 2, la Comisión establecerá, de acuerdo con Grecia, las modalidades relativas a la información periódica sobre el desarrollo del programa.

Artículo 6

1. Las solicitudes de reembolso se referirán a los gastos efectuados por Grecia en el transcurso de un año natural y se presentarán a la Comisión antes del 1 de mayo del año siguiente.
2. La contribución del Fondo se decidirá de conformidad con lo dispuesto en el apartado 1 del artículo 7 del Reglamento (CEE) nº 729/70.

3. Podrán concederse anticipos para los trabajos materiales en función de las modalidades de financiación adoptadas por Grecia y del progreso de los trabajos materiales contemplados en la letra a) del apartado 3 del artículo 1.
4. Las modalidades de aplicación del presente artículo se adoptarán de acuerdo con el procedimiento previsto en el artículo 13 del Reglamento (CEE) nº 729/70.

Artículo 7

El presente Reglamento entrará en vigor el tercer día siguiente al de su publicación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo

Historical Archives of the European Commission

ANEXO

Ámbito geográfico de aplicación

Nomos de :

- Acaya
- Magnesia
- Eubea
- Laconia
- Arcadia
- Corintia
- Mesenia
- Ftiótida
- Lesbos
- Argólida

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

concernant : proposition de règlement du
Conseil instituant une action commune visant à la reconstitution des oliveraies
endommagées par le gel dans certaines régions grecques en 1987.

1. Ligne budgétaire : III B poste : 333 Intitulé : Secteur des fruits et des olives.

2. Base juridique : Article 43 du Traité.

3. Classification : Dépense obligatoire/~~DEPENSE OBLIGATOIRE~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Reconstitution des oliveraies par les
mesures appropriées selon le cas (arrachage et replantation, sciage à base
du tronc et des branches).

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : Remboursement des dépenses éligibles avec possibilité d'avances.

5.2 Part du financement communautaire : 40 % des dépenses nationales éligibles.

5.3 Calcul : voir annexe.

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Échéancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

Exercice	C.E./C.P.
1988	p.m.
1989	25
1990	25
1991	16
1992	4
exercices ultérieurs	3
Total	73

5.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations :

ANNEXE A LA FICHE FINANCIERE

Dépenses à la charge du FEOGA(0) en Mio ECU

1. Dépenses pour la reconstitution des oliviers par :

- arrachage-replantation	:	1.350.000 arbres	x	12 ECU	x	0,4	=	6,5 mio
- sciage à la base du tronc	:	2.500.000 "	x	10 "	x	0,4	=	10,0 mio
- sciage des branches premières	:	2.600.000 "	x	7 "	x	0,4	=	7,3 mio
- sciage des branches secondaires	:	6.100.000 "	x	6 "	x	0,4	=	14,6 mio
								<u>38,4 mio</u>

2. Dépenses pour l'aide complémentaire :

- en cas de replantation ou de sciage du tronc :
a) 3.850.000 arbres x 0,85* x 13 ECU x 0,4 = 17,0 mio

- en cas de sciage des branches premières :
b) 2.600.000 arbres x 0,85* x 8 ECU x 0,4 = 7,1 mio

- en cas de sciage des branches secondaires:
c) 6.100.000 arbres x 0,85* x 4 ECU x 0,4 = 8,3 mio
32,4 mio

3. Dépenses supplémentaires résultant de l'augmentation de 20 % de l'aide complémentaire en cas de reconstitution collective

a) 3.850.000 arbres x 0,85* x 0,25** x 2,6 ECU x 0,4 = 0,9 mio

b) 2.600.000 arbres x 0,85* x 0,25** x 1,6 ECU x 0,4 = 0,4 mio

c) 6.100.000 arbres x 0,85* x 0,25** x 0,8 ECU x 0,4 = 0,4 mio
1,7 mio

4. Dépenses totales : 72,5 mio ECU

* taux d'éligibilité effective, compte tenu de l'application d'un seuil de prospérité pour l'octroi de cette aide.

** taux de participation au schéma collectif.

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

que modifica el Reglamento (CEE) nº 2511/69, por el que se prevén
medidas especiales para la mejora de la producción y
comercialización en el sector de los cítricos comunitarios

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea, y, en particular, su artículo 43,

Vista la propuesta de la Comisión (1),

Visto el dictamen del Parlamento Europeo (2),

Considerando que, en virtud del Reglamento (CEE) nº 2511/69 del Consejo, (3), cuya última modificación la constituye el Reglamento (CEE) nº 3138/86 (4), Grecia ha aplicado el plan por el que se prevén medidas especiales para la mejora de la producción y de la comercialización de los cítricos, de conformidad con el programa aprobado por la Comisión el 21 de noviembre de 1983;

Considerando que, especialmente en determinadas regiones de Grecia, las plantaciones de cítricos fueron destruidas o gravemente dañadas durante el invierno de 1986/1987 por algunas heladas de intensidad y duración excepcionales, que comprometieron en gran medida los resultados y los progresos del plan que se estaba aplicando; que, por lo tanto, es conveniente estimular, bajo determinadas condiciones, el restablecimiento de las mencionadas plantaciones a fin de que pueda proseguirse la actividad agraria en las regiones afectadas;

(1) DO nº C

(2) DO nº C

(3) DO nº L 318 de 18.12.1969, p. 1

(4) DO nº L 292 de 16.10.1986, p. 5

Considerando que dicho restablecimiento debe garantizar el mantenimiento de un elevado nivel de calidad o una mejora cualitativa mediante la utilización de las mejores variedades, en caso de que el nivel cualitativo no se ajuste todavía a las exigencias de los consumidores; que, por lo tanto, es conveniente llevar a cabo el restablecimiento de las plantaciones dañadas mediante operaciones de reconversión, en caso de que las variedades existentes antes de las heladas no respondieran a las exigencias de los consumidores;

Considerando que las malas condiciones meteorológicas impidieron a algunos citricultores griegos iniciar las operaciones de reconversión y de reestructuración previstas en el plan aprobado por la Comisión; que, por lo tanto, es conveniente ofrecerles la posibilidad de iniciar cuando resulte oportuno tales operaciones;

Considerando que las heladas destruyeron un porcentaje importante de árboles a los que ya se habían aplicado operaciones de reconversión o de nuevas plantaciones ya instaladas como consecuencia de las operaciones de reestructuración, o a las que se estaban aplicando tales operaciones, así como de injertos destinados a la realización del plan y que, por consiguiente, es preciso iniciar nuevas operaciones; que, por lo tanto, es preciso adaptar las ayudas concedidas para tales operaciones a fin de tomar en consideración los daños ocasionados;

Considerando que para mejorar la situación creada como consecuencia de las heladas es conveniente prever medidas de urgencia que supongan la concesión de un plazo suplementario de dos años y la subsiguiente adaptación del plan aplicado por Grecia;

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO :

Artículo 1

El Reglamento (CEE) nº 2511/69 quedará modificado como sigue:

1) El artículo 1 quedará modificado como sigue:

i) se añadirá al apartado 2 el siguiente párrafo :

"No obstante, la fecha contemplada en el párrafo primero se prorrogará por un período de dos años por lo que respecta a la aplicación de las disposiciones previstas en el apartado 4".

ii) se añadirán los siguientes apartados :

"4. En Grecia:

- a) cuando las plantaciones de cítricos hayan sido dañadas por las heladas del invierno de 1986/87, las ayudas contempladas en el párrafo primero del apartado 1 y en el apartado 3 podrán concederse para las operaciones contempladas en las letras a), c) y d) del apartado 1 que se inicien hasta el 31 de diciembre de 1990;
- b) en el caso de las plantaciones de cítricos a las que se hayan aplicado, hasta el invierno 1986/87, las operaciones contempladas en las letras a), c) y d) del apartado 1, las ayudas contempladas en el párrafo primero del apartado 1 y en el apartado 3 podrán concederse de nuevo cuando dichas operaciones deban reiniciarse como consecuencia de las citadas heladas y hasta el 31 de diciembre de 1990;
- c) las ayudas contempladas en el párrafo primero del apartado 1 y en el apartado 3 podrán concederse para las operaciones de reconstitución de los árboles dañados por las heladas del invierno de 1986/87, las cuales deberán iniciarse hasta el 31 de diciembre de 1990 en el caso de plantaciones de cítricos cuyas variedades ya respondían antes de las heladas a las exigencias de los consumidores y cuando dichas operaciones de reconstitución se realicen mediante :
 - arranque y replantación de las mismas variedades existentes antes de las heladas o de otras variedades de cítricos que respondan a las exigencias de los consumidores,

- aserradura del tronco o de las ramas primarias o secundarias y sobreinjerto de las mismas variedades existentes antes de las heladas o de otras variedades de cítricos que respondan a las exigencias de los consumidores,

así como las ayudas relativas a las medidas contempladas en la letra d) del apartado 1, en la medida necesaria para la realización de las operaciones de reconstitución.

5. El FEOGA únicamente subvencionará las ayudas relativas a las operaciones contempladas en el apartado 4 cuando la superficie de árboles de cítricos dañados por las heladas corresponda como mínimo al 20% de la superficie con cultivos de cítricos existente en la explotación antes de las heladas."

2) El artículo 2 quedará modificado como sigue:

- i) el principio del párrafo tercero se sustituirá por el texto siguiente:

"Los Estados miembros interesados elaborarán el 30 de abril de 1983, a más tardar, y por lo que respecta a la aplicación de las disposiciones previstas en el apartado 4 del artículo 1, el 30 de septiembre de 1988, a más tardar, un plan..."

- ii) se insertará después del párrafo cuarto el siguiente párrafo :

"El plan establecido en aplicación de las disposiciones previstas en los apartados 4 y 5 del artículo 1 incluirá, en particular, además de los elementos contemplados en los párrafos tercero y cuarto, la localización de las zonas particularmente afectadas por las malas condiciones meteorológicas, la importancia de los daños causados, el número de explotaciones afectadas, la extensión de las superficies que puedan beneficiarse de las ayudas relativas a las operaciones contempladas en el apartado 4 del artículo 1, incluidas las variedades existentes en las plantaciones a las que se aplican tales operaciones, y las medidas de control destinadas a garantizar que las ayudas

concedidas a los citricultores que se hayan visto afectados por las heladas se ajusten a los criterios contemplados en el apartado 5 del artículo 1".

3) En el apartado 1 del artículo 3 se añadirá la siguiente letra :

"d) en lo que se refiere a las medidas contempladas en la letra c) del apartado 4 del artículo 1 :

- a reconstituir las plantaciones de cítricos dañados por las heladas, mediante el mantenimiento de las variedades existentes en las explotaciones o mediante una selección adecuada de otras variedades que se adapten a las exigencias de los consumidores,
- a permitir la racionalización de los medios de producción contemplada en el segundo guión de la letra a) del apartado 1, cuando el nivel de dicha racionalización no sea todavía satisfactorio".

4) El artículo 4 quedará modificado como sigue:

i) en el apartado 1 se insertará después del párrafo segundo el siguiente párrafo :

"No obstante, por lo que respecta a la aplicación de las disposiciones de las letras a) y b) del apartado 4 del artículo 1, la cifra prevista en el segundo guión del párrafo primero se reducirá a 20%".

ii) se insertará el siguiente apartado :

"2 bis.. En lo que se refiere a la ayuda complementaria contemplada en el apartado 3 del artículo 1 para la aplicación de las disposiciones previstas en la letra c) del apartado 4 del artículo 1, se aplicarán las condiciones contempladas en el párrafo primero del apartado 1, con excepción del porcentaje del 40% contemplado en el segundo guión de dicho párrafo".

iii) en el apartado 4 se añadirá al párrafo primero el texto siguiente:

"...o de las operaciones realizadas en virtud de las disposiciones previstas, en la letra c) del apartado 4 del artículo 1".

5) El artículo 5 quedará modificado como sigue:

i) en el apartado 1 se añadirá al primer guión el texto siguiente:

"... así como por la medida contemplada en la letra c) del apartado 4 del artículo 1".

ii) el apartado 2 se sustituirá por el texto siguiente:

"2. El FEOGA, Sección de Orientación, reembolsará a los Estados miembros el 50% del importe de los gastos ocasionados por las medidas contempladas en el apartado 1 del artículo 1, por el pago de la ayuda complementaria prevista en el apartado 3 de dicho artículo y por las medidas contempladas en la letra c) del apartado 4 del mismo artículo".

Artículo 2

El presente Reglamento entrará en vigor el tercer día siguiente al de su publicación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo

FICHE FINANCIERE

concernant : proposition de règlement du

Conseil modifiant le R. (CEE) n° 2511/69 prévoyant des mesures spéciales en vue de l'amélioration de la production et de la commercialisation dans le secteur des agrumes communautaires.

1. Ligne budgétaire : IIIB poste : 333 intitulé : Secteur des fruits et des olives.

2. Base juridique : Article 43 du Traité.

3. Classification : Dépense obligatoire/~~DEPENSE OBLIGATOIRE~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Prorogation de la durée de l'action de deux ans et prise de mesures adéquates pour la reconstitution des vergers d'agrumes touchés par le gel en 1987.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : Remboursement des dépenses nationales éligibles.

5.2 Part du financement communautaire : 50 % des dépenses nationales éligibles.

5.3 Calcul : (1)

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Échéancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

Exercice	C.E. / C.P.
1988	p.m.
1989	p.m.
1990	p.m.
1991	p.m.
1992	p.m.
exercices ultérieurs	p.m.
Total	p.m.

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations : (1) Les nouvelles mesures proposées seront mises en oeuvre par une modification du programme hellénique "agrumes" adopté en 1983. Etant donné que le taux de réalisation du programme a été inférieur à celui prévu lors de l'établissement de son coût estimatif (83 mio ECU), le financement de ces nouvelles mesures peut être effectué à l'intérieur du coût estimatif initial et, par conséquent, la modification n'entraîne pas des dépenses supplémentaires à charge du FEOGA(0).

Propuesta de

REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece una acción común
con carácter urgente en favor de las zonas agrarias de las Regiones
de Valencia y Murcia (España)

EXPOSE DES MOTIFS

1. Lors de la session du Conseil des Ministres de l'Agriculture des 16/17/18 novembre 1987, le représentant de la Commission, suite à la déclaration du Ministre espagnol de l'agriculture, a précisé que son institution était disposée à étudier les problèmes subsistants suite aux dégâts causés sur le plan agricole par les inondations qui ont affecté certaines régions du sud de l'Espagne (régions de Valencia et Murcia) au début du mois de novembre 1987.

L'examen de la situation, et spécifiquement l'importance des dégâts occasionnés dans les régions sinistrées requièrent, comme dans des cas similaires, et dans un esprit de solidarité, un engagement financier de la Communauté. Pour cette raison, la Commission propose au Conseil la mise en oeuvre d'une action commune, au sens de l'article 6 du règlement (CEE) No 729/70 en faveur de ces régions.

2. L'action commune vise, sous forme d'aides aux investissements, à faciliter avec le concours financier du FEOGA-Orientation :

- la reconstitution et l'amélioration des infrastructures agricoles telles que électrification, voirie rurale, adduction en eau potable, irrigation collective et individuelle (en respectant les orientations de la PAC) ;
- la protection des sols contre l'érosion ;
- la reconstitution et amélioration des sols agricoles (dépierrage, nivellement, nettoyage, reconstitution de la couche de terre arable, premier ensemencement, replantation d'arbres fruitiers ...)
- la reconstitution et l'amélioration des bâtiments des exploitations.

Les dégâts nécessitent une reconstitution à bref délai. C'est pourquoi l'action commune sera mise en oeuvre sous forme de programmes annuels de réalisation comportant les mesures les plus adéquates telles qu'elles sont visées ci-dessus et établies par le gouvernement espagnol ou les autorités régionales compétentes.

Un comité de suivi, se réunissant au moins une fois par an et où siégeront des représentants de l'Etat espagnol, de la Commission et, le cas échéant, des milieux professionnels concernés sera chargé de veiller à l'exécution efficace de l'action commune.

En soulignant la nécessité d'une intervention très prompte, la durée de l'action serait limitée à 2 ans, pouvant être éventuellement prorogée d'une année. Les dépenses prévisionnelles à charge du FEOGA-Orientation seraient de 11,2 millions d'Ecus.

Historical Archives of the European Commission

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece una acción común
con carácter urgente en favor de las zonas agrarias de las regiones
de Valencia y Murcia (España)

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, su artículo 43,

Vista la propuesta de la Comisión (1),

Visto el dictamen del Parlamento (2),

Considerando que, para alcanzar los objetivos de la política agrícola común, contemplados en las letras a) y b) del apartado 1 del artículo 39 del Tratado, es necesario contribuir a la mejora de las estructuras agrarias en las regiones particularmente expuestas a graves problemas;

Considerando que las inundaciones acaecidas en las regiones de Murcia y Valencia entre los días 2 y 5 de noviembre de 1987 destruyeron o dañaron gravemente la infraestructura rural, así como determinados aperos de la producción agraria, incluidas las viviendas situadas en dichas regiones;

Considerando que las inundaciones, al desplazar la capa de tierra arable, dañaron en algunos casos las tierras agrícolas afectadas;

Considerando que en las zonas más siniestradas es conveniente fomentar y acelerar la reconstitución de las inversiones que han sido dañadas o destruidas;

Considerando que los datos que el Gobierno español facilitó a la Comisión demuestran que la amplitud y la gravedad de los daños que se han registrado van más allá de las posibilidades financieras de las regiones y del Estado miembro afectados; que, por lo tanto, la Comunidad debe concretar su solidaridad en medidas excepcionales de urgencia, para permitir que se reconstituyan y mejoren en un plazo de tiempo razonable las inversiones dañadas o destruidas;

Considerando que es conveniente conceder dicha ayuda en el marco de las medidas encaminadas a la reconstitución y mejora de las inversiones dañadas o destruidas;

Considerando que, con el fin de garantizar una mayor eficacia y una aplicación a muy corto plazo de dichas medidas, es conveniente que se inscriban en un programa de acción anual, que las autoridades regionales deberán establecer, y que el Gobierno de España deberá remitir;

Considerando que es conveniente prever la posibilidad de prorrogar por un año la duración de dicha acción común para el caso de que por alguna dificultad imprevista no se realizaran los progresos con que en principio se cuenta;

(1) DO

(2) DO

Considerando que es conveniente hacer que este conjunto de medidas constituya una acción común en el sentido definido en el artículo 6 del Reglamento (CEE) nº 729/70 del Consejo, de 21 de abril de 1970, sobre la financiación de la política agrícola común (3), cuya última modificación la constituye el Reglamento (CEE) nº 3183/87 (4);

Considerando que una intervención del Fondo en forma de subvención, con un capital equivalente al 35% de los gastos ocasionados para subsanar los daños, constituye una participación adecuada de la Comunidad en los esfuerzos de solidaridad que la limitada disponibilidad financiera de España hace necesarios;

Historical Archives of the European Commission

(3) DO nº L 94 de 28.4.1970, p. 13

(4) DO nº L 304 de 27.10.1987, p. 1

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

Con el fin de acelerar y facilitar la reconstitución y la mejora de las inversiones dañadas o destruidas por las inundaciones acaecidas en noviembre de 1987 en las Comunidades Autónomas de Valencia y Murcia, se establece una acción excepcional con carácter urgente en favor de la agricultura en dichas regiones. Tal acción constituye una acción común en el sentido del artículo 6 del Reglamento (CEE) nº 729/70.

Artículo 2

Tal y como se establece en el artículo 4, la Comunidad podrá conceder, en el marco de la acción común, una ayuda consistente en la financiación, con cargo a la Sección de Orientación del Fondo Europeo de Orientación y de Garantía Agrícola, en lo sucesivo denominado "Fondo", de las siguientes medidas relacionadas con:

- a) la reconstitución y la mejora de infraestructuras agrarias del tipo:
 - electrificación y conducción de agua potable en las explotaciones agrarias y localidades cuyos habitantes tengan como medio principal de vida la agricultura;
 - reconstrucción y mejora de los pozos, cuando no existan redes de distribución de agua potable;
 - reconstrucción y mejora de los caminos de explotación y de comunicación utilizados fundamentalmente en agricultura y silvicultura.
- b) la reconstitución y mejora de las infraestructuras de riego, incluidos los manantiales privados, siempre y cuando con ello se garantice una mejor orientación de la producción hacia las exigencias de la política agrícola común;
- c) la protección del suelo contra la erosión, incluida la nueva construcción de pequeños depósitos de agua, diques y cortavientos, la consolidación del lecho de los ríos, así como la plantación de especies vegetales aptas para mejorar la capacidad de retención del suelo o de resistencia al viento;
- d) la reconstitución y mejora de las tierras agrícolas, donde se incluye despedregarlas, nivelarlas y limpiarlas, así como con la reconstitución de la capa de tierra arable, primera siembra, cuando se trate de pastos, y replantación de árboles frutales;
- e) la reconstitución y mejora de los edificios situados en las explotaciones, incluidas las viviendas.

Artículo 3

1. Las autoridades designadas por España establecerán anualmente un programa específico de acción que incluya las medidas más adecuadas para la realización de las acciones que se contemplan en el artículo 2, y lo presentarán a la Comisión, a más tardar, durante el primer mes del año.
2. El programa deberá facilitar, en particular, los siguientes datos:
 - a) definición de las zonas geográficas que vayan a beneficiarse de la intervención durante el año de que se trate;
 - b) una descripción de los daños sufridos por cada sector, y las medidas que deberán tomarse con vistas a la reconstitución y mejora, así como los plazos para su realización;
 - c) las cuantías correspondientes a la ayuda pública, a la participación del beneficiario y a la cofinanciación de la Comunidad;
 - d) una valoración aproximada del número de hectáreas SAU y de los agricultores que se beneficiarán del programa;
 - e) una valoración aproximada de los costes en relación con los beneficios, cuando ello sea oportuno;
 - f) las medidas de coordinación, con todas las restantes medidas y disposiciones que puedan tener repercusiones en el desarrollo de la agricultura en las regiones afectadas;
 - g) cualquier otra información que la Comisión juzgue importante.
3. El programa contemplado en el apartado 1 deberá ir acompañado de un informe detallado sobre la evolución de las medidas llevadas a cabo a lo largo del año precedente.
4. El programa será aprobado con arreglo al procedimiento previsto en el artículo 25 del Reglamento (CEE) nº 797/85 del Consejo (5).
5. De común acuerdo entre la Comisión y el Gobierno español, se creará un Comité de seguimiento de la acción común.

El Comité asistirá al Gobierno español y a las regiones que se benefician de la acción común o, llegado el caso, a cualquier otra autoridad designada por aquél, con el fin de garantizar la ejecución eficaz de la acción común.

El Comité se reunirá, al menos, una vez al año y, si ello fuese necesario, en tales reuniones participarán también los representantes de los medios profesionales afectados.

Artículo 4

Las inversiones que se beneficien de una ayuda comunitaria particularmente en el marco de otras acciones comunes con arreglo al apartado 1 del artículo 6 del Reglamento (CEE) nº 729/70, no podrán beneficiarse de una contribución del Fondo en virtud del presente Reglamento.

Artículo 5

1. La duración de la acción común no podrá sobrepasar los 2 años, contados desde el 1º de enero de 1988.
2. Se prevé que el coste de la acción común, el cual correrá a cargo del Fondo, alcance los 11,2 millones de ECUs para el periodo de duración previsto en el apartado 1.
3. La ayuda del Fondo consistirá en contribuciones de capital, efectuadas en uno o varios pagos.
4. La contribución del Fondo ascenderá al 35% de los costes de realización de las obras y medidas contemplados en el artículo 2, dentro de los límites de los siguientes costes globales subvencionables:
 - 12 millones de ECUs, para las obras de infraestructura rural
 - 8 millones de ECUs, para las obras de riego, con un importe máximo de 4000 ECUs por hectárea, para un total de hasta 2000 hectáreas
 - 5 millones de ECUs, para la lucha contra la erosión
 - 4,5 millones de ECUs, para las obras de mejora de la superficie agraria
 - 2,5 millones de ECUs, para las obras relativas a edificaciones
5. La contribución del agricultor del terreno ascenderá, como mínimo, al 10%. No obstante, con ocasión de la aprobación de los programas contemplados en el artículo 3, la Comisión podrá permitir excepciones a este porcentaje mínimo.
6. Con ocasión de la aprobación de un programa anual, conforme al procedimiento establecido en el apartado 4 del artículo 3, la Comisión podrá modificar los límites financieros mencionados en el apartado 4, aunque sin sobrepasar el coste previsto en el apartado 2, ni en más de un año suplementario el límite de duración contemplado en el apartado 1.

Artículo 6

1. Sobre la base de la presentación de informes anuales, podrán concederse anticipos para la realización de las obras contempladas en el artículo 2, en función del estado de adelanto de dichas obras.
2. Los anticipos no podrán sobrepasar el 80% de la contribución comunitaria en los gastos correspondientes a una fase anual de las obras contempladas en el apartado 1.
3. Las modalidades de aplicación del presente artículo se establecerán con arreglo al procedimiento previsto en el artículo 13 del Reglamento (CEE) nº 729/70.

Artículo 7

1. Los pagos en concepto de contribución del Fondo se efectuarán a los organismos designados a este efecto por España.
2. Durante el periodo de intervención del Fondo, la autoridad u organismo designado al efecto por dicho Estado miembro remitirá a la Comisión, previa petición de ésta, todos los justificantes y documentos que permitan comprobar que se han cumplido tanto las condiciones financieras como aquellas otras que se exijan para cada programa en particular. Si fuese necesario, la Comisión podrá efectuar un control sobre el terreno.

Previa consulta al Comité del Fondo sobre los aspectos financieros, podrá tomarse la decisión de suspender, reducir o suprimir la contribución del Fondo, de acuerdo con el procedimiento previsto en el apartado 4 del artículo 3,

- en el caso de que no se ejecute el programa con arreglo a lo previsto, o
- en el caso de que no se cumplan algunas de las condiciones impuestas.

Las cantidades cuyo pago no estuviese justificado, se descontarán de los pagos correspondientes a los años siguientes a aquél en que esto se compruebe.

3. Las modalidades de aplicación del presente artículo se establecerán con arreglo al procedimiento previsto en el artículo 13 del Reglamento (CEE) nº 729/70

Artículo 8

El presente Reglamento entrará en vigor el tercer día siguiente al de su publicación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo

El Presidente

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du
Conseil instituant une action commune d'urgence en faveur des zones agricoles des
régions de Valencia et Murcia (Espagne).

1. Ligne budgétaire : III B poste : intitulé : FEOGA(0) : structure budgétaire à prévoir
au budget 1989.

2. Base juridique : Art. 43 du Traité.

3. Classification : Dépense obligatoire/Dépense non obligatoire

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Reconstitution et amélioration des infra-
structures rurales, des sols agricoles, des bâtiments et habitations des exploi-
tations qui ont été endommagés ou détruits par les inondations intervenues en
1987.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : Subventions en capital accordées en un ou plusieurs versements.

5.2 Part du financement communautaire : 35 % des coûts éligibles

5.3 Calcul :

- Infrastructure rurale	: 12,-	mio ECU	x 0,35	=	4,2	mio ECU
- Irrigation	: 8,-	"	"	x 0,35	=	2,8 "
- Erosion	: 5,-	"	"	x 0,35	=	1,7 "
- Amélioration des sols	: 4,5	"	"	x 0,35	=	1,6 "
- Reconstitution des bâtiments	: 2,5	"	"	x 0,35	=	0,9 "
- Coût total à charge du FEOGA(0) :						<u>11,2</u> mio ECU

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Echancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

Exercice	C.E.	C.P.
1988	-	-
1989	11,2	4
1990	-	5
1991	-	2
1992	-	0,2
exercices ultérieurs	-	-
Total	<u>11,2</u>	<u>11,2</u>

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations :

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(88) 284 final

Bruxelas, 2 de Junho de 1988

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que cria uma acção para a reconstituição dos olivais
danificados pelo gelo em determinadas regiões gregas em 1987

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que altera o Regulamento (CEE) nº 2511/69 que prevê medidas especiais
para melhorar a produção e a comercialização no sector
dos citrinos comunitários

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que institui uma acção comum de urgência
a favor das zonas agrícolas
nas regiões de Valência e Murcia (Espanha)

(Apresentadas pela Comissão)



Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que cria uma acção para a reconstituição dos olivais
danificados pelo gelo em determinadas regiões gregas em 1987

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que altera o Regulamento (CEE) nº 2511/69 que prevê medidas especiais
para melhorar a produção e a comercialização no sector
dos citrinos comunitários

EXPOSE DES MOTIFS

1. Le 30.6.1987, lors de sa réunion pour la fixation des prix agricoles pour la campagne 1987/88, le Conseil, après avoir pris connaissance des séquelles d'une vague de froid sans précédent qui a frappé l'agriculture grecque en mars 1987, a pris acte des intentions de la Commission de lui soumettre des propositions adéquates en matière de structures en faveur de certaines productions particulièrement touchées comme celles des agrumes et des oliviers.
2. La présente proposition comporte une mesure nouvelle dans le domaine des oliveraies et une modification du règlement (CEE) n° 2511/69 concernant l'amélioration de la production et de la commercialisation dans le secteur des agrumes. L'utilisation de ce dernier facilitera l'encadrement tant opérationnel que financier des mesures proposées dans le secteur des agrumes en vue de rétablir la situation créée suite à la vague de froid de mars 1987.

Les deux actions proposées, malgré cette approche juridique différente, font partie d'un ensemble indissociable du fait que la vague de froid a frappé de la même façon la base productive dans les deux secteurs en question et que le rétablissement de la situation nécessite une action d'urgence, mesurée en termes de durée et de nature d'intervention, quasi identique dans les deux cas.

3. En matière d'oliveraies, la présente proposition vise l'adoption d'une action commune au sens de l'article 6 du règlement (CEE) n° 729/70 qui serait destinée à faciliter, avec le concours du FEOGA, section orientation, au moyen d'aides aux investissements et d'aides complémentaires, la reconstitution des oliveraies totalement ou partiellement détruites par le mauvais temps. L'action commune sera mise en oeuvre notamment dans les zones où les intempéries ont affecté au moins 50 % des superficies des oliveraies et où cette culture joue un rôle prépondérant dans l'activité agricole, l'équilibre écologique et le maintien du paysage. L'octroi des aides à la reconstitution est subordonné à certaines conditions ayant trait à des limites en termes de superficies ou de nombre d'arbres, en vue d'assurer le maximum d'efficacité des moyens mis à disposition et la cohérence de l'opération par rapport à la situation des marchés.

En outre, des conditions plus avantageuses en matière d'aides complémentaires sont prévues lorsque les opérations de reconstitution sont réalisées dans un cadre collectif.

L'action de reconversion des oliveraies endommagées vers d'autres productions a déjà été prévue dans le cadre des Programmes Intégrés méditerranéens (PIM)

pour la Grèce, pour un coût total éligible de 12,4 mio ECU dont 70 % à charge du budget communautaire (ligne 551); par conséquent, ce type d'action n'est pas visé par la présente proposition.

4. La durée de l'action commune est limitée à deux ans. Les dépenses à la charge du FEOGA, section orientation, s'étalent compte tenu de la nature de l'action commune, sur un certain nombre d'années à partir de 1989 pour un coût prévisionnel global de 73 mio ECUS; la répartition annuelle de ce montant est indiquée à la fiche financière jointe à cette proposition.
5. En ce qui concerne l'action en faveur des vergers d'agrumes endommagés, la présente proposition vise une adaptation du règlement (CEE) n° 2511/69. En vertu de ce règlement, tel que modifié par le règlement (CEE) n° 1204/82, la Grèce a mis en oeuvre un plan national prévoyant des mesures spéciales en vue de l'amélioration de la production et de la commercialisation des agrumes. En vertu de l'article 1er paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2511/69 les opérations éligibles doivent avoir été entamées jusqu'au 31.12.1988. Le gouvernement grec, conformément à l'article 2 de ce même règlement, a présenté son plan national qui a été approuvé par la Commission le 21.11.1983. En date du 31.12.1986 environ 20 % des superficies autorisées avaient été réalisées.
6. La vague de froid et les tempêtes de neige en mars 1987 ont détruit une grande partie des arbres, parmi lesquels ceux ayant déjà été reconvertis ou restructurés, et leurs greffons. Par conséquent, un délai supplémentaire de deux ans sera nécessaire, dans le cadre d'une action d'urgence, pour pouvoir entamer les opérations de reconversion et de restructuration retardées par les intempéries en utilisant les variétés préconisées par le plan, y compris les opérations déjà réalisées ou en cours de réalisation dans nombre de vergers qui ont été mis à l'épreuve du froid.
Pour ce dernier cas il sera nécessaire de pouvoir octroyer de nouveau les aides pour la réalisation des travaux, ainsi que l'aide complémentaire en cas de reconversion, lorsque cette aide a été déjà octroyée pour une ou plusieurs années en liaison avec les opérations de reconversion réalisées les années antérieures aux gels.

7. Le dispositif de la proposition est complété par la possibilité donnée aux agrumiculteurs grecs de reconstituer leurs vergers endommagés lorsque la composition variétale de ces derniers correspondait déjà avant les intempéries de mars 1987 aux exigences des consommateurs, afin de les aider à préserver leur potentiel de production tout en étant en conformité avec les exigences du marché en matière de qualité.
Pour ce type d'opération un délai de deux ans sera également nécessaire.
8. La modification proposée ne nécessitera pas de revision du coût prévisionnel retenu à l'article 3 du règlement (CEE) n° 1204/82 modifiant le règlement (CEE) n° 2511/69, et sera réalisée à l'intérieur de ce montant.

Historical Archives of the European Commission

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que cria uma acção para a reconstituição dos olivais
danificados pelo gelo em determinadas regiões gregas em 1987

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia e, nomeadamente, o seu artigo 43º,

Tendo em conta a proposta da Comissão (1),

Tendo em conta o parecer do Parlamento Europeu (2),

Considerando que, para atingir os objectivos da política agrícola comum referidos no nº 1, alíneas a) e b), do artigo 39º do Tratado é necessário ajudar à melhoria das estruturas da agricultura nas regiões especialmente expostas a problemas graves;

Considerando que, em determinadas regiões da Grécia, os olivais foram destruídos ou seriamente danificados por geadas de intensidade e duração excepcionais e que estes estragos são mais importantes em determinadas zonas expostas;

Considerando que, nestas zonas, a cultura da oliveira constitui a única possibilidade económica de ocupação do solo e que, consequentemente, é conveniente incentivar, em determinadas condições, a reconstituição dos olivais, a fim de permitir a continuidade de uma actividade agrícola, evitando, simultaneamente, os riscos de erosão e de desordem hidráulica, de proteger o ambiente e de conservar a integridade da paisagem;

(1) JO nº C

(2) JO nº C

Considerando que é conveniente que este incentivo assuma a forma de regime de ajuda ao investimento acompanhado de uma ajuda complementar para compensar a perda de rendimento dos oleicultores, tendo em conta que os beneficiários devem satisfazer condições especiais;

Considerando que a reconstituição dos olivais deve, simultaneamente, contribuir para o aumento de competitividade através da redução dos custos de produção; que, por conseguinte, é conveniente prever, no respeito das estruturas existentes na Grécia, condições mais vantajosas quando a reconstituição for realizada no âmbito de um esquema colectivo que agrupe várias explorações;

Considerando que a reconstituição dos olivais deve assegurar a manutenção de um alto nível de qualidade ou uma melhoria qualitativa pela utilização das melhores variedades sempre que o nível qualitativo não for satisfatório;

Considerando que, para assegurar a sua maior eficácia, é necessário que estas medidas se insiram num programa de reconstituição dos olivais estabelecido pela Grécia;

Considerando que é conveniente prever que este conjunto de medidas constitua uma acção comum na acepção do artigo 6º do Regulamento (CEE) nº 729/70 do Conselho, de 21 de Abril de 1970, relativo ao financiamento da política agrícola comum (3), com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CEE) nº 3183/87 (4); que as despesas efectuadas pela Grécia devem ser financiadas pela Comunidade à razão de 40%, tendo em conta as limitadas disponibilidades financeiras do Estado-membro em causa,

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO:

Artigo 1º

1. Para remediar os estragos causados pelo gelo durante o Inverno de 1986/1987, na Grécia, no sector da oleicultura, é criada uma acção comum, na acepção do artigo 6º do Regulamento (CEE) nº 729/70, com carácter excepcional.

(3) JO nº L 94 de 28.4.1970, p. 13

(4) JO nº L 304 de 27.10.1987, p. 1

2. A acção comum é desenvolvida nas zonas em que:

- a oleicultura representa uma produção agrícola muito importante, e
- pelo menos 50% das oliveiras tenham sido gravemente danificadas pelo gelo durante o Inverno de 1986/1987. Todavia, as explorações que beneficiem das medidas relativas à reconstituição dos olivais devem ter sofrido estragos correspondentes a, pelo menos, 20% do número das suas oliveiras.

A lista das regiões cujas zonas podem responder aos critérios enunciados no primeiro parágrafo, sem prejuízo do disposto no terceiro parágrafo, consta do Anexo.

De acordo com o processo previsto no nº 5 do artigo 2º, a Comissão pode decidir não aplicar a taxa de 50% prevista no segundo travessão do primeiro parágrafo em casos excepcionais, quando a necessidade de tal derrogação for devidamente justificada dada a grande diversidade do espaço tornar difícil a delimitação das zonas.

3. Nos termos do artigo 4º, a Comunidade concede uma contribuição à acção comum ao financiar, através do Fundo Europeu de Orientação e Garantia Agrícola, secção Orientação, a seguir denominado "Fundo", medidas ligadas:

- a) À reconstituição, no âmbito de operações colectivas ou individuais, dos olivais afectados pelo gelo;
- b) À ajuda concedida aos agricultores cujos rendimentos, incluindo os eventualmente obtidos fora da exploração, não ultrapassem um determinado limiar de propriedade que será definido no programa referido no artigo 2º, para a realização dos objectivos ligados às operações referidas na alínea a), no respeito das condições enunciadas no artigo 3º e no nº 2 do artigo 4º.

Artigo 2º

1. O Governo grego estabelecerá, antes de 1 de Outubro de 1988, um programa que inclua as medidas mais adequadas para a realização das acções referidas no artigo 1º.

O programa deve fornecer, nomeadamente, as seguintes informações:

- descrição da situação existente, importância regional da oleicultura em termos de produto agrícola bruto, natureza dos estragos causados pelo gelo e indicação da sua distribuição regional,
- definição das medidas de controlo, que assegurem que as ajudas à reconstituição dos olivais concedidos aos oleicultores que sofreram os estragos referidos no n.º 1 do artigo 1.º respondem aos critérios estabelecidos no n.º 2 do mesmo artigo,
- em caso de reconstituição colectiva: zona de reconstituição e variedades recomendadas por região, plano director obrigatório para todos os agricultores participantes, medidas de acompanhamento, nomeadamente trabalhos de melhoramento do solo e de drenagem ligados aos trabalhos de reconstituição colectiva,
- em caso de reconstituição individual: zonas prioritárias de reconstituição dos olivais e variedades recomendadas por região, regras mínimas que devem ser aplicadas para assegurar a melhoria das condições de exploração,
- montante da ajuda a conceder ao agricultor de acordo com os diferentes métodos de reconstituição, quer colectiva, quer individual, e vocação de produção das oliveiras a reconstituir, bem como em função da situação económica do agricultor, no que diz respeito à ajuda referida no n.º 3, alínea b), do artigo 1.º,
- estimativa previsional dos custos, discriminados por tipo de medidas, justificação económica e meios financeiros indispensáveis com indicação do ritmo das despesas previstas,
- medidas tomadas para assegurar o financiamento do programa e da ajuda a favor dos oleicultores num prazo adequado.

2. O programa e a sua eventual actualização serão transmitidos à Comissão pelo Governo grego.

3. A pedido da Comissão, a Grécia fornecerá os elementos suplementares de apreciação relativos aos dados exigidos nos termos do nº 1.
4. A duração do programa deve ser pelo menos igual à da acção comum.
5. A Comissão aprovará o programa, bem como a sua eventual actualização, de acordo com o processo previsto no artigo 25º do Regulamento (CEE) nº 797/85 do Conselho (5) e após consulta do Fundo quanto aos aspectos financeiros.

Artigo 3º

1. Para efeitos do presente regulamento, entende-se por "operação de reconstituição colectiva dos olivais" qualquer acção de reconstituição realizada por agricultores no âmbito de uma convenção obrigatória entre os agricultores participantes nessa acção e a autoridade encarregada da execução.

Uma operação de reconstituição colectiva deve abranger, pelo menos, 5000 oliveiras e 25 agricultores pertencentes a uma cooperativa oleícola, a um agrupamento de produtores oleícolas ou a outras associações, reconhecidas para o efeito e com uma orientação comparável, que definam as medidas necessárias para a reconstituição. Estes organismos estão autorizados a fixar regras ulteriores, a fim de melhor assegurar as orientações definidas no nº 3.

De acordo com o processo previsto no nº 5 do artigo 2º, a Comissão pode, em casos excepcionais, fixar um número de árvores a reconstituir ou um número de agricultores agrupados numa acção colectiva inferior àqueles previstos no segundo parágrafo, quando a necessidade de uma redução for devidamente justificada com base no programa.

(5) JO nº L 93 de 30.3.1985, p.1.

2. Para efeitos do presente regulamento, entende-se por "operação individual de reconstituição dos olivais" qualquer acção de reconstituição realizada por agricultores que abranja, pelo menos, 50 oliveiras ou 0,3 ha por exploração.

A Grécia fixará as regras necessárias para um melhor cumprimento das orientações definidas no nº 3.

3. As operações elegíveis de reconstituição dos olivais devem:

- a) Contribuir para a restauração da paisagem caracterizada pelo património oleícola, assegurar a protecção do ambiente, a consolidação do solo e a regularidade do regime hidráulico;
- b) Contribuir para a melhoria duradoura das condições de trabalho nas explorações agrícolas em causa, permitindo, deste modo, a melhoria dos rendimentos de trabalho;
- c) fornecer garantias quanto à sua eficácia económica;
- d) garantir a manutenção de um alto nível de qualidade ou, quando o nível atingido não for ainda satisfatório, a melhoria da qualidade dos produtos da oleicultura;
- e) Assegurar que o volume médio de produção de azeite não exceda o registado antes do período dos estragos efectuados pelo gelo.

Artigo 4º

1. As despesas efectuadas no âmbito das medidas previstas no nº 3, alínea a), do artigo 1º são elegíveis, a título do Fundo, para um montante máximo de:
 - 4 300 ECUs por hectare, em caso de reconstituição total,
 - ou
 - 13 ECUs por árvore, no caso de a reconstituição apenas incidir sobre uma parte importante da superfície em causa, tal como esta resulta da consideração conjunta dos parâmetros fixados no nº 2, segundo travessão do primeiro parágrafo, do artigo 1º e nos nºs 1 e 2 do artigo 3º,

e

- 11 ECUs por árvore, no caso de a reconstituição se realizar por serragem do tronco na sua base,

ou

- 8 ECUs por árvore, no caso de a reconstituição se realizar por serragem dos ramos primários e secundários.

Todavia, as ajudas à reconstituição referidas no primeiro parágrafo não podem exceder os custos realmente verificados.

2. As despesas efectuadas no âmbito da ajuda referida no nº 3, alínea b), do artigo 1º são elegíveis, a título do Fundo, para um montante de 3 ECUs, em média, por ano e por árvore, até ao limite de 5 hectares ou de 1500 árvores por exploração individual, sendo esta ajuda concedida por um prazo máximo de :

- 5 anos, em caso de replantação ou de serragem do tronco na sua base,
- 3 anos, em caso de serragem dos ramos primários.

A ajuda pode ser escalonada degressivamente.

No caso de reconstituição por serragem dos ramos secundários unicamente, as despesas efectuadas no âmbito da ajuda referida no nº 3, alínea b) do artigo 1º são elegíveis, a título do Fundo, para um montante total máximo de 5 ECUs por árvore, até ao limite de 5 hectares ou de 1500 árvores por exploração individual. Todavia, no caso de operações de reconstituição colectiva dos olivais, o montante referido nos primeiro e terceiro parágrafos pode ser aumentado de 20%.

3. O Fundo reembolsa à Grécia 40% das despesas elegíveis referidas nos nºs 1 e 2. Todavia, a elegibilidade das operações de reconstituição referidas no nº 1 implicam uma participação mínima do beneficiário de 20% na cobertura dos custos totais.

4. O custo previsional total da acção comum a cargo do fundo eleva-se a 73 milhões de ECUs.

5. A acção comum tem uma duração de dois anos a contar da data da aprovação do programa referido no artigo 2º e terminará, em qualquer caso, em 31 de Dezembro de 1990.

Artigo 5º

Aquando da aprovação do programa referido no artigo 2º, a Comissão fixará de acordo com a Grécia, as modalidades da sua informação periódica sobre o desenrolar do programa.

Artigo 6º

1. Os pedidos de reembolso incidem sobre as despesas efectuadas pela Grécia no decurso de um ano civil e são apresentados à Comissão antes de 1 de Maio do ano seguinte.
2. A contribuição do Fundo é decidida nos termos do nº 1 do artigo 7º do Regulamento (CEE) nº 729/70.
3. Podem ser concedidos adiantamentos relativos aos trabalhos materiais, de acordo com as modalidades de financiamento adoptadas pela Grécia e em função do estado de adiantamento dos trabalhos materiais referidos no nº 3, alínea a), do artigo 1º.
4. As regras de execução do presente regulamento são adoptadas de acordo com o processo previsto no artigo 13º do Regulamento (CEE) nº 729/70.

Artigo 7º

O presente regulamento entra em vigor no terceiro dia seguinte ao da sua publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas, em

Pelo Conselho

ANEXO

Âmbito geográfico de aplicação

Departamentos de:

- Acaia
- Magnésia
- Eubeia
- Lacónia
- Arcádia
- Corinto
- Messénia
- Ftiótis
- Lesbos
- Argólida

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

concernant : proposition de règlement du
Conseil instituant une action commune visant à la reconstitution des oliveraies
endommagées par le gel dans certaines régions grecques en 1987.

1. Ligne budgétaire : III B poste : 333 intitulé : Secteur des fruits et des olives.

2. Base juridique : Article 43 du Traité.

3. Classification : Dépense obligatoire/~~CHIFFRE EN MILLIARDS DE DRAKES~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Reconstitution des oliveraies par les
mesures appropriées selon le cas (arrachage et replantation, sciage à base
du tronc et des branches).

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : Remboursement des dépenses éligibles avec possibilité d'avances.

5.2 Part du financement communautaire : 40 % des dépenses nationales éligibles.

5.3 Calcul : voir annexe.

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Echancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

<u>Exercice</u>	<u>C.E./C.P.</u>
1988	p.m.
1989	25
1990	25
1991	16
1992	4
exercices ultérieurs	<u>3</u>
Total	<u>73</u>

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observation :

ANNEXE A LA FICHE FINANCIERE

Dépenses à la charge du FEOGA(O) en Mio ECU

1. Dépenses pour la reconstitution des oliviers par :

- arrachage-replantation	: 1.350.000 arbres	x 12 ECU	x 0,4	= 6,5 mio
- sciage à la base du tronc	: 2.500.000 "	x 10 "	x 0,4	= 10,0 mio
- sciage des branches premières	: 2.600.000 "	x 7 "	x 0,4	= 7,3 mio
- sciage des branches secondaires	: 6.100.000 "	x 6 "	x 0,4	= 14,6 mio
				<u>38,4 mio</u>

2. Dépenses pour l'aide complémentaire :

- en cas de replantation ou de sciage du tronc :

a) 3.850.000 arbres x 0,85* x 13 ECU x 0,4 = 17,0 mio

- en cas de sciage des branches premières :

b) 2.600.000 arbres x 0,85* x 8 ECU x 0,4 = 7,1 mio

- en cas de sciage des branches secondaires:

c) 6.100.000 arbres x 0,85* x 4 ECU x 0,4 = 8,3 mio
32,4 mio

3. Dépenses supplémentaires résultant de l'augmentation de 20 % de l'aide complémentaire en cas de reconstitution collective

a) 3.350.000 arbres x 0,85* x 0,25** x 2,6 ECU x 0,4 = 0,9 mio

b) 2.600.000 arbres x 0,85* x 0,25** x 1,6 ECU x 0,4 = 0,4 mio

c) 6.100.000 arbres x 0,85* x 0,25** x 0,8 ECU x 0,4 = 0,4 mio
1,7 mio

4. Dépenses totales : 72,5 mio ECU

* taux d'éligibilité effective, compte tenu de l'application d'un seuil de prospérité pour l'octroi de cette aide.

** taux de participation au schéma collectif.

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que altera o Regulamento (CEE) nº 2511/69 que prevê medidas especiais
para melhorar a produção e a comercialização no sector
dos citrinos comunitários

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia e,
nomeadamente, o seu artigo 43º,

Tendo em conta a proposta da Comissão (1),

Tendo em conta o parecer do Parlamento Europeu (2),

Considerando que, ao abrigo do Regulamento (CEE) nº 2511/69 do Conselho (3),
com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento
(CEE) nº 3130/86 (4), a Grécia executou o seu plano que prevê medidas
especiais para melhorar a produção e a comercialização de citrinos, em confor-
midade com o programa aprovado pela Comissão em 21 de Novembro de 1983;

Considerando que, nomeadamente em certas regiões da Grécia, as plantações
de citrinos foram destruídas ou gravemente danificadas por geadas de inten-
sidade e duração excepcionais durante o Inverno de 1986/1987, as quais, em
larga medida, puseram em causa os resultados obtidos e o estado de adianta-
mento do plano em curso de realização; que, por conseguinte, é conveniente
incentivar, em determinadas condições, o restabelecimento das plantações
em causa, a fim de permitir a continuidade da actividade agrícola nas
regiões sinistradas;

(1) JO nº C

(2) JO nº C

(3) JO nº L 318 de 18.12.1969, p.1.

(4) JO nº L 292 de 16.10.1986, p.5.

Considerando que este restabelecimento deve assegurar a manutenção de um alto nível de qualidade ou uma melhoria qualitativa, mediante a utilização das melhores variedades sempre que o nível qualitativo ainda não for conforme às exigências dos consumidores; que, por conseguinte, é conveniente efectuar o restabelecimento das plantações danificadas através de operações de reconversão quando se verificar que as variedades existentes antes dos gelos não satisfaziam as exigências dos consumidores;

Considerando que determinados citricultores gregos foram impedidos pelas intempéries de iniciar as operações de reconversão e de reestruturação já previstas no plano aprovado pela Comissão; que, por conseguinte, é conveniente oferecer-lhes a possibilidade de iniciar, logo que for oportuno, as referidas operações;

Considerando que, atendendo a que o gelo destruiu uma percentagem importante das árvores que já tinham sido objecto de operações de reconversão ou de novas plantações já instaladas após operações de reestruturação, ou que eram objecto de tais operações em curso de realização, bem como de enxertos destinados à execução do plano, devem ser iniciadas novas operações; que, por conseguinte, é necessário adaptar as ajudas concedidas para estas operações, de modo a ter em conta os estragos ocorridos;

Considerando que, para corrigir a situação criada no seguimento dos gelos, é conveniente prever uma acção de carácter urgente que implique um prazo suplementar de dois anos, bem como uma subsequente adaptação do plano executado na Grécia,

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO:

Artigo 1º

O Regulamento (CEE) nº 2511/69 é alterado do seguinte modo:

1) No artigo 1º :

i) O nº 2 é completado pelo seguinte parágrafo:

" Todavia, a data referida no primeiro parágrafo é prorrogada por dois anos, no que diz respeito à aplicação do disposto no nº 4."

ii) São aditados os seguintes números:

"4. Na Grécia:

- a) As ajudas referidas no primeiro parágrafo do nº 1 e no nº 3 podem ser concedidas para as operações mencionadas nas alíneas a), c) e d) do nº 1 que sejam iniciadas até 31 de Dezembro de 1990 quando as plantações de citrinos tiverem sido danificadas pelas geadas ocorridas no Inverno de 1986/87;
- b) No caso de plantações de citrinos que tenham sido objecto, até ao Inverno de 1986/87, das operações referidas nas alíneas a), c) e d) do nº 1, as ajudas mencionadas no primeiro parágrafo do nº 1 e no nº 3 podem ser de novo concedidas quando as referidas operações devam ser reiniciadas na sequência dos gelos do Inverno em questão e até 31 de Dezembro de 1990;
- c) Podem ser concedidas as ajudas referidas no primeiro parágrafo do nº 1 e no nº 3 para operações de reconstituição das árvores danificadas pelos gelos ocorridos durante o Inverno de 1986/87, as quais devem ser iniciadas até 31 de Dezembro de 1990 no caso das plantações de citrinos cuja composição varietal correspondia já, antes dos gelos em causa, às exigências dos consumidores, quando as referidas operações forem realizadas por:
 - arranque e replantação das variedades existentes antes do gelo ou de outras variedades de citrinos que correspondam às exigências dos consumidores,
 - corte do tronco ou dos ramos primários ou secundários e sobre-
 - enxertia das variedades já existentes antes do gelo ou de outras variedades de citrinos que correspondam às exigências dos consumidores,

bem como as ajudas relativas às medidas referidas na alínea d) do nº 1, na medida em que tal for necessário à realização das operações de reconstituição.

"5. As ajudas relativas às operações referidas no n.º 4 só são elegíveis a título do FEOGA quando a superfície das árvores de citrinos danificadas pelo gelo corresponder, pelo menos, a 20% da superfície da exploração cultivada com citrinos antes do gelo".

2) No artigo 2.º:

- i) O início do terceiro parágrafo passa a ter a seguinte redacção:
"Os Estados-membros interessados estabelecem, o mais tardar em 30 de Abril de 1983, e, para a aplicação do disposto no n.º 4 do artigo 1.º, o mais tardar em 30 de Setembro de 1988, um plano..."
- ii) Após o quarto parágrafo, é inserido o seguinte parágrafo:
"O plano estabelecido em aplicação do disposto nos n.ºs 4 e 5 do artigo 1.º inclui, nomeadamente, além dos elementos referidos nos terceiro e quarto parágrafos, a localização das zonas mais afectadas pelas intempéries, a importância dos estragos ocasionados, o número de explorações afectadas, a importância das superfícies que podem ser objecto de concessão de ajudas relativas às operações referidas no n.º 4 do artigo 1.º, incluindo a orientação varietal, das plantações que são objecto dessas operações, bem como a definição das medidas de controlo que assegurem que as ajudas concedidas aos citricultores que sofreram estragos devidos ao gelo correspondem ao critério fixado no n.º 5 do artigo 1.º".

3) Ao n.º 1 do artigo 3.º é aditada a seguinte alínea:

- "d) No que diz respeito às acções referidas no n.º 4, alínea c), do artigo 1.º:
 - para reconstituir as plantações de citrinos danificadas pelo gelo, mediante a manutenção da composição varietal das explorações ou através da selecção adequada de outras variedades adaptadas às exigências dos consumidores,
 - para uma racionalização dos meios de produção, tal como prevista na alínea a), segundo travessão, do n.º 1, quando o nível de tal racionalização ainda não for satisfatório".

4) No artigo 4º:

- i) No nº 1 após o segundo parágrafo, é inserido o seguinte parágrafo:
"Todavia, para a aplicação do disposto no nº 4, alíneas a) e b), do artigo 1º, o valor previsto no segundo travessão do primeiro parágrafo é reduzido a 20%".
- ii) É inserido o seguinte número:
"2-A. No que diz respeito à ajuda complementar, referida no nº 3 do artigo 1º, à aplicação do disposto no nº 4, alínea c), do artigo 1º, são aplicáveis as condições referidas no primeiro parágrafo do nº 1, com excepção da taxa de 40% referida no segundo travessão do mesmo parágrafo".
- iii) No nº 4, o primeiro parágrafo é completado pela seguinte expressão:
"... ou das efectuadas nos termos do disposto no nº 4, alínea c), do artigo 1º."

5) No artigo 5º:

- i) No nº 1, o primeiro travessão é completado do seguinte modo:
"... bem como pela acção referida no nº 4, alínea c), do artigo 1º."
- ii) O nº 2 passa a ter a seguinte redacção:
" 2. O FEOGA, secção Orientação, reembolsa os Estados-membros em 50% do montante das despesas ocasionadas pelas acções referidas no nº 1 do artigo 1º, pelo pagamento da ajuda complementar prevista no nº 3 do mesmo artigo e pelas acções referidas no nº 4, alínea c), do mesmo artigo".

Artigo 2º

O presente regulamento entra em vigor no terceiro dia seguinte ao da sua publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas, em

Pelo Conselho

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

concernant : proposition de règlement du

Conseil modifiant le R. (CEE) n° 2511/69 prévoyant des mesures spéciales en vue de l'amélioration de la production et de la commercialisation dans le secteur des agrumes communautaires.

1. Ligne budgétaire : IIIB poste : 333 intitulé : Secteur des fruits et des olives.

2. Base juridique : Article 43 du Traité.

3. Classification : Dépense obligatoire/DEPENSE OBLIGATOIRE

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Prorogation de la durée de l'action de deux ans et prise de mesures adéquates pour la reconstitution des vergers d'agrumes touchés par le gel en 1987.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : Remboursement des dépenses nationales éligibles.

5.2 Part du financement communautaire : 50 % des dépenses nationales éligibles.

5.3 Calcul : (1)

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Echancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

<u>Exercice</u>	<u>C.E. / C.P.</u>
1988	p.m.
1989	p.m.
1990	p.m.
1991	p.m.
1992	p.m.
exercices ultérieurs	p.m.
Total	p.m.

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations : (1) Les nouvelles mesures proposées seront mises en oeuvre par une modification du programme hellénique "agrumes" adopté en 1983. Etant donné que le taux de réalisation du programme a été inférieur à celui prévu lors de l'établissement de son coût estimatif (83 mio ECU), le financement de ces nouvelles mesures peut être effectué à l'intérieur du coût estimatif initial et, par conséquent, la modification n'entraîne pas des dépenses supplémentaires à charge du FEOGA(O).

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que institui uma acção comum de urgência
a favor das zonas agrícolas
nas regiões de Valência e Múrcia (Espanha)

EXPOSE DES MOTIFS

1. Lors de la session du Conseil des Ministres de l'Agriculture des 16/17/18 novembre 1987, le représentant de la Commission, suite à la déclaration du Ministre espagnol de l'agriculture, a précisé que son institution était disposée à étudier les problèmes subsistants suite aux dégâts causés sur le plan agricole par les inondations qui ont affecté certaines régions du sud de l'Espagne (régions de Valencia et Murcia) au début du mois de novembre 1987.

L'examen de la situation, et spécifiquement l'importance des dégâts occasionnés dans les régions sinistrées requièrent, comme dans des cas similaires, et dans un esprit de solidarité, un engagement financier de la Communauté. Pour cette raison, la Commission propose au Conseil la mise en oeuvre d'une action commune, au sens de l'article 6 du règlement (CEE) No 729/70 en faveur de ces régions.

2. L'action commune vise, sous forme d'aides aux investissements, à faciliter avec le concours financier du FEOGA-Orientation :

- la reconstitution et l'amélioration des infrastructures agricoles telles que électrification, voirie rurale, adduction en eau potable, irrigation collective et individuelle (en respectant les orientations de la PAC) ;
- la protection des sols contre l'érosion ;
- la reconstitution et amélioration des sols agricoles (dépierrage, nivellement, nettoyage, reconstitution de la couche de terre arable, premier ensemencement, replantation d'arbres fruitiers ...)
- la reconstitution et l'amélioration des bâtiments des exploitations.

Les dégâts nécessitent une reconstitution à bref délai. C'est pourquoi l'action commune sera mise en oeuvre sous forme de programmes annuels de réalisation comportant les mesures les plus adéquates telles qu'elles sont visées ci-dessus et établies par le gouvernement espagnol ou les autorités régionales compétentes.

Un comité de suivi, se réunissant au moins une fois par an et où siégeront des représentants de l'Etat espagnol, de la Commission et, le cas échéant, des milieux professionnels concernés sera chargé de veiller à l'exécution efficace de l'action commune.

En soulignant la nécessité d'une intervention très prompte, la durée de l'action serait limitée à 2 ans, pouvant être éventuellement prorogée d'une année. Les dépenses prévisionnelles à charge du FEOGA-Orientation seraient de 11,2 millions d'Ecus.

Historical Archives of the European Commission

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que institui uma acção comum de urgência
a favor das zonas agrícolas
nas regiões de Valência e Múrcia (Espanha)

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia, e, nomeadamente, o seu artigo 43º,

Tendo em conta a proposta da Comissão (1),

Tendo em conta o parecer do Parlamento Europeu (2),

Considerando que, para atingir os objectivos da política agrícola comum, referidos no nº 1, alíneas a) e b), do artigo 39º do Tratado, é necessário ajudar a melhorar as estruturas da agricultura nas regiões especialmente expostas a graves problemas;

Considerando que as inundações verificadas entre 2 e 5 de Novembro de 1987 nas regiões de Múrcia e de Valência, destruíram ou danificaram gravemente as infra-estruturas rurais, assim como certos instrumentos de produção agrícola, incluindo os edifícios de habitação nessas regiões;

Considerando que as inundações danificaram os solos agrícolas, tendo inclusive, em certos casos, removido a camada de terra arável;

Considerando que, nas regiões mais sinistradas, é conveniente encorajar e acelerar a reconstituição dos investimentos danificados ou destruídos;

Considerando que as informações transmitidas pelo Governo espanhol à Comissão demonstram que a amplitude e a gravidade dos prejuízos verificados ultrapassam as possibilidades financeiras das regiões afectadas e do Estado-membro; que, por conseguinte, a solidariedade da Comunidade deve concretizar-se através da aplicação de uma acção de urgência excepcional para permitir a reconstituição e a melhoria dos investimentos danificados e destruídos num prazo razoável;

(1) JO

(2) JO

Considerando que é conveniente que essa ajuda seja concedida no âmbito de medidas que visem a reconstituição e a melhoria dos investimentos danificados ou destruídos;

Considerando que, para assegurar a essas medidas a melhor eficácia possível e a sua aplicação em prazos especialmente curtos, é conveniente que estas se insiram num programa de acção anual a estabelecer pelas autoridades regionais e a transmitir pelo Governo espanhol;

Considerando que é conveniente prever a possibilidade de prorrogar por um ano a duração dessa acção comum se dificuldades imprevisíveis não permitirem alcançar os progressos inicialmente esperados;

Considerando que é conveniente prever que esse conjunto de medidas constitua uma acção comum na acepção do artigo 6º do Regulamento (CEE) nº 729/70 do Conselho, de 21 de Abril de 1970, relativo ao financiamento da política agrícola comum (3), com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CEE) nº 3183/87 (4);

Considerando que uma intervenção do Fundo sob a forma de uma subvenção de capital igual a 35% do auxílio público tornado disponível para remediar os prejuízos, constitui uma participação adequada da Comunidade para o esforço de solidariedade tornado necessário pelas disponibilidades financeiras limitadas da Espanha;

(3) JO nº 94 de 28.4.1970, p. 13

(4) JO nº 304 de 27.10.1987, p. 1

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO:

Artigo 1º

Para acelerar e facilitar a reconstituição e a melhoria dos investimentos danificados ou destruídos pelas inundações verificadas em Novembro de 1977 nas "Comunidades Autônomas de Valencia e Murcia", é criada uma acção excepcional de urgência a favor da agricultura nessas regiões. Essa acção constitui uma acção comum na acepção do artigo 6º do Regulamento (CEE) nº 729/70.

Artigo 2º

Em conformidade com o artigo 4º, a Comunidade pode conceder uma contribuição no âmbito da acção comum, ao financiar por intermédio do Fundo Europeu de Orientação e Garantia Agrícola, Secção "Orientação", seguidamente designado "Fundo" as medidas ligadas :

- a) à reconstituição e à melhoria das infraestruturas agrícolas tais como :
- a electrificação e a adução de água potável nas explorações agrícolas e nas povoações cujos habitantes dependem principalmente da agricultura;
 - a reconstrução e a melhoria dos poços sempre que não existirem redes de distribuição de água potável;
 - a reconstrução e a melhoria dos caminhos de exploração e de comunicação utilizados principalmente para a agricultura e a silvicultura.
- b) à reconstrução e à melhoria das infra-estruturas de irrigação, incluindo as fontes de água individuais, na condição de assegurarem uma melhor orientação da produção no sentido das exigências da política agrícola comum;

- c) à protecção dos solos contra a erosão, incluindo a nova construção de pequenas barragens de água, de diques e de quebra-ventos, a consolidação dos leitos dos rios, assim como a introdução de plantas aptas a melhorar a capacidade de retenção do solo e de resistência ao vento;
- d) à reconstituição e à melhoria dos solos agrícolas, incluindo a despedrega, o nivelamento e a limpeza, assim como a reconstituição da camada de terra arável, primeira sementeira em caso de pastagem e replantação de árvores de fruto;
- e) à reconstituição e ao melhoramento dos edifícios das explorações, incluindo os edifícios de habitação.

Artigo 3º

1. As autoridades designadas pela Espanha estabelecerão, anualmente, um programa específico de acções que comportará as medidas mais adequadas para a realização das acções referidas no artigo 2º. Deve ser apresentado, anualmente, à Comissão, o mais tardar no primeiro mês de cada ano.
2. O programa deve fornecer, nomeadamente, as informações seguintes :
 - a) definição das zonas geográficas que beneficiam da intervenção do ano de referência;
 - b) uma descrição dos prejuízos verificados por sector e as medidas de reconstituição e de melhoria a levar a cabo e os prazos para a sua realização;
 - c) o nível de auxílio público, da participação do beneficiário e do co-financiamento da Comunidade;
 - d) uma estimativa do número de hectares SAU e de agricultores que beneficiam do programa;
 - e) uma estimativa dos custos/benefícios, quando for oportuna;
 - f) as medidas de coordenação com todas as outras medidas e disposições susceptíveis de ter uma incidência sobre o desenvolvimento da agricultura nas regiões afectadas;
 - g) qualquer outra informação considerada importante para a Comissão.

3. O programa referido no nº 1 será acompanhado de um relatório pormenorizado sobre o desenrolar das medidas realizadas durante o ano anterior.
4. O programa será aprovado em conformidade com o processo previsto no artigo 25º do Regulamento (CEE) nº 797/85 do Conselho (5).
5. Para a acção comum é criado um Comité de Acompanhamento, de comum acordo entre a Comissão e o Governo espanhol.

O Comité assistirá o Governo espanhol e as regiões beneficiárias da acção comum ou, se for caso disso, qualquer outra autoridade designada por este para assegurar a execução eficaz da acção comum.

O Comité reunir-se-á pelo menos uma vez por ano e, se for caso disso, as suas reuniões serão alargadas aos representantes dos meios profissionais abrangidos.

Artigo 4º

Os investimentos que beneficiam de ajudas comunitárias nomeadamente no âmbito de outras acções comuns, na acepção do nº 1 do artigo 6º do Regulamento (CEE) nº 797/70, não podem beneficiar de uma contribuição do Fundo ao abrigo do presente regulamento.

Artigo 5º

1. A duração da acção comum está limitada a 2 anos a partir de 1 de Janeiro de 1988.
2. O custo previsional da acção comum a cargo do Fundo eleva-se a 11,2 milhões de ECUs para a duração prevista no nº 1.
3. A contribuição do Fundo será composta de contribuições de capital, concedidas em uma ou mais transferências.
4. A contribuição do Fundo elevar-se-á a 35% dos custos de realização dos trabalhos e medidas referidos no artigo 2º, até aos limites dos seguintes custos globais elegíveis:

(5) JO nº L 93 de 30.3.1985, p. 1.

- 12 milhões de ECUs para os trabalhos de infra-estrutura rural
 - 8 milhões de ECUs para os trabalhos de irrigação com um montante máximo de 4 000 ECUs por hectare até um limite global de 2 000 hectares
 - 5 milhões de ECUs para a luta contra a erosão
 - 4,5 milhões de ECUs para os trabalhos de melhoria dos solos agrícolas
- 2,5 milhões de ECUs para os trabalhos relativos aos edifícios.
5. A contribuição do explorador do terreno elevar-se-á, no mínimo, a 10%. Todavia, aquando da aprovação dos programas referidos no artigo 3º, a Comissão pode admitir derrogações a esta taxa mínima.
6. Aquando da aprovação de um programa anual, em conformidade com o processo referido no nº 4 do artigo 3º, a Comissão pode alterar os limites financeiros referidos no nº 4 sem, todavia, ultrapassar o custo previsional referido no nº 2, assim como o prazo de duração referida no nº 1, até um máximo de um ano suplementar.

Artigo 6º

1. Podem ser concedidos adiantamentos, com base na apresentação das fracções anuais, para a realização dos trabalhos referidos no artigo 2º, em função do estado de adiantamento desses trabalhos.
2. Os adiantamentos não podem ultrapassar 80% da contribuição comunitária nos custos de uma fracção anual dos trabalhos referidos no nº 1.
3. As normas de execução do presente artigo serão adoptadas em conformidade com o processo previsto no artigo 13º do Regulamento (CEE) nº 729/70.

Artigo 7º

1. As transferências a título da contribuição do Fundo serão efectuadas aos organismos designados para o efeito pela Espanha.
2. Durante a intervenção do Fundo, a autoridade ou organismo designados para o efeito pelo Estado-membro em questão, transmitirão à Comissão, o seu pedido, todos os documentos justificativos e todos os documentos de natureza a estabelecer que estão reunidas as condições financeiras e outras impostas para cada programa especial. A Comissão pode, se necessário for, efectuar um controlo no local.

Após consulta do Comité do Fundo quanto aos aspectos financeiros, pode ser decidido suspender, reduzir ou suprimir a contribuição do Fundo, nos termos do processo previsto no nº 4 do artigo 3º :

- se o programa não for executado como previsto,
- ou
- se determinadas condições impostas não estiverem reunidas.

Os montantes cuja transferência não estavam ou não estão justificados, serão deduzidos das transferências a fazer a título dos anos seguintes, de acordo com essa constatação.

3. As regras de execução do presente artigo serão adoptadas em conformidade com o processo previsto no artigo 13º do Regulamento (CEE) nº 729/70.

Artigo 8º

O presente regulamento entra em vigor no terceiro seguinte ao da sua publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas, em

Pelo Conselho

O Presidente

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du
Conseil instituant une action commune d'urgence en faveur des zones agricoles des
régions de Valencia et Murcia (Espagne).

1. Ligne budgétaire : III B poste : Intitulé : FEOGA(0) : structure budgétaire à prévoir
au budget 1989.

2. Base juridique : Art. 43 du Traité.

3. Classification : Dépense obligatoire/Dépense non obligatoire

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Reconstitution et amélioration des infra-
structures rurales, des sols agricoles, des bâtiments et habitations des exploi-
tations qui ont été endommagés ou détruits par les inondations intervenues en
1987.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : Subventions en capital accordées en un ou plusieurs versements.

5.2 Part du financement communautaire : 35 % des coûts éligibles

5.3 Calcul :

- Infrastructure rurale	: 12,-	mio ECU	x 0,35	=	4,2	mio ECU
- Irrigation	: 8,-	"	"	x 0,35	=	2,8 " "
- Erosion	: 5,-	"	"	x 0,35	=	1,7 " "
- Amélioration des sols	: 4,5	"	"	x 0,35	=	1,6 " "
- Reconstitution des bâtiments	: 2,5	"	"	x 0,35	=	0,9 " "
- Coût total à charge du FEOGA(0) :						<u>11,2</u> mio ECU

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Échéancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

Exercice	C.E.	C.P.
1988	-	-
1989	11,2	4
1990	-	5
1991	-	2
1992	-	0,2
exercices ultérieurs	-	-
Total	<u>11,2</u>	<u>11,2</u>

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations :